

EUROPE

Un livre publié à Bucarest affirme le caractère roumain de la Bessarabie rattachée à l'U.R.S.S. depuis la guerre

Vienne. — Les organes d'information roumains viennent de briser un tabou qui leur était imposé depuis plus de trente ans : en rendant compte la semaine dernière d'un ouvrage historique publié aux Editions politiques de Bucarest et qui affirme sans détour le caractère roumain de la Bessarabie, aujourd'hui sous administration soviétique, l'agence officielle de presse roumaine Agerpres a mis sur la place publique une question jusqu'ici volontairement passée sous silence par les autorités, en raison de son caractère délicat.

Intitulé *La Vie politique en Roumanie de 1918 à 1921*, l'ouvrage, qui, nous dit-on, a été entrepris avec « une rigueur scientifique parfaite », traite d'une période particulièrement faste pour l'Etat roumain : grâce à une habile politique d'alliances, le pays a récupéré à la fin de la première guerre « des territoires enlevés à la mère patrie en flagrant contrediction avec les lois et les traités qui ne permettaient à personne d'occuper ce qui ne lui appartenait pas ». Ainsi la nation roumaine, indiquent les auteurs, deux jeunes chercheurs, Ion Ardeleanu et Mircea Musat, est parvenue « à sauver le joug de l'oppression étrangère et à réaliser son aspiration séculaire : l'union ».

Avec l'encouragement des autorités

Quels sont les territoires alors recouvrés ? Les deux historiens le disent très clairement, en faisant ressortir le rôle joué, selon eux, par la lutte populaire : « Des régions à population roumaine, historiquement aliénées par des documents, ont été intégrées à l'Etat roumain par la volonté des masses. C'est ainsi que le 27 mars 1918 l'union de la République de Moldavie (la Bessarabie) avec la Roumanie. Le 28 novembre de la même année, on a décidé « l'union inconditionnelle et à tout jamais » du territoire roumain millénaire de la Bucovine à la patrie. Enfin, le 1^{er} décembre 1918, l'union « à jamais » de la Transylvanie et du Banat à la Roumanie fut proclamée solennellement ».

L'intérêt de l'ouvrage n'est pas seulement historique, mais aussi et surtout politique. Sans aucun doute, il marque une date dans le processus engagé à Bucarest, il y a une dizaine d'années et visant à affirmer face aux Etats voisins la « roumanité » de l'espace carpatodanubien. L'événement est d'autant plus significatif qu'il ne s'agit pas d'un phéno-

De notre correspondant

même isolé : la parution du livre d'Ardeleanu et Musat fait suite à la publication des derniers temps, de plusieurs articles traitant du même problème. Les deux historiens avaient eux-mêmes rédigé à la fin de 1975 un article dans une revue spécialisée, *Année de l'histoire*, où ils analysaient le rôle joué par les socialistes roumains en 1918 dans la formation de l'Etat unitaire national.

Quelques semaines plus tard, un autre article publié dans la revue *Magazin istoric*, de diffusion déjà plus large, avait retracé « les étapes de la lutte du peuple rou-

main pour la réalisation de son unité nationale et étatique ». L'auteur, l'historien Stefan Pascu, y indiquait que, pour défendre « la terre leur appartenant de tout temps », les Roumains avaient dû, « depuis le début des temps », lutter pour leur liberté et leurs droits, leur indépendance et leur unité ».

Chiffres à l'appui, l'article soulignait les provinces annexées aux XVII^e et XIX^e siècles soit par les Habsbourg, soit par la Russie tsariste, avaient une population à majorité roumaine : ainsi, par exemple, la Bucovine, selon un recensement effectué par les autorités tsaristes elles-mêmes en 1817, cinq ans après la première annexion de la Bessarabie

En 1944, Moscou récupère la Bessarabie, dont elle fit la République fédérée de Moldavie.

Les derniers articles s'inscrivent dans un mouvement plus vaste qui consiste, par exemple, à activer les fouilles archéologiques ou à rebaptiser certaines cités. Ainsi la ville de Cluj, en Transylvanie, s'appelle depuis deux ou trois ans Cluj-Napoca, par l'adjonction de son ancien nom dace. Tout indique que les études historiques destinées à démontrer la continuité millénaire du peuple dacoroumain dans les provinces historiques de Valachie, de Moldavie et de Transylvanie et à affirmer la revendication de l'Etat national bénéficient aujourd'hui, à Bucarest, d'une priorité « sur le front idéologique ».

MANUEL LUCBERT.

« La réconciliation nationale ne sera possible qu'après le départ des troupes soviétiques de Tchécoslovaquie »

déclare M. Jiri Pelikan à Paris

Il y a huit ans, le P.C. tchécoslovaque, dirigé par M. Dubcek, adoptait un programme d'action où, pour la première fois dans un pays socialiste, la notion de dictature du prolétariat était abandonnée. Il y a sept ans, M. Husak remplaçait M. Dubcek et commençait la « normalisation ».

A cette occasion, M. Jiri Pelikan, l'un des personnalités marquantes du « printemps de Prague », a tenu une conférence de presse à Paris pour commenter les résultats du vingt-cinquième congrès du P.C.T.

Au sujet de l'offre de « pardon conditionnel » faite lors du congrès par M. Husak, secrétaire général du P.C., aux anciens communistes exclus ou suspendus de faire leur autocritique, M. Pelikan estime qu'elle ne peut avoir la véritable signification d'une « réconciliation nationale ».

Tout d'abord, parce que la proposition exclut a priori tous les anciens dirigeants et ceux qui ont activement soutenu le printemps de Prague. Cette offre n'est pas nouvelle, a dit M. Pelikan, elle vise surtout à diviser l'opposition. De plus, les dirigeants actuels en ont eux-mêmes largement profité (M. Husak, Strogan, le chef du gouvernement, etc.).

Ce geste serait cependant considéré comme positif s'il était accompagné de trois autres mesures indispensables qui n'ont même pas été mentionnées durant le congrès, a ajouté M. Pelikan. A savoir, le départ des troupes soviétiques, dont le stationnement « a tiré temporairement » de la situation « normale ».

Le délégué soviétique M. Kirilenko, a-t-il fait remarquer, a pourtant félicité M. Husak durant le congrès pour les succès qu'il a obtenus. Ensuite, il faudrait que cesse toute répression et discrimination envers ceux qui « pensent autrement ».

Enfin, tous les prisonniers politiques devraient être libérés.

Enfin, M. Pelikan a tenu à attirer l'attention de l'opinion française sur le sort de cinq des condamnés des procès d'été 1975 encore emprisonnés, MM. Milan Hrubel, Jaroslav Sabata, Jiri Mulier, Jan Tesar et Antonin Rusek.

Italie

La mise en minorité du cabinet Moro paraît inévitable

Rome (A.F.P.). — Le sort du cabinet Aldo Moro devrait se jouer dans les Chambres italiennes à l'issue du débat qui s'ouvrira ce mercredi 28 avril. Mais il ne s'agit que d'une pure formalité destinée à justifier la dissolution du Parlement. Les sociaux-démocrates ont décidé de s'abstenir dans un vote de confiance, attitude qu'observeront également les républicains. La mise en minorité est donc certaine.

D'autre part, avant l'ouverture du débat, le président du conseil n'avait pas encore décidé s'il consentait ou non la question de confiance, sur la déclaration gouvernementale. L'hypothèse d'un débat sans vote, suivie de la démission du cabinet, prenait corps. Elle permettrait d'éviter que tel ou tel parti soit désigné comme responsable de la situation.

L'accord s'est fait par ailleurs entre tous les partis pour voter avant le 28 avril au soir le programme de développement économique du Midi, auquel 16 000 milliards de lires sont affectés pour la période 1976-1980. La loi a déjà été adoptée par le Sénat.

Dans une nouvelle déclaration publique, M. Giovanni Agnelli, président de la Fiat, a donné à la République une interview dans laquelle il estime notamment qu'une « situation chilienne est inconcevable en Italie, parce qu'il y a une bourgeoisie et une classe moyenne très fortes ». Après avoir évoqué la situation de Turin, où « les échanges sont continus » entre la municipalité de gauche

et la Fiat, M. Agnelli a envisagé trois hypothèses sur le rôle éventuel qui pourrait être réservé au parti communiste dans le futur gouvernement : 1) le réajustement de la politique économique ; 2) l'association de façon responsable à la gestion des affaires de la collectivité, c'est-à-dire en mettant en valeur son rôle social ; 3) la reconnaissance d'un rôle d'employeur, a-t-il ajouté, c'est l'absence de parler de pluralisme. On entre alors dans un autre schéma institutionnel, celui des pays de l'Est, où l'on a dû créer le rideau de fer pour empêcher tout le monde de s'échapper ».

La société de constructions aéronautiques et spatiales Lockheed assure, dans un bref communiqué, « avoir absolument aucune connaissance » du paiement de commissions à un ancien premier ministre italien pour la promotion des ventes d'appareils « 130 ». — (A.F.P.)

M. Antonio Robert Martin, Lillo, français d'origine espagnole, accuse d'appartenir au parti communiste espagnol, a été mis en liberté le 21 avril puis expulsé d'Espagne. Il avait été condamné le 12 mars à cinq ans de prison, après deux ans de détention, par le tribunal de l'ordre public de Madrid.

Espagne

La situation sociale est à nouveau tendue à l'approche du 1^{er} mai

Toutes les manifestations publiques seront interdites le 1^{er} mai en Espagne, a annoncé le porte-parole du ministère de l'Intérieur le mardi 27 avril. Il a indiqué que le gouvernement était « prêt à employer tous les moyens à sa disposition pour agir avec toute la fermeté nécessaire pour préserver l'ordre public ». Trois grandes organisations syndicales clandestines — l'Union syndicale ouvrière (USO), l'Union générale des travailleurs (U.G.T.) et les commissions ouvrières — ont convoqué ce jour-là les travailleurs et leurs familles à une « grande concentration pacifique » dans un parc situé à la bordure est de Madrid. Les maoïstes de l'Organisation révolutionnaire des travailleurs (O.R.T.) ont lancé, quant à eux, un appel pour des manifestations de rue. En dehors de la capitale, des rassemblements sont prévus par les différentes organisations ouvrières dans les

principales villes du pays. Les forces de l'ordre sont déjà intervenues à deux reprises mardi à la faculté de droit de Madrid pour décoller des affiches appelant à une réunion du « comité pour le 1^{er} mai ».

M. Arias Navarro, président du gouvernement espagnol devait s'adresser mercredi soir à ses concitoyens pour la deuxième fois depuis l'avènement de la monarchie, pour faire un bilan des cinq premiers mois de gouvernement depuis la mort du général Franco et annoncer les prochaines étapes de sa politique de réformes. Parmi celles-ci, la réforme syndicale est l'une des plus urgentes et, déjà, l'une des plus contestées. Selon les milieux informés, le référendum constitutionnel pourrait avoir lieu en octobre et des élections générales dans les premiers mois de 1977.

Les syndicats officiels sur la défensive

De notre correspondant

Madrid. — Pour la première fois depuis dix-huit ans, le 1^{er} mai prochain ne sera pas la grande manifestation nationale par laquelle les syndicats officiels célèbrent traditionnellement le Saint-Joseph. Pendant dix-huit ans, au stade Bernabeu de Madrid, le général Franco présidait cette manifestation. Cette année, il semble que ce soit le roi Juan Carlos lui-même qui ait fait savoir discrètement qu'il souhaitait sa suppression.

Au moment où la réforme syndicale est l'un des premiers objectifs de la démocratisation de l'Espagne, les responsables des syndicats officiels que les dirigeants du régime « claudiquent » (il serait plus exact de dire maintenant : non autorisés officiellement) ont sans doute mieux à faire que d'assister à des spectacles de danses et de chants régionaux. Dès que la décision fut connue, les commissions ouvrières, l'Union générale des travailleurs et l'Union syndicale ont réagi. Elles ont demandé aux autorités locales la permission d'organiser des manifestations syndicales pacifiques à Barcelone et dans diverses villes de province. Cette autorisation leur a été refusée.

Faire l'unité syndicale

Il y a un peu plus d'une semaine, au son de l'hymne national, se terminait à Madrid le trentième congrès de l'Union générale des travailleurs, toléré par les autorités. C'était la première fois depuis la guerre civile que cette centrale syndicale tenait son congrès en Espagne. Ce syndicat socialiste, fondé en août 1988, réunit actuellement sept mille militants. Le congrès avait pris pour thème : « Faire l'unité syndicale pour la liberté ».

La principale décision adoptée fut en faveur de ce qu'on appelle ici une « rupture syndicale ». Les conclusions du congrès affirment, en effet : « L'Union générale des travailleurs se déclare résolue à lutter contre l'organisation syndicale actuelle à cause de son caractère anti-démocratique et répressif ». L'Union générale des travailleurs se déclare résolue à lutter contre l'organisation syndicale actuelle à cause de son caractère anti-démocratique et répressif.

L'Union générale des travailleurs adoptait ainsi une position ferme face aux réformistes des syndicats officiels qui espéraient, grâce à l'autorisation du congrès, que le vieux syndicat socialiste allait s'associer à une réforme que

refusent les autres formations illégales. Mais le congrès de l'Union générale des travailleurs a été catégorique dans ses conclusions. « Pour les socialistes, la liberté n'est pas négociable. La démocratie est un tout qui ne peut pas être octroyé en pièces détachées ».

L'Union générale des travailleurs, d'autre part, à la fin du congrès donnera la parole aux représentants de deux autres syndicats importants en Espagne, les commissions ouvrières et l'Union syndicale ouvrière, accueillis par les congressistes aux cris de « Unité ! Unité ! ».

Les syndicats officiels, de leur côté, réagissent. Le ministre des relations syndicales, M. Rodolfo Martín Villa, a plusieurs fois expliqué en privé comment il voyait la réforme syndicale dans

le cadre des limites « tolérées » par la classe politique actuellement au pouvoir. Le « bunker » syndical a aussitôt fait savoir son opposition et aurait obtenu que la réforme syndicale soit suspendue.

De fait, la commission mixte formée par des membres du gouvernement et du conseil national (la « Chambre haute » du franquisme) chargée de préparer la « démocratisation » a terminé ses travaux sans que la réforme des syndicats ait été abordée. Mais la récente modification du règlement des Cortes devrait empêcher les fractions conservatrices de faire obstruction aux projets de loi qui leur sont présentés, et la nouvelle loi sur les syndicats pourrait faire partie du train de réformes qui, semble-t-il, sera soumis à référendum avant l'été.

JOSE-ANTONIO NOVAIS.

Portugal

Exigeant le départ des communistes

Le parti populaire démocratique quitte le gouvernement provisoire

Le parti populaire démocratique (P.P.D.) a décidé, selon l'Agence France-Presse, de remettre à la disposition du premier ministre les deux postes ministériels qu'il détenait dans le sixième gouvernement provisoire portugais. Cette décision a été prise à la suite de la réunion tenue dans la nuit de mardi à mercredi par le bureau national du parti.

De notre correspondant

Lisbonne. — Au lendemain des élections, trois problèmes se posent : maintien du gouvernement provisoire jusqu'à l'élection présidentielle, choix d'un candidat pour la présidence, constitution du nouveau gouvernement après l'élection du président de la République.

Dès mardi, à Lisbonne, la vie politique a repris avec intensité. Les secrétaires généraux du parti populaire démocratique (P.P.D.) et du Centre démocratique et social (C.D.S.), ont donné des conférences de presse. Les deux ministres de tous les partis politiques doivent, dans le courant de la semaine, déterminer leurs positions par rapport aux trois questions déjà énoncées.

En ce qui concerne la formation d'un gouvernement, le P.P.D. et le C.D.S. ont déjà manifesté leur intention de s'opposer au principe d'un « gouvernement minoritaire ». Cela veut dire qu'ils repoussent non seulement l'hypothèse d'un gouvernement socialiste, mais aussi celle d'une coalition C.D.S.-P.P.D. Ils préconisent, en revanche, la formation d'un gouvernement de salut national, dont feraient partie les trois organisations politiques ayant obtenu le plus grand nombre de voix aux élections : le P.S., le P.P.D. et le C.D.S.

Aussi étrange que cela paraisse le seul parti qui, désormais, semble appuyer l'hypothèse d'un gouvernement socialiste est le P.C.P. Tout au long de la campagne, deux thèses s'étaient affrontées : celle du P.S., qui, rejetant des alliances à droite et à gauche, comptait sur l'appui tacite des députés du P.C.P. à son programme de gouvernement ; celle du P.C.P. refusant une situation « à la sud-africaine » qui impliquait le soutien par les communistes d'une politique qu'ils désapprouvent. Or, dès que les résultats électoraux ont été connus, le P.C.P. par la voix de son secrétaire a exprimé un point de vue nettement plus nuancé. Selon M. Cunhal, on doit distinguer les négociations pour la constitution d'un gouvernement d'avec des négociations pour la définition d'un programme de gouvernement. Cela veut dire en clair que les communistes seraient prêts à accepter un gouvernement socialiste à condition d'obtenir, au préalable, certaines garanties concernant, par exemple, la réforme agraire et les nationalisations.

Reste à savoir quelles seront les possibilités du P.S. de gouverner à gauche et comment le parti de M. Soares pourra résister à l'offensive de la droite civile et militaire qui peut essayer par tous les moyens d'imposer une autre solution : la formation d'une coalition allant du C.D.S. à l'alle social-démocrate du P.S. Pendant deux mois, le Portu-

gal sera « en vacances de pouvoir ». L'Assemblée législative ne se réunira qu'une seule fois pour la séance solennelle de l'investiture des députés. L'actuel gouvernement, qui, selon les discussions entre les représentants des partis et des forces armées au moment de la signature du pacte, doit rester en place jusqu'à l'élection présidentielle, risque de passer des jours difficiles. Le parti populaire démocratique vient de s'en retirer, laissant côté à côté socialistes et communistes. Cette opération tactique du parti de M. Sa Carneiro vise un double objectif : marquer le P.S. à gauche et accélérer la réaction des militaires les plus conservateurs. Le P.P.D. essaie en outre de renforcer sa position en vue de l'élection présidentielle.

Au siège du P.S., on considère que la meilleure façon d'éviter le pourrissement de la situation consiste à choisir le plus vite possible un candidat qui, tout en acceptant un gouvernement minoritaire socialiste, rassurerait les militaires et devrait même obtenir leur soutien. Il s'agit en quelque sorte d'une course de vitesse.

Le nom le plus souvent avancé au P.S. est celui du général Ramalho Eanes, chef d'état-major de l'armée de terre, qui dispose déjà de l'appui du P.P.D. Obligé de jouer entre la droite et le P.C., depuis deux ans, le P.S. se trouve aujourd'hui devant une difficulté nouvelle : devant une majorité de gauche à l'Assemblée, il risque de devoir cautionner la présidence de la République d'une politique soutenue par les forces conservatrices du pays.

JOSE REBELO.

Les relations diplomatiques récemment établies entre le Portugal et l'Angola paraissent proches du point de rupture après la fermeture, par le Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A.), de tous ses bureaux au Portugal. Le M.P.L.A. a en outre fermé les frontières de l'Angola aux voyageurs portugais et nationalisés une importante brasserie, jusqu'ici contrôlée par l'Etat portugais.

PRECISIONS. — Plusieurs recomptages effectués dans la journée de mardi à Lisbonne montrent que les résultats des élections législatives publiés dans le *Monde* du 23 avril d'autre part, une coquille typographique a fait attribuer dans nos premières éditions 24,01 % au P.P.D. au lieu de 24,01 %. Les résultats définitifs et complets de l'ensemble du scrutin, qui justifieront un nouveau tableau, devraient être publiés le 5 mai prochain après le dépouillement des votes des Portugais vivant à l'étranger.



James de Coquet La Justice poursuivant le crime

« James de Coquet étudie les passions du cœur humain à travers une quinzaine de ces grandes affaires criminelles qui, depuis vingt ans, ont occupé la « une » des quotidiens »

PIERRE MACAIGNE
« LE FIGARO »

PRESSES DE LA CITE

مكتبة الامم المتحدة

صلى الله عليه وسلم

Océanie

Nouvelles-Hébrides

Imbroglio total à Port-Vila où la première Assemblée représentative est convoquée

Les deux commissaires résidents du condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides ont invité les trente-huit membres de l'Assemblée représentative à se réunir jeudi 29 avril, à Port-Vila, trois des quatre membres du collège des chefs coutumiers résidents à désigner.

Le New Hebrides National Party a laissé entendre qu'il boycotterait cette réunion. Il avait annoncé, le mois dernier, son intention de ne pas participer aux travaux de l'Assemblée, si celle-ci ne se réunissait pas au complet - avant le 20 avril -.

De notre envoyé spécial

Port-Vila. — La situation est tendue à Port-Vila. Les colons français accusent l'administration britannique de fraude électorale et l'administration française d'inaction. L'imbroglio est total. Les Mélanésiens du parti Nagriamel, dans l'île de Santo, ne veulent pas que le territoire soit placé sous la tutelle britannique. Ils exigent, pour le 10 août, le départ de l'administration britannique et l'indépendance de Santo, qui est le centre économique de l'archipel. Les Mélanésiens du New Hebrides National Party (N.H.N.P.), qui se veut un parti de gouvernement, accusent les autres mouvements d'être manipulés par des intérêts économiques et financiers européens. Ils demandent la réunion de l'Assemblée, l'organisation d'un référendum et l'indépendance pour 1977.

Si le condominium n'a jamais connu de troubles graves, la manifestation du 1^{er} avril à Santo, qui s'est soldée par quarante-cinq blessés après des heures entre manifestants du National Party et contre-manifestants du Nagriamel, a servi de sonnette d'alarme. En raison de l'étendue de l'archipel, la situation pourrait devenir rapidement incontrôlable. Français et Britanniques s'efforcent de résoudre - conjointement - les problèmes posés par la prochaine accession de l'archipel à l'indépendance - les deux administrations se sont engagées à négocier ensemble avec chaque parti.

A l'origine de cet imbroglio se trouvent l'impossibilité de constituer le collège des chefs coutumiers à la première Assemblée représentative élue en novembre 1975, trois des membres de ce collège restant à désigner. Une telle opération constituait une gageure : en effet, il n'existe pas aux Nouvelles-Hébrides de structures telles qu'il soit possible de désigner, à coup sûr, tel ou tel notable comme chef coutumier. Ce qui devait être la reconnaissance de la coutume est rapidement devenu un affrontement partisan entre le N.H.N.P. et le Nagriamel. C'est d'ailleurs un pasteur presbytérien qui a été nommé par le N.H.N.P. à ce collège.

« Nous craignons des troubles »

Dans ces conditions, M. Terrade, directeur du cabinet du secrétaire d'Etat aux D.O.M.-T.O.M., M. Stin, avait évoqué, lors de son passage à Nouméa, la possibilité de réunir l'Assemblée sans le collège des chefs coutumiers. Mais, que l'Assemblée se réunisse ou non, le N.H.N.P. ne manderait l'organisation d'un référendum. A cet égard, il y a trois possibilités : la première consisterait à demander que l'une des deux puissances administratives s'en aille, l'autre restant seule chargée de conduire le condominium à l'indépendance ; la seconde serait une consultation de la population sur la date de l'indépendance ; la troisième consisterait à demander le départ simultané de la France et de la Grande-Bretagne.

« Nous craignons des troubles, mais nous nous efforçons d'unifier le peuple hébridais », nous a déclaré M. Barak Sopo, leader de la tendance « dure » du N.H.N.P. « Retarder l'indépendance revient à aggraver les divisions nées de la coexistence de deux systèmes d'éducation qui créent deux mondes différents. Il nous faudra donc unifier au plus vite le système d'éducation. » Division immédiatement sensible sur le plan politique puisque la majorité des Mélanésiens issus de l'école britannique ont voté N.H.N.P., les Mélanésiens francophones ont plutôt voté en faveur de l'Union des communautés des Nouvelles-Hébrides (U.C.N.H.), si bien qu'il y a des îles où le N.H.N.P. est nettement minoritaire. Unifier aura sans doute pour conséquence la suppression de l'un des deux systèmes, et l'on voit mal les cadres du N.H.N.P., pour la plupart pasteurs presbytériens, consentir à se défaire du système anglophone. D'ailleurs, dans un texte rapidement retiré avant les élections, le N.H.N.P. demandait la suppression de l'enseignement du français. De son côté, l'U.C.N.H., confirmé par les élections au rang de deuxième parti de l'archipel, et qui regroupe Mélanésiens (la plupart

LE SÉJOUR EN FRANCE DU PRÉSIDENT GEISEL

Les entretiens ont été surtout consacrés au dialogue Nord-Sud et aux problèmes économiques

Le président de la République du Brésil, le général Ernesto Geisel, a quitté Paris ce mercredi pour Brasilia après avoir eu mardi une seconde conversation en tête à tête, suivie d'un entretien élargi avec M. Giscard d'Estaing.

Deux sujets ont principalement été abordés, indique-t-on de source française :

1) La conférence Nord-Sud. — Les deux gouvernements ont

A l'Assemblée nationale M. Defferre proteste contre l'interpellation de conseillers socialistes

Au cours de la séance du mardi après-midi 27 avril, dans le cadre d'un rappel au règlement, M. Gaston Defferre a élevé « une protestation solennelle contre les méthodes utilisées à l'endroit du peuple, qui ont le droit de manifester leur réprobation quand le dictateur brésilien est en visite à Paris ».

Selon le président du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche, le jour même, « vers midi, quatre conseillers socialistes de Paris — MM. Salles, Sarre, Benassaya et Moullinet — ont été arrêtés sur la place de l'Hôtel-de-Ville, cotés contre un mur, menacés d'arrestation ou d'incarcération de police, et n'ont été relâchés que lorsque la réception organisée à l'Hôtel de ville pour M. Geisel a été terminée ».

EN VISITE A PARIS

M. Gromyko estime que la tendance à la détente se renforce

M. Gromyko, ministre soviétique des Affaires étrangères, arrivé à Paris mardi 27 avril, a, ce mercredi, un entretien avec le président Giscard d'Estaing, qui offre un déjeuner en son honneur.

A son arrivée, M. Gromyko a remis à la presse une déclaration. « En tout cas, conclut-il, nous sommes un pays non aligné. Cela n'empêchera pas la France d'aider à notre développement, car elle a, vis-à-vis des Néo-Hébrides, une obligation morale qu'elle se devra d'acquiescer ».

Reste le difficile problème financier : la façon dont il sera résolu commandera largement l'avenir des relations entre Mélanésiens et Européens. « Nous reprendrons la plus grande partie de la terre, affirme M. Barak Sopo. Bien sûr beaucoup de colons français seront affectés. La France et la Grande-Bretagne devront conjointement les indemniser. » Sur ce point, l'U.C.N.H. concède au N.H.N.P. « que ceux qui possèdent trop devront accepter que les deux puissances administratives leur rachètent des terres pour les rétrocéder aux Mélanésiens. Mais la confiance ne pourra s'instaurer qu'à la condition que le N.H.N.P. reconnaisse les titres de propriété délivrés par le condominium ».

A cet égard, il convient de noter que l'Etat français a mené à bien une vaste opération de rétrocession de terres appartenant à la S.F.N.H., l'un des deux grands propriétaires fonciers de l'archipel avec l'Australien New Hebrides Co. Filiales de la société australienne Burns and Phillip.

Dans un tel contexte, le marasme économique ne peut que persister.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

constaté que leurs vues étaient très proches ; ils sont convenus de rester étroitement en contact pendant la poursuite de cette négociation.

2) Les relations économiques franco-brésiliennes. — De nombreux projets ont été examinés, portant notamment sur les équipements hydro-électriques, pétrochimiques, ferroviaires et portuaires. Ces projets, tous considérables, soulèvent des problèmes de financement complexes, tant en ce qui concerne le volume que les modalités. Deux ministres qui accompagnent M. Geisel, MM. Velloso, ministre du plan, et M. Celso, ministre des mines et de l'énergie, prolongeront leur séjour de quarante-huit heures à Paris pour en poursuivre l'étude avec leurs homologues français.

La seconde journée de la visite du président brésilien a été marquée par de nouveaux incidents et protestations à l'Hôtel de Ville de Paris, les élus socialistes et communistes ont refusé d'assister à la réception en l'honneur de M. Geisel.

« RECTIFICATION. — Deux lignes ont sauté dans le « portrait » du général Geisel publié dans le Monde daté 25-26 avril. A propos de l'« élection » du président brésilien, il fallait lire : « Il a été élu » et non « élu » contre le candidat de l'opposition — par un congrès où le gouvernement s'était assuré la majorité par des moyens, et où chaque député gouvernemental, qui se prononçait à voix haute, était tenu de voter pour lui sous peine de perdre son siège ».

dance à la détente. Nous espérons ainsi nous prémunir contre toutes collisions, tous heurts entre les Etats, sans même parler des heurts militaires. C'est là notre politique. Nous espérons qu'elle est conforme aussi à la politique française, mais il appartient aux Français de le dire ».

WOUBLIEZ PAS LES JUIFS D'U.R.S.S. demande le CRIF aux négociateurs français

Le Conseil représentatif des Institutions juives de France (CRIF) dénonce, dans une « déclaration » publiée, le régime auquel restent soumis les juifs d'U.R.S.S. après l'adoption de l'acte final de Helsinki. A l'occasion de la visite à Paris du ministre soviétique des Affaires étrangères, il attirera l'attention des autorités françaises sur la situation de tous ceux qui sont persécutés en U.R.S.S. pour des raisons philosophiques ou religieuses. « Nous sommes présents à l'esprit de nos interlocuteurs français ».

UN IMPORTANT MOUVEMENT DIPLOMATIQUE EST EN PRÉPARATION AU QUAI D'ORSAY

Plusieurs ambassades importantes recevront de nouveaux titulaires dans les prochains mois, en raison, entre autres, de départs à la retraite.

Ainsi, pour succéder, à Moscou, à M. Jacques Foinet, qui va prendre sa retraite, le gouvernement a demandé l'agrément pour M. Bruno de Lencquesaing, ambassadeur en Chine, auquel succédera M. Jacques Renard, ambassadeur à La Haye. Celui-ci sera remplacé par M. Luc de La Barre de Marigny, actuellement à la direction des affaires économiques de l'administration centrale. A Berlin-Est (République démocratique allemande), M. de Chavron aura pour successeur M. Henry Bayle, actuellement ambassadeur au Pakistan, auquel succédera M. Fol Le Gourdière, ancien ambassadeur en Bulgarie.

D'autre part, M. Georges Gallio, ancien président d'Air France, serait nommé au Salvador. M. Jean-Claude Winckler, ancien ambassadeur à Buenos-Aires, à New-Delhi et M. Jean-Paul Angéles, actuellement chef du protocole, à Lisbonne.

Une succession très attendue est celle de M. Louis de Guiringaud à la tête de la mission permanente aux Nations unies. M. de Guiringaud, devant atteindre l'âge de la retraite en octobre, ne sera vraisemblablement remplacé qu'après la session de l'Assemblée générale de l'ONU, qui dure généralement de septembre à décembre. Le bruit court, notamment au quai d'Orsay, que ce poste ferait l'objet d'une nomination « politique » et que son titulaire serait choisi hors du cadre diplomatique.

DIPLOMATIE

Libres opinions

BRÉSIL : la dictature en crise

par ALAIN TOURAINE (*)

COMMENT ne pas penser d'abord aux exilés, aux prisonniers, aux torturés, face cachée du « miracle » brésilien ? Mais ce n'est pas assez d'appuyer toutes les campagnes pour l'amnistie, pour la libération des prisonniers, pour le retour aux libertés démocratiques. Car beaucoup de ceux qui déplorent les « excès » croient aussi que le régime militaire construit, durement mais efficacement, un capitalisme national, que les généraux qui se succèdent au pouvoir sont, comme Bismarck, des chanceliers de fer. L'industrialisation capitaliste, pensent-ils, fut partout brutale et injuste, mais l'essentiel n'est-il pas d'arriver au fameux décollage, car il y a beaucoup de brutalité aussi dans bien des pays qui ne réussissent pas leur industrialisation ? Il faut donc aller au-delà de l'indignation morale et s'interroger sur le rôle de l'Etat au Brésil.

Quel est donc le rôle principal de l'Etat ? La répression. C'est d'abord l'appui donné à une accumulation capitaliste accélérée. Le contrôle très direct exercé sur les syndicats, l'emprisonnement, la torture et l'assassinat dont sont victimes militants ouvriers et paysans assurent une « paix sociale » grâce à laquelle les salaires ont pris un retard croissant sur les prix et les profits.

Mais cette fonction économique de la répression n'explique pas tout. Au Brésil, comme ailleurs, une économie dépendante ne se développe qu'en s'environnant d'une masse énorme de marginalité et de sous-emploi urbain et rural. La première industrialisation ne se forme pas en rupture avec une société traditionnelle, mais plutôt dans un climat populiste dans lequel les masses urbaines, la classe moyenne en formation et l'Etat mêlent leurs forces contre la vieille oligarchie en vue d'un développement national. Période facile, profitable de substitution des importations imposée par la rupture du marché mondial à partir de la grande crise et jusqu'à la guerre de Corée. Période au cours de laquelle les antagonismes sociaux dans l'économie industrielle furent assez faibles, le poids principal de l'industrialisation étant reporté sur les paysans pauvres.

Aujourd'hui, les emprisonnements et les tortures ne sont pas le fait de groupes extrémistes, même si parfois ce sont, en effet, des groupes ou des tendances particulières qui prennent certaines initiatives. En réalité, la torture est un élément central du système politique brésilien. C'est elle qui permet d'intimider, d'arrêter toutes les initiatives politiques divergentes. On ne trouve pas au Brésil — et pas davantage au Chili — de mobilisation idéologique de type fasciste. La vie quotidienne semble se dérouler selon les besoins du profit capitaliste. Mais la torture rappelle constamment l'interdiction de toute vie politique réelle et donc l'importance de la répression anti-populaire. C'est parce que les forces politiques hostiles au gouvernement militaire s'étaient rapprochées en 1967-1968, parce que des groupes révolutionnaires avaient déclenché la guérilla urbaine, parce qu'à Rio, surtout, les étudiants avaient réussi leur mai 68 que le régime accentua dès la fin de cette année-là son appareil de répression.

En résumé, le Brésil est dominé par l'association du capital étranger et de la répression étatique. Formule un peu brutale, mais qui veut aller à l'essentiel. Elle indique d'abord que l'Etat n'est pas l'agent bismarckien de création d'un capitalisme national. Elle veut dire aussi que le rôle économique de l'Etat, assurément très important, n'est pas un élément décisif, car l'Etat se charge surtout des infrastructures et surtout parce que le mode de croissance choisi ne peut conduire qu'à un recul d'un nationalisme économique hérité de la période getuliste. Elle s'oppose, enfin, à l'idée trop simple que le Brésil est entièrement sous la domination américaine. Il faut maintenir l'idée que le régime actuel a deux faces, l'accumulation capitaliste avec domination étrangère et la répression politique intérieure.

de ne croire pas que celle-ci ne soit que le complément de celle-là. C'est même de l'autonomie relative de ces deux composantes du régime brésilien qu'il faut partir pour comprendre ses difficultés actuelles et l'action possible de l'opposition démocratique.

Le général Geisel apparaît d'abord comme l'homme de l'ouverture, de la « distension ». Les élections législatives, qu'il avait dû gagner le parti oligarchique Arena, marquent un succès spectaculaire du M.D.B., parti d'opposition, d'abord très modéré, mais peu à peu transformé par des militants « authentiques » plus fermes. Des intellectuels prirent part, des hebdomadaires et des revues se publièrent, malgré la censure. A partir de l'automne 1975, le gouvernement, débordé, fit marche arrière. La mort, sous la torture, du journaliste Herzog, qui ne fut pas le seul à périr ainsi, la cassation de députés M.D.B. accusés d'être communistes, marquèrent le retour à un autoritarisme, plus strict, réprimé et attiré par des avantages matériels que une tromperie ? Ce jugement est trop rapide.

Certes, un retour progressif aux libertés démocratiques est impossible. Comment le gouvernement accepterait-il des élections de gouvernements vraiment libres en 1978, alors qu'il perdrait ainsi presque tous ces postes clés ? Mais cette distension est bien une des tendances fondamentales du régime, celle qui correspond au développement capitaliste lui-même et à son besoin d'assurer lentement, à partir du haut et sans jamais courir le risque d'un débordement populaire, une certaine institutionnalisation du nouveau capitalisme. Les capitalistes nationaux, qui vivent à l'abri de la protection étatique, sont beaucoup plus hostiles à cette ouverture, mais les groupes supérieurs capitalistes et technocratiques souhaitent une incorporation aussi grande que possible dans le monde occidental et, par conséquent, une République plus ploutocratique que proprement autoritaire. Le Mexique a réussi cette ouverture limitée, oscillant de présidents plus conservateurs à d'autres plus libéraux, mais, à l'intérieur du parti gouvernemental, qui joue le rôle d'un parti unique.

Le Brésil est très éloigné de cette situation. Le parti gouvernemental n'a aucune autonomie. Le M.D.B. se renforce : l'Eglise joue un rôle essentiel comme appareil politique de substitution. Les intellectuels, à la fois réprimés et attirés par des avantages matériels, quelconques importants, n'en sont pas moins — et avec quelle force et quelle qualité ! — une force d'opposition.

Cette opposition se développera et triomphera dans la mesure où l'appel aux libertés contre la dictature saura s'unir à la lutte sociale contre l'exploitation brutale dont sont victimes les travailleurs de l'industrie. De même que le régime militaire a deux faces, de même l'opposition ne peut se développer qu'en unissant deux courants opposés. Le courant démocratique prend, en quelque sorte, la suite du courant populiste. Les sous-employés et les mal-logés d'un côté, la classe moyenne libérale et les intellectuels de l'autre, veulent une démocratie politique, la fin de l'arbitraire, des garanties juridiques contre les expulsions, ou contre la censure. Le M.D.B., dans ses tendances les plus actives, en particulier à Rio-de-Janeiro et dans le Rio-Grande-do-Sul, commence à donner forme à cette orientation démocratique, naturellement plus radicale et donc plus fortement réprimée à Recife et dans le Nord-Est. Mais cette action ne peut triompher sans une pression sociale qui ne peut venir que de São Paulo, centre industriel du pays. Les intellectuels, l'Eglise, les hommes politiques d'opposition, travaillent à la confiance de ces luttes politiques et de ces indispensables mouvements sociaux. Personne n'oserait affirmer aujourd'hui que le général Geisel a un contrôle effectif de l'ensemble du système dirigeant brésilien : il oscille entre les pressions du capitalisme, étranger ou d'Etat, et les exigences de l'appareil de répression. Le régime n'a pas su se constituer une organisation politique : il ne peut pas se « stabiliser ».

(*) Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

la fin du libéralisme ?

THOMAS MOLNAR

LE SOCIALISME SANS VISAGE

l'avènement du tiers modèle

192 pages 33 F



MSL

INTERNATIONAL BUSINESS LAWYER

A truly multinational conglomerate with diversified activities of considerable scope in the fields of manufacturing, mining, tourism, publishing, banking and insurance is seeking a business lawyer to complete its central management team which advises and supervises group companies and which plans new ventures in various parts of the world. Directly responsible to the chief executive of the group, he will advise on legal matters, assisting the negotiation of contracts, participate in the setting up of new companies and ensure that projects and activities of the group are within the scope of local legal requirements. He will ensure the assistance of local counsel where necessary and constantly keep in touch with local legal opinion on matters affecting the group. He will follow new legislation wherever pertinent. Applicants should be graduates from a university law school, with 5 to 10 years practical experience (including codified and common law systems), having worked either with an industrial or financial group or with a firm of international lawyers. The main experience should be legal work, but a keen interest in and a familiarity with business problems as such are necessary. Main language is English, other working languages are French and Italian: English and French must be mastered perfectly in all aspects and a considerable degree of fluency in Italian is required. Group headquarters are in Paris. Please write in confidence to Dr. P.L. Zollikofer, MSL, Suite 5.A., 9, Signatures, CH-8008 Zurich (phone: 1/32.20.52) stating how you meet each requirement and enclosing your resume, ref. 2258-S.

RESPONSABLE AFFAIRES SOCIALES

160.000 F. +
Centre

Un groupe industriel français ayant de nombreuses implantations sur tout le territoire national, désire recruter la direction des affaires sociales d'un de ses principaux centres de production. Le responsable qu'il recherche aura pour mission principale, dans un premier temps, de mettre en place la décentralisation de la gestion des hommes au niveau des unités de production qui prendront progressivement en charge la gestion totale de leur personnel. A cet effet, il aura pour tâche d'assurer la coordination et la cohérence de tous les problèmes liés à la gestion de ce personnel (cadres, agents de maîtrise, ouvriers, employés). Ce poste, dont le titulaire doit être capable d'assumer ultérieurement des responsabilités plus importantes, sera confié de préférence à un ingénieur de formation, âgé de 35 ans minimum, ayant la pratique de l'organisation administrative et une bonne connaissance des problèmes sociaux en milieu industriel. Une expérience concrète des fabrications et du travail manuel est souhaitée. Le poste est situé dans une région très agréable du centre de la France offrant toutes possibilités de culture, d'éducation et de loisirs. Ecrire à B. Mangou, ref. B.2249. (Paris).

EXPORT DIRECTOR

140.000 F.
Ophthalmic Products
Paris

Our client is the Ophthalmic and Consumer Products Division of Bausch and Lomb (turnover \$ 333m), independent market leader in spectacle lenses, ophthalmic frames and the well-known Ray-Ban sunglasses. This will be a new appointment based in Paris and reporting to the European Managing Director. The Export Marketing and Sales Director will have sales and profit responsibility for wholesale and distributor business for most of Europe, Scandinavia, Eastern Europe, African and the Middle East (current turnover \$ 7m). Candidates who can accept this challenge should preferably have a degree in business studies and at least five years international front-line sales experience in consumer products. Salary negotiable probably around 140.000 F. Please send relevant details in English to D.R.U. Bennell (reference 43447), Management Selection Limited, 17, Stratton Street, London, W 1 X 6DB (Angleterre).

DIRECTEUR DE MARKETING

120.000 F. +
Région parisienne

Un groupe industriel (7.500 personnes) deuxième de sa branche recherche, pour assurer le développement de l'une de ses filiales de distribution (C.A. 70 millions de F.), un directeur de marketing. Celui-ci devra diriger le directeur de filiale responsable de l'élaboration et du suivi de la politique marketing (études de marché, connaissance de la concurrence, produits nouveaux, publicité, promotion des ventes) et proposera toute action tendant à développer le volume des ventes. Agé d'au moins 30 ans, de formation supérieure (HEC, ESSEC) il aura quatre à cinq ans d'expérience dans une fonction équivalente, au besoin comme adjoint, dans une société distribuant des produits industriels. Ce poste pourrait déboucher sur une direction générale d'ici trois à quatre ans. Ecrire à Y. Blanchon, ref. M168 (Paris).

CHEF DE PERSONNEL

Bourgogne

Une société française de l'industrie mécanique recherche pour une de ses unités de production de 2.500 personnes, un chef de personnel. Il sera responsable de la gestion administrative, de la gestion prévisionnelle (évaluation de carrières, suivi des appréciations, changement de catégorie, etc.), de la gestion et de l'animation de la formation, de la détection des besoins des hommes et de leur évolution. Il devra percevoir les tensions et les analyser, découvrir des animateurs dans la maîtrise, être le moteur des actions de progrès : information, communication, participation. Il devra savoir utiliser les compétences de spécialistes extérieurs. Il sera le conseiller du chef d'unité en matière sociale. Ce poste sera confié soit à un ingénieur ayant l'expérience de la gestion d'un personnel varié, soit à un psycho-sociologue ayant déjà travaillé dans des unités de production. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, aura l'expérience suffisante pour occuper, à terme, un poste plus important dans la même activité. Ecrire à B. Mangou, ref. B.2250. (Paris).

DIRECTEUR MARKETING-VENTES

100.000 F. +
Rhône Alpes

Pour un de ses départements, une société française de transformation des métaux, filiale d'un groupe national mondial, recherche un directeur de marketing et de ventes. Le candidat devra être responsable de la gestion commerciale (étude de marché, connaissance de la concurrence, produits nouveaux, publicité, promotion des ventes) et proposera toute action tendant à développer le volume des ventes. Agé d'au moins 30 ans, de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESC) il aura quatre à cinq ans d'expérience dans une fonction équivalente, au besoin comme adjoint, dans une société distribuant des produits industriels. Ce poste pourrait déboucher sur une direction générale d'ici trois à quatre ans. Ecrire à Y. Blanchon, ref. M168 (Paris).

CHEF SERVICE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

90.000/110.000 F.
Chimie
Bardieu Ouest

Un groupe international aux activités largement diversifiées recherche pour son département "chimie" coordonnateur en matière de recherche et développement pour l'ensemble des filiales (Europe, Afrique et Proche Orient) le chef du laboratoire spécialisé dans le traitement des fruits et légumes. Celui-ci dépendant du directeur technique sera responsable de la coordination des travaux de laboratoire visant à adapter des produits formulés et développer des produits nouveaux en fonction des conditions climatiques. Il assistera techniquement les filiales pour l'homologation de leurs produits, conseillera la direction pour l'achat de matières premières, assurera la circulation des informations entre la maison mère et les filiales. Il devra dans certains cas en tant que conseil technique auprès de la clientèle. Agé d'au moins trente deux ans, parlant impérativement anglais, (italien et/ou espagnol appréciés), de formation supérieure (physiologie végétale, biologie, biochimie) il aura quatre à cinq ans d'expérience équivalente dans le domaine de la préservation des produits agricoles. Ecrire à Y. Blanchon, ref. B.2212. (Paris).

Adresser curriculum vitae à Paris ou à Lyon en spécifiant bien la référence. Pour les annonces portant la référence B aucune information ne sera transmise sans l'autorisation expresse des candidats, donnée au cours d'un entretien personnel avec le consultant. Les réponses concernant la référence M seront transmises directement à notre client pour suite à donner, sauf si l'enveloppe porte la mention conditionnelles signifiant que la lettre porte en tête les noms des sociétés auxquelles elle ne doit pas être communiquée.

GRANDE-BRETAGNE - ALLEMAGNE - FRANCE - ITALIE - SUISSE - BELGIQUE - AFRIQUE DU SUD
CANADA - AUSTRALIE - IRLANDE - AMRIQUE DU SUD

73, BD HAUSMANN 75008 PARIS. Tél. 265.37.00
11, P. A. BRIAND 69003 LYON. Tél. (78) 62.08.33.

ASIE

Chine

Un document officiel souligne la prééminence de l'aile gauche du P.C.

Plusieurs hauts dirigeants chinois ont reçu lundi 28 avril, à Pékin, les militaires, soldats et policiers, qui ont rétabli l'ordre, le 5 avril, à la suite des incidents de la place Tian-An-Men, a annoncé, mardi, l'agence Chine nouvelle. Cette cérémonie a notamment réuni, autour du premier ministre, M. Hua Kuo-feng,

les personnalités qui passent pour faire partie de l'aile « radicale » du parti. Le Quotidien du peuple a publié, mardi, en première page, une photographie sur laquelle figurent, entourant M. Hua Kuo-feng, Mme Chiang Ching, femme du président Mao, et M. Wang Hung-wen, second vice-président du comité central. C'est, d'autre

part, dans l'ordre suivant que Chine nouvelle a publié la liste des treize personnalités présentes : MM. Hua Kuo-feng, Wang Hung-wen, Chang Chun-chiao (vice-premier ministre, membre du bureau politique), Mme Chiang Ching (B.P.), MM. Yao Wen-yuan (B.P.), Chen Bai-lien (vice-premier ministre, B.P.), Chi Teng-kuei (vice-premier ministre, B.P.), Wang Tung-hsing (B.P.), Wu Toh (maire de Pékin, B.P.), Cheng Tung-kuei (vice-premier ministre, B.P.), ainsi que Mme Wu Kuang-hsien et MM. Su Chen-hua et Ni Chik-fu, membres suppléants du bureau politique.

En revanche, les deux grands absents de cette première liste officielle de dirigeants à être publiée depuis la chute de M. Teng Hsiao-ping, sont le maréchal Yeh Chien-ying, troisième vice-président du comité central, et M. Li Eshen-nien, vice-premier ministre chargé des affaires économiques, considérés comme des « modérés ». Ils sont toutefois apparus en public depuis la chute de M. Teng. — (A.F.P., A.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Cambodge

LES AUTORITES CAMBODGIENNES ont relâché lundi 28 avril le journaliste japonais de l'agence de presse Ewa arrêté il y a une semaine après qu'il eut franchi la frontière khmère-thaïlandaise. — (A.F.P.)

Hongrie

M. GRUSCHER, ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, fait à partir de ce mercredi 28 avril une visite officielle de trois jours à Budapest. Le renforcement des relations économiques et commerciales entre les deux pays sera au centre des entretiens, de même que le projet de visite en R.F.A. de M. Kadar. — (A.F.P.)

Inde

SIX PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES et quatre cent cinquante-trois arrêtées au cours des émeutes de la semaine dernière dans la Vieille-Delhi, a déclaré, mardi 27 avril, le ministre adjoint de l'Intérieur. (Le Monde du 23 avril.) Les troubles ont éclaté lorsque les services municipaux entreprirent la démolition de taudis habités surtout par des musulmans. — (Reuter.)

Laos

LE GOUVERNEMENT LAOTIEN a démenti qu'il ait eu l'intention de déplacer hors de Luang-Prabang le Phou-Bang, statue considérée comme l'héritage religieux le plus précieux du pays. (Le Monde du 20 avril.)

Pakistan

M. GAUHAIR AYOUB KHAN, fils aîné de l'ancien président Ayub Khan et l'un des responsables du parti modéré d'opposition Tehrik Istiqlal, a été arrêté dimanche 25 avril.

● RECTIFICATIF. — Une erreur typographique s'est glissée dans la note rendant compte des travaux du congrès de l'Union générale des Vietnamiens en France. Il fallait lire : la, et non le vénérable Man Da La (Le Monde du 28 avril).



les clients
de CAPEL
ne manquent pas
d'estomac

● Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003-Paris, 272.25.09
● Capel sélection : centre com. Maine-Montparnasse 75015-Paris, 538.73.61



pour les
hommes grands
CAPEL est
un grand homme

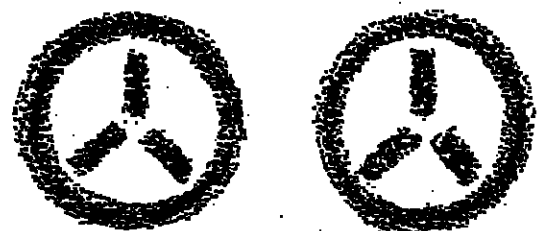
● Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003-Paris, 272.25.09
● Capel sélection : centre com. Maine-Montparnasse 75015-Paris, 538.73.61

Nous pouvons devenir votre bureau en Italie

Avec des bureaux grands et modernes dans le centre de Milan, nous pouvons être votre liaison, votre représentant, en suivant toutes vos affaires, vos promotions, organisations, achats et ventes.

Ecrire à :

CONFIN S.r.l.
Via Quintino Sella, n° 5
20121 MILAN - ITALIE
Tel. (02) 876246



le dessin pour la gestion
le dessin pour la recherche
le dessin pour les études
le dessin pour l'ingénierie
le dessin pour les prévisions
le dessin pour les statistiques
le dessin pour le contrôle
le dessin pour la synthèse
le dessin pour la production
le dessin pour la modélisation

A partir de 1 200 F/mois, nous faisons dessiner n'importe quel ordinateur, grand ou petit.

Dans l'entreprise, rien n'échappe au dessin, au schéma. Et rien n'est plus parlant que le bon croquis. 200 fois plus rapide que la main humaine, le dessin automatique Benson multiplie les potentialités de votre ordinateur, si petit soit-il. Et puis nous sommes forcément à côté de chez vous puisque nous sommes français.

benson CRÉATEUR DE L'INFOGRAPHIE

Benson : 21 les petites Haies - 1, rue J.Lemoine - 94015 Créteil
Tél. 899.10.90

M. _____
Société _____
Adresse _____

☐ désire recevoir une documentation sur les machines à dessiner Benson
☐ désire rencontrer un Ingénieur Commercial Benson

N 28-4

مكتبة الامم

ASIE

Cambodge

L'indignation sélective

(Suite de la première page.)
Le même Sunday Times écrit encore que, « grâce à une récolte de riz raisonnable, obtenue en faisant travailler les gens à la limite de leurs forces, il y a assez à manger, bien que fuites et avaries doivent être durs ». L'auteur n'en brosse pas moins un tableau hallucinant d'un pays dont les six ou sept millions d'habitants « vivent dans l'incertitude et le désespoir », qui corrobore les articles donnés à notre journal par M. François Fouchaud et par M. Yen Savannary (1). L'Economist de Londres fait état de « signes » suivant lesquels la pire est passée, mais assure que les « fautes de troubles » sont toujours punies de mort, ainsi que les gens coupables d'avoir des relations sexuelles hors mariage.

Quelle qu'en soit l'ampleur, il paraît bien s'agir d'une tragédie. Le pays a été transformé en un vaste camp de concentration, d'où toute trace de liberté individuelle, toute référence aux cultures importées et même à la tradition bouddhiste, ont été bannies. Le personnel des rares ambassades étrangères se voit pratiquement interdire d'en sortir. L'économie est purement distributive : il n'y a pas de monnaie, et le troc lui-même est prohibé. La population reçoit seulement des rations. Les privations ont fait sans aucun doute d'innombrables victimes et il ne fait pas de doute non plus qu'il y a eu beaucoup d'exécutions parmi les serviteurs de l'ancien régime, les classes ex-dirigeantes et les intellectuels.

Le pays a été transformé en un vaste camp de concentration, d'où toute trace de liberté individuelle, toute référence aux cultures importées et même à la tradition bouddhiste, ont été bannies. Le personnel des rares ambassades étrangères se voit pratiquement interdire d'en sortir. L'économie est purement distributive : il n'y a pas de monnaie, et le troc lui-même est prohibé. La population reçoit seulement des rations. Les privations ont fait sans aucun doute d'innombrables victimes et il ne fait pas de doute non plus qu'il y a eu beaucoup d'exécutions parmi les serviteurs de l'ancien régime, les classes ex-dirigeantes et les intellectuels.

La fascination de la violence

Instinctivement, sauf lorsque la passion incline à accorder foi à tout ce qui discrédite l'adversaire, on a peine à croire à l'horreur. En 1944 encore la plupart des Français ne soupçonnaient pas celle des camps nazis. Il a fallu le rapport Khrouchtchev, en 1956, pour que les communistes occidentaux commencent à admettre l'existence des camps soviétiques. C'est l'an dernier seulement qu'un membre du P.C.F., Jean Elleinstein, a osé avancer par écrit une estimation du nombre des victimes du stalinisme — cinq millions — alors qu'Aragón, au témoignage de Claude Roy, le chiffrait en privé, il y a quelques années déjà, à dix-huit millions et que Soljenitsyne parle pour sa part de soixante-six.

Que les nouveaux maîtres du Cambodge aient libéré celui-ci d'un régime cruel et pourri jusqu'à l'os ne suffit pas à priori à les innocenter. Corruptio optimi pessima : la corruption du meilleur est la pire, disaient déjà les Anciens. Il en va de même du fait qu'ils se réclament du socialisme : si celui-ci se vent, par définition, libérateur, le fait est que la violence a fasciné Marx et ses épigones. Engels a parlé de l'histoire, dont il a contribué, dans la lignée de Hegel, à fonder le culte, comme d'une « divinité sanglante ».

Gorki rapporte, dans ses Mémoires, un mot de Lénine qui en dit long : comme celui-ci se faisait jouer l'Appassionata, il lui déclara : « Je ne connais rien de plus beau, je pourrais l'écouter tous les jours... mais je ne peux écouter souvent la musique, elle agit sur mes nerfs. J'ai envie de dire de gentilles sottises, de caresser la tête de gens qui, vivant dans cet enfer de boue, peuvent crier une telle beauté. Or aujourd'hui il ne faut caresser la tête de personne — on aurait la main mordue ; il faut frapper, frapper ».

les têtes, sans pitié, bien qu'en principe nous soyons contre toute violence exercée sur les individus » (2).

Plus récemment, en novembre 1957, à Moscou, Mao Tse-toung a soutenu avec tranquillité, devant un Khrouchtchev coupable d'avoir exprimé sa crainte devant les effets d'une guerre atomique, que « si celle-ci éclatait, au pire la moitié de la population du monde serait anéantie. Il resterait encore l'autre moitié. Mais alors l'impérialisme serait liquidé et le monde entier deviendrait socialiste » (3).

Celui qui est bien sûr d'avoir raison, qui adhère à une conception presque biologique ou, pour mieux dire, entomologique de la société, qui ne voit dans l'humanité que des pyramides ou les temples d'Angkor de quel prix de vies humaines ces splendeurs ont été payées. S'il a lu le discours prononcé l'an dernier par l'économiste suédois Gunnar Myrdal à l'occasion de la réception du prix Nobel, il y aura vu évoquer — bien entendu, pour la condamner — une conception qui, bien qu'elle soit née aux États-Unis, temple de l'humanisme comme chacun sait, relève d'une égale inhumanité. Nous voulons parler de la « théorie du triage » pour laquelle des experts de la Banque mondiale auraient eu jadis des faiblesses. Elle consiste à ne vouloir assister que ceux des peuples qui sont en bonne position pour se tirer d'affaire. Aider à maintenir en vie les autres, selon ces bons prophètes, ne pourrait en effet que les conduire à se reproduire et à multiplier ainsi le nombre déjà bien trop élevé des bouches à nourrir.

Une logique comparable

C'est une logique de nature comparable qui anime les Khmers rouges, et il n'est que juste de constater que de pareilles outrances ne se seraient sans doute pas produites si le sourire paisible du Cambodge de jadis n'avait dissimulé aux yeux des touristes émerveillés une misère et un sous-développement poignants, et si l'intervention puis l'obstination américaines n'avaient pas déchaîné la violence sur le royaume. Les nouveaux maîtres du Cambodge ne sont pas cruels par

sadisme, comme l'étaient les nazis, même si, parmi les exécutants de leurs consignes, il doit bien s'en trouver dont le désir de vengeance ou la vue du sang aboutit, comme on l'a vu si souvent ailleurs, à dégrader l'esprit. Ils poursuivent méthodiquement l'exécution d'un dessein abstrait et glacé.

Il faut tenir compte aussi de cette « arriération culturelle », dont un Santiago Carrillo n'a pas tort de souligner le poids dans la perversion stalinienne. Mais nous

avons depuis longtemps que l'enfer est pavé de bonnes intentions, et que les révoltes humaines peuvent fort bien, selon le terrible mot de Chesterton, « devenir folles ». Or ce qui est difficilement contestable, dans le cas des Khmers rouges, comme Libération l'a fait justement remarquer, c'est qu'en faisant appel à d'autres pays, quand ce ne serait qu'à leurs voisins socialistes, ils auraient pu éviter de recourir à de pareilles extrémités. Le Vietnam y a lui-même échappé, au point que des milliers de Cambodgiens ont risqué leur vie pour s'y réfugier, bien qu'il s'agisse de l'ennemi héréditaire et qu'il soit devenu lui aussi communiste. A s'obstiner à ne rien demander à personne, les Khmers rouges ont, après tant d'autres, succombé au plus grand des péchés, à celui qui est responsable de tant des malheurs de l'humanité : l'orgueil qui, pour être collectif, n'en est pas moins l'orgueil.

Les adversaires du socialisme sont fondés devant cette tragédie à dénoncer le silence de ceux qui sont si prompts à s'émouvoir, par exemple, de la répression en Espagne ou au Brésil. Qu'a dit le P.C.F., qu'a dit même le parti socialiste, à part quelques lignes de François Mitterrand dans son bloc-notes de l'Unité ? Qu'a dit le gouvernement soviétique, pour tant mis par les Khmers rouges sur le même plan que les impérialistes occidentaux ? Les réquisitoires porteraient cependant davantage si leurs auteurs avaient bien voulu s'inquiéter de la situation qui prévalait au Cambodge avant la prise du pouvoir par les communistes — quand ce ne serait que des scènes de sauvagerie qui ont marqué, en 1970, l'expulsion des Vietnamiens — et s'ils avaient dénoncé avec une égale indignation, par exemple, le massacre en Indonésie de quatre cent mille « communistes » ou prétendus tels au lendemain du putsch de 1965.

Et s'ils avaient l'honnêteté de reconnaître qu'au Chili comme au Portugal les communistes n'ont à aucun moment fait couler le sang pour se maintenir au gouvernement, ce qui n'a pas été le cas de leurs adversaires. Rien n'est plus légitime, rien n'est plus nécessaire que de dénoncer l'oppression et les excès des Khmers rouges : encore faut-il que la protestation ne masque pas la satisfaction de celui qui croit pouvoir ainsi démontrer que le communisme est criminel par nature et qu'un Berlinguer au pouvoir se comporterait comme un Khmer rouge.

La violence n'est le monopole d'aucune idéologie. La démocratie française et britannique s'est développée sur l'arrière-fond de la conquête, puis de la répression coloniales. La démocratie américaine sur celui de l'extermination des Indiens et de l'exploitation des Noirs. L'accumulation du capital a légitimé, à l'Ouest comme à l'Est, bien des horreurs. De tous temps, heureusement, il y a eu des hommes pour lutter contre la violence en soi, et pas seulement contre la violence de tel ou tel, tout en sachant très bien que, sans à tomber que l'angélisme, on ne peut pas exiger la même modération, sur ce plan, de ceux qui, hommes ou peuples, ont reçu tous les atouts à leur naissance, et de ceux qui n'en ont reçu aucun. Et l'on a aussi le droit de se montrer plus exigeant sur ce plan à l'égard de ceux qui se réclament du christianisme, religion de l'amour, que des adeptes du matérialisme historique. Ce qui menace l'humanité, y compris notre douce France, où affluent périodiquement des nostalgies de guerre civile, c'est l'indignation sélective, celle qui retient moins la nature du crime que l'identité du bourreau et de sa victime, la couleur de leur peau ou de leurs idées.

Lorsque durant la drôle de guerre bon nombre de « pacifistes » de l'époque de Munich et de l'été 1939 coururent entraîner la France dans une guerre contre l'U.R.S.S. à propos de la Finlande, Alfred Fabre-Luce nota mélancoliquement dans son Journal : « Tout idéologue rêve d'une guerre ; ce n'est pas la paix qui l'intéresse, mais le nom de l'ennemi. » Exivons à violence » à la place de « guerre », et nous retrouvons la France, l'Europe, le monde d'aujourd'hui.

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Le Monde des 17 et 18 février 1976 et daté 18-19 avril 1976.
(2) Cité par Jean Leloy, Le Socialisme de Lénine, Paris, Descartes de Brouwer, 1967.
(3) Cité dans la déclaration du gouvernement chinois du 1^{er} septembre 1963. Reproduit dans le n° 3 089 des Notes et études documentaires de la Documentation française (12 mai 1964).

un livre pour tous les français

PIERRE JAKEZ HELIAS

LE CHEVAL D'ORGUEIL

mémoires d'un breton du pays bigouden



COLLECTION TERRE HUMAINE DIRIGÉE PAR JEAN MALAURIE

plon

éditions sociales

Jacques Frémontier

PORTUGAL

les points sur les i

Un acte de solidarité au peuple portugais

1 vol. 30 F

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

AFRIQUE

LA TOURNÉE DE M. KISSINGER

Le Ghana annule la visite du secrétaire d'Etat

Chaleureusement accueilli dans la soirée du 27 avril à Kinshasa, M. Kissinger a annoncé à son arrivée la tentative menée par des « puissances extérieures » pour diviser le continent en blocs hostiles. Le secrétaire d'Etat venait d'appréhender l'annulation de sa visite au Ghana, où il devait se rendre les 29 et 30 avril. Le gouvernement d'Accra a mis en avant la maladie du chef de l'Etat, le colonel Acheampong, mais selon les milieux américains, des pressions soviétiques seraient à l'origine de cette annulation, comme de celle, annoncée auparavant, de la visite du secrétaire d'Etat au Nigeria. Les Etats-Unis envisageraient de protester auprès de l'U.R.S.S.

L'important discours prononcé mardi à Lusaka par M. Kissinger, dans lequel il annonçait de sévères mesures contre la Rhodésie — qu'il a appelée, comme les nationalistes noirs, le Zimbabwe — et, selon sa formule, « l'opposition implacable » des Etats-Unis au régime minoritaire blanc (« le monde » du 28 avril) provoquant de nombreuses réactions. M. Kaunda a affirmé que les propos du secrétaire d'Etat américain étaient d'« une importance et d'un tourment décisifs ». Le président zambien a remercié M. Kissinger d'avoir choisi Lusaka pour « procéder à cette rupture définitive avec le passé ».

Office a déclaré : « Nous accueillons avec une très grande satisfaction l'appel énergique accordé par les Etats-Unis à la politique actuelle du gouvernement britannique concernant la Rhodésie. » Avant de gagner le Zaïre, M. Kissinger avait rencontré M. Joshua Nkomo, dirigeant de l'Alliance démocratique de l'A.N.C. (African National Congress). M. Nkomo et moi avons eu un très sérieux entretien, a déclaré le secrétaire d'Etat. Je lui ai parlé de la volonté américaine d'une accession rapide de la majorité au pouvoir (en Rhodésie) et il m'a expliqué ses préoccupations et ses aspirations. Nous allons rester en contact. — (A.P., U.P.I., Reuters.)

L'aide américaine au secours du Zaïre

De notre envoyé spécial

Kinshasa. — Avant chaque bulletin d'information, l'image du « citoyen président fondateur », du « guide », du « visionnaire », apparaît au milieu de nuages, et grossit jusqu'à occuper le centre de l'écran. Mais, dans le nouveau générique de la télévision zaïroise, le ciel est plus sombre, et les nuages sont en carton-pâte. Faut-il y voir un symbole ? Quelques mois après avoir été ses dix ans de pouvoir, le général Mobutu Sese Seko, sous la pression du Fonds monétaire international, a dressé, non sans courage, un bilan amer : celui de l'échec des mesures grâce auxquelles il comptait ramener son pays à l'indépendance véritable.

Un accord signé le 27 mars entre le ministre des affaires étrangères belge et son homologue zaïrois, tout en réglant le contentieux entre les deux pays, prévoit la rétrocession d'une partie du capital aux entreprises qui avaient été « radicalisées » — c'est-à-dire nationalisées — en novembre 1974, restitue la gestion de ces entreprises aux anciens propriétaires et promet une indemnisation « juste et équitable ». Certes, la rétrocession ne porte que sur 40 % du capital mais, selon le ministre des affaires étrangères belge, M. Nguza Karl-I-Bond, « on peut prévoir que, dans certaines entreprises, les capitaux belges redeviendront majoritaires. Nous avons une conception ouverte. Dès que des entreprises comme Bata ou Unilever ont fait savoir qu'elles préféreraient détenir la majorité du capital. Pour le ministre, cet accord « garantit l'apaisement et doit être « un accord pilote qui servira de modèle aux autres sociétés et aux autres pays ».

On est loin de l'euphorie de la haute conjoncture du cuivre qui, en 1975, permettait une politique de dédain à l'égard de l'Occident. L'Etat avait d'abord « nationalisé » (pris à des étrangers et donné à des Zaïrois) le petit commerce et les entreprises agricoles, puis, un an plus tard, « radicalisé » les sociétés industrielles. Aujourd'hui, l'échec est patent.

Si la chute du cours du cuivre — passé de 1 280 livres sterling la tonne en avril 1974 à 530 livres en avril 1975 — a été la cause majeure de la crise, elle ne l'explique pas. L'économie zaïroise ne s'est pas encore remise de la décolonisation.

Plus de 45 % d'inflation en 1975

En 1960, la balance commerciale était harmonieuse, et les exportations de produits agricoles (café, caoutchouc, huile de palme, tourteaux, bois) rendaient les fluctuations des cours du cuivre moins douloureuses. La production agricole permettait de nourrir une population éparpillée sur un territoire grand comme quatre fois la France. L'abandon des grandes plantations coloniales, la faiblesse des investissements dans l'agriculture, l'arrivée d'une grande partie de la population rurale dans les centres urbains, tant en raison de la guerre civile que des mirages du progrès (Kinshasa est une des toutes premières villes du monde par son taux de croissance), ont provoqué une baisse importante de la production agricole. Alors qu'en 1960 le Congo avait exporté 130 000 tonnes d'huile de palme, en 1975 les autorités zaïroises ont dû interdire l'exportation afin de pouvoir alimenter le marché intérieur.

D'autre part, la population n'ayant pas été mobilisée pour l'entretien des voies de communication — corvée qui apparaissait comme un résidu de l'époque coloniale — l'acheminement de la production vers les centres de consommation est très aléatoire (la moitié du réseau routier de 140 000 kilomètres est impraticable). Il est donc plus facile d'importer d'Afrique du Sud ou de Rhodésie les produits nécessaires à Kinshasa que de les faire venir du Kivu, région agricole très riche. C'est là une des causes de l'inflation, qui a dépassé 45 % en 1975.

A ces problèmes de structure se sont ajoutés, l'année passée, des problèmes conjoncturels. La crise mondiale d'abord, qui a entraîné une baisse des matières premières. Le cuivre, qui fournit 60 % du budget national, a été affecté, mais aussi le cobalt (le Zaïre est le premier producteur mondial), le manganèse, le dis-

quant industriel, l'uranium, le zinc et l'étain. Ensuite, il y a eu le conflit angolais. Il a fallu dépasser des réfugiés dont on estime bien haut qu'ils sont un million, mais dont, en fait, une cinquantaine de milliers seulement sont arrivés ces derniers mois (les autres sont parvenus au port de Matadi — situé à l'embouchure du fleuve Zaïre — par des difficultés d'écoulement de la production zaïroise, après que le chemin de fer de Benguela à Cobito eut cessé de fonctionner. Cette voie était la seule rentable pour le manganèse et pour le cuivre. Elle soulageait la voie nationale qui, de Lumpumbashi au port de Matadi — situé à l'embouchure du fleuve Zaïre — comporte trois ruptures de charge. De plus, la plus grande partie des importations de gros matériel passait par Lobito.

Plus récemment, la fermeture de la frontière entre le Mozambique et la Rhodésie a coupé la route vers le port de Beira, qui absorbait 10 % du commerce extérieur zaïrois. Désormais, réalisons oblige, une partie des exportations du minéral est dirigée vers les ports sud-africains. « Indépendamment de ce que nous pensons politiquement », affirme le citoyen Umba, délégué général de la GECAMINES (la société nationale qui regroupe les diverses mines de cuivre).

Enfin, dans les années de vaches grasses, le Zaïre a beaucoup acheté, et s'est engagé à l'exportation. Il a lancé, à l'ingé dans la construction d'un des plus importants barrages hydro-électriques du monde, mais il a aussi décidé, pour des raisons politiques d'unité du pays, que ce barrage fournirait en électricité la province méridionale, le Shaba (ancien Katanga). Deux mille kilomètres de lignes doivent être posés. Le coût de l'opération, la déperdition d'énergie, la nécessité d'une usine de transformation des techniques sceptiques. Mais depuis Kinshasa on pourra éventuellement — en cas de nécessité du Sud — le priver d'électricité.

Un endettement important

Parmi ces contrats mitrifiés, la France ne s'est pas trop mal débrouillée. Thompson s'est vu confier la construction d'une série de petites stations de télévision, et le Zaïre est équipé du procédé Secam. Sans parler des chars Panhard et des dix-sept Mirage dont l'utilisation, et surtout la maintenance, risquent de poser quelques problèmes.

Le Zaïre s'est à ce point engagé qu'il ne peut plus faire face à ses échéances. Sa dette exigible à court terme dépasse 700 millions de dollars, et l'ensemble de sa dette serait de plus de 3 milliards de dollars. Devant les retards de paiement, les vendeurs se font moins conciliants : le charbon manque pour raffiner le cuivre et à Lumpumbashi les flots de voitures d'allongement devant des pompes à essence vides. Un moratoire a donc été demandé à la fin du mois de mars aux principaux créanciers, qui, bien sûr, l'accorderont.

Malgré ses difficultés, le Zaïre reste un bon marché avec ses importantes réserves de matières premières, ses terres équatérales qui ne manquent jamais d'eau et, depuis mars 1976, du pétrole en quantité suffisante pour que, dès cette année, le pays soit légèrement excédentaire avec une production supérieure à 1,5 million de tonnes.

Pour obtenir un moratoire avec l'appui du F.M.I., le Zaïre s'est engagé sur la voie de l'orthodoxie financière et économique : équilibre budgétaire, report de certains investissements, transport des stocks agricoles par l'air, aide à l'agriculture, stabilisation des prix et limitation des importations.

Mais le pays a aussi dévalué de 40 % par rapport au dollar (ce qui signifie un renchérissement des prix à l'importation de l'ordre de 70 %). Et comme les produits alimentaires viendront encore, pendant quelque temps, de l'étranger, il est fort à craindre que l'inflation ne dépasse largement cette année les 20 % d'augmentation accordés aux salaires les plus faibles.

Cette dévaluation ne s'imposait pas, dit-on dans les milieux bancaires de Kinshasa. Si elle doit permettre de financer le bud-

get par une augmentation de la contrepartie en zaires des ventes de cuivre, elle sera difficilement supportable par la population et par les entreprises qui utilisent encore de la main-d'œuvre étrangère (il y a encore, par exemple, mille deux cents cadres, principalement belges, à la GECAMINES). Mais cette dévaluation était — même si les autorités s'en défendent — la condition d'une aide du F.M.I. (de l'ordre de 150 millions de dollars).

Réalistes, les Zaïrois ont aussi décidé de tourner la page du conflit angolais. Ils nient être intervenus « directement » dans les combats. Quelques Portugais, anciens pilotes du F.N.L.A., affirment leur fortune à l'hôtel Intercontinental. Le leader de ce mouvement, M. Holden Roberto, retardé son départ pour la Tunisie, et quelques membres de l'UNITA vivent encore à la Cité de l'O.C.A. « Mais ils ne font

plus de politique », affirment les responsables zaïrois. Telle était l'une des conditions de l'accord avec l'Angola signé par le président Mobutu.

Malgré la déception causée par l'attitude des puissances occidentales dans ce conflit de l'Afrique, le ministre des affaires étrangères, le Zaïre n'est pas disposé à changer de camp. Le gouvernement ferme les yeux sur le commerce avec l'Afrique du Sud et la Rhodésie et attend des Américains — qui ont mauvaise conscience après l'Angola — une aide économique importante. Récemment, l'ambassadeur des Etats-Unis a déclaré que son pays n'avait pas un mot de critique à l'égard du Zaïre. Les Américains ont ramené les Belges dans leurs bases, dit-on dans les milieux diplomatiques. De fait, jamais les relations avec l'ancienne métropole n'ont été aussi bonnes.

BRUNO DETHOMAS.

Rhodésie

Les nationalistes accueillent avec réserve l'accession de dix Africains au gouvernement

Salisbury (A.F.P., A.P., Reuters). — M. Ian Smith, premier ministre rhodésien, a annoncé, mardi 27 avril, l'entrée dans son gouvernement de quatre ministres et six vice-ministres noirs. M. Smith a précisé que les quatre ministres seraient nommés mercredi et que trois vice-ministres le seraient « immédiatement », les trois autres devant l'être « bientôt ». Selon M. Smith, cette initiative constitue « un effort réel et sincère pour faire participer la population noire au gouvernement ». Mais M. Chikamano, vice-président du Congrès national africain, mouvement nationaliste noir, a déclaré mercredi : « Il ne s'agit pas simplement de mettre en avant des visages africains, c'est à la population elle-même de choisir ses représentants. Tout ce qui étudie cette révélation constitue une perte de temps. Cette réaction de M. Chikamano s'explique par le fait que les dix Afri-

cains que M. Smith se propose d'inclure dans son gouvernement seraient tous des chefs coutumiers qui siègent déjà au Sénat rhodésien.

D'autre part, M. Smith a critiqué sévèrement les commentaires de M. Kissinger à propos de la situation en Rhodésie. M. Kissinger, a-t-il déclaré, s'est joint à la campagne psychologique anti-rhodésienne. « Je regrette qu'il n'ait pas pris la peine de venir en Rhodésie pour se rendre compte par lui-même du réel état de choses dans le pays avant de prendre des décisions à notre place ».

Estimant que le secrétaire d'Etat était tombé dans un « piège », M. Smith lui a reproché de condamner la Rhodésie « suivant une idée préconçue et sans considérer la situation réelle ou donner à la Rhodésie l'occasion de se défendre ».

République Centrafricaine

Un Français détenu est libéré

sur intervention de M. Giscard d'Estaing

Sur l'intervention personnelle de M. Giscard d'Estaing, un ressortissant français, qui avait été condamné en République Centrafricaine à trois ans d'emprisonnement à la suite de l'attentat commis contre le chef de l'Etat centrafricain, le maréchal Bokassa, a été libéré devant le tribunal militaire de la République Centrafricaine, qui jugeait les auteurs de l'attentat. Il fut accusé de complicité d'évasion et condamné à trois ans d'emprisonnement, ainsi qu'à une amende de 1 million de francs C.F.A.

cinéma : il était directeur de la Cofrac, qui est la filiale centrafricaine de la Société de participation cinématographique africaine.

Il fut arrêté à la suite de l'attentat perpétré contre le maréchal Bokassa, le 3 février dernier. Traduit le 13 février devant le tribunal militaire de la République Centrafricaine, qui jugeait les auteurs de l'attentat. Il fut accusé de complicité d'évasion et condamné à trois ans d'emprisonnement, ainsi qu'à une amende de 1 million de francs C.F.A.

Ce ressortissant français, M. Georges Callian, a été expulsé. M. Georges Callian était, à Bangui, le gérant de salles de

OFFICIERS MINISTÉRIELS & VENTES PAR ADJUDICATION

Vente au Palais de Justice à NANTERRE, le 12 mai à 14 h. - En 2 LOTS
1) APPARTEMENT LIBRE DE LOCATAIRES SUR JARDIN
2) APPARTEMENT LIBRE SUR JARDIN
Situés au 22-24 rue de la Chapelle - NANTERRE - MISE A PRIX : 80.000 FRANCS
Situés au 22-24 rue de la Chapelle - NANTERRE - MISE A PRIX : 100.000 FRANCS
Situés à BOULOGNE-BILLANCOURT (92)
23 et 25, rue Anna-Jacquelin
S'ad. M^{rs} FERRARI, synd., 55, r. Rivoli, Paris ; M^{rs} de SARIAC, avoc., Paris

Vente sur saisie immob. au Palais de Justice à Paris, jeudi 13 mai 1976, à 14 h.
PROPRIÉTÉ À MAISONS-ALFORT (94)
88, avenue Gambetta, angle 32, rue Victor-Basch
MISE A PRIX : 250.000 F
S'ad. M^{rs} ROUGEOT, avoc. à Paris (17^e), 233, rue Saint-Honoré, T. 260-02-81.

Adj. au Tribunal de Commerce Paris, le 12 mai 1976, à 14 h. 15 - Fonds
ENTREPRISE GÉNÉRALE DE MAÇONNERIE
Béton armé - Travaux publics - ENTREPRISE MARILLON avec bail loc.
73, BOUL. SERURIER - PARIS (19^e)
M. à prix 20.000 F (pour être baill.). Coeff. 10.000 F. S'ad. M^{rs} POPELIN, not., 104, Pg-Saint-Honoré ; M^{rs} GOURDAIN, synd., 174, bd St-Germain

Etudes de M^{rs} Jacques WOLF, not. à SIERCK-LES-BAINS, 141, 50-30-55 et M^{rs} Paul LAURENT, not. à CATTENOM, 141, 50-75-02 - ADJ. VOLONTAIRE le jeudi 13 mai 1976, à 15 h. d'IMMEUBLES à SIERCK-SUR-MOSELLE (5 km de la frontière, 54) : 1° à la requête de M^{rs} WOLF, not. à SIERCK-LES-BAINS, 141, 50-30-55 et M^{rs} Paul LAURENT, not. à CATTENOM, 141, 50-75-02, les immeubles ci-dessous seront vendus sur enchères publiques à SIERCK-LES-BAINS, dans une salle du café BONAPARTE des immeubles ci-dessus :

dans un site exceptionnel de verdure avec vue sur la Moselle, avec dépendances et jardin arboré d'une superficie d'environ 40 ares (dont une pièce à bâtir)
1^{er} lot : UNE ANCIENNE MAISON DE MAÎTRE
MISE A PRIX : 70.000 F

2^e lot : UNE PARCELLE DE TERRE A LA SAUVE DE LADITE MAISON divisée en 3 parcelles à bâtir (7 à 8 ares) situées en cours de talutage
MISE A PRIX : 70.000 F
Les 2 lots seront adjugés séparément, puis remis en vente en bloc ; l'enchère la plus forte l'emportant.
Les immeubles vendus seront libres dans les trois mois de la vente. Pour tous renseignements et visites s'adresser en l'étude de M^{rs} WOLF, aux conditions du cahier des charges.
J. WOLF, notaire.

Adj. au Palais de Justice à Paris, le 13 mai 1976, à 14 heures
ENSEMBLE IMMOBILIER A Usage INDUSTRIEL LIBRE
Comprend : DIVERS BATIMENTS, cour - Terrain herbeux total 7.338 m²
A SEDAN (Ardennes)
MISE A PRIX : 300.000 FRANCS
S'ad. M^{rs} FERRARI, 55, rue de Rivoli ; M^{rs} de SARIAC, avoc. à Paris

Vente sur saisie immob. au Palais de Justice à EVRY, rue des Mâchères, le mardi 11 mai 1976, à 14 heures
D'UN PAVILLON
situé à
SUCY-EN-BRIE (94)
46, avenue des Bruyères et 47, avenue Notre-Dame
Cadastral pour 5 ares 43 centiares
MISE A PRIX : 35.000 FRANCS
Consignation préalable pour enchérir.
Etude de M^{rs} TRUXILLO et ARON, avoc. associés à Corbeil-Essonnes (91), 51, rue Champollain, tél. 496-30-25 et 496-14-18.

Administrateur judiciaire vend
ENSEMBLE IMMOBILIER
USAGE INDUSTRIEL
LA PLAINE-SAINT-DENIS
Tél. le matin 233-57-50
Vente au Palais de Justice à Paris, le lundi 17 mai 1976, à 14 heures
APPARTEMENT
VINCENTS (94)
14, r. d'Estienne-d'Orves
M. à P. : 80.000 F
S'ad. M^{rs} BERTON, avoc. à Paris (8^e), 15, rue de Valenciennes, 121, 263-06-50 ; M^{rs} DUPREY, avoc. à Paris

Vente sur saisie immob. au Palais de Justice à EVRY, rue des Mâchères, le mardi 11 mai 1976, à 14 heures
Un ENSEMBLE d'habitation avec alouettes et dépendances situées au pont de Villiers
Commune de CERNY (91)
MISE A PRIX : 97.000 FRANCS
Consignation préalable pour enchérir
Etude de M^{rs} TRUXILLO et ARON, avoc. associés à Corbeil-Essonnes (91), 51, rue Champollain, tél. 496-30-25 et 496-14-18.

Vente au Palais de Justice à Paris, le lundi 17 mai 1976, à 14 heures
156, rue de Verdun, PUTEAUX (92)
1) APPART. 3 p., cuis., cave, déb., jardinet - OCCUPE. M. à prix 30.000 F
2) CABANON LIBRE - M. à prix 500 F - 3) CABANON LIBRE - M. à prix 500 F
4) BOUTIQUE - M. à prix 100.000 F
5) CAVÉ LIBRE - MISE A PRIX : 300.000 F
6) APPART. 2 p., cuis., cave, déb., jardinet - OCCUPE. M. à p. 25.000 F
S'ad. M^{rs} Madeleine DUPONT
Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil ; sur Neux par vis

سوق الحلال

AFRIQUE

La Rhodésie à vingt contre un

Alors que la zone d'insécurité s'étend à la frontière du Mozambique, et que les fermiers européens, seuls vrais privilégiés, sont contraints de sortir en armes, le régime minoritaire de M. Smith se félicite de la prospérité du pays. (Le Monde - des 27 et 28 avril.)

Chinamora. — « Vous, M. Smith, fils de Gwini, êtes le dernier d'une longue lignée de chefs Vashawasha, avec le titre de Chinamora. » Debout, devant une foule africaine d'un millier d'auditeurs, M. B. H. Musset, ministre des affaires intérieures, termine son discours. Le futur chef de la réserve africaine de Chinamora, un Africain de soixante-dix ans, lui fait face, assis sur une natte posée à même le sol, en signe de respect. Après l'énumération des « devoirs » et les « félicitations », il reçoit du ministre européen les attributs de sa nouvelle dignité : une cape pourpre et des ornements. « Chi-

namora, a souligné au passage l'orateur, est bien connue des gens de Salisbury, surtout en raison de la fameuse colline Domboshawa et des peintures que cette région tribale abrite. »

Cette réserve africaine de 45 000 habitants s'étale à une quarantaine de kilomètres au nord de la capitale. Une délégation du conseil des chefs africains, en complet-veston sous leur cape, partage la tribune officielle avec des dignitaires européens accompagnés d'épouses dont les gendres chapeaux et les robes à fleurs rappellent une autre époque. Un vieil Africain souffle de temps à autre dans un ngororombo, instrument à vent aux sons discordants. Au premier rang de la foule, de vieilles femmes africaines se mettent à danser. Don Parkinson, provincial-commissionnaire, sorte de préfet européen, a pris le soin de présenter à l'auditoire les chefs et les personnalités européennes présents.

« Des relations idéales »

Le ministre offre une vache noire au chef, pour fêter sa promotion. Les dames de la bonne société européenne écoutent avec un sourire attendri les discours des enfants des écoles chrétiennes africaines, transportés sur place en autocar. On se réunira ensuite dans le hall de la réserve autour d'une tasse de thé et de petits gâteaux, mais entre Européens. Les chefs, ayant quitté leur cape, et le casque colonial à la main, feront une timide apparition avant de remonter dans l'autobus qui leur a été alloué. Don Parkinson nous avait prévenus : « Vous allez assister, avait-il dit avant le début de la cérémonie, à un bon exemple des relations idéales entre Européens et Africains de Rhodésie. »

Le chef Chinamora a ainsi rejoint, début avril, le groupe des quelque deux cent cinquante chefs africains nommés par des conseils autochtones dont toute décision doit être ratifiée par l'administration. Les Européens leur attribuent d'importantes « pouvoirs spirituels », et la terre des Tribal Trust Lands, les réserves africaines, est censée leur appartenir. Ils reçoivent leur salaire du gouvernement et siègent au « conseil de district » présidé par un fonctionnaire européen. Les deux factions de l'African National Council (A.N.C.), celle de l'évêque Muzorewa comme celle de M. Joshua Nkomo, les considèrent comme des « fanboches » et leur dénie toute représentativité. Le régime de M. Smith continue de les tenir pour une carte de rechange. « Nous avons travaillé avec les chefs depuis 1890 », nous explique le district-commissionnaire européen de Chinamora. L'un des dix chefs membres du Sénat de Salisbury approuve : « Muzorewa et Nkomo sont des politiciens. Nous sommes les leaders traditionnels de ce pays, et rien ne peut se faire sans nous. »

L'intronisation du chef Chinamora, censé diriger désormais les quarante-cinq mille habitants de sa réserve, ne suffit pas. L'interprète officiel nous explique, en effet, que la date de « la cérémonie qui compte » — celle que les Africains organisent entre eux — n'a pas encore été fixée.

Le ministre européen y assistera-t-il ? « S'il le souhaite et s'il est invité », répond l'interprète. Mais tous les spectateurs noirs ne

sont pas disposés à reconnaître les privilèges des chefs ainsi désignés. « Ils n'ont aucune autorité », nous dit l'un d'eux, mais une petite fête comme celle-ci ne gêne personne. »

Quarante-huit heures avant cette cérémonie, dans une réserve située plus au nord, celle de Madziwa, nous avons vu des Africains en uniforme marron délavé qui montaient la garde dans des miradors dominant un vaste village qui clôturait un grillage de plus de 2 mètres de hauteur, doté d'un système d'alarme électrique. La Tribal Trust Land de Madziwa est l'une des premières expériences rhodésiennes de « pacification ».

Mount-Darwin se trouve à 22 kilomètres au nord et Centenary un peu plus loin au nord-ouest. C'est dans cette région de la Rhodésie que la première guérilla africaine s'est manifestée en 1972. Centenary et Mount-Darwin, terres européennes, sont séparées des frontières du Mozambique et la Zambie par des réserves africaines. Les partisans de la ZANU (le mouvement du pasteur Ndabingi Sithole, en prison à cette époque) venaient de leurs camps situés en Zambie et s'infiltraient le long du Zambèze, à travers la province mosambicaine de Tête.

L'année suivante, la guérilla s'est étendue au territoire de Madziwa, à 70 kilomètres au nord de Salisbury. M. Ian Thom, le jeune district-commissionnaire européen de la réserve, s'en souvient très bien. « La première incursion des terroristes, raconte-t-il, s'est produite en novembre 1973. Ils ont dit aux paysans qu'ils venaient les libérer, qu'une invasion allait avoir lieu. Ils leur ont demandé de l'aide et leur ont dit qu'une fois au pouvoir, ils supprimeraient les taxes sur les récoltes. Ils leur ont surtout recommandé de ne pas signaler leur présence. En dépit de cela, la population a immédiatement rapporté leur passage aux autorités. Les terroristes sont revenus le mois suivant. Ils ont dit aux gens : rappelez-vous, nous vous avons demandé de vous taire. Ils ont tué le chef de la première famille visitée la fois précédente. Ils sont restés huit mois dans le secteur, massacrant, au cours de cette période, vingt et un Africains pour maintenir leur emprise sur la population. »

Les villages protégés

C'est au printemps 1974 que la décision a été prise de regrouper dans dix « villages protégés » une population qui s'élevait jusqu'à deux cent quarante-sept hameaux. Le programme de regroupement s'est achevé en octobre de la même année. Dotés de l'eau et de l'électricité, ces villages sont entourés par un grillage et une vingtaine de miliciens africains armés de fusils en contrôlent les accès. Au centre, dans un grand bunker de terre, vivent les gardes commandés par un adjoint européen du district-commissionnaire. Les villages sont reliés par radio au chef-lieu de district, lui-même gardé par une trentaine de miliciens. « Depuis la création de ces villages, nous dit Ian Thom, il n'y a plus eu de meurtre, les mines sont devenues rares et dix-sept terroristes ont été éliminés. »

Un couvre-feu nocturne est imposé sur toute la réserve. Que se passe-t-il si un paysan revient en retard de son champ au village ? « Il pourrait très bien se faire tirer dessus, répond Ian Thom, en ajoutant : ici, nous avons eu beaucoup de chance car nous n'avons eu qu'un tué, alors que dans d'autres secteurs beaucoup se sont fait descendre. » Les villages protégés ont été placés de

façon qu'aucun champ ne se trouve à plus de 5 kilomètres. Les miliciens ont une mission de défense : ils surveillent les villages, mais ne patrouillent pas à l'extérieur. Tous les paysans ont été dotés de bracelets en plastique sur lesquels figure leur numéro d'identité, afin de pouvoir repérer facilement tout étranger.

En Rhodésie, l'expérience des « villages protégés » est encore toute neuve. Une centaine de milliers d'Africains ont été ainsi regroupés dans les réserves jugées les moins sûres par Salisbury. A Madziwa, le calme a été rétabli pour le moment, et Ian Thom affirme que « ce sont les conseils d'anciens qui ont réclamé cette protection ». Il espère transformer un jour ses dix villages en « pôles de développement » et pacifier même d'un « kibboutz ».

Pourtant, deux chefs africains sur trois ont été démis de leurs fonctions parce qu'ils étaient « soupçonnés » de sympathiser avec l'adversaire. Les miliciens sont recrutés à l'extérieur et payés, car, nous dit M. Thom, « les autorités tribales ont refusé la formation d'une milice populaire ». Pourquoi ? « L'Africain ne sait pas qui va l'emporter. L'an-

III. — L'ÉVEIL DU ZIMBABWE

De notre envoyé spécial JEAN-CLAUDE POMONTI

gola le fait réfléchir. Il préfère rester en marge ». D'ailleurs, « pour une large majorité, les gens de seize à vingt-deux ans sont alignés sur les terroristes ». Mais, à Madziwa, les défections sont rares, car « le père de famille ne s'intéresse pas du tout à la guérilla ». Dans l'un des villages, un Africain nous explique que lorsqu'un jeune homme disparaît, le chef de famille est arrêté et interné sans jugement. « On lui dit : « Tu as envoyé ton fils chez les terroristes. » Et il y a pas mal de jeunes qui disparaissent. »

Le rapport de la commission Justice et Paix, publié l'an dernier, écrit : « Plus de 200 Africains dont 187 enfants, ont été déportés de Madziwa en mars 1974 vers Beit-Bridge, soit à plus de 600 kilomètres et à l'autre bout du pays. » Les autorités prétendent, poursuit le texte, que ces gens-là avaient coopéré avec les insurgés. Le rapport dénonce le

déracinement des Africains, l'abandon des champs, la nuit, aux bandes de babouins qui dévastent les récoltes, l'atmosphère des miliciens africains.

Deux dernières questions restent, enfin, sans réponse. Fallait-il déplacer 17 000 personnes pour lutter contre 17 hommes ? Madziwa n'est d'ailleurs redevenue calme qu'en 1974, à l'époque où la guérilla a été coupée de ses arrières par la décision du président Kaunda d'occuper les camps de la ZANU en Zambie et de ne plus laisser les guérilleros passer en Rhodésie. Que va-t-il se passer si la nouvelle armée populaire du Zimbabwe s'installe maintenant dans la province de Tête, soit à 180 kilomètres à peine de Madziwa ?

Chinamora et Madziwa sont les deux volets d'une aventure désormais familière, la trop fameuse « conquête des cœurs et des esprits » : grâce au recours de

quelque chose, disent-ils, c'est de se débarrasser des Blancs. » Les temps ont sans doute changé. Le M.P.L.A. dirige l'Angola et le Frelimo le Mozambique, deux Etats voisins. Tous les soirs depuis un mois, une voix à l'accent écossais, sur les ondes de Radio-Maputo, appelle miliciens, policiers et soldats africains de Rhodésie à désertier. De M. Nkomo, qui a tenté de négocier un règlement avec M. Smith, l'un de ses adversaires africains nous dira : « Il prétend maintenant que l'expérience en valait la peine et qu'il a au moins prouvé que M. Smith ne voulait pas d'un règlement. Je n'accepte pas cette explication. Chez les Mashona, nous avons un proverbe qui dit qu'il ne sert à rien de prendre un mètre pour mesurer un serpent quand il se trouve à vos pieds. Un coup d'œil y suffit. »

Chinamora et Madziwa sont les deux volets d'une aventure désormais familière, la trop fameuse « conquête des cœurs et des esprits » : grâce au recours de

quelque chose, disent-ils, c'est de se débarrasser des Blancs. »

Les temps ont sans doute changé. Le M.P.L.A. dirige l'Angola et le Frelimo le Mozambique, deux Etats voisins. Tous les soirs depuis un mois, une voix à l'accent écossais, sur les ondes de Radio-Maputo, appelle miliciens, policiers et soldats africains de Rhodésie à désertier. De M. Nkomo, qui a tenté de négocier un règlement avec M. Smith, l'un de ses adversaires africains nous dira : « Il prétend maintenant que l'expérience en valait la peine et qu'il a au moins prouvé que M. Smith ne voulait pas d'un règlement. Je n'accepte pas cette explication. Chez les Mashona, nous avons un proverbe qui dit qu'il ne sert à rien de prendre un mètre pour mesurer un serpent quand il se trouve à vos pieds. Un coup d'œil y suffit. »

Prochain article :

DANS DEUX ANS,
DANS MILLE ANS...

Time. Et pourtant c'est une cigarette.

LONGUEUR REELLE

Posez votre cigarette ici. Et comparez.

Etonnamment longue.

Time est une cigarette filtre 120 mm.
C'est long 120 mm.
Les cigarettes les plus longues en France ne font que 100 mm.

Terriblement racée.

Prenez-en une.
Sa minceur et sa couleur brune la rendent aussi agréable à tenir qu'à regarder.

Le paquet 4 F.

Etrangement douce.

Portez-la à vos lèvres.
Son goût n'a rien à voir avec ce que vous avez connu jusqu'à ce jour.

Un plaisir de fumer prolongé.

Vous tirez dessus facilement. Et comme elle se consomme très lentement, elle vous donne deux fois plus de bouffées qu'une cigarette normale.

Time.
La première 120 mm.

POLITIQUE

AU SÉNAT

La publicité clandestine à la télévision est dénoncée une nouvelle fois

Le problème de la publicité indirecte ou clandestine à la radiotélévision a été débattu mardi 27 avril au Sénat à l'occasion d'une intervention de M. Jean CLOUZEL (Union cent.). Le sénateur de l'Allier, rapporteur spécial des crédits de la R.T.F., protestait notamment contre la multiplication des panneaux publicitaires autour des stades et dans les lieux où se déroulent des manifestations sportives. « Si l'on n'y prend pas garde, a-t-il affirmé, le climat d'affairisme dénoncé en 1972 réapparaîtra. »

M. Chuzel cite plusieurs exemples : « Les constructeurs automobiles se disputent de toute publicité officielle pour la bonne raison qu'il leur est très facile et qu'il leur coûte moins cher — car coûte 171 000 francs aux heures de grande écoute — de passer des messages clandestins. La marque Selen a bénéficié de 1 h. 38 de publicité indirecte en tant que promotrice d'une épreuve de ski retransmise à la télévision. »

Il a été établi, grâce à des prises de photos et à un constat d'huissier réclamé par M. Marcel Juhan, que lors du dernier match de Coupe d'Europe Saint-Etienne-Sindhoven, retransmis depuis Saint-Etienne, des panneaux publicitaires supplémentaires ont été installés sur le stade entre 18 heures et 20 h. 30. Bien entendu, ces panneaux étaient de préférence placés derrière et autour des buts, à des endroits où le déroulement normal d'un match amène plus aisément les caméras. »

M. Chuzel adresse ses félicitations au service d'observation des programmes, « qui a été la sonnette d'alarme », mais estime qu'il doit être mis fin avec plus de rigueur à de tels « errements », qui menacent, dit-il, l'équilibre financier des sociétés. »

Pour M. Henri CAILLAUET (gauche dém.), qui fut en 1972 le président de la commission d'enquête sur la publicité clandestine à la R.T.F., il faut se méfier de la « chasse aux sorcières ». Les P.-D.G. des chaînes de télévision et de radio se préoccupent de ce problème qui devrait être réglé, estime-t-il, devant la délégation parlementaire dans un débat plus discret. « Et qui n'en serait que plus efficace. »

Certes, reconnaît M. Caillaudet, il y avait un esprit mercantile et égoïste à l'origine de la R.T.F. ; intérêts croisés, patronage, matraquage, nous avons dénoncé tout cela, et notre effort a porté ses fruits. Mais aujourd'hui ? Il faudrait prouver une fois de plus qu'il y a coalition d'intérêts privés. »

La télévision a montré le

président de la République skiant ; on a pu lire, au bout de la spatule, la marque de ses skis. Publicité clandestine. »

M. Dominique PADO (ind.), en tant que président de la délégation parlementaire de répartition de la révérence, s'estime attristé « à une sorte d'obligation de réserve. »

En effet, précise-t-il, un débat est en cours au sein de cette délégation sur le problème évoqué par M. Chuzel. Une nouvelle réunion se tiendra le 6 mai et sera étendue à tous les P.-D.G. de la télévision et de la radio. Toute cette affaire doit être vue avec vigilance et modération. « Il y a des évidences, certes, mais aussi des rumeurs qui débouchent sur la diffamation. Le Parlement doit briser toute rumeur. C'est un scandale qui a coûté la vie à l'O.R.T.F. Ceux qui confondent service public et affairisme doivent savoir qu'ils ne sont pas à l'abri des sanctions. Mais nous ne voulons pas pour autant que s'engage une chasse aux sorcières sans distinguer entre l'abus et le simple erreur de jugement. »

La publicité clandestine est difficile à appréhender, souligne M. ROSSEL, porte-parole du gouvernement. Nous assistons aujourd'hui à l'utilisation de procédés nouveaux, notamment avec le développement des patronages — ce que les publicitaires appellent le « sponsoring ». Les illustrations du patronage dans le domaine sportif sont multiples : beaucoup de grandes compétitions sportives sont désormais organisées et financées par les marques commerciales qui attendent de la diffusion télévisée la contrepartie de leur concours. »

On se trouve ainsi dans de nombreux cas devant un choix difficile : renoncer à la retransmission de rencontres sportives, priver ainsi le spectateur d'un spectacle qu'il attend, ou tolérer celle-ci tout en sachant qu'il y aura une certaine quantité de publicité à l'image. »

M. Rossi indique le souci du gouvernement de lutter contre les abus. « Nous avons marqué, déclare-t-il, notre intention d'exercer un contrôle de la publicité clandestine ; c'est notre seule intervention dans les programmes. » Avant d'ajouter qu'il conservait « toute sa confiance » aux P.D.G. des sociétés, le secrétaire d'Etat conclut : « Le gouvernement est décidé à faire route en commun avec les sociétés et la commission de répartition de la révérence. En particulier, une déontologie plus précise devra être élaborée et inscrite dans les cahiers des charges afin de faciliter le contrôle et l'interprétation des faits. »

Le passage dans le serpent avait permis d'augmenter les réserves avec un effet inflationniste — que nous avons ensuite reperdu, mais il nous reste, sans avoir entamé nos droits de tirage, un peu plus de 22 milliards de francs de devises étrangères, comme devant. »

Répondant plus particulièrement à M. GAUDON, qui accusait

le gouvernement d'avoir autorisé la spéculation des exportateurs contre le franc, le ministre des finances a notamment indiqué :

« Certains exportateurs ne se sont pas hâtés de rapatrier leurs devises. Si nous les avions forcés à le faire brutalement, nous risquions de menacer le développement de l'exportation. »

Au reste, des non-résidents

peuvent avoir des devises déposées chez nous, et il est exact que 3 milliards sur les 14 que nous avons perdus proviennent de là. »

Les rapports de la Banque de France en font cependant foi : le contrôle des changes a été respecté. Il y a eu des négociations — qui seront sanctionnées — dans certains comptes, mais les règles essentielles ont été respectées. »

Au reste, des non-résidents

Rapatriés

MM. Francis PALMIERO (Union cent.) et Charles DECUYTOI (non inscrit), se sont inquiétés du retard apporté au règlement du contentieux avec les rapatriés. M. Christian FOCHEBERT leur a notamment répondu :

« Sans doute notre effort ne pourra-t-il jamais être à la hauteur du préjudice matériel et moral subi par nos compatriotes. Mais nous pouvons combler les lacunes et remédier aux imperfections constatées de la loi. Nous l'avons fait pour les entrepreneurs, pour les conjoints survivants, pour les spouses partiellement indemnisées par l'Etat spoliateur. Le problème difficile de retraité a pu être réglé tout récemment, grâce à la procédure de concertation. »

Nous étudions avec compréhension les améliorations qui pourraient encore être apportées quant aux pensions de droits et à l'indemnité en cas de recours contentieux. »

Ces problèmes sont étudiés avec les rapatriés qui ont accepté de reprendre le dialogue. »

En séance de nuit le Sénat a examiné en seconde lecture le projet portant création et organisation de la région de l'Île-de-France. Sur la proposition du rapporteur, M. MATHOT (ind.), et de M. DAILLY (Gauche dém.), il a modifié une nouvelle fois ce texte qui a été renvoyé devant une commission mixte paritaire composée de députés et sénateurs.

ERRATUM. — Un « mastro » a rendu incompréhensible une partie de l'article intitulé « Je ne suis pas marxiste » (le Monde du 28 avril, p. 9). Dans le second paragraphe de la deuxième colonne, il fallait lire : « Après le programme convenu, n'ira-t-on pas vers une société autoritaire, bureaucratique ? »

aux portes de Grenoble le château de sassénage XVII^e Siècle

M. Eleouet vous informe et vous accueille 38360 Sassénage tél. (76) 88 51 45

Assemblées de prestige Groupes d'études Séminaires/Congrès

PISTAL
LE 1^{er} INSECTICIDE
100% NON TOXIQUE!
CERTAINS LE DISENT. PISTAL LE PROUVE!

Fin les blattes, moustiques, araignées et autres indésirables. PISTAL les élimine radicalement. Eux et leurs larves. Un insecticide à usage vraiment domestique qu'on utilise sans crainte dans la cuisine, la salle de bains ou la chambre de bébé. L'insecticide sans D.D.T. ni D.D.V.P., aux essences naturelles pour la santé de la maison (et de ses occupants !). PISTAL est vendu en aérosol ou en bidon.

Demandez PISTAL à votre droguiste habituel ou écrivez à : Laboratoires ALIO SPRAY 5, rue Nicolas-Chiquet - 75017 PARIS

*Rapport de la Société de Recherches Biologiques en date du 5.01.76 après 3 mois d'essais sur divers animaux à sang chaud.

Pistal

LES ROUTES DE FRANCE SONT MIEUX SIGNALEES QUE LES RUES DE PARIS

A moins que vous ne soyez chauffeur de taxi, vous ne connaissez ni toutes les avenues, ni toutes les rues, ni toutes les impasses, ni tous les sens interdits de Paris.

Cela veut dire que vous avez toutes les chances de perdre du temps, de vous énerver, de vous garer n'importe où, et d'attraper une contravention.

Alors, téléphonez à ALLO-CHAUFFEUR, et dans l'heure qui suit, vous aurez un chauffeur à votre disposition.

ALLO-CHAUFFEUR est la première société française de location de chauffeurs sans voitures.

Nos chauffeurs connaissent parfaitement Paris et sa région.

Ils savent aussi bien conduire les voitures de tourisme que les estafettes et les camions de plus de 3,5 tonnes. (Tous

sont, bien entendu, des chauffeurs professionnels.)

Ils peuvent être bilingues et peuvent même s'occuper de l'entretien courant de votre voiture.

Pensez qu'ils vous aideront si vous vous cassez le bras, si on vous retire votre permis, ainsi que dans votre activité professionnelle.

Louez un chauffeur jour et nuit (4 heures minimum pour les chauffeurs de direction).

Qu'est-ce que vous préférez ? Vous payer une contravention ou un chauffeur ?

Alors téléphonez à Christian Simon-Lorière, 205.96.96.

allô-chauffeur
12, pl. Jacques-Bonsergent
75010 PARIS
Tél. 205.96.96



FMVJ VOYAGES 54 rue des Ecoles. 75005
téléphone : 329.21.17.

agréée par le Secrétariat d'Etat au Tourisme n° 72 049

DELHI a/r 1990 F
MONTREAL a/r 1350 F
BANGKOK a/r 2150 F

informe ses adhérents de ses nouveaux tarifs aériens à partir du 1^{er} Mai 1976.

Téhéran 1490 F, Kaboul 1890 F,
Colombo 2350 F, Kaimandou 2550 F,
Tokyo 3500 F, Bali 2850 F, Mexico 1980 F,
Lima 1900 F, Rio 2580 F,
New York 1330 F, Los Angeles 2050 F...

demandez notre brochure vols et circuits

Nom _____
Adresse _____
à renvoyer à FMVJ, 54, rue des Ecoles 75005 Paris

650 F

Comme on vend davantage d'autoradios, on les vend moins cher.

AUTORADIO CASSETTE PHILIPS RM 232

Par exemple, ce combiné autoradio lecteur de cassettes Mono Philips, antenne d'aile, dispositif d'antiparasitage et équipement 650 F tout compris. Tout est prêt en 1 heure et la pose est effectuée par l'une de nos équipes de monteurs spécialisés, en fonction de l'acoustique de la voiture. Crédit immédiat sur place : 130 F à l'achat et 12 fois 52,60 F (prix à crédit : 761,20 F).

Ces services exclusifs, vous les trouverez chez EAF-EUROFRANCE sur toutes les grandes marques d'autoradios.

EAF. EUROFRANCE
INFORMATIONS SERVICE - Tél. 533.81.81-357.88.88-229.01.01.

PARIS 11^e - 74-76, bd Voltaire - 15^e - 273, r. de Vaugrand - 17^e - 137, av. de Clichy - 9^e - 11, bd de Clichy - 13^e - 140, bd de l'Hôpital - 14^e - Pl. Denfert-Rochereau - 220, av. du Maine - 16^e - 47, av. de Versailles - 17^e - 23, bd Pereire - 160, bd Pereire - 19^e - 75, av. Jean-Jacques - 20^e - 109, cours de Vincennes - BOULOGNE - 81, route de la Reine - VERSAILLES Le Chesnay - 18, bd Saint-Antoine.

POLITIQUE

LE DÉBAT SUR L'AGRICULTURE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Bonnet : notre objectif est de maîtriser l'expansion d'une production de qualité

La structure de l'agriculture française tend à se rapprocher de celle de l'Allemagne : le nombre des exploitants à temps partiel est de plus en plus important, a constaté M. Bonnet, ministre de l'Agriculture, en ouvrant le débat agricole devant l'Assemblée nationale. Est-ce le fait d'un choix économique délibéré ? De plus en plus d'agriculteurs seront-ils contraints d'aller à l'usine pour assurer leur fin de mois ? le ministre n'en a rien dit. En revanche, il s'est ouvert des préoccupations du gouvernement en matière agricole, l'avenir des productions méridionales et de l'Europe verte. Sur le premier sujet, M. Bonnet a reconnu que les inquiétudes des Méridionaux sont compréhensibles, mais il a assuré que l'élargissement de la C.E.E.

présente un « intérêt politique » et « économique ». Indéniable. Quant à l'Europe verte, elle connaît bien des tourments avec les excédents de poudre de lait, les fluctuations monétaires, les attaques extérieures. Toutefois, cela n'empêche pas le gouvernement d'avoir une politique propre qui s'articule autour d'une expansion maîtrisée d'une production de qualité mieux valorisée.

Cet objectif satisfait-il la majorité ? A écouter M. Rohel, on peut se le demander : « L'agriculture française n'a pas atteint la place qui doit être la sienne dans une économie libérale d'échanges et dans une société développée comme, dans les années 80, la France doit le

devenir. » Après avoir ponctué les propositions du ministre de « C'est bien », mais cela pourrait être mieux », le député R.L. du Finistère conclut : « Il y a décidément chez nous beaucoup de réformes en friche. »

Pour l'opposition, l'affaire est entendue. « Aucun des objectifs assignés à notre agriculture n'a été réalisé », affirme M. Marcel Rigout, député communiste de la Haute-Vienne.

Faut-il dès lors aider les agriculteurs ? De façon sélective, entend-on sur les bancs de la majorité. « En payant le travail des agriculteurs à sa juste valeur », dit-on sur les bancs de l'opposition. Comment y parvenir ? Pour M. Hazet (R.L. Rhône), M. Bonnet devrait être

« vice-premier ministre pour défendre l'agriculture ». Pour M. Rohel, il devrait être « ministre de l'économie rurale ». Mais, d'après M. Joxe (P.S. Saône-et-Loire), il est « plus le ministre des industries agro-alimentaires que ministre de l'agriculture ».

Bref, l'habituel catalogue des politiques agricoles hexagonales et leurs répliques. Jusqu'à ce que M. Jaton monte à la tribune pour rappeler qu'il y a de petites France outre-mer. La situation agricole de ces départements est dramatique », a indiqué le député (app. P.S.) de la Guadeloupe, en regrettant que le ministre n'y ait fait aucun allusion.

ALAIN GIROUD.

Mardi 27 avril, l'Assemblée nationale entend une déclaration du ministre de l'Agriculture sur la politique agricole, déclaration suivie d'un débat.

M. BONNET rappelle tout d'abord que l'évolution de l'agriculture au cours du VII^e Plan vient de faire l'objet d'un rapport. « Ce document, note-t-il, ne vise pas à enjoliver la situation, mais à la représenter objectivement. » Et il poursuit : « La France, d'importatrice nette, est devenue le second exportateur de produits agricoles. La progression du revenu agricole, en cinq ans, a été d'environ 36 % en francs constants, bien que 1974 et 1975 aient été deux « années grises ». Sur le plan régional, notre politique de la montagne s'est traduite par le versement d'indemnités dépassant 300 millions de francs pour 1976. Sur le plan social, le rapport entre les cotisations perçues et les prestations versées est de 8 % dans les départements les moins favorisés et de 45 % dans les plus développés. »

Le ministre observe ensuite que « sur 1 350 000 exploitations, 500 000 correspondent à un régime de semi-retraite ou de temps partiel, de telle sorte que le revenu agricole n'est ici qu'un élément du revenu global des intéressés. En Allemagne fédérale, précise-t-il, 49 % des agriculteurs le sont à temps partiel, une évolution du même type est annoncée chez nous ». M. Bonnet passe ensuite en revue « les principaux soucis du gouvernement » :

1) L'avenir de nos productions méditerranéennes :
2) La politique agricole commune : « L'Europe verte, déclare M. Bonnet, doit faire face à deux graves problèmes intérieurs. Le premier est budgétaire, le second est celui du coût de la politique agricole commune. Le problème budgétaire est dans l'immédiat un problème monétaire. Il tient à la charge insupportable que représentent pour certains États les montants compensatoires mo-

nétaires. Le deuxième problème est celui du marché des produits laitiers. »

M. Bonnet reconnaît que l'incorporation de 400 000 tonnes de poudre de lait dans les aliments composés sera « insuffisante ». Toutefois, il pense que l'« image du porcelet nourri au biberon à côté d'un enfant familial » a de quoi émouvoir. Il remarque que la poudre n'est consommable dans les pays en butte à la malnutrition que transformée en lait. Or, à part l'Italie, « il n'y a pas un pays en Europe qui ne dispose de la poudre pour la transformer ». « Quelques critiques qui puissent être portées légitimement à la politique agricole commune, il ne faut pas perdre de vue, note le ministre, qu'elle couvre 90 % de la production par une organisation de marché et qu'elle nous permet d'exporter l'essentiel de nos céréales », note le ministre.

Puis M. Bonnet rappelle les deux axes de la politique agricole du gouvernement :

1) Une agriculture plus compétitive : « L'avenir de l'agriculture est conditionné par l'expansion maîtrisée d'une production de qualité mieux valorisée. »

2) « Des hommes plus surs d'eux-mêmes : la nation est, à bien des égards, déitrice vis-à-vis des agriculteurs et elle se doit de leur donner les moyens d'être mieux armés pour affronter la compétition. » Selon lui, « la nation doit donner aux jeunes le moyen de s'installer ». Et M. Bonnet conclut : « La collectivité nationale doit encore améliorer les conditions de travail des hommes et des femmes de la terre. Le cadre du Marché commun, la production de la consommation, l'exploitation familiale à responsabilité personnelle, demeurent dans l'esprit du gouvernement, des bases intangibles. »

Pour M. RIGOUT (P.C., Haute-Vienne), premier orateur inscrit dans le débat, le ministre range notre agriculture nécessaire un traitement d'une autre ampleur que les quelques potions que vous lui administrez périodiquement.

L'orateur s'attache tout d'abord à mesurer « l'étendue et les causes du mal » en s'appuyant « sur la réalité impitoyable des faits » : 1) Si, durant les quinze dernières années, la production a augmenté annuellement de 3 à 4 %, le pouvoir d'achat, lui, a baissé de 10,3 %. 2) Si l'exode se poursuit au rythme de quarante mille départs par an, le nombre d'installations n'atteint que le chiffre de huit mille et la moitié des chefs d'exploitation ont plus de cinquante ans. 4. ce rythme, il y a plus de trois cent mille exploitations qui sont condamnées au cours de la prochaine décennie à 3) Le Marché commun, qui constitue et constitue non la grande chance de l'agriculture, mais une source de difficultés et de menaces.

Sur ce dernier point, M. Rigout note que : « Les prix fixés annuellement le sont toujours au niveau le plus bas, car les forces dominantes, notamment la République fédérale allemande et les États-Unis, voire les trusts multinationaux, dictent leur loi. Il préconise notamment que le lobby du soja est intervenu pour imposer ses exigences et que les autorités de Bruxelles ont obtempéré, soulignant les protestations des diverses organisations professionnelles. »

Nos exportations sont en recul : c'est une conséquence de la remise en cause de la préférence communautaire.

« Le soutien des marchés est de plus en plus limité et contesté, voire progressivement abandonné. » La crise du système capitaliste conduit le gouvernement à accepter la domination du grand capital américain et à chercher un redéploiement vers les pays en voie de développement en sacrifiant l'agriculture.

Révenant sur le problème de la baisse du revenu agricole (« En 1976, il baissera pour la troisième année consécutive »), M. RIGOUT demande des décisions immédiates afin de majorer les prix à la production et de réduire les charges.

Il énumère ces mesures. « C'est la catalogue de la Redoute », commente alors le ministre. « Les paysans apprécieront cette remarque », répond l'orateur, qui conclut : « Vous avez, durant trop longtemps, en brandissant l'évoquant du collectivisme, trompé et abusé un grand nombre de paysans. Qu'à cela ne tienne ! Votre politique a fait faillite. Elle écrase la propriété. Vos analyses, vos conceptions et notre position sont aujourd'hui de nature à susciter l'espoir et l'adhésion de la majorité des paysans français. »

Intervenant en séance de nuit, M. CORNETT (U.D.R., Nord) déclare : « L'objectif essentiel est de retrouver la tendance de 1973 et des années antérieures et de corriger l'importante distorsion entre les prix agricoles et les charges survenant en 1974 et encore prédominante en 1975, en dépit du correctif de 6 milliards d'aides. Des actions communautaires sont urgentes pour certaines productions afin de sauvegarder et de dégager les marchés ; des actions doivent être entreprises, portant essentiellement sur les charges financières, fiscales et sociales. Une telle démarche est d'ailleurs anti-inflationniste. »

L'orateur approuve ensuite la proposition de l'exploitation familiale et la correction des distorsions. Il demande que soit conduite de concert une politique des revenus, une politique des structures et une politique sociale.

Et il conclut : « Dans la grande aventure européenne, les agriculteurs sont engagés plus que quiconque, mais dangereusement isolés. Leur échec serait inacceptable, car il serait l'échec des démocraties libérales, sociales et réformatrices. »

M. PIERRE JOXE (P.S., Saône-et-Loire), consacrant son intervention aux exploitants individuels, reproche à M. Bonnet d'être « le ministre de la politique agro-alimentaire » et de ne pas « payer le travail des agriculteurs à sa juste valeur ». Il conclut : « Le gouvernement estime-t-il, même une politique « inacceptable », de supprimer « en deux étapes la T.V.A. sur les produits alimentaires de première nécessité » et de « donner la parole à la soixante ans aux travailleurs agricoles. »

Pour M. ROHEL (R.L. Finistère), « l'agriculture française n'a pas atteint le niveau, la puissance et la place qui doivent être les siennes, dans une économie libérale d'échanges ». Afin de faire

de notre pays « une grande puissance agricole », il présente « un appel résolu et prioritaire en faveur de la jeune agriculture ». Après avoir souligné le rôle important joué par les exportations agricoles dans l'équilibre des échanges et le développement de la production, il émet trois souhaits :

1) L'amélioration de la politique agricole commune doit être recherchée grâce au développement de certaines productions (problèmes, bois), à la mise en œuvre d'une politique communautaire résolvant les exportations et l'harmonisation des politiques nationales ;

2) La réduction des inégalités : « Il faut repenser la sélectivité des aides, redistribuer le métier même d'agriculteur, obliger les comités départementaux à mieux répartir les cotisations vieillesse, supprimer les exonérations pour ceux qui n'ont pas vraiment cessé d'exploiter et subordonner la retraite à la cessation d'activité. »

3) Le développement d'une politique spécifique d'emploi en agriculture par l'aménagement du statut de l'exploitation agricole (formules sociales ou associatives), l'allègement du poids de la charge foncière, l'appui aux créations d'entreprise.

Et M. Rohel conclut : « Il n'y a plus de politique de la production agricole sans politique de la commercialisation. Il n'y a pas de politique de l'agriculture qui ne s'inscrive dans une politique d'aménagement de l'espace français. »

S'il reconnaît que l'Etat a aidé les agriculteurs, M. BEGAULT (réf., Maine-et-Loire) souligne que ces derniers « préféreraient vivre de leur métier sans avoir besoin d'aide ». Selon lui, les agriculteurs souhaitent une « garantie de leur revenu », assurée par la « création d'une caisse de péréquation européenne et [par] une véritable politique de développement agricole ». La « création d'une mutuelle nationale de protection contre les intempéries », alimentée par des cotisations proportionnelles au nombre d'hectares, est l'une « organisation ad hoc » de l'Europe « verte ». Il rappelle les suggestions des députés réformateurs : « développer nos capacités d'exportation, mieux former les hommes, améliorer les structures, préserver cet outil de travail qu'est la terre », avant de souhaiter un effort particulier pour les industries agro-alimentaires en milieu rural.

Après avoir énuméré les décisions susceptibles d'améliorer la situation des producteurs de fruits et légumes, M. LAURIS-SERRES (P.S., Lot-et-Garonne) regrette que, à propos des calamités agricoles, le gouvernement ait préféré prendre des mesures réglementaires plutôt que de consacrer le Parlement et garder ainsi « la possibilité de maintenir une pression économique sur les agriculteurs. Vous substituez à la notion d'assistance insupportable ». En ce qui concerne l'entrée dans la C.E.E. de la France, l'Espagne et du Portugal, il relève : « d'une nous ne pouvons y être hostiles (...), mais nous refusons notre politique qui même nos régions se font ruer. »

M. MAURICE PAPON (U.D.R., Cher) affirme qu'« en prenant comme prétexte l'incapacité de la Communauté à résoudre le problème des excédents agricoles, on cherche aujourd'hui à remettre fondamentalement en cause la politique communautaire ». Reclamant la vigilance « pour que l'acquis des producteurs ne soit pas remis en cause », il souligne que « après la crise du serpent monétaire, d'autres exemples de désordres devraient inciter les théoriciens de l'Europe supranationale à la réflexion, à la modestie et à la prudence ». M. BALMIGÈRE (P.C., Eure) consacre son intervention à la situation dans le Midi viticole, où « la tension persiste et s'aggrave ».

M. Balmigère dénonce « la campagne tendant à accréditer l'idée dans l'opinion publique, et contrairement à toutes les statistiques, que la viticulture française est structurellement excédentaire, surabondante et de mauvaise qualité ». campagne destinée à culpabiliser les viticulteurs du Midi et à les isoler du reste de la population. « En fait, affirme-t-il, une reconversion est impossible, car le viticulteur, qui vit avec une exploitation moyenne de 10 à 20 hectares, serait obligé d'en avoir 150 pour certaines autres cultures. »

Pour M. BOUVARD (réf. Morbihan), une plus grande garantie de notre pays « une grande puissance agricole », il présente « un appel résolu et prioritaire en faveur de la jeune agriculture ». Après avoir souligné le rôle important joué par les exportations agricoles dans l'équilibre des échanges et le développement de la production, il émet trois souhaits :

de revenu s'impose, ainsi qu'une politique de restructuration des exploitations qui favoriserait l'installation des jeunes.

M. BERTRAND DENIS (R.I., Mayenne) indique qu'il attend la publication des décrets sur le statut de fermage et sur le rattachement, et s'inquiète de voir se poursuivre l'exode rural.

M. JALTON (app. P.S., Guadeloupe) relève que « pas une ligne » n'est consacrée aux DOM dans le rapport sur l'évolution de l'agriculture depuis 1970, alors que la situation de l'agriculture y est « dramatique ».

M. BIZET (app. U.D.R., Manche) considère comme « indispensable le maintien dans les zones rurales d'un environnement humain ».

Après que M. PIERRE CHARLES (rad. g., Côte-d'Or) ait souligné les difficultés des viticulteurs bourguignons, M. DURIÉUX (R.L. Nord) déplore le manque de dynamisme de la politique commerciale commune à l'égard des pays tiers. M. MARIO BENARD (U.D.R., Var) évoque

la forêt méditerranéenne — dont « la valeur, précise-t-il, est d'ordre écologique et paysager » — et souhaite la mise en place d'un véritable plan de sauvegarde.

M. FRANCHÈRE (P.C., Corréze) constate la « dégradation rapide des forces actives agricoles » et dénonce « l'état déplorable de l'habitat rural ». M. MAYOUD (R.L. Rhône) propose que « l'enseignement agricole et la formation continue des agriculteurs soient placés en tête des choix budgétaires ». M. FOUQUETEAU (réf., Vienne) souligne que le succès de l'élevage dans le domaine des exportations agricoles est lié à « la qualité sanitaire du bétail » et au « renforcement de l'appareil commercial ». Après que M. Robert BISSON (U.D.R., Calvados) ait demandé « une réduction des inégalités en ce qui concerne les conditions de vie, de travail et de loisirs », M. GUERMEUR (U.D.R., Finistère) explique que les industries agro-alimentaires doivent « être implantées dans la région où la matière première est produite ». M. FONTAINE (non inscr., la Réunion) réclame le bénéfice, pour les agriculteurs du DOM, d'aides semblables à celles qui touchent les agriculteurs de la métropole.

Pour M. BURCKEL (U.D.R., Bas-Rhin) les agriculteurs ne doivent pas apparaître comme « d'éternels assistés, des quinquans patentés ». M. DAILLET (réf., Manche) suggère le versement d'une rémunération de « la fonction écologique des agriculteurs sous forme de salaire mensuel » et relève qu'il n'y a pas de surproduction européenne car « elle doit contribuer au rattachement de l'humanité pauvre ». La séance est levée à 1 h. 5. Le débat se poursuivra mercredi après-midi 28 avril.

P. Fr. et A. Ch.

(Lire page 38 la fin de l'enquête de l'Agence « Le Monde » de politique agricole ambiguë.)

A Briare

La révolte des « sondés »

(De notre correspondant.)

Orléans. — La population de Briare, dans le Loiret, qui, on le sait, « vote comme la France », fait le bonheur des spécialistes des sondages qui s'abattent sur la ville lorsque l'événement politique le commande. Les habitants de Briare paraissent maintenant souffrir de cette réputation. Ils sont, en effet, fort mécontents de l'émission de TF 1 « l'Événement » réalisée en direct de chez eux, au soir de la dernière réunion de presse du président de la République.

A l'adresse de TF 1, le maire de la ville, M. Rallet, n'a pas caché sa grogne : « Ils se sont fichus de nous. A l'avenir, les portes de la mairie seront fermées pour ce genre de chose. » La raison de ce mécontentement ? Les personnes « sélectionnées » pour donner leur opinion n'ont pu s'exprimer, disent les gens de Briare. Leur député, M. Xavier Deniau (app. U.D.R.), « venu spécialement de Paris », non plus Quant au curé de la paroisse, l'abbé Méthivier — qui s'en défend, paraît-il, avec énergie — il a été présenté comme un socialiste.

On n'a pas non plus apprécié les séquences consacrées à la ville. Les distractions ne sont, certes, pas permanentes chez nous, dit-on à Briare, mais de là à présenter certains habitants assis tristement sur leur chaise au bord du trottoir, à compter les voitures qui défilent sur la nationale 7, il y a de l'abus. Et puis, d'ailleurs, les Briarols sont-ils de si bons « cobayes » ? Lors de l'élection présidentielle de mai 1974, M. Giscard d'Estaing a recueilli dans la commune 53,22 % des voix, M. Mitterrand, 46,68 %. Les spécialistes du sondage devront sans doute « prospecter » ailleurs.

● Mouvement, nouveau organe mensuel du Mouvement des radicaux de gauche, publié, dans son premier numéro, un éditorial de M. Robert Fabre, président du M.R.G., qui souligne « l'importance de la gauche radicale de gauche » à l'union de la gauche, et la nécessité de conserver au mouvement son autonomie. (11, rue de Grenelle, Paris-7.)

● M. Payot, secrétaire général de la Fédération internationale des droits de l'homme, organisme dépendant de l'Organisation des Nations unies, séjourne à Dijon, depuis le 28 avril, pour préparer un rapport sur la situation dans le territoire français des Afars et des Issas. M. Payot a indiqué qu'il espérait, au cours de son séjour, rencontrer la mission d'information de l'O.N.U. qui est attendue le 29 avril à Djibouti.

Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter



L'ALLER-RETOUR DANS LA DEMI-JOURNÉE

De nombreuses liaisons Air Inter desservent le sud-ouest de la France. L'aller-retour possible dans la demi-journée facilite vos déplacements d'affaires.

PARIS ↔ BORDEAUX
18 liaisons quotidiennes (Départ Orly-Ouest ou Roissy/Charles-de-Gaulle).

PARIS ↔ TOULOUSE
18 liaisons quotidiennes (Départ Orly-Ouest ou Roissy/Charles-de-Gaulle).

Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS Tél. : 539.23.25 et toutes Agences de Voyages.

AIR INTER

Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter



LA REDUCTION «3^e AGE»

Votre compagne a 60 ans, vous en avez 65 : vous êtes disponibles et heureux de voyager par le plus confortable et le plus rapide des moyens de transport. Air Inter vous fait bénéficier tous deux d'une réduction de 25 % sur ses vols blancs et bleus.

Renseignez-vous.

Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS Tél. : 539.23.25 et toutes Agences de Voyages.

AIR INTER

Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter



LA REDUCTION «GROUPES» 25 % ou 50 %

Il suffit d'être au moins dix à partir ensemble pour bénéficier d'une réduction de 25 % sur les vols blancs et de 50 % sur les vols bleus d'Air Inter (sauf Paris - Nice et Continent - Corse).

Air Inter favorise vos déplacements de groupe.

Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS Tél. : 539.23.25 et toutes Agences de Voyages.

AIR INTER

صكناش الاعمال

POLITIQUE

Dans les couloirs du Palais-Bourbon
SPÉCULATIONS SUR LES PLUS-VALUES

« La résidence secondaire a du plomb dans l'ail », constatait, mardi 27 avril, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, M. André Fantoni, U.D.R., à l'issue d'une journée au cours de laquelle les députés de la majorité, U.D.R. en tête, n'avaient cessé de tirer allègrement sur le projet de taxation des plus-values et tout particulièrement sur les dispositions intéressant les résidences secondaires.

« L'immobilier est, par excellence, pour les Français, la source de la plus-value », reconnaissait M. Guy Guemeur, U.D.R., qui souhaitait que la majorité soit capable d'éviter deux attitudes contradictoires : le refus de toute réforme et l'acceptation de n'importe quelle réforme. Les parlementaires, qui avaient entendu, pendant le week-end dans leurs permanences électorales, des plaintes et des récriminations bien plus nombreuses qu'à l'occasion du débat sur l'avortement, étaient donc résolus à engager le combat, avec d'autant plus de détermination que la définition plus restrictive donnée par le chef de l'Etat, lors de sa réunion de presse, de la finalité du projet, les encourageait à remettre en question le texte du gouvernement.

Dès le matin, le bureau du groupe U.D.R. avait examiné « les moyens de donner au texte sur les plus-values une conformité avec les intentions du président de la République ». Mieux vaut encore une légère taxation du capital, devaient dire les sommités de l'U.D.R. — MM. Michel Debré, Jacques Chaban-Delmas, Maurice Couve de Murville, Albin Chédin, qu'un impôt sur les plus-values si celui-ci n'est pas transformé en un impôt sur les profits spéculatifs. M. Claude Labbé, président du groupe, lui aussi partisan d'un impôt sur le capital, précisait : « Nous n'acceptons pas de passer pour des gens qui traitent les pieds et ne veulent pas des réformes ».

En début d'après-midi, M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., indiquait, au micro de R.T.L., que le groupe U.D.R. se proposait « d'amener profondément » le projet afin de « le remettre dans la bonne ligne définie par le président de la République ». M. Guéna expliquait : « Il s'agit en fait de taxer les plus-values spéculatives : si l'on en arrive à taxer de modestes résidences secondaires, c'est que l'administration a détourné les intentions initiales du président de la République. Le secrétaire général de l'U.D.R. jugeait normal

que son mouvement « crie casse-cou au gouvernement ».

Ces thèmes étaient repris, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, par tous les élus de la majorité, qui n'avaient guère que cela à la bouche dans les conversations particulières comme dans les rencontres collectives. Des petits groupes assemblés ici et là jalisèrent les mêmes mots : « Erosion monétaire », « Spéculation ». Les trente députés, environ, réunis sous la présidence de M. Maurice Liot (app. rép. ind.) pour entendre M. Lion Ginguère parler des problèmes des petites et moyennes entreprises, affirmaient leur opposition au projet. Devant le groupe U.D.R., M. Claude Labbé devait promettre que la « concertation » allait s'engager avec le premier ministre et le ministre de l'économie et des finances.

En fin d'après-midi, les présidents des trois groupes de la majorité reconstruisaient M. Chirac. M. Maurice Papon, rapporteur général de la commission des finances, proposait d'introduire deux notions modératrices : celle de patrimoine familial pour aménager les articles sur les résidences secondaires et celle de remplissage des plus-values pour assouplir les dispositions sur les actions.

Réponse de M. Fourcade jeudi 29 avril : le ministre de l'économie et des finances recevra les présidents des trois groupes ainsi que les présidents et les rapporteurs généraux des commissions des finances.

De son côté, le groupe communiste de l'Assemblée condamnait le projet comme « une atteinte au droit de la petite propriété et à l'épargne populaire qu'il spolie, tandis qu'il préserve et assure les faveurs des grands possédants » et « le contraire d'une réforme de progrès ». Déposant une question préalable (ce qui équivaut à demander le retrait du texte), le groupe communiste, « défenseur de la propriété privée, fruit de sacrifices et de travail », dénonçait « le caractère injuste du projet de loi ».

Les députés U.D.R. n'auraient pas désavoué un tel langage. Plusieurs d'entre eux, indignés du « chantage » à l'investiture auquel s'était livré M. Giscard d'Estaing dans sa conférence de presse, allaient jusqu'à dire qu'ils seraient plus de chance d'être réélus s'ils ne se réclamaient pas du président de la République. C'était, à les entendre, la seule spéculation légitimement autorisée par le projet.

T. F.

L'ELECTION PRÉSIDENTIELLE

L'Assemblée adopte la réforme constitutionnelle par 295 voix contre 175

Mardi 27 avril, l'Assemblée nationale a poursuivi l'examen du projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 7 de la Constitution relatif à l'élection du président de la République au suffrage universel (« le Monde » du 23 avril).

Abordant la discussion de l'article unique, l'Assemblée repousse un amendement socialiste prévoyant que les résultats des premier et second tours doivent être proclamés au plus tard dans un délai maximum de trois jours francs. Après avoir observé que ces dispositions étaient de nature réglementaire, M. LECANTUET, ministre d'Etat, s'était déclaré prêt à examiner l'opportunité de modifier les délais en vigueur.

Le garde des sceaux présente ensuite un amendement du gouvernement, qui propose une nouvelle rédaction de l'article unique.

1) Si, dans les sept jours précédant la date limite du dépôt des présentations, une des personnes ayant fait publiquement acte de candidature, décide ou se trouve en état d'empêchement de participer à la campagne électorale, le Conseil constitutionnel, saisi par cinq cents citoyens ayant qualité pour présenter un candidat, peut décider de reporter l'élection ;

2) Si avant le premier tour, un des candidats décide ou se trouve en état d'empêchement, le Conseil décide le report de l'élection ;

3) En cas de décès ou d'empêchement de l'un des deux candidats les plus favorisés au premier tour avant les rétrois éventuels, ou de l'un des deux candidats restés en présence, il est procédé de nouveau à l'ensemble des opérations électorales ;

4) Le Conseil constitutionnel peut proroger les délais en vigueur sans que le scrutin puisse avoir lieu plus de trente-cinq jours après le décès ou la constatation de l'empêchement du candidat. Si l'application des dispositions de cet article reporte l'élection à une date postérieure à l'expiration des pouvoirs du président en exercice, celui-ci demeure en fonction jusqu'à la proclamation de son successeur.

M. FOYER (U.D.R.), rapporteur, indique que la commission des lois a adopté cet amendement.

MM. FRECHÉ (P.S., Hérault) et BECK (P.S., Creuse), présentent ensuite une série de sous-amendements de leur groupe qui visent notamment à supprimer toute référence à la notion d'empêchement et toute faculté d'appréciation du Conseil constitutionnel. L'Assemblée les repousse, ainsi qu'un amendement de M. LAGORCE (P.S., Gironde), qui tend à modifier le texte du gouvernement qui devient l'article unique du projet. Ce dernier est adopté au scrutin public par 295 voix contre 175 (celles de l'opposition) sur 472 votants.

Les députés unanimes pour protéger la nature

Mardi en début de séance, les députés avaient, dans un premier temps, adopté au scrutin public, par 384 voix contre 1 sur 389 votants, le projet de loi relatif à la protection de la nature, dont les députés avaient achevé l'examen dans la nuit de jeudi à vendredi (« le Monde » du 24 avril).

MM. FOSSET, ministre de la qualité de la vie, et NUNGESSE (U.D.R.), rapporteur, avaient souhaité un vote unanime sur ce texte, dont M. HAMEL (R.I., Rhône) avait toutefois regretté qu'il ne concernait que l'administration. Jugement contesté par M. JACQUES BLANC (R.I., Lozère).

M. DUCCOLONE (P.C., Haute-de-Seine) devait cependant contester ce vote, précisant qu'il n'avait pas été annoncé dans l'ensemble du Palais, comme il est coutume de le faire lors d'un scrutin public. Pour M. BALLANGER, président du groupe communiste, « le vote est un acte solennel du Parlement et non un gadget entre les mains du président ». Après les interventions de MM. MEXANDEAU (P.S., Calvados), JULIA (U.D.R., Seine-et-Marne), BAYARD (P.S., Hérault), MESSIN (Céti, Paris), COUDEBO (R.I., Lozère), qui regrettaient la rapidité du scrutin et PROQUOT (R.I., Marne-et-la-Vallée), qui précisait avoir voté contre, alors qu'il voulait voter pour, M. BOULLOCHÉ (P.S., Doubs) estime que l'annulation de ce vote « est la seule procédure compatible avec la dignité du Parlement ».

Après une suspension de séance destinée à réunir le bureau de l'Assemblée, M. EDGAR FAURE annonce que « face à une confection d'incidents juridiques et d'attitudes méprisantes », il avait décidé à l'unanimité de procéder à un nouveau scrutin. Le texte est alors adopté par 491 voix contre 1. (M. Edgar Faure, U.D.R., Vaucluse) sur 470 votants. MM. Brugère (app. R.I., Charente-Maritime) et Couderc (R.I., Lozère) s'abstiennent.

Commentant ce vote, M. NUNGESSE, rapporteur du texte, devait préciser dans un communiqué : « C'est une véritable loi-cadre de protection de la nature que l'Assemblée nationale vient d'adopter et l'unanimité qui s'est déployée devant toutes les administrations, à considérer comme prioritaire la notion de qualité de la vie ».

Le dernier vote à l'unanimité

DE GAULLE ET MAURIAU

Devant les membres de l'Institut Charles-de-Gaulle réunis mardi 27 avril, M. André Scailles, maître-assistant à l'université de Nanterre et secrétaire général de l'Association parisienne des amis de François Mauriac, a donné une conférence sur « Charles de Gaulle et François Mauriac » en se référant notamment à la correspondance échangée entre les deux hommes. Il a ainsi cité une lettre relative aux « Elucubrations » de la période 1958-1960 de l'écrivain dans laquelle le général écrivait : « Quant à moi, sous votre lumière, je me connais comme un coq en fin de compte tous les cailloux succombent à la mer ».

Citant de nombreuses anecdotes, M. Scailles a ainsi rappelé que, après avoir décerné le grand-croix de la Légion d'honneur à François Mauriac, le général avait fait, en conseil des ministres, le commentaire suivant : « La France s'honore elle-même en faisant grand-croix de la Légion d'honneur le plus grand écrivain français vivant. » « Il y eut, a ajouté M. Scailles, des sourires et des regards qui se tournèrent vers André Malraux assis aux côtés du général. Ce dernier se pencha alors vers l'auteur de la Condition humaine et corrigea : « Je veux dire, un des plus grands écrivains français vivants ».

• L'U.D.R.-Jeunes organise, le mardi 4 mai, à Bagnolet (hôtel Novotel), un dîner-débat en compagnie de Mme Alice Saunier-Selhi, secrétaire d'Etat aux universités.

VOS
Circulaires
CM, TARIFS, ETC., EN OFFSET
EN MOINS D'UNE HEURE
étra 345.21.62
IMPRIMERIE MINUTE 346.00.28
88, Av. Daumesnil (Gare de Lyon)

HERRING DAW RECHERCHE
DES BUREAUX POUR SES INVESTISSEURS.
Immeubles de rapport et opérations immobilières à monter. Paris et Région Parisienne
Etude rapide et confidentielle.

Herring Daw
Consultant Immobilier International

63 rue Pierre Charron,
75008 Paris - Tél. 660861

256.07.61

La CALVITIE
est un HANDICAP professionnel et humain
que vous devez VAINCRE !

grâce à
L'INSTITUT CAPILLAIRE OPERA
Vous retrouverez : ASSURANCE - JEUNESSE - SEDUCTION

« Une maitrise plus un paillasson sur votre tête »

Nous vous proposons une chevelure discrète, entièrement faite main, à vos mesures - en vrais cheveux - dont la fixation insoupçonnable vous permettra une vie professionnelle active et dynamique. Bien que nos réalisations soient de haute qualité, nos prix restent très compétitifs.

Pour tous renseignements, nous vous offrons une T.C. gratuite et gratuite sur rendez-vous.

12 rue de la Paix - PARIS 2^e - M^o OPERA - Tél. : 261.79.71.

Lentilles de contact miniflexibles.
Encore plus petites.
Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.

Informez-vous chez :
YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants
francophones et étrangers sur demande.

GS DS Finition exportation.
Faible kilométrage.
Garantie usine.
Tous coloris disponibles.

Exposition permanente (8 h - 20 h) de
200 CITROEN de la 2 CV à la SM.

Assurance gratuite (48 h) à tout
acheteur.
Toutes possibilités de crédit.
Demander Monsieur Lemaire.

3 bis rue Scheffer 75016 Paris 553.28.51

Une Rockwell vaut toujours plus que son prix.

Rockwell
électronique maîtrisée

MÉDECINE

TROIS CENTS MÉDECINS SIGNENT UN MANIFESTE CONTRE L'OBLIGATION DE LA VACCINATION ANTIVARIOLIQUE

Trois cents médecins français et belges ont signé un manifeste demandant à supprimer l'obligation de la vaccination anti-varicelle, estimant que les risques et les coûts de la vaccination l'emportent de très loin dans un pays développé sur les bienfaits de celle-ci. Ils s'engagent à ne plus vacciner contre la varicelle.

Les signataires rappellent que depuis plusieurs années, la Grande-Bretagne, puis les États-Unis, le Canada et l'Allemagne de l'Ouest ont recommandé la formule de la liberté à l'égard d'une vaccination qui présente de nombreux effets secondaires (dont allergies, troubles nerveux et exceptionnels encephalites) et d'une maladie qui a quasiment disparu. Parmi les signataires : le docteur Henri Pradal.

Le « Monde » avait consacré le 8 janvier 1975 une page à la prévention des maladies infectieuses par la vaccination et au problème particulièrement irritant de la vaccination antivaricelleuse. Pour le moment, en France, malgré ses inconvénients plus ou moins nombreux et graves, selon les statistiques des partisans ou des adversaires, la vaccination antivaricelleuse est obligatoire (loi de 1962), et le ministère de la Santé demeure attaché à cette obligation au moins jusqu'à ce que l'Organisation mondiale de la Santé la recommande officiellement. D'un autre côté, la Ligue pour la liberté des vaccinations (4, rue Saint-Jacques, 75014 Paris) continue sa campagne avec acharnement contre la vaccination antivaricelleuse, et qui a pour seul réservoir l'organisme humain, est en train de disparaître de la planète. Seule, l'Europe présente encore un foyer d'endémie. Aussi peut-on conclure, comme nous le disions l'an passé, que la querelle sur les avantages et les inconvénients de la vaccination pourrait trouver une fin naturelle faite de combattants avec la disparition totale du virus, ce qui est à l'évidence le but de tous.

UN DÉCRET FACILITE LES POSSIBILITÉS DE TRAVAIL À TEMPS PARTIEL DANS LES HOPITAUX

Un décret paru au Journal officiel le 23 avril clarifie considérablement les possibilités de travail à temps partiel dans les hôpitaux, concédant ainsi une des doutes mesurées en faveur du personnel hospitalier annoncées en février 1975 par Mme Simone Veil, ministre de la Santé (le Monde, 24-25 février 1975). Jusqu'à présent, les personnels hospitaliers bénéficiaient des dispositions générales, assez restrictives, de la fonction publique, et seulement 0,75 % des agents en activité en profitaient.

Ces nouvelles dispositions, destinées aux personnels soignants et assimilés, introduisent, en plus du « mi-temps », le « trois-quart temps » : le temps partiel pourra être appliqué non seulement comme auparavant aux agents qui ont à charge un ou plusieurs enfants de moins de dix ans, un enfant infirme, leur conjoint ou un ascendant à charge, mais aussi et notamment à ceux qui assistent des personnes accidentées, qui sont eux-mêmes handicapés, ou qui sont à moins de cinq ans de la retraite. Au total, un agent pourra, durant sa carrière, travailler douze ans à temps partiel (au lieu de neuf).

Le ministre de la Santé, on le voit, insiste sur le fait que ce texte dans un secteur d'activités où le taux de féminisation du personnel est très élevé. Le « Le Monde », accordé à un ouvrage de vulgarisation médicale publié dans l'année pour sa contribution à l'éducation sanitaire du public, a été décerné au livre du docteur J.-F. Tisserand : *Projet d'un âge, vivre ou survivre* (Éditions Arthaud). Vigoureux plaidoyer pour la participation sociale active des gens d'âge, ce livre permet, par de multiples collaborations, d'apporter l'opinion et la science des divers spécialistes concernés à propos du vieillissement.

RELIGION

RAJEUNISSEMENT ET INTERNATIONALISATION DU SACRÉ COLLEGE

Paul VI nomme vingt et un cardinaux

Les dix-neuf nouveaux cardinaux désignés par Paul VI le 22 avril ont été choisis dans les nationalités suivantes : sept Européens (trois Italiens, un Polonais, un Hongrois, un Allemand, un Français), cinq Américains (un Dominicain, deux Argentins, un Brésilien et l'archevêque de Washington), trois Africains (un Ougandais, un Nigérien, et, pour la première fois, un Sénégalais), un Malgache, deux Asiatiques (un Indien et un Philippin) et un Océanien néo-zélandais.

Jeandre part, l'identité de deux promus n'a pas été révélée. Ces cardinaux sont élus in pectore, c'est-à-dire que le pape se réserve de faire connaître leurs noms ultérieurement. Si Paul VI mourait avant de faire savoir qui il avait choisi, ces « cardinaux » ne le deviendraient jamais en fait.

Le nouveau sacré collège comportera au total cent trente-six membres — sans compter les deux cardinaux in pectore, — dont cent vingt ayant moins de quatre-vingts ans seraient électeurs en cas de conclave.

L'absence de Français dans la nouvelle promotion est relativement exceptionnelle. Il faut remonter au consistoire de Jean XXIII, en 1962, pour retrouver une situation analogue.

EUROPE

ITALIE
Mgr OPILIO ROSSI
Né à New-York le 14 mai 1910, ordonné le 11 mars 1933, a été nommé évêque en 1953, titulaire d'Andria. Nommé en Autriche depuis 1967.

GRANDE-BRETAGNE
Mgr BASIL HUME
Né en 1924, ordonné dans l'ordre bénédictin en 1942, élu évêque de Westminster le 22 mars 1976. Archevêque de Westminster depuis un mois. Mgr Hume est connu pour son activité épiscopale, surtout dans les milieux anglicans. Le choix de ce moine, élu sans explication pastorale pour le siège primatial d'Angleterre et du Pays-de-Galles, avait surpris (« le Monde » du 10 mars).

HONGRIE
Mgr LASZLO LUKACS
Né le 12 mars 1915 à Zaladovo (Hongrie), ordonné le 23 septembre 1934, il a été consacré le 15 mars 1972. Le pape a nommé Mgr L. évêque de Győr, titulaire de la cathédrale de Győr, et a confié à Mgr L. la direction de la paroisse de Győr. Mgr L. a été élu évêque de Győr le 12 février par la nomination de Mgr L. à la tête de l'évêché d'Esztergom. L'ancien évêque de Győr, Mgr L. a été élu évêque de Győr le 12 février par la nomination de Mgr L. à la tête de l'évêché d'Esztergom.

POLOGNE
Mgr BOLESLAS FILIPIAK
Né dans l'archidiocèse de Gniezno (Pologne) le 1^{er} septembre 1901, nommé évêque de Poznań le 24 septembre 1967, il est devenu évêque de Poznań le 13 février 1976. Mgr Filipiak a été élu évêque de Poznań le 13 février 1976. Mgr Filipiak a été élu évêque de Poznań le 13 février 1976.

AMÉRIQUE

REPUBLIQUE DOMINICAINE
Mgr OCTAVIO ANTONIO
Né à Jeyba, près de Saint-Domingue (République Dominicaine), le 11 novembre 1904, ordonné le 15 août 1928, a été nommé évêque en 1945 et archevêque de Saint-Domingue en 1961. Le pape est, d'autre part, vicaire aux armées.

ARGENTINE
Mgr EDUARDO PIRONIO
Né à Nueva-Julio (Argentine) le 3 décembre 1920, ordonné le 5 décembre 1943, a été nommé évêque de Mendoza le 15 mars 1976.

ÉTATS-UNIS
Mgr WAKEFIELD BAUM
Né le 21 novembre 1925 à Dallas (États-Unis), ordonné le 16 mai 1951, il a été consacré en 1970 et devient archevêque de Washington. Le pape appartient à la congrégation romaine de l'éducation catholique et au secrétariat pour les non-chrétiens.

AFRIQUE
UGANDA
Mgr EDMUND NSUBUGA
Né à Kimpili, dans la diocèse de Kampala (Ouganda), le 11 novembre 1914, ordonné le 15 décembre 1940, il a été consacré en octobre 1968 et devient archevêque de Kampala le 15 mars 1976.

ASIE

PHILIPPINES
Mgr JAMES L. SIN
Né le 31 août 1928 dans la diocèse de Capiz (Philippines), ordonné le 3 avril 1954, il a été consacré en 1967. Après avoir été archevêque de Iloilo, le pape est depuis 1974 archevêque de Manila. Il a eu l'occasion de critiquer avec véhémence le régime du président Marcos, particulièrement des déceptions et l'absence de justice sociale.

INDONÉSIE
Mgr LAWRENCE TREVOR PICACIY
Né le 7 août 1918 à Lebon, dans la diocèse de Darjeeling (Inde), ordonné le 21 novembre 1947, il devient évêque en 1962 et occupe le siège archiepiscopal de Calcutta. Le pape appartient à la Compagnie de Jésus.

Océanie
NOUVELLE-ZÉLANDE
Mgr REGINALD JOHN DELARGEY
Né à Timaru (Nouvelle-Zélande) le 10 décembre 1914, ordonné le 19 mars 1938, il a été consacré en 1962. Après avoir occupé le siège d'Auckland, il devient en 1974 archevêque de Wellington.

La physionomie du prochain conclave est nettement dessinée

Châ du Vatican. — Le secret, cette fois, était bien gardé. Mais l'annonce du consistoire ne peut étonner personne. On l'attendait depuis la réforme du conclave en

De notre correspondant

du secrétariat général du synode, qui était bien pour à peu près certain. Les Français notent, de leur côté, que, pour la première fois depuis quatorze ans, ils ne comptent aucun représentant dans un train de nominations. Le nouveau président de la conférence épiscopale, Mgr Roger Etchegaray, n'était-il pas destiné à recevoir la pourpre, bien que le siège de Marseille ait généralement compté des archevêques non cardinaux ? On leur répondra que ce chaussonisme n'est plus de mise et que le pape a voulu réduire, autant que possible, dans la nouvelle liste, les prélats d'Europe occidentale. Il ne pouvait écarter du cardinalat ni le nouvel archevêque de Westminster ni le nouveau primat de Hongrie. La « fille aînée » compte, du reste, sept cardinaux, proportion bien supérieure à sa taille relative. Il n'empêche qu'on a tout de même nommé trois Italiens et que l'absence de la France risque de passer pour une pénalisation.

LE NOUVEAU SACRÉ COLLEGE COMPRENDRA CENT TRENTA-SIX MEMBRES

Après le consistoire du 24 mai, qui a « créé » officiellement les nouveaux cardinaux, le Sacré Collège comprendra au total 136 membres (133 si on ajoute les deux « in pectore », dont 128 votants. Il se répartira ainsi :

- 70 EUROPÉENS (dont 36 Italiens, 7 Français, 6 Allemands, 4 Espagnols, 3 Portugais, 3 Polonais, etc.) ;
- 38 AMÉRICAINS (dont 12 des États-Unis, 7 Brésiliens, 4 Argentins, 3 Canadiens, etc.) ;
- 11 AFRICAINS (Algérie, Égypte, Volta, Kenya, Congo, Afrique du Sud, Tunisie, Zaïre, Sénégal, Nigéria, Ouganda) ;
- 1 ASIATIQUE (dont l'Inde, les Philippines, le Japon et l'Indonésie) ;
- 5 Océanien.

Le fait que les cardinaux âgés de plus de quatre-vingts ans ne soient pas recensés dans ce dénombrement n'est pas une nouveauté. Sur quatre appartenant à la péninsule, cela n'empêche pas la plupart des observateurs d'estimer que le prochain conclave sera, malgré tout, de fortes chances d'être de la même nationalité que Paul VI. Parce que le groupe italien reste une force de pression malgré ses divisions, et surtout parce que l'on estime toujours plus pratique, sinon plus logique, que le pape soit Italien. — R. S.

On peut y ajouter le soul de privilégier les « pasteurs », ayant en charge une communauté chrétienne, plutôt que des diplomates ou des hommes de bureau. Sur les dix-neuf nouveaux promus, dont on connaît le nom, treize sont en effet des évêques résidentiels ; deux autres, choisis dans la Curie — Mgr Scherer et Mgr Pironio — proviennent eux aussi, de ce qu'on appelle dans l'Eglise, la « pastorale diocésaine ». Le seul non évêque, Mgr Filipiak, le deviendra en recevant la pourpre le 24 mai prochain.

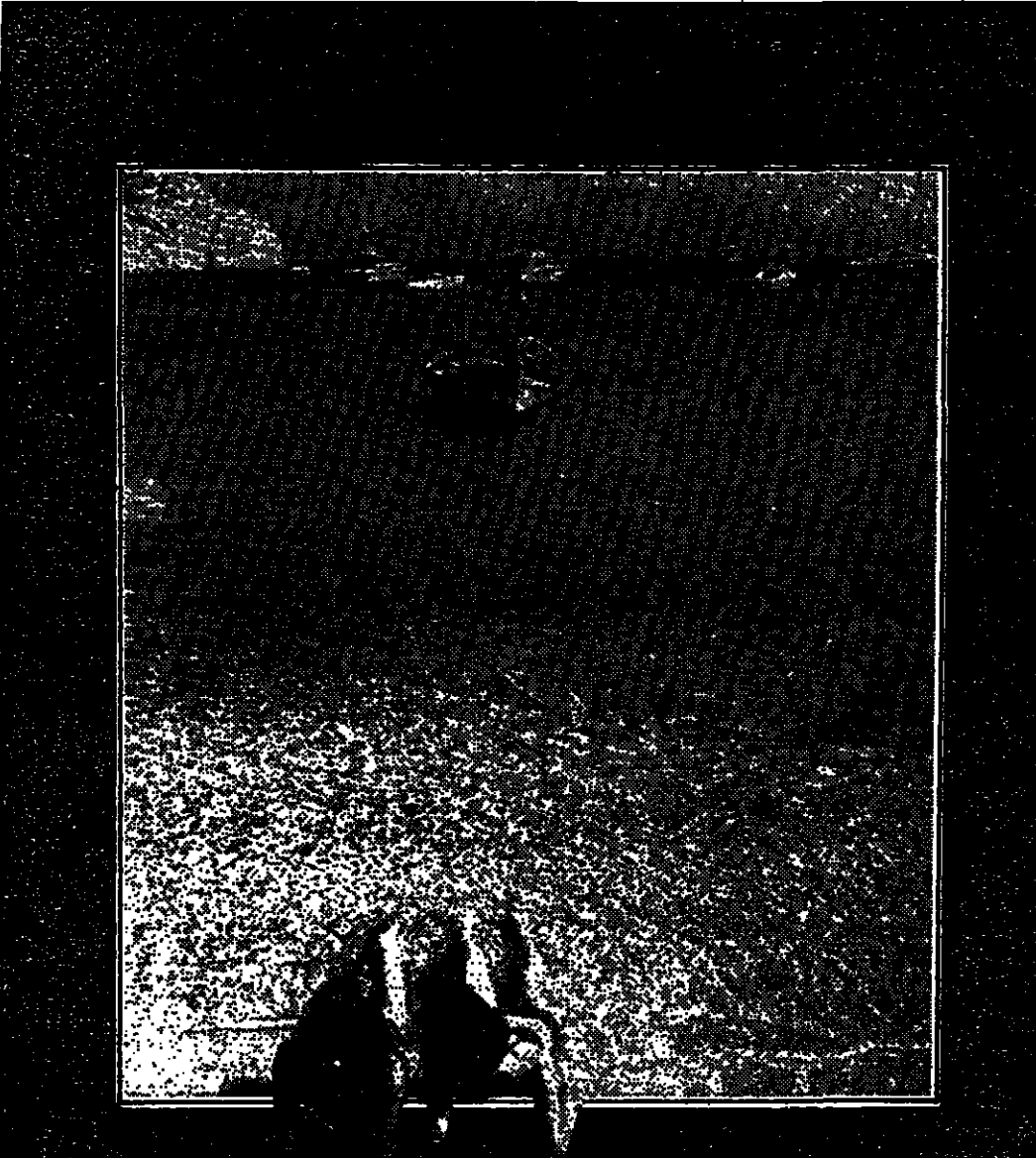
Pour ce qui est de l'âge, on notera que seuls trois nouveaux cardinaux sur dix-neuf ont dépassé soixante-dix ans. Les moins de cinquante-cinq ans, en revanche, sont au nombre de six. Il y a encore beaucoup à faire pour que le « sommet » de l'Eglise catholique ressemble à celui d'un Etat moderne, mais, par rapport au passé récent, le changement est spectaculaire. La même remarque peut être faite pour le réajustement du sacré collège en fonction des continents. Sur dix-neuf promus, on compte encore six Européens et un Nord-Américain, « équilibrés » cependant par trois Africains, un Malgache, trois Sud-Américains, deux Asiatiques et un Océanien. Certains pays — le Sénégal, la République Dominicaine, l'Ouganda et le Nigéria — comptent un cardinal pour la première fois de leur histoire. Ce n'est que justice, puisque le monde chrétien ne cesse de glisser vers le Sud, où se trouvent souvent les Eglises les plus vivantes ou, en tout cas, les plus « pratiquantes ».

On s'étonnera sans doute aux États-Unis de l'« oubli » de Mgr Joseph Bernardin, archevêque de Cincinnati et membre du conseil

du secrétariat général du synode, qui était bien pour à peu près certain. Les Français notent, de leur côté, que, pour la première fois depuis quatorze ans, ils ne comptent aucun représentant dans un train de nominations. Le nouveau président de la conférence épiscopale, Mgr Roger Etchegaray, n'était-il pas destiné à recevoir la pourpre, bien que le siège de Marseille ait généralement compté des archevêques non cardinaux ? On leur répondra que ce chaussonisme n'est plus de mise et que le pape a voulu réduire, autant que possible, dans la nouvelle liste, les prélats d'Europe occidentale. Il ne pouvait écarter du cardinalat ni le nouvel archevêque de Westminster ni le nouveau primat de Hongrie. La « fille aînée » compte, du reste, sept cardinaux, proportion bien supérieure à sa taille relative. Il n'empêche qu'on a tout de même nommé trois Italiens et que l'absence de la France risque de passer pour une pénalisation.

L'épiscopat français ne semble pas toujours être sur la même longueur d'ondes que le Vatican : on devait le constater au début de cette année devant l'accueil mitigé du document romain sur l'éthique sexuelle. La présence de trois Italiens parmi les promus peut paraître excessive. C'est en fait, une séquelle de l'histoire. La « machine » ecclésiastique est faite de telle façon que les représentants de la péninsule, encore nombreux dans la diplomatie pontificale et aux échelons moyens de la Curie, finissent par accéder au sacré collège malgré la volonté d'en réduire au maximum le nombre. L'intérêt de ce consistoire va au-delà des vingt et une nominations. On connaît à peu près maintenant l'assemblée qui élira le prochain pape. Un premier doute avait été levé en automne dernier, avec la réforme du conclave : il ne concernait que des cardinaux, comme par le passé, Paul VI ayant renoncé à y introduire les patriarches orientaux et certains évêques non revêtus de la pourpre. Ces cardinaux sont désormais au complet : avec cent trente-six membres, dont cent vingt évêques âgés de moins de quatre-vingt ans, le sacré collège atteint le « plénum ».

ROBERT SOLÉ.



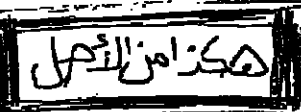
PORT FRIOUL Investir sur une île à l'abri de la pollution

Investir dans une résidence au soleil, ensoleillée et bien ventilée, c'est le plaisir de Port Frioul. Ce petit village phénicien, sur une île du Frioul face au château d'If, est un véritable paradis. Il est à l'abri de la pollution (moteurs à explosion interdits dans l'île). 93 % de son territoire est resté vierge, où votre bateau sera à l'abri dans son port. C'est unique. Investir à Port Frioul c'est sûr.

Renseignements : F. CASTELLA
45, rue Sénac - 13001 Marseille Tél. (91) 47.48.50
Veuillez m'envoyer une documentation complète.

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____

Réalisation CASTELLA/RABATTU



ÉDUCATION

Les mouvements de protestation contre la réforme

La « coordination nationale » des comités de grève étudiants, réunie à Paris les 27 et 28 avril, a décidé de prolonger son mot d'ordre de « grève générale » dans les universités contre la réforme du deuxième cycle, et dans les établissements d'enseignement, contre la réforme de M. Haby, ministre de l'Éducation. Cette décision, qui paraît dictée par le désir des délégués étudiants de continuer leur action au moins jusqu'au 1^{er} mai, illustre la cassure — parmi les étudiants et les enseignants — entre l'extrême gauche et les organisations de gauche. Ces derniers estiment que la négociation est possible à partir des concessions faites par Mme Alice Saunier-Selét, secrétaire

d'État aux universités, aux présidents d'université.

De son côté, la Fédération nationale des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur estime qu'il est juste temps pour les universités qui ont connu plusieurs semaines de grève, de retrouver des activités normales, faute de quoi les examens ne pourraient être passés avant l'été.

La grève continue en effet dans la plupart des établissements d'enseignement supérieur. Divers incidents ont eu lieu, notamment à Nantes, à Clermont-Ferrand et surtout à Strasbourg, où de violents accrochages se sont produits entre les forces de police et des étudiants. Mais

la tendance à la reprise des cours s'accroît dans certaines universités.

La situation reste confuse dans de nombreux lycées et collèges d'enseignement technique, touchés par le mouvement de protestation des élèves contre la réforme Haby. L'on constate un certain absentéisme dans les établissements, dont une demi-douzaine ont été fermés par l'administration : le lycée d'Apt (Vaucluse) a été fermé mardi 27 avril, mais deux lycées ont rouvert ce mercredi 28 avril à Reims (Marne). Des manifestations ont eu lieu mardi, notamment à Brest (trois mille élèves) et à Marseille (cinq cents lycéens à l'appel de l'Union nationale des comités d'action lycéens).

RÉUNIE A PARIS

La « coordination nationale » des étudiants grévistes continue de réclamer l'abrogation de l'arrêté sur le deuxième cycle

Trois cent quarante délégués étudiants représentant quatre-vingt-dix universités, U.E.R. et I.U.T. en grève se sont réunis mardi 27 et mercredi 28 avril à Paris pour une quatrième « coordination nationale ». Malgré de nombreuses discussions, les étudiants ont montré leur volonté de voir déboucher cette assemblée générale sur une plate-forme claire. La coordination a creusé le fossé qui sépare actuellement l'UNEF (ex-Renouveau) des mouvements d'extrême gauche et du nouveau Mouvement d'action syndicale (proche de la C.F.D.T.), partisans de la grève générale dans

l'éducation nationale, qui réclament toujours l'abrogation de l'arrêté réformant le deuxième cycle universitaire.

La « coordination » a, d'autre part, appelé les étudiants à participer aux manifestations organisées le 1^{er} mai par les syndicats, mais dans un cortège autonome. Dans une motion votée vers 14 heures, ce mercredi (174 pour, 39 contre, 57 abstentions et refus de vote), elle demande un débat télévisé avec Mme Saunier-Selét, à qui la « plate-forme » revendicative sera adressée. Une nouvelle « coordination » se réunira à Lyon les 5 et 6 mai.

La « coordination nationale » des délégués étudiants des universités en grève réunie à Paris n'a pas failli à la tradition des coordinations d'Amiens et de Toulouse. C'était un véritable parcours du combattant qui devenait emprunter les différentes délégations avant de pouvoir se retrouver en assemblée générale : service d'ordre strict, commission de validation des mandats, commission des conflits, avant de recevoir enfin une carte nominative (pour les votes), un badge en tissu et un coup de tampon sur la main.

Il n'a pas fallu moins de dix heures aux organisateurs pour vérifier les mandats des délégués et l'assemblée, réunie vers 20 h. 30, mardi soir, continuait toujours ce mercredi matin, sans une seule suspension de séance.

Dès les premières minutes, il fut question de la rencontre entre la commission permanente de la conférence des présidents d'université et Mme Alice Saunier-Selét, secrétaire d'État aux universités, et plus particulièrement de l'attitude du Syndicat national de l'enseignement supérieur, ainsi que des récentes déclarations de l'UNEF (ex-Renouveau). « Les

concessions faites aux présidents d'université ne sont qu'une nouvelle lecture de l'arrêté, qui ne sera pas lui-même modifié », a déclaré le représentant du SNE-Sup, seul syndicat d'enseignants présent à la réunion. Il a ajouté : « Nous exigeons l'abrogation de l'arrêté et de la circulaire du deuxième cycle. » Il devait également mettre en garde les étudiants contre une décision qui pourrait être prise pour établir des modalités et un calendrier des examens : « Elle aboutirait à démotiver les étudiants en lutte. »

« Seule la lutte paie »

Dans un bref bilan, le « collectif » du comité de grève a rendu compte de ses rencontres avec les syndicats enseignants qui jusqu'à présent « se sont soldés par un refus du SNE-Sup, de toute coordination avec le comité de grève étudiants ».

Un premier débat a cristallisé les divergences entre, d'un côté, l'Union nationale des étudiants de France (UNEF ex-Renouveau), de l'autre, le Mouvement d'action syndicale-Lutte étudiants (anciennement M.A.S.) et les mouvements d'extrême gauche : Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.), Révolution. L'UNEF (Unité syndicale) voulait une condamnation encore plus explicite de l'attitude de sa rivale.

CORRESPONDANCE

A propos de la manifestation étudiante du 15 avril

M. Robert Mandrou, professeur d'histoire à l'université de Nanterre (Paris-X), nous écrit à propos de notre compte rendu de la manifestation étudiante du 15 avril à Paris (le Monde du 17 avril).

La façon dont vous avez relaté mon intervention au cours de la manifestation de jeudi 15 avril entre la tête du cortège et le service d'ordre me fait scrupule, dans la mesure où ma pratique historique se soucie de la vérité et de l'événement brut. Ce n'est pas moi qui ai obtenu le départ de la compagnie de C.R.S. qui avait chargé quelques minutes auparavant : elle s'est retirée après une discussion entre les différents commandants de compagnie qui se trouvaient dans le secteur, mais je n'ai pris aucune part à ce débat. Le peu que j'ai pu faire pour atténuer les affrontements se situe un peu plus loin et un peu plus tard, avec un succès limité.

redresser une autre Université ou de servir de masse de manœuvre dans une politique de pression sur des négociations contre le gouvernement. Nous savons bien que seule la lutte paie, seule la lutte peut arracher l'abrogation des mesures du pouvoir.

Ainsi mise en minorité dans sa motion préalable, l'UNEF (ex-Renouveau) a cependant déposé une proposition de résolution qui reprendrait celle qu'elle avait définie avec le SNE-Sup. Elle fut aussitôt rejetée.

Un consensus s'est manifesté sur plusieurs points : abrogation de l'arrêté du 16 janvier et retrait des projets de décrets de M. Haby, valeur nationale des diplômes, refus d'une mainmise du patronat sur l'université, universités ouvertes aux travailleurs, refus de collaborer à la gestion des universités. En revanche, Révolution s'est opposé aux spécialistes du M.A.S. et aux partisans de la Ligue communiste révolutionnaire, qui considéraient notamment que les étudiants obtenaient des diplômes au niveau de qualification acquis. A l'inverse, le M.A.S. n'a pas suivi la Ligue et Révolution sur l'attribution d'une « allocation d'études » (équivalente au S.M.I.C.), préférant la formule d'une « rémunération du temps de formation ».

CHRISTINE CHOLMBEAU.

Le Grand-Orient de France ne veut pas d'un enseignement « exclusivement professionnel et utilitaire »

pointille étant déjà tracée. Les enseignants des catégories les plus dévalorisées se dirigent encore trop souvent vers une vie professionnelle et voient à occasion strictement utilitaire et unidimensionnelle. Cette limitation des perspectives, jointe à l'insécurité des programmes, est génératrice de névroses et de perturbations.

M. Béhar propose donc, pour favoriser l'épanouissement des élèves, qu'il soit « instauré un enseignement théorique à mi-temps, la seconde partie du temps de formation pouvant être consacrée à la préparation d'une vie active et créative, à la recherche des articulations de nature à intégrer l'enseignement, le monde du travail et de l'action. De cette manière, conclut-il, l'enseignant ne ressentirait plus le poids de l'ennui du long « enfermement », comme dit Proust, dans une structure déshumanisante et dont la traversée, de quinze ou vingt ans, est de plus en plus mal supportée par les enseignants. »

Le grand maître a précisé, à cette occasion, sa position à l'égard de la réforme de l'université, déclarant notamment : « L'enseignement doit intégrer toutes les informations, toutes les formations à l'école et à l'université, afin d'assurer son rôle de préparation à une vie active et créative et non exclusivement professionnelle et utilitaire. Beaucoup d'élèves des cycles à programme allégé voient leurs possibilités limitées dès leur entrée à l'école, leur orientation

Réactions divergentes après les concessions du secrétaire d'État aux présidents

Plusieurs organisations syndicales et politiques d'enseignants ont fait connaître leurs réactions après l'annonce des concessions faites par Mme Alice Saunier-Selét, secrétaire d'État aux universités, aux membres de la commission permanente de la conférence des présidents d'université, qu'elle a reçus lundi 26 avril (le Monde du 28 avril).

« Aux demandes claires et non équivoques de la commission permanente, Mme Alice Saunier-Selét a répondu par un texte chargé d'ambiguïtés », estime le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup), affilié à la Fédération de l'éducation nationale, qui confirme néanmoins « sa volonté d'une négociation positive ».

La FEN et le Comité pour un syndicat des étudiants de France (COSEF, proche des socialistes) affirment, dans un communiqué commun, que les présidents « ont contraint le secrétaire d'État à apporter une réponse partielle et insuffisante, mais qui ne constitue pas moins un nouveau pas dans la voie de l'ouverture de négociations réelles ».

Le Mouvement d'action syndicale (MAS), qui a succédé au Mouve-

ment d'action et de recherche critiques (M.A.R.C. proche de la C.F.D.T.), déclare en revanche que « les étudiants n'acceptent pas qu'on leur fasse prendre des promesses vagues aux présidents d'université pour une réponse à leurs revendications » et réaffirme que « l'abrogation de la réforme du second cycle est le préalable à toute négociation ».

M. Jean-Michel Catala, secrétaire général du Mouvement de la jeunesse communiste de France, estime que, « face à la détermination des étudiants et des enseignants, Mme Saunier-Selét a été obligée, au nom du gouvernement, de céder de sa détermination à une attitude hautement et bornée, d'engager des discussions ».

L'Union nationale interuniversitaire (UNI) affirme que « Mme Saunier-Selét recueille les fruits de la réforme dont elle a fait preuve tout au long de la crise universitaire actuelle » et se félicite du maintien de l'arrêté réformant le deuxième cycle.

Les Jeunes Démocrates et les Jeunes Communistes du Centre et Progrès (J.D.C.P.) estiment de leur côté que « la reprise des cours et la présence des étudiants dans les universités constituent la seule chance de sauvegarder les intérêts des étudiants ».

Libres opinions

LES ÉTUDIANTS, UNE FORCE POLITIQUE ?

par CHARLES SAINT-PROT (*)

Il fut un temps où la condition de l'étudiant était fort respectée. L'étudiant était, en effet, « celui qui s'instruisait », le cadre de la France future, et il devenait probablement un éminent personnage ou un notable. C'était une époque où les étudiants n'étaient pas nombreux et où ils étaient « choisis », quant aux études, elles étaient souvent plus complexes.

Aujourd'hui, alors qu'il y a plusieurs centaines de milliers d'étudiants, il suffit de faire état de cette condition pour être aussitôt regardé avec un certain dédain : les classes moyennes et les petites classes méprisent franchement ces jeunes qu'ils continuent à regarder comme des privilégiés qui « coûtent cher à la société » et qui « imposent des sacrifices à leurs parents ». Les étudiants de 1976 sont-ils donc des privilégiés ? Ou sont-ils devenus des citoyens de deuxième catégorie végétant dans des universités qui ne sont que des garderies de chômeurs en puissance ?

Il n'est pas aisé de trancher, et il est fort probable que la réponse doit être nuancée selon les universités, les disciplines et les individus. Le fond du problème n'est d'ailleurs pas là : la question essentielle est de savoir si l'université actuelle joue son rôle, qui est de former les futurs cadres et les futurs responsables de la nation. Or, si l'on peut estimer que la médecine continue à fabriquer des médecins et que le droit fabrique encore des juristes à peu près corrects, il existe des enseignements où les effectifs pléthoriques auront à se partager des postes insignifiants ou inutiles. Il existe même des universités qui délivrent des diplômes qui ne servent absolument à rien. C'est le premier problème.

Le second problème est celui du NOMBRE : les sociétés démocratiques créent de leur côté une multitude de besoins. Ainsi, puisque n'importe quel peut être bachelier, n'importe quel peut s'inscrire en faculté, on assiste à des phénomènes admirables : un étudiant repoussé après deux tentatives en médecine va s'inscrire... en lettres. Un autre fera trois années de droit avant d'être éliminé, il tentera alors sa chance dans un institut d'études politiques, s'il habite en province, ou en sciences économiques... A ce rythme, on arrive à vingt-cinq ans (voire à trente ans) sans un diplôme et totalement INCAPABLE de faire quoi que ce soit.

Il est donc légitime de se demander si l'accumulation du nombre des raïs ne fait pas le bonheur des extrémistes. C'est un lieu commun de constater que ce ne sont pas les meilleurs élèves qui manifestent derrière les mouvements d'extrême gauche, ce ne sont pas plus les élèves des facultés où l'on distribue un enseignement de qualité ouvert sur la vie professionnelle (médecine et droit, par exemple). Les révolutions sont toujours faites par des MARGINAUX, voire des ASOCIAUX. Ce fut le cas des fils de la bourgeoisie qui s'ennuyaient en mai 68, c'est le cas des « déracinés » qui étouffent dans les campus-ghettos des grandes villes et qui sont livrés au perpétuel bourrage de crâne de la propagande politique : c'est enfin le cas de ces malheureux qui prennent peu à peu conscience qu'ils perdent leur temps à Vincennes (cette « université » qui accepte les non-bacheliers), à Censier ou à Nanterre et qui s'interrogent sur le valeur politique de leurs diplômes de « psycho-socio » (sic) ou de philosophie comparée.

Récemment, l'un des dirigeants du mouvement revendicatif déclarait à la télévision que « Giscard doit prendre garde aux étudiants qui représentent une force politique ». Il n'est vraiment pas certain que cela soit une bonne chose : le fait que quelques milliers de jeunes gens coupés des réalités de la vie pratique représentent une force politique, c'est le porte ouverte à l'avenir : c'est-à-dire au TOTALITARISME. La démocratie a bien des défauts : l'un des pires est qu'elle ne sait pas élever ses enfants ni les convaincre de ses « bienfaits », aussi il arrive que ceux-ci cassent la maison. Actuellement, nous assistons à une entreprise de destruction de notre société par l'intermédiaire du sabotage de l'université.

Mais la réforme, l'université au service de la nation et le sort des jeunes Français dans toute cette agitation ? Il semble bien que les meneurs qui font perdre leur temps aux étudiants et qui les empêchent de travailler depuis plus de quatre semaines ne préoccupent fort peu de ces questions capitales ; ce n'est pas leur problème en effet : ce qui les intéresse, c'est que les étudiants constituent « une force politique ». Est-il besoin d'ajouter une force au service de la révolution totalitaire ?

(*) Directeur de la revue la Pensée nationale.

VIVRE UNE LANGUE

Séjours linguistiques - ÉTÉ 1976

EF VACANCES met son expérience à la disposition de vos enfants pour des vacances utiles et enrichissantes.

- Accueil dans des familles anglaises - allemandes - autrichiennes sélectionnées.
- Trois heures de cours quotidiens par petits groupes.
- Programme de loisirs sportifs et culturels.

DEMANDEZ NOTRE BROCHURE COMPLÈTE

ef

VACANCES

9, rue Pasquier - 75008
Tél. 266-20-13

Après par le
Secrétaire d'État
au Tourisme

BON A DÉCOUPER

M.
N°
Rue
Code postal Ville

Souhaite recevoir la brochure de
présentation de vos séjours linguistiques

LE MONDE

diplomatique

Au sommaire du numéro d'avril

ÉTAT-PROVIDENCE
ET CAPITALISME AVANCÉ
(Joseph H. KATZ)

DES LIBERTÉS MENACÉES ?
enquête de Maurice T. Maschke

Le numéro : 5 F
(en vente dans les kiosques)
Abonnement et vente du numéro
5, rue des Italiens, 75427 PARIS - CEDEX 09.

VACANCES 76 - Informations

Tourisme social - Vacances et séjours - Plein-air et Arianat - Chantiers - Jobs d'été - Séjours linguistiques - Bourges dans :

le mensuel de l'ANIMATION

N° 14 et 15 : l'ensemble : 10 F franco à S.T.A.J., 10, rue de Charonne, 75011, PARIS. Tél. 709-65-62.

سكنا في الامم

سكرا من الامال

ÉDUCATION

de l'enseignement supérieur et secondaire

L'ISOLEMENT DES GRÉVISTES

(Suite de la première page.)

M. René Maurice président de l'UNEP, laissait entendre il y a quelques jours que toute cette affaire ne serait pas arrivée si Mme Saunier-Selb l'avait écouté il y a trois mois et était montée moins « désinvolte ». On peut estimer en effet que la « concertation » a été quelque peu incohérente puisque Mme Saunier-Selb, concédant une présidence d'université, après deux mois de grève étudiante, ce qu'elle avait catégoriquement refusé à une délégation de l'UNEP au début de l'année.

Les militants d'extrême gauche, qui ont été les principaux animateurs de la grève étudiante, se retrouvent donc isolés. Il n'y a guère que le Syndicat général de l'enseignement national (SGEN-C.F.D.T.) pour soutenir encore la lutte des étudiants, en appelant à des grèves reconductibles d'une semaine.

L'analyse, faite notamment par les membres de la Ligue communiste révolutionnaire, selon la quelle ils pouvaient « tenir » jusqu'aux manifestations du 1er mai, est démentie par les faits. « La grève étudiante ne doit pas être brisée pour un plat de lentilles », affirment-ils après la réunion de Mme Saunier-Selb avec les présidents d'université. Ils auront quelques mal à en convaincre les étudiants qui ne viennent plus qu'en nombre ex-

trêmement restreint aux assemblées générales.

A la « coordination nationale des délégués des comités de grève » qui s'est tenue toute la nuit du mardi 27 au mercredi 28 avril au centre universitaire Censier, à Paris, et qui se poursuivait encore ce mercredi 28 avril au matin, l'extrême gauche ne peut guère que dénoncer la « trahison » de l'UNEP et du SNE-Sup, d'une façon quelque peu incantatoire. Même si les diverses organisations étudiantes d'extrême gauche détiennent une large majorité à cette « coordination », leur volonté de lutter par la grève jusqu'à l'abrogation de la réforme, elles ont le sentiment que le gouvernement, aidé en cela par des syndicats qui entendent montrer leur caractère « responsable », vient de marquer un point.

Les étudiants grévistes avaient toujours eu conscience que les examens pouvaient être une arme contre leur mouvement. Une affiche collée sur les murs de l'université d'Amiens rappelait — avec un curieux humour triste — que les examens étaient l'essence même de l'institution universitaire, et qu'ils n'avaient jamais été supprimés, ni en 1968 ni en 1973, ni même... en 1940. Les projets, vaguement ébauchés, de « contrôle collectif des connaissances » n'étaient pas convainquants. Les présidents d'université, en cherchant l'apaisement, alors qu'ils avaient, le 15 avril, adopté un ton beaucoup plus ferme, ont montré où allait leur principal souci.

DOMINIQUE DHOMBRES.

De violents affrontements ont eu lieu à Strasbourg entre étudiants et policiers

Tendance à la reprise des cours dans certaines universités

Des incidents parfois violents ont opposé à Strasbourg, mardi 27 avril, tout au long de l'après-midi et jusqu'à une heure avancée de la nuit, étudiants et forces de police. Quelques trois cents étudiants, qui avaient barré le boulevard de la Victoire à hauteur du restaurant universitaire, déclenchèrent un peu plus tard d'occuper un croisement de rues plus important, celui du Pont-Foyat et du quai des Pêcheurs. Une première fois, les policiers dégageaient le carrefour, mais, à 18 heures, la circulation était à nouveau bloquée sur le quai, alors que toutes les rues d'accès étaient barrées par la police. Vers 18 h. 30, les forces de police, renforcées par des gendarmes mobiles, recevaient une nouvelle fois l'ordre de dégager le carrefour.

L'arrivée des policiers déclencha des jets de pierres, alors que les forces de l'ordre tiraient des grenades lacrymogènes. Les attaques se succédaient et les étudiants reculaient en direction des facultés. Plusieurs professeurs d'université s'interposèrent et négocièrent avec les forces de police, qui vers 20 h. 30, rompaient leurs lignes pour se retirer et prendre position en retrait des lieux des heurts.

Mais, un peu plus tard, l'affrontement reprenait et un groupe d'étudiants incontrôlés se signala par des jets de pierres, les policiers ripostant par des tirs de grenades lacrymogènes. Les heurts se poursuivirent jusqu'à 23 heures et prirent à ce moment une tournure particulièrement violente. Trois étudiants de C.N.R. appelés en renfort dégageaient les lieux sous une grêle de pierres et de pavés. La police a fait usage de gaz lacrymogènes très denses avant de se retirer, vers 2 heures du matin, dans une obscurité totale, l'éclairage urbain ayant été coupé dans le quartier universitaire. Sept policiers ont été blessés (dont quatre sérieusement), ainsi qu'une quinzaine d'étudiants.

D'autres incidents ont eu lieu à Bordeaux, Clermont-Ferrand et Nantes. A Clermont-Ferrand, le local de l'Amicale des étudiants en droit et sciences économiques a été ravagé dans la nuit de lundi à mardi par un incendie, déclenché par des cocktails Molotov que des inconnus y avaient lancés. A l'université de Nantes, un commando de sept ou huit personnes a pénétré lundi 26 avril vers 20 heures dans la salle des ordinateurs. Ils ont endommagé à coups de chaise des claviers de terminaux et des bandes imprimantes. Les dégâts seraient estimés à 20 000 F ou 30 000 F. Enfin, selon un communiqué de la présidence de l'université de Bordeaux-III, « le 26 avril, un cocktail Molotov a été lancé sur le standard téléphonique de l'université et un sinistre grave n'a été évité que de justesse. Cet acte criminel fait l'objet de poursuites. Il en sera de même de tout acte similaire. »

La grève se poursuit dans la plupart des universités. A Grenoble, des étudiants de troisième cycle de l'université des sciences sociales ont décidé, mardi 27, au cours d'une assemblée générale, d'entrer à leur tour en grève pour une durée de huit jours. A Lyon, des étudiants de l'école d'architecture, en grève depuis une semaine, ont « occupé », lundi 26, la délégation des affaires culturelles de la ville. La police a procédé sans incident à leur expulsion. Mardi 27, ces mêmes étudiants ont « occupé » le service régional de l'équipement pour protester contre l'ignominie des locaux qui abritent leur école; ils ont été une nouvelle fois évacués par la police.

Une tendance à la reprise se dessine dans plusieurs universités ou centres universitaires, principalement en sciences, en droit et en sciences économiques. A Reims, la plupart des étudiants en sciences ont repris les cours, ainsi que ceux de première année en droit et en sciences écono-

miques. Ces étudiants continuent toutefois de manifester leur adhésion aux mouvements de protestation contre la réforme du second cycle. A Clermont-Ferrand, nous indique notre correspondant, la tendance à la reprise des cours enregistrée depuis quelques jours en droit et en sciences économiques a paru, mardi 27, s'accroître quelque peu.

L'approche des examens continue de provoquer diverses réactions. A Clermont-Ferrand, le recteur d'académie, M. Jean-Claude Dischamps, a publié un communiqué dans lequel il déclare : « J'invite les étudiants ayant interrompu leur participation aux enseignements à reprendre immédiatement le travail afin d'être en mesure de s'assurer les meilleures chances de succès aux examens. » M. Robert Escarpit, président de l'université de Bordeaux-III, a indiqué dans un communiqué publié mardi 27 avril que « les examens de la session de juin à l'université de Bordeaux-III se dérouleront aux dates prévues et selon le calendrier prévu. Toutes instructions seront données aux U.E.R. pour que, dans l'intérêt des étudiants, il soit tenu compte des perturbations dans l'enseignement sans que cela mette en cause le niveau garantissant la valeur de diplômes nationaux. »

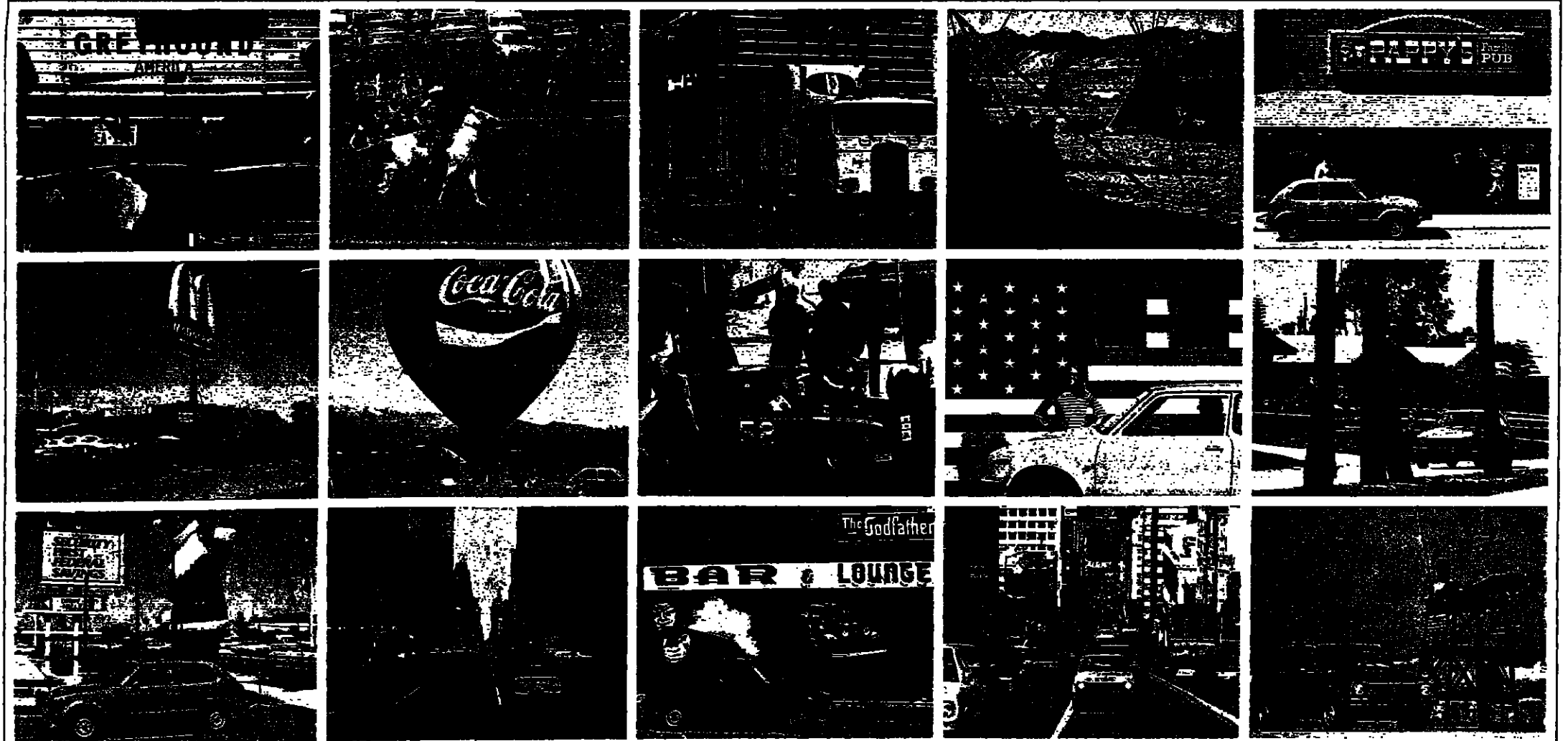
A Nice, une trentaine de représentants des universités de Lyon, Clermont-Ferrand, Rouen, Aix-Marseille, Toulouse, Montpellier et Paris ont tenu mardi 27 avril la première assemblée de la Coordination nationale des étudiants non grévistes. Les « anti-grévistes » présents ont réaffirmé leur opposition à la grève, dénoncé « certains syndicats qui manipulent le monde universitaire dans des buts politiques égoïstes » et condamné « l'attitude irresponsable de certaines autorités administratives dont la démission n'a pour résultat qu'une dévalorisation croissante des diplômes universitaires ».

LE SNES ORGANISE EN MAI UNE SÉRIE DE GRÈVES ET D'ACTIONS

Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) vient de faire connaître le « dispositif d'actions » dont il a établi le programme pour le mois de mai. Soucieux de donner suite à « une série d'actions locales qui se déroulent depuis le mois de mars », le SNES, qui demande le retrait des premiers projets de décrets d'application de la « réforme Haby », estime que le ministère de l'éducation s'est toujours refusé à de véritables négociations sur ces textes, a décidé de « développer à tous les niveaux des initiatives d'actions unitaires, y compris de grève, en liaison avec les actions des autres syndicats et les organisations de parents d'élèves et de lycéens ».

Appelant ses membres à participer aux manifestations du 1er mai, le SNES, qui a d'ores et déjà prévu un arrêt national du travail pour le vendredi 7 mai (le Monde daté 25-26 avril), examine en ce moment avec le Syndicat national des instituteurs (SNI) la possibilité de déclencher en commun un autre mouvement de grève, qui aurait lieu le mardi 18 mai.

Le 22 mai enfin, le SNES organise à Paris une « conférence nationale sur les enseignants » afin d'avancer des « contre-propositions à la réforme » et de contribuer à la définition des objectifs et des contenus des enseignements.



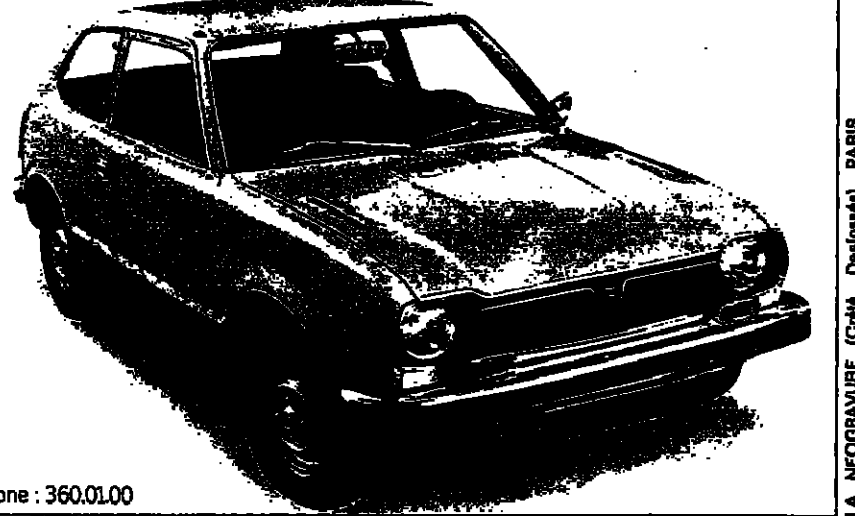
Aux Etats-Unis, on en voit partout.

En France, aujourd'hui, on commence à en voir.

Il faut dire que l'intensité croissante du trafic en ville est notre alliée puisqu'elle rend nécessaire une voiture « compacte » (3,54 m) qui possède assez de puissance pour rouler sans effort, sur route, aux vitesses maximum autorisées tout en transportant confortablement 4 personnes. Robuste, nécessitant peu d'entretien, cette traction avant à quatre

roues indépendantes, défie la route, pollue moins, et vous protège en cas de choc, grâce à sa structure monocoque renforcée et à sa direction télescopique de sécurité. Entre autres innovations, sur une voiture de cette catégorie, la Civic ajoute l'exceptionnel choix de deux versions de boîtes de vitesses : quatre rapports synchro ou automatique. Alors, en toute logique américaine, Honda vend chaque année de plus en plus de Civic aux Etats-Unis — où elle fut

déjà élue « voiture de l'année ». En France, la demande s'accroît fortement de mois en mois. Et puisqu'il y a le choix d'une voiture est plus affectif qu'autre. Attantique, la Civic a choisi de vous séduire aussi par la personnalité de ses couleurs (gris métallisé, blanc, bleu ciel, violet, ou, jaune) et par sa façon inimitable de se transformer en break, en escarotant sa banquette arrière. N'attendez pas de voir en France autant de Civic qu'aux Etats-Unis pour conduire la vôtre.



HONDA CIVIC

Honda-France - 20, rue Pierre-Curie - 92170 Bagnolet - Téléphone : 360.0100

LA NEOGRAVURE (C.N.R. Deleusse), PARIS.

JUSTICE

Après le renvoi de son affaire devant la Cour de cassation

Roland Agret décide de continuer sa grève de la faim

Roland Agret a décidé de continuer sa grève de la faim et refuse d'absorber tout médicament. C'est ce qu'a annoncé, ce mercredi matin 28 avril, M. Marie-Christine Etelin, avocat de Roland Agret, en sortant de l'hôpital Sabatier à Marseille, où son client est placé sous surveillance médicale.

Cette décision fait suite à la décision prise, mardi soir, par M. Jean Lacanuet de transmettre le dossier de l'affaire à la cour de cassation sans pour autant suspendre la peine et libérer Roland Agret. Ce dernier avait, selon M. Etelin, qualifié la décision du garde des sceaux de « supercherie ».

Au terme d'un long après-midi d'attente, M. Jean Lacanuet — qui avait, en effet, publié un communiqué qui ne donnait que partiellement satisfaction à Roland Agret et à ceux qui défendent sa cause. Après avoir rappelé les différentes étapes de la procédure, le garde des sceaux indique que, selon l'avis de la commission de révision chargée d'étudier l'affaire, « il n'existe pas, en l'état actuel du dossier, d'éléments pouvant faire échec à l'arrêt de la cour d'assises du Gard du 28 février 1973 (1), qui a retenu la culpabilité de Roland Agret. Néanmoins, admet le ministre de la Justice, selon le même avis, certains points du

UNE DÉROBATE

M. Lacanuet pouvait refuser à Roland Agret la révision qu'il sollicite si fort. Il choisit le contraire et saisit la chambre criminelle de la Cour de cassation. La décision peut paraître libérale. C'est aussi une dérobade et un procédé ambigu.

Une dérobade en ce que le pouvoir politique, dont la mission était ici clairement dessinée, se décharge sur l'autorité judiciaire d'une décision qu'il lui incombait de prendre. Que peut faire la Cour de cassation ? Désavouer le ministre ? Ou bien démissionner la loi en se déchargeant à son tour, sur une nouvelle cour d'assises d'un dossier qui selon l'enquête, conduite par la direction des affaires criminelles et des grâces, ne contient pas la nécessaire « fait nouveau » ?

Il y a plus grave. M. Lacanuet reconnaît d'évidence qu'il a « ôdé sous la pression » d'une grève de la faim. Il n'ajoute, en effet, même pas — cela changerait tout — que, malgré l'absence du « fait nouveau », il a, lui, en conscience, la conviction personnelle de l'innocence de Roland Agret. Il publie, au contraire, le contenu de l'enquête défavorable à Roland Agret. C'est vouloir se garder partout.

PHILIPPE BOUCHER.

dossier exigent des vérifications complémentaires. C'est donc en raison de ces ombres qui subsistent que M. Lacanuet a résolu de transmettre le dossier au procureur général près la Cour de cassation « pour permettre à cette haute juridiction de se prononcer sur la demande de Roland Agret ».

L'attitude mitigée du garde des sceaux a suscité des réactions à la fois satisfaites et inquiètes parmi les défenseurs et les partisans de Roland Agret : satisfaction, car le processus de révision peut être engagé; inquiétude du fait que Roland Agret n'ait pas été libéré. Pour M. Etelin, « M. Lacanuet a pris une décision juridique exceptionnelle. Il semble qu'il ait voulu se décharger de sa responsabilité sur la chambre criminelle de la Cour de cassation ». Les avocats pourraient donc déposer rapidement une nouvelle demande de mise en liberté. En apprenant la décision du ministre de la Justice, Mme Marie-José Agret, épouse du détenu, s'est déclarée « très heureuse que justice puisse enfin se faire sur cette affaire ». Mais, après avoir rendu visite à son mari, Mme Agret a assuré que ce dernier était « totalement inaccessible à tout raisonnement. Il a beaucoup de difficultés à comprendre les questions de procédure. Ce qui compte pour lui, c'est qu'il n'est pas libre ce soir », a conclu Mme Agret.

Pour sa part, le Comité d'action des prisonniers (CAP) a publié un communiqué dans lequel il déclare : « Il aura fallu trois ans au ministère de la Justice pour se rendre compte que la condamnation de Roland Agret fut un scandale. Nous nous réjouissons, bien sûr, de constater que la procédure de révision est enfin ouverte, mais nous regrettons que M. Lacanuet n'ait pas eu le courage, comme cela lui était possible, de mettre immédiatement fin aux souffrances de Roland en suspendant sa peine ».

(1) Roland Agret avait été condamné à quinze ans de réclusion criminelle pour un double meurtre qu'il a toujours nié avoir commis.

● RECTIFICATION. — Une erreur typographique nous a fait écrire dans l'encadré intitulé « Un condamné à mort en 1975 » (le Monde du 24 avril) que Mousa Benzaïra, un ancien harki, avait été condamné à mort pour l'assassinat d'une octogénaire le 25 janvier 1976 par la cour d'assises de la Côte-d'Or; il s'agissait du 25 février.

Une déposition importante d'un policier devant les assises de la Somme

Les armes utilisées par le meurtrier des deux pharmaciennes n'étaient pas celles que détenait habituellement Pierre Goldman

De notre envoyé spécial

Amiens. — Il est un principe de droit essentiel selon lequel le doute doit nécessairement profiter à l'accusé. C'est souvent la consécration d'une défense difficile. Le soir du mardi 27 avril, deuxième journée du nouveau procès de Pierre Goldman devant la cour d'assises de la Somme, on a pu se demander si la situation ne se trouvait pas soudainement sur le point de se renverser (« le Monde » du 28 avril). Le bénéfice du doute n'allait-il

pas devenir le dernier recours d'une accusation malmenée ?

Si l'arrêt de la cour d'assises de Paris condamnant Pierre Goldman à la réclusion criminelle à perpétuité pour avoir commis trois hold-up qu'il reconnaît et un double meurtre qu'il récusait, a été cassé, si ce premier procès est maintenant réputé n'avoir pas eu lieu, l'accusation

demeure, et les graves présomptions de culpabilité que celle-ci soutient n'avaient guère été entamées au cours des premières audiences. Or, comparaitissant comme témoin à charge, le commissaire Gustave Jobard, qui avait dirigé l'enquête au moment de l'arrestation de Pierre Goldman en avril 1970, a fourni malgré lui à ce dernier, le 27 avril, l'une des indications primordiales qui, depuis six ans, lui faisaient singulièrement défaut.

devait de l'importance de sa déposition. Celle-ci confirmait donc une précédente indication et laisse entendre que Pierre Goldman ne possédait pas d'autre arme et n'a donc pu s'en servir.

Cette déposition absolument nouvelle, faite au tout dernier moment et devant l'audience, place désormais la défense de Pierre Goldman dans une situation bien meilleure. Elle demandera toutefois à être éclaircie, sinon confirmée, dans la suite du débat. d'appareils plus strictement déterminants puisque ce qu'elle signifie va à l'encontre de la plupart des témoignages des personnes qui se trouvaient à l'hôtel Richard-Lenoir le 19 décembre 1969 : que presque toutes ont reconnu Pierre Goldman comme l'agresseur des deux pharmaciennes tuées dans leur officine.

On a, d'autre part, entendu M. Gérard Quinet, gardien de la paix, qui avait tenté d'arrêter l'agresseur et qui avait été grièvement blessé de plusieurs balles de pistolet. C'est le témoin principal : il est toujours aussi catégorique : « C'est sûr, j'ai reconnu en Goldman mon agresseur ». Il n'en a pas moins commis d'étranges lapsus, comme cela avait été le cas lors du premier procès, aux méthodes de reconnaissance employées par les enquêteurs pour permettre aux témoins d'identifier Goldman parmi un groupe d'autres personnes.

A ce propos, Pierre Goldman prétend qu'on ne pouvait que le désigner, étant donné son aspect — « mal rasé, mal habillé » — qui le distinguait du groupe. Dans ces procédures, chaque personne porte un numéro, et M. Quinet avait déclaré : « Je n'ai pas vu de numéros ». M. Quinet est toujours moins « affirmatif » qu'embarrassé. Pierre Goldman soutient que, parmi les policiers recrutés pour l'occasion, il ne pouvait qu'avoir l'air d'un « malade ». M. Quinet déclare : « On ne l'a présenté parmi un tas de malades », puis il bredouille et se reprend aussitôt : « ... on des policiers ».

Un témoignage catégorique

On a, d'autre part, noté de multiples variations et contradictions parmi les divers témoignages entendus le 27 avril, et les avocats de la défense n'ont pas eu de peine à obtenir que certains témoins se déclarent moins sûrs d'eux.

Mais le témoignage du docteur Roger Pluvinage, qui habitait au-dessus de la pharmacie, est, lui aussi, toujours aussi catégorique, « trop », selon la défense. En effet, bien qu'il se soit trouvé à plusieurs dizaines de mètres de la scène, au deuxième étage de l'immeuble, le docteur Pluvinage continue de fournir un luxe de détails et de précisions étonnantes, six ans après le double meurtre. Il affirme, par exemple : « J'ai eu immédiatement l'attention attirée par son visage aux yeux profondément enfoncés ».

Devant une hésitation soudaine et imprévue du docteur Pluvinage, Pierre Goldman, qui prétend que tous ces témoignages, si concordants et si incriminants à la fois, ont été orientés, s'est brusquement emporté. Ce qui devait entraîner un vif incident entre l'accusé et l'un des avocats de M. Quinet, partie civile. Hors de lui, Pierre Goldman a traité M. Henri-René Garrand de « fasciste » et de « raciste », tandis que ce dernier devait affirmer, contre tout principe, qu'il était significatif que l'accusé ait déjà été reconnu coupable tant par la chambre d'accusation que par la cour d'assises de Paris. Pierre Goldman devait retirer ses propos, et la cour devait prendre acte que M. Garrand n'avait pas le droit de faire de telles déclarations.

FRANCIS CORNU.

● PRECISION. — Souvenirs obscurs d'un juif polonais né en France, le livre écrit par Pierre Goldman en prison, n'a pas été versé au dossier de l'affaire que juge la cour d'assises d'Amiens. Au substitut général, M. Jacques Basse, qui demandait l'adjonction de ce document, M. Klejman, l'avocat de Goldman, a répondu qu'il serait évidemment fait mention de ce livre au cours du procès, mais qu'il n'était pas nécessaire d'en faire une pièce supplémentaire au dossier. S'il est donc bien « en fait » un élément du débat, ce livre-témoignage reste donc « en droit » une pièce extérieure à l'affaire.

A Dijon

La cour d'appel relaxe un syndic condamné pour malversations

De notre correspondant

Dijon. — Condamné pour malversations le 30 janvier dernier par le tribunal correctionnel de Dijon à trente mois de prison, dont vingt-sept avec sursis, et 10 000 francs d'amende, un syndic de Beaune (Côte-d'Or), M. Hubert Derain, âgé de soixante-sept ans, vient d'être relaxé par la cour d'appel. Dans son jugement, le tribunal reprochait à M. Derain un certain nombre de fautes « graves » dans la gestion des sociétés anonymes Carrières et Scierie de Comblanchien et Etablissements Jacques Fèvre qui avaient été mises en réglemment judiciaire par le tribunal de commerce de Beaune le 8 décembre 1966.

Le tribunal avait retenu cependant que, si le syndic avait été désigné comme administrateur judiciaire, cette désignation fut en premier lieu l'œuvre du tribunal de commerce de Beaune, qui ne devait pas ignorer les capacités limitées de l'homme. Aucun versement de fonds à son profit personnel n'avait été relevé contre M. Derain.

Le tribunal de commerce répon-

dait alors par voie de presse qu'il n'avait pas à apprécier « les capacités limitées ou illimitées d'un syndic puisque cette appréciation avait déjà été faite par la cour d'appel lors de l'insurrection sur la liste et lors de ses mises à jour annuelles ».

La cour d'appel considère que « si M. Derain a commis des fautes consistant des manquements aux obligations qu'il tenait de ses mandats de justice, puisqu'il était à la fois le mandataire des créanciers et le mandataire des associés, et si les manquements, de négligences, dues autant à sa compétence limitée qu'à sa mauvaise connaissance de ses moyens réels ».

Enfin, la cour d'appel estime que « les fautes multiples pas les mêmes que celles reprochées au syndic ne présentent pas le caractère de fautes lourdes inspirées par la cupidité ».

Bien que distinctes juridiquement, les deux sociétés avaient le même patron, le directeur général M. Jacques Fèvre. C'est en juin 1969 qu'une information contre X... avait été ouverte après la constitution de partie civile des créanciers porteurs de titres de la société Jacques Fèvre.

La mort de Mohamed Diab

LE SOUS-BRIGADIER R. MARQUET COMPARAITRA LE MERCREDI 9 JUIN DEVANT LA COUR D'APPEL DE PARIS

La onzième chambre de la cour d'appel de Paris a fixé au mercredi 9 juin l'examen du cas du sous-brigadier de police Robert Marquet, auteur de la rafale de pistolet-mitrailleur qui coûta la vie à l'ouvrier algérien Mohamed Diab, dans un commissariat de Versailles, le 29 novembre 1972. Après la décision du policier d'interjeter appel de la décision d'incompétence prononcée par le tribunal correctionnel de Versailles — favorable à un renvoi devant les assises — les débats devaient se dérouler le 13 avril dernier. Mais le sous-brigadier Marquet ne s'était pas présenté ce jour-là devant la cour, se bornant à adresser un certificat médical faisant état de « troubles fonctionnels graves hépato-ur-désiques » (le Monde du 15 avril).

Le médecin expert commis par la cour pour vérifier l'état de santé du policier a donné dans son rapport une explication sensiblement différente en relevant chez l'accusé « un état dépressif semblant dû aux faits », mais en soulignant « l'absence d'un état général » de l'accusé, pour qui une comparution devant la justice est non seulement possible, mais souhaitable.

DEUX NOUVELLES PLAINTES CONTRE « DOSSIER B... COMME BARBOUZES »

Deux nouvelles plaintes contre le livre *Dossier B... comme barbouzes*, de Fabrice Chaurat, paru aux éditions du Livre, ont été examinées, mardi 27 avril, par la dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris. MM. François Genoud, administrateur de sociétés à Lausanne, et Gilbert Beaujolin, industriel à Lyon, qui s'estiment diffamés, réclamaient chacun 100 000 francs de dommages et intérêts, solidement à l'auteur et à l'éditeur de l'ouvrage. Un troisième plaignant, M. Marcel Driot, administrateur de sociétés, a été désigné à l'audience. Les jugements seront rendus le 25 mai.

D'autre part, deux autres plaintes, concernant le livre, et émanant de MM. Michel Habib-Delonne, avocat, ancien député du 16^e arrondissement, et Jean-Jacques Susini, quarante-deux ans, seront jugées le 8 juin. Tous deux réclament 500 000 francs de dommages et intérêts.

Dossier B... comme barbouzes, publié au mois de novembre 1975, a fait l'objet, selon M. Moreau, de dix-neuf procédures en diffamation et de neuf demandes de saisies, qui n'ont, en définitive, donné lieu qu'à des rectifications.

FAITS DIVERS

UN BOEING S'ÉCRASE DANS LES ANTILLES

Au moins trente-quatre morts

Charlotte-Amalie (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuters). — Un Boeing 727 de la compagnie American Airlines, en provenance de New-York, et qui transportait quatre-vingt-huit personnes, s'est écrasé, le 27 avril, au moment d'atterrir sur l'aéroport Harry - Truman de Charlotte-Amalie, dans les îles Vierges. Cet accident aurait fait trente-quatre morts, vingt et un disparus et trente-trois survivants. D'après la porte-parole de l'administration américaine de l'aviation (F.A.A.), l'avion s'est présenté trop haut sur la piste, et le pilote n'est pas parvenu à reprendre de l'altitude. L'aéroport de Charlotte-Amalie est généralement considéré comme dangereux, car la piste n'a que 1 500 mètres de long. Elle doit prochainement être aménagée.

COOPERATION

POSE

POUR QUELQUES JOURS SEULEMENT

SANS SUPPLEMENT DE PRIX

POUR TOUTES LES COMMANDES DE MOQUETTES SUPERIEURES A 1000F PASSEES AVANT LE 12 MAI 1976

MONDIAL MOQUETTE

et toujours : LES PRIX LE CHOIX et LE STOCK

APPORTEZ VOS DIMENSIONS

LE PLUS GRAND SOLDEUR

PARIS 18 : 114, rue Dantremont
Tél. : 605.05.73

SAINT-DENIS : 73, rue de la République
Tél. : 820.52.93

BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur - 3^e arr. Pte des Lilas
Tél. : 955.16.49

BOULOGNE : 82 bis, rue Gallieni
Tél. : 605.45.12

COIGNIERES (N. 10), pres Trappes : route du Pont-d'Aulneau
Tél. : 461.70.12

Maisons-Alfort : 129, rue Jean-Jaurès - R.N. 5
Tél. : 368.44.70

FOSSES-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fosses, Pres gare S.N.C.F. Tél. : 471.03.44

PARIS 13^e : 40 quai d'Austerlitz
Tél. : 331.72.38

SARCELLES : 29, av. Division-Leclerc - R.N. 16
Tél. : 980.00.77

PARIS 14^e : 90, bd Jourdan
50 m Porte d'Orléans
Tél. : 539.38.62

PARIS 19^e : 144, bd de la Villette
M^o Cl. Fabien et J. Jaurès
203.00.79

Black

سكاك الامل

صباح الخير

Le Monde

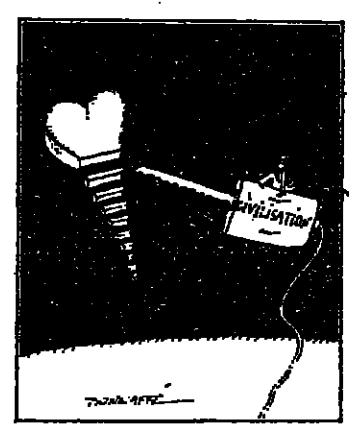
DES ARTS ET DES SPECTACLES

POINTS DE VUE MASCULINS ET FÉMININS

UN FILM QUI SUSCITE LA CONTROVERSE: « LA DERNIÈRE FEMME »

Une fois encore Marco Ferreri lance une bombe. On parle de scandale et de provocation. Pour dire la mort du couple, pour établir son acte de décès, l'auteur de la Grande Bouffe utilise des images-chocs, des images qui font mal. Violence qui est l'expression d'un pessimisme désespéré que, depuis le lit conjugal et Dillinger est mort, Ferreri impose de film en film. Quelles sont les raisons profondes de ce pessimisme ? Peut-on accuser Ferreri de misogynie quand il rend la femme responsable de l'éclatement du couple ? Pense-t-il que d'autres rapports affectifs, émotionnels, sociaux, doivent s'établir entre l'homme et sa compagne ? Ce sont ces questions que pose le film. Et c'est à ces questions, parmi d'autres, que Ferreri répond ici.

Quoi qu'on pense de la Dernière Femme (« Le Monde » du 23 avril), on ne peut nier la gravité, la cohérence du récit. Ni que la tendresse s'y infiltre. Un homme, une femme, un enfant. Le monde ne finit jamais de renaitre. — J. B.



« La Dernière Femme... ce pourrait être le premier homme, dit Marco Ferreri. Voilà trois ans que ce film est dans ma tête. Je ne m'étais imposé aucune idée de départ, et ces images sont arrivées de beaucoup de chemins. Peut-être s'agit-il d'un « discours abstrait », mais mon langage n'est pas celui de la psychanalyse. Je n'ai pas d'idées, les idées sont des structures extérieures. J'ai travaillé sans les structures, j'ai construit une suite d'images qui se sont stratifiées. J'ai travaillé « naïvement », en utilisant l'inconscient psychologique, le mien. Dit-on d'un peintre qu'il est vraiment « naïf » ? Non.

« Je pensais aux jeunes. Comment réagir au monde actuel, tout en frustration. Quel peut être le rapport d'un homme de vingt-cinq ans avec une femme ? Qu'en est-il du couple ? Alors, j'ai pensé à l'enfant. Ça oui, j'avais des idées sur les enfants (je n'en ai pas eu moi-même). L'enfant est un homme bien différent de l'homme d'après. Il est sans celui de l'homme : la mort de l'homme, nous y reviendrons. Faire un film pareil, c'est fatigant, épuisant, ensuite, c'est une liberté. Je l'ai regardé achevé, il est le mien. Je coucherais qu'on le voie bien : les femmes n'ont pas à s'élever, les hommes n'ont pas à pleurer, ils doivent savoir que le moment est terrible pour eux. Ils ne s'expliquent pas bien ce qui se passe, et ils ont peur. Il faut inventer d'autres possibilités. Voir autrement la paternité, l'amitié, le couple, il ne faut pas tout confondre.

« Les réactions sont violentes...

« Les hommes surtout se lâchent, et c'est bien qu'ils se lâchent. Je m'y attendais. Je m'attendais qu'on se réfugie derrière le dégoût, la rancune, le gros rire ou les jeux de mots. On me traite de provocateur, je réponds : oui, mais j'ajoute :

La portée sociale d'images qui provoquent

PARADOXALEMENT, si tous les critiques annoncent que la Dernière Femme, de Marco Ferreri, va faire crier au scandale, rares sont ceux qui la font eux-mêmes comment au temps de la Grande Bouffe. Cependant, le propos, l'atmosphère du film et son dénouement inspirent de nombreux commentaires, certains de portée philosophique, à la presse quotidienne et hebdomadaire.

« Cruellement, Marco Ferreri a fait de son révolté, errant nu dans son appartement, un animal aux réactions violentes, qui se sent trahi de tous côtés. La façon dont il nous le montre est aussi provocante que l'acte final, écrit Robert Chazal dans France-soir. Cette représentation fera donc crier au scandale une partie des spectateurs. Mais l'œuvre vaut que, passant outre les réactions épidermiques et la trop grande sensibilité, on comprenne et sente l'importance de ce constat tragique. En fait, cru, en un sens obscène mais sans complaisance, ce film est un cri d'alarme. Mieux vaut l'entendre et en comprendre les raisons que se réfugier dans les protestations et le refus. »

« Stérilité ou provocation ? », demande Michel Mohr dans le Figaro, où il parle de « vulgarité » et de « désir évident de provocation ». « Qui est cet ingénieur (Gérard Depardieu) de la Dernière Femme qui, au milieu de dorborygmes, de cris, d'éruptions et de ruts prononce sept ou huit fois des phrases comme : « J'en ai rien à f... », « Je vais te b... », et dont toute la vie s'organise autour de son phallus. On peut voir ce garçon de juce, de profit, dans tous ses états, au repos, dressé... Ma foi, je n'en ai rien à f... » du sexe de Gérard Depardieu. Et la scène finale, où il le couple, ne m'inspire que l'horreur d'une mutilation, mais aucun regret. »

D'ailleurs, la critique du Figaro affirme qu'il n'a pas été choqué mais déprimé, dégoûté : « Le rire qu'il provoque dans une salle trépidante sur le volet, c'est un rire salace, le rire des gens agréablement émués et qui prennent ces états pour

une forme de contestation, alors qu'ils ne sont qu'une norme chienne. »

« Si c'est ça le porno, riez le porno ! », s'exclame en revanche Jean-Louis Bory dans le Nouvel Observateur : « C'est délicieux — et touchant — de voir le corps puissamment nu de Depardieu (et où il combien n'ill) se couler dans d'exquis tableaux d'intimité « ma/pa/ternelle ». Ou dans des scènes d'hygiène familiale — jausse familiale aux yeux de la loi et de la morale, puisque cette femme, bientôt la dernière, n'est pas la mère, mais quelle importance si elle se conduit avec l'enfant comme une mère. Triple nudité radieuse de l'homme, de la femme et de l'enfant (à ce moment-là, au cœur de ces états-là, triomphalement « chair de la chair »), nudités si sereines dans les caresses les plus osées que toute idée d'impudeur s'évanouit, et qu'il faudrait avoir le cœur aussi sale que l'esprit pour y dénoncer des séquences pornos. »

C'est à une femme, Danielle Heymann, que l'Express a confié la critique de la Dernière Femme et c'est aux rapports masculin-féminin qu'elle s'attache particulièrement : « L'enfant nu, entre cette femme nue et cet homme nu, nostalgique d'un improbable paradis ? En tout cas, ce n'est pas choquant, c'est beau. Mais il n'y a rien à faire, la mort est là, simple et tranquille, cette possible horreur-là vient de la vie... On connaît la fin. (...)

Danielle Heymann ajoute : « La mutilation de Depardieu, à la fois démission et vengeance, n'est-elle pas aussi une manifestation du mouvement réactionnaire qui se dessine aujourd'hui chez les hommes en général et chez les metteurs en scène (plaques sensibles) en particulier ? A l'égard universel, le film répond à un effet sur les écrans (entre autres) : une explosion de misogynie modern style. Ainsi, sur le mode satirique (Calmo) ou tragique (la Dernière Femme), les auteurs (Blair, Ferreri) font-ils peser sur leurs spectateurs la menace suprême : « Attention, mesdames, si vous continuez, vous serez punies, privées de votre hochet.

Plus de femme-objet ? D'accord. Alors, plus d'homme-phallus ! »

Deux titres d'extrême gauche, Politique-Hebdo et Libération, ont choisi de se mettre, à leur manière, à l'unisson du film, et publient des doubles chroniques, signées par un homme et une femme.

« Point de vue masculin », écrit Pascale Werner dans Politique-Hebdo : « Qu'on ne s'y trompe pas. Il n'y a aucune possibilité d'identification pour une femme dans cette histoire. Aucun repère. Et pour un homme ? Non plus. Précisément, parce que le personnage, frimeur à la manqué, frimeur tendre et complètement pommé est un « phallo » excessif et sans pouvoir. Il n'y a plus personne en face de lui. Tout fuit le camp. Sa première femme est déjà partie. Le contact avec son fils reste toujours menacé, comme s'il fallait à chaque fois rétablir la familiarité d'un homme et d'un gosse. Qui reste-t-il en face de cet homme solitaire, tranquille dans son corps, à l'aise dans ses désirs, inquiet et provocant dans sa vie ? Le comble : une femme très belle, très jeune, désirable, inamable. Un objet qui résiste et se dérobe à force de demande. Aucun langage possible, aucun échange entre cette femme toujours dans la demande, toujours sans désir et cet homme au désir sans don. Aucun, sinon un épuisement mutuel, une mutilation réciproque... »

Dans les mêmes colonnes, Dufflot à un point de vue (masculin ?) légèrement différent : « Je ne suis même pas sûr que la Dernière Femme traite de la différence sexuelle du sexe féminin. Je perçois dans ce film un acte de désespoir total (donc destructeur et révolutionnaire) contre la symbolique du pouvoir dont l'homme est tragiquement la dernière victime et le dernier détenteur. »

C'est également l'allégorie politique que relève Roger Dadoun dans Libération : « Le travail de Ferreri consiste principalement à développer la métaphore sexuelle de la coupure et à la pousser à son terme : couper le sexe. En procédant ainsi, il accomplit, délibérément ou non,

une opération politique au sens le plus fondamental du terme : une opération qui centre l'attention, qui suscite des émotions élémentaires et qui propose une réflexion sur ce qui est à la racine, à la base du pivot des relations humaines, la sexualité. »

Toutefois, dans les mêmes colonnes, Martine Storti fait écho à Danielle Heymann et trouve le propos très suspect : « (...) Justement, n'est-ce pas le dernier rempart des nœuds et de la phalocratie que de dire aux femmes : « Vous êtes raison, mais aidez-nous à en sortir, trouvez pour nous une solution puisque nous sommes incapables d'en trouver une nous-mêmes. » En montrant l'itinéraire de cet homme vers la castration, ne nous dit-il pas aussi : « Si c'est cela que vous voulez les femmes, eh bien ! nous y sommes. » Et je retourne la question : « Dites, les mes, n'êtes-vous pas capables de sortir de l'alternance virilité toute-puissante ou castration ? N'êtes-vous pas capables d'inventer ? »

Robert Benayoun (le Point) ne se laisse pas emporter sur ce terrain : « Le film a une telle force, un tel impact mythique (présence physique irremplaçable de Depardieu, l'homme même du rôle, son meilleur à ce jour) qu'il a fait l'objet à la Maison de la chimie d'un débat passionnant auquel participaient des psychanalystes. Certains ont vu dans le geste final une allégorie de meurtre commis sur le fils : le chef de tribu voit son destin annihilé et supprime le symbole de son pouvoir. D'autres y ont vu une caricature de l'idéologie éministe ou au contraire la fragilité du langage sexuel de l'homme. D'autres, enfin, la prise de conscience politique d'une crise des sexes. »

« Pour Ferreri, artiste couvrant au niveau de l'inconscient et par le biais libérateur d'un humour un peu terroriste, son film est un cri de vulnérabilité, une fin de l'Eden. La Dernière Femme, fable d'Eve affranchie, est peut-être un évangile de l'avenir. »

La parole est donc au cinéaste.

M. E.

UN ENTRETIEN AVEC LE CINÉASTE MARCO FERRERI

« La femme n'est pas responsable de la libération de l'homme »

c'est une formule. Extraire deux minutes du film, et ne plus juger qu'en fonction de ces deux minutes, c'est fabriquer un véritable slogan — publicitaire d'ailleurs. Au fond, pour aller dans le sens des critiques, je devrais changer le titre : ce serait « la Dernière Scène ». Mais pour quoi proposer ou imposer au spectateur une lecture déjà censurée, pourquoi juger avant le public, et à sa place, que ce film est choquant ? Les directeurs de salles remarquent le nombre des jeunes, des étudiants qui viennent voir « la Dernière Femme ». Ces spectateurs ne regardent pas tout le film de la même façon, ils prennent ce qu'ils veulent, ce qu'ils trouvent. Ils en attendent quelque chose. Et que dirait-on de moi si je faisais tout autre chose que du Ferreri ?

« Cette dernière scène, spectaculaire, vous paraît-elle indispensable ? Annoncée, l'image ne pouvait-elle être escamotée ? Ou bien, une autre issue, moins pessimiste, n'était-elle pas possible ?

« Je me moque des limites que détermine la culture, je me moque du bon goût qui dit ce qu'on peut montrer. Il y a la nécessité, la logique, si je puis dire. Non, la fin n'est pas une porte qui se ferme, loin de là, la fin est pour moi une ouverture. Parvenu au fond de sa solitude, l'homme décide à couper sa virilité, à se débarrasser de son sexe à ce geste, rogner la femme dans un rapport sexuel retrouvé, renouvelé ? Je ne crois pas à cette alternative. Penser que les choses pouvaient s'arranger, n'est-ce pas une forme de « révisionnisme ».

« Non, la femme ne peut pas, ne doit pas se sentir coupable. Rien n'est de sa faute, elle n'est pas responsable de la libération de l'homme, ni de sa décadence. L'homme qui, son couteau électrique à la main, pense à la dernière femme, pense à Dieu, à la Vierge Marie. C'est tout. En somme, c'est le geste de Spartacus, crucifié pour sauver quarante mille esclaves de la mort. Mieux vaut perdre un couple que d'abandonner à la ruine de tous les couples. On a réussi à oublier, à détruire l'image de Dieu, mais celle du couple, pas. Pourquoi ?

« Vous dites Spartacus ?

« Et alors ? Dans la mythologie

La photographie du bonheur

« J'ai choisi un ingénieur employé dans une usine polissée, et qui comprend la condition d'ouvrier. Il a peut-être été lui-même. Il y a de moins en moins de différence entre le sort de ces ingénieurs, petits ou moyens, et celui des ouvriers parvenus à une certaine qualification. Tous vivent comme des « petits-bourgeois ». Les ingénieurs connaissent le travail manuel. Parce que les cadres sortis de l'université ne se trouvent plus automatiquement dans la classe supérieure, l'université n'est plus l'école des chefs, et les rapports de travail en sont changés. On feint de l'ignorer, l'information arrive toujours après les événements.

« J'ai découvert Crétail d'un avion. Puis j'en ai fait le tour. L'invention horrible. Ville bâtie d'images à photographier. On n'a plus de mots, on n'utilise plus les mêmes paroles. Crétail, c'est la régression, les chiens policiers de la première scène sont pires que les mitrilles. On accepte en France des choses terribles. On touche l'esbroufe, la haine, de montrer cette photographie de ce que peut être le bonheur.

« Vous racontez l'histoire d'un homme... Depardieu — Gérard — existe beaucoup plus que la femme. Son texte à elle semble plus artificiel. On oublie son nom. Serait-ce misogynie ?

« Depardieu est entré dans le film très profond. Par exemple, son lien avec l'enfant était physique, étrange, il était fort. Sur la moto, il fonçait, ce fou, à toute allure : le gosse dans ses bras, casqué, était endormi. Bizarre, non ? Et au moment de tourner la dernière scène, Depardieu était pris de panique, malade.

« Misogynie, je n'aime pas ce mot, qui, d'ailleurs, n'a pas d'équivalent en français. On dit d'une femme qu'elle n'aime pas les hommes ? Pourquoi une femme parlant à son enfant doit-elle employer des mots à masculin ? Inversement, pourquoi le personnage de Gérard devrait-il être construit en fonction de la femme, avec elle ? Il est « doté » d'elle. L'homme n'est pas habitué à se penser d'abord seul, puis social, ou encore à deux. On croit toujours à la formule charismatique « pour le meilleur et pour le pire ». On espère fabriquer des souvenirs communs. Et l'homme a peur de mourir deux fois, de mourir comme un animal, mais aussi de mourir en sortant de cette architecture bâtie autour de la femme. A tort ou à raison, je ne le dis pas.

Propos recueillis par
MATHILDE LA BARDONNIE.
+ Voir la liste des salles à la rubrique « actualités ».

EN BREF

Missionnaires de la musique en Flandres

Presque dès sa naissance, l'Orchestre philharmonique de Lille affirme vigoureusement sa vocation régionale en donnant de vrais concerts à travers toute la Flandre française. Rien n'est meilleur pour souder un grand orchestre et lui faire prendre conscience de la mission qui lui est confiée. Pendant les mois de mai et juin, il n'offrira pas moins de vingt et un concerts, en participant à une tournée régionale, sous chapiteau, organisée par le Théâtre populaire des Flandres, dirigé par Cyril Robichez, le chapiteau restant trois soirs dans chaque ville, avec une soirée théâtrale (*Le Chevalier au pion flamboyant*), une soirée de variétés et une journée musicale comprenant une animation l'après-midi à 15 h. 30 et un concert le soir.

Le Mai de Bordeaux décentralisé

Le vingt-septième Mai musical international de Bordeaux aura lieu du 7 au 27 mai. Le programme, présenté au cours d'une conférence de presse par M. Chaban-Delemas, comprendra en particulier une nouvelle présentation de *l'italienne à Alger*, de Rossini (direction Pietro Volini) : la première apparition en France du trio de Moscou et de l'Orchestre symphonique de Montréal (qui effectuera ensuite une tournée européenne). Il y aura également des rencontres cinéma-jazz et des films musicaux, présentés par le groupe Bordeaux jazz section.

La décentralisation du festival touchera cette année les milieux scolaires et s'étendra au château de la Brède, à l'abbaye de la Sauve, et jusqu'à Périgueux, Biarritz, Villeneuve-sur-Lot et Agen. — (Corresp.)

Pour faire réfléchir Margot

L'Ensemble théâtral de Lyon s'installe, du 4 au 27 mai, au Théâtre Paris-Nord (où il avait déjà présenté les *Deux Orphelines*), avec, une fois encore, du « vieux théâtre ». Ce n'est plus un mélodrame, mais un vaudeville, *les Faux Bonshommes*, de Barrière et Capendu, dans une mise en scène de Jean-Louis Martin-Barbès et Yves Gournil. Pourquoi ? « Parce que nous en sommes, que cela nous plaise ou non, les héritiers. Nous voulons savoir pourquoi la machine à théâtre a inventé le drame, la comédie bourgeoise, le vaudeville, pour répondre à quelles nécessités idéologiques, dans quel but ? Nous voudrions au moins poser la question. »

Le parcours de la Fabrique

Parcours sensible, le nouveau spectacle de la Fabrique de théâtre — Centre dramatique national dirigé par Bruno Bayen, — est un montage réalisé à partir de quatre auteurs : Tchekhov, Iéssou, Babel, Malakovski, Michel Deutsch. Il s'agit de donner le parcours théâtral d'une sensibilité qui nous enveloppe, mélange contradictoire de désespoir et de souffrance, de lassitude et d'espoir, et qui se distingue du romantisme par son rapport constant et direct à la vie quotidienne.

Plus d'un million pour la culture en Picardie

L'Association pour le développement culturel en Picardie, qui représente environ deux cents groupements et sociétés, sera dotée, cette année, de 1 million 135 000 francs. L'association, qui s'est constituée en 1975 à l'occasion de l'année gothique, et qui vient d'adopter ses statuts définitifs, destine cette somme à l'achat d'œuvres d'art, d'instruments de musique, au financement d'études sur le besoin de la région en animateurs, à la réfection d'édifices abritant des œuvres d'art, à la diffusion de l'information culturelle, à l'animation en milieu rural, etc. Elle gèrera également un matériel collectif qu'elle mettra à la disposition des différentes institutions déjà en fonctionnement. — (Corresp.)

Au musée Cernuschi

POTERIES JAPONAISES DE BIZEN

L'EXPOSITION itinérante des poteries contemporaines des Fujiwara. Kei, le père, né en 1913, et Yû, le fils, né en 1932, dont Mme Latour, conservateur des Musées des beaux-arts de Marseille, a pris l'initiative, commencent son circuit par Paris. Elle restera peu de temps au musée Cernuschi avant de gagner Bordeaux, Cognac, Reims, Strasbourg et, bien entendu, Marseille.

C'est une occasion à ne pas manquer pour ceux qui aiment les « beautés subtiles » des pièces pures ; ils verront comment quarante jarres, vases, pots, etc., créés par deux potiers japonais d'aujourd'hui perpétuent un style né à l'époque de Mara (septième siècle). La présentation comporte en effet aussi vingt pièces anciennes très typiques de la production de Bizen aux seizième et dix-septième siècles (collection particulière des deux artistes). Mais deux remarques permettent de préciser l'angle sous lequel il faut aborder ces soixante céramiques, dont l'apparente sobriété, associée à une simplicité réelle, triomphe des savantes sophistiqués, exige d'un Occidental une forte correction de perspective : il faut se rappeler, d'abord, que Bizen, un des fameux « six vieux fours du Japon », est, sur place, un « haut lieu ». Pas seulement de la céramique, mais de l'art tout court. Et savoir aussi qu'un des Fujiwara a reçu, par un décret de la commission des « biens culturels » daté du 25 avril 1970, le titre de « trésor national vivant ».

Les Fujiwara sont venus, assez tardivement l'un et l'autre, à la céramique par admiration pour certains grès de Bizen. Ces grès ont du reste évolué au cours des siècles et les goûts respectifs de nos deux potiers ne vont pas toujours aux mêmes aspects de cette production. Ils en rejoignent l'un et l'autre cependant : des caractères constants, qui sont souvent ceux grâce auxquels la céramique japonaise marque son originalité.

On dit de cette céramique qu'elle était « moins solitaire » que celle de Corée. C'est bien le cas ici où de subtiles différences ne changent rien au poids pour ainsi dire parfait du modèle reconnu. Les soixante pièces relèvent uniformément d'une même et profonde motivation traditionnelle : toutes assez globuleuses dans leur pâte lourde, mais rendues équilibrées par le parti net des formes ; toutes bien assises, mais

allégées tantôt par le détail d'une petite anse pincée à peine esquissée, tantôt par celui d'un long col gracile, tantôt par le simple équilibre de la masse en hauteur ou quelque étrangement bien placé. Toutes refusent des séductions qui ne seraient pas naturelles. On sait que la poterie de Bizen refuse la glaçure et ne retient pour séduire l'amateur transporté que l'accident — parfois provoqué d'ailleurs. Cette argile sombre, fortement chargée en fer, impose sa couleur, sa longue cuisson et sa densité. Elle ne se travaille pas sans une certaine épaisseur qui retient sur le choix des formes aux dépens robustes de jarres paysannes, largement posées sur le sol. Elle monte en beaux épaulements plats, s'étire autour qu'elle le peut et le doit pour aboutir à l'ourlet charnu des bols en lèvres, aux bords souvent doucement roulés, retroussés ou arrondis qui avouent le poids de la pâte. Il semble bien que depuis le temps (seizième siècle) où une centaine de potiers ont crû cette même argile dans leurs longs fours (30 mètres) pour y cuire quarante mille pièces, aucun autre potier, hier comme aujourd'hui, ne se sente solitaire à Bizen, près d'Okayama.

Moins intellectuelle...

On a dit aussi que la céramique japonaise était moins intellectuelle que la chinoise, ce qui nous ramène aux accidents dits « naturels » du décor à Bizen.

Un peu de cendre est tombée ou une pince a gratté un col, et voilà, pour l'amateur, beaucoup mieux que le dessin délibéré d'un poisson ou d'une pêche. Le décor qui doit tenir aux effets de la cuisson n'en est pas moins presque toujours aidé. Il individualise la pièce et lui donne, à travers le risque du feu, sa saveur. Une saveur mieux incorporée au matériau que le dessin d'une carpe ou d'un fruit dans le décor « intellectuel » de la Chine.

Plus abstraite tout de même avec ces traces de pailles brûlées, ces traînées laissées par des tiges mouillées. Il faut dire que l'éclairage de l'exposition permet à merveille de voir comment jouent, sur l'argile nue, coups de feu, taches, coulées, marbrures, stries, etc. L'intervention n'est guère douteuse, qu'il s'agisse de l'insolite ou d'un sens grandiose venant à point animer telle surface lisse et mate. La réussite, elle, était douteuse : étrange



spontanéité dirigée aboutissant à de beaux moments d'art abstrait où l'improvisation manipule le hasard — très fermement.

Que cette poterie si « naturelle » suppose chez ceux qui l'exécutent des dons exceptionnels de la sensibilité est bien évident. Elle est, paradoxalement, malgré la fixité du genre, un mode d'expression qui accuse les caractères individuels. Les différences entre les deux Fujiwara en témoignent : si besoin était. Les œuvres de Fujiwara Kei ont une rigueur digne de la grande époque de Bizen, et il faut avouer qu'il est difficile — du moins au profane — de les distinguer des pièces anciennes, sinon par un accent plus esthétique. Retenant la leçon des immenses jarres aux capacités records créées autrefois, Fujiwara Yû a eu beaucoup de succès, en 1972 et 1973, à Okayama et à Tokyo, avec son exposition « Cent poteries ».

A Cernuschi, cet adepte du « Grand Pot » est surtout représenté par des fiocons, des vases, des jarres, etc., moyens et petits, où son goût pour l'archaïsme Yayoi introduit un accent un peu baroque. Il lui arrive presque de sculpter certaines formes ; en tout cas, beaucoup sont plus colorées, plus librement « accidentées » que celles de son père. Il multiplie les coulées, introduit de nouvelles couleurs plus claires et ne néglige pas une production destinée à la vie quotidienne.

L'installation viendra-t-elle au pouvoir à Bizen ? Peut-être. A moins qu'elle ne s'y trouve déjà depuis longtemps.

PAULE-MARIE GRAND.

* Jusqu'au 9 mai.

Un double complot

Le tourisme et la nature menacent les pyramides

En semi-paix, l'Egypte, de Port-Saïd à Assouan, se modernise, et c'est normal : elle aura 40 millions d'habitants dans deux ans et elle veut être à même de recevoir 4 millions de touristes en 1980. Mais faut-il pour cela que Le Caire assassine ses vieux banians et ses eucalyptus, impose un hôtel américain au parc exotique de l'île de Zamalek dessiné pour l'impératrice Eugénie, et détruise par le béton et le néon les rives encore champêtres du Nil ?

Il y a pire encore : une société de Hongkong, dont la réputation internationale n'est pas des meilleures, s'approprie, contrat en main, à « mettre en valeur » le pourtour du Sphinx et des pyramides de Gizeh. La Prégrès égyptien annonce triomphalement : « Un projet gigantesque d'aménagement va transformer la colline des pyramides : la cité touristique autonome qui s'y étendra,

couvrira 10 000 feddans et coûtera 460 millions de dollars. »

La maquette fait frémir. Dans les parages de la première des sept merveilles du monde et de la seule encore debout après 4 000 ans, on prévoit, entre autres, de construire cinq grands hôtels totalisant 1 600 chambres, des villages touristiques comprenant 5 800 villas et 510 appartements, des jardins publics, des lacs artificiels, des terrains de golf, des salles de congrès, des cinémas d'été et d'hiver, des casinos, des piscines, des centres commerciaux, sans oublier un institut de recherches historiques et archéologiques, qui aura sans doute pour tâche de constater les outrages faits au site le plus célèbre de l'univers. Co sera un « paradis touristique », conclut sans rite le quotidien officiel cairote en langue française.

Une entreprise titanesque

Les autorités égyptiennes ont promis qu'une zone de deux kilomètres autour des pyramides restera « rigoureusement libre ». Non seulement un tel espace serait insuffisant pour sauvegarder l'ensemble du site qui est surtout admirable vu de loin, avec son socle de sable strié de palmiers, mais au cours de la décennie écoulée on a déjà laissé une partie du proche environnement des pyramides se couvrir de cabanons pour familles Fanouillard et de cabarets à pétrodollars. L'énorme masse de fer et de verre installée par les Italiens au pied de la pyramide de Chéops pour conserver in situ la barque solaire du pharaon est aussi, hélas ! une monstruosité.

Les nouvelles de Haute-Egypte ne sont guère meilleures. On a, espérons-le, réussi à dissuader tel ancien officier, devenu haut fonctionnaire du tourisme à Louxor, de construire un funiculaire permettant d'aller de Thèbes à la vallée des Rois sans avoir à traverser le Nil en bateau, ou d'installer une piste de danse en forme de lotus au milieu du lac sacré de Karnak, avec

pédales permettant de s'y rendre.

Mais la nature, dérangée par la technique, s'est ligée contre les temples pharaoniques de Louxor, Karnak, Médinet-Abou, etc. Ceux-ci sont en effet menacés par les remontrances capillaires des eaux souterraines devenues pénétrantes et plus abondantes depuis la création du haut barrage d'Assouan. Pour supprimer le phénomène d'intrusion, on a crûment, des granits et des grès, qui risquent d'être un siècle ou deux de détruire les principaux monuments de la vallée du Nil, les égyptologues ne voient qu'une solution : les étanchéifier en les posant sur des socles de béton, entreprises proprement titanesques.

La communauté internationale, qui, à travers l'UNESCO, a déjà sauvé à grands frais les temples d'Abou-Simbel et qui est en train d'en faire autant pour ceux de Philae, sans peut-être de nouveau mise à contribution. Cela ne lui donne-t-il pas le droit, et même le devoir, de demander dès maintenant aux Egyptiens d'arrêter la massacre du site des pyramides avant qu'il ne soit trop tard ?

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

GALERIE KOLLER

Rämistrasse 8 - 8001 Zurich - Tél. 01/47-50-40 - Téléc. 58.500

IMPORTANTES VENTES AUX ENCHÈRES

du 19 mai au 4 juin 1976



ALFRED SISLEY. — « Le tournant du Loing à Moret », 1896. Huile sur toile signée. 60 x 70 cm.

Importants TABLEAUX DE MAÎTRES du XVI^e au XX^e siècle (Bonnard, Bouffé, Courbet, Van Dongen, Dufy, Giacometti, Luce, Manigault, Marquet, Monet, Matisse, Pissarro, Pollock, Renoir, Rodin, Sauter, Soutine, de Staël, Utrillo, Vlaminck, Vuillard, etc.). VERTS BEAUX TABLEAUX DE L'ÉCOLE HOLLANDAISE du XVII^e siècle. Collection de GRAVURES MODERNES.

Rare mobilier français du XVIII^e siècle, en partie estampillé. Beaux meubles bourgeois du XVII^e au XIX^e siècle. Boiserie grise, XVIII^e siècle. Magnifiques pendules et carrels, horloges, montres de poche et instruments scientifiques du XVI^e au XVIII^e siècle. Table de collection et d'usage, tapisseries. Porcelaines et faïences européennes. Argentures, miniatures, éventails. Icônes. Antiques. Bijoux. Gravures modernes.

Importante collection d'art oriental. Porcelaines et céramiques asiatiques.

EXPOSITION du 8 au 17 mai, tous les jours de 10 h. à 22 h. Lundi 17 mai, dernier jour de l'exposition, 10 h. à 18 heures. Dimanches 9 et 16 mai, de 10 h. 30 à 22 heures.

Grands catalogues illustrés :

Mobilier et Arts appliqués F. S. 25
Art d'Extrême-Orient F. S. 26
Tableaux et œuvres graphiques F. S. 27
Joaillerie F. S. 28
Automobiles anciennes F. S. 15

BUREAU DE TOURISME ET D'INFORMATION DE TURQUIE

162, Champs-Élysées, 75008 Paris

REGARDS SUR LA TURQUIE

un ensemble de photographies couleurs réalisé par ROBERT THUILLIER

du lundi au vendredi, de 9 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 18 h 30

Clôture le vendredi 14 mai 1976

GALERIE DU LION

16, place des Vosges, Paris-4^e. 857-73-28

PAYSAGES EUROPÉENS DU XX^e SIÈCLE

BONNARD, BRAQUE, R. DUFY, D. DE SEGONZAC, O. FRIESZ, MARQUET, UTRILLO, VAN DONGEN, VILLON, VLAMINCK.

28 avril

5 juin

GALERIE URBAN

18, faubourg saint-honoré - Paris 8^e - tél. 265.63.89

CARUNCHO

28 avril

8 mai

GALERIE SUILLEROT

30 ESPAGNOLS

8, rue d'Argenson (8^e), 265-54-88

Jusqu'au 14 mai

GALERIE SLIM

94, rue Saint-Denis (1^{er}) - 233-75-69

PEINTURES ORIENTALISTES

28 AVRIL - 31 MAI

Tous les jours, sauf dimanche, de 13 h. à 22 h.

INVITATION ESTHER LAPOINTE

Mardi 4 à 18 h 30

ROBERT YOUNG

ELI BORNSTEIN

4 MAI - 7 JUIN 76

5, rue de Constantin, 75007 Paris, M^o Invalides.

551.35.73

3 galeries ouvertes tous les jours de 9h à 19h.

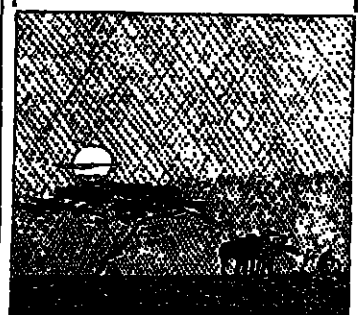
Sculptures

Peintures

Reliefs structuristes

Henri J. Hugot

Maximilien Bruggmann



Les gens du matin

SAHARA

dix mille ans d'art et d'histoire

Un volume au format 30 x 24 cm relié pleine toile, 186 pages de textes, 76 planches en couleurs, 184 illustrations en noir et blanc.

150 F

BIBLIOTHÈQUE DES ARTS

3, place de l'Odéon - 75006 Paris

633 78 18

سكنا من الامل

«Gemma di Vergy», de Donizetti

La figure de la cantatrice

DOUÉ d'une puissance de travail étonnante (soixante et onze opéras en vingt-quatre ans de carrière) et d'une invention mélodique que personne n'a jamais eue à lui contester, Donizetti n'était pas pour autant l'homme des efforts inutiles : *Gemma di Vergy* (1834), l'un de ses nombreux succès, tombé dans l'oubli depuis près d'un siècle et qui vient d'être repris en concert par Radio-France, en fournit une illustration assez éloquente.

Passé l'ouverture habilement contrastée, mais qui n'ajoute rien à la gloire de son auteur, il faut attendre l'arrivée de Gemma, la femme répudiée du comte de Vergy, pour quitter les sentiers battus des conventions auxquelles n'échappait même pas la cavatine du ténor incarnant Tamas, l'esclave arabe amoureux de sa maltresse.

Jugé, au second acte, pour le meurtre de l'époux du comte, Tamas doit subir les injures de l'assistance sur une musique qui semble sortir tout droit de la plume malicieuse d'Offenbach ; c'est alors, outre la certitude que le compositeur se réserve pour la suite, qu'on comprend que tout ce qui n'est pas le drame intérieur de l'héroïne doit s'efforcer non seulement de faire contraste, mais encore de charmer l'auditeur, de le détendre, comme ces intermèdes bouffes qu'on glissait au dix-huitième siècle entre les actes d'opéra seria. Tout concourt à mettre en valeur la véritable point de mire de l'ouvrage : la figure imposante et vulnérable de Gemma dont les interventions se font progressivement de plus en plus nombreuses et intenses.

Au troisième acte, elle est presque constamment en scène, ce qui nous vaut d'un bout à l'autre, depuis la confrontation dramatique avec Ida de Greville, sa rivale, jusqu'à son désespoir d'être délaissée puis, lorsque Tamas poignardera le comte, d'être vengée, une succession d'ensembles, d'airs et de récitatifs également inspirés. Ce ne sont pas des vocalises, des roulades ou des traits d'une écriture plus instrumentale que véritablement vocale, comme on en trouvait chez Rossini peu de temps auparavant, mais une inflexion de chant où abondent les inflexions expressives avec juste ce qu'il faut de pudeur et de débordements passionnés pour maintenir une tension musicale constante, cette tension qui, dans l'esprit du spectateur, se confond avec l'expression dramatique. Ainsi, selon un phénomène trop connu pour qu'on s'y arrête plus longtemps, la jouissance esthétique et compassion, dans leur paroxysme, se trouvent une fois de plus associées à

la faveur de l'ambiguïté du jeu théâtral.

Indépendamment de ce que peut nous apprendre la petite histoire sur les rapports du compositeur avec la créatrice du rôle-titre, ne faut-il pas se demander si la voix féminine n'est pas celle qui parvient le mieux à créer cette illusion ? Ce n'est pas par hasard que Grétry, un demi-siècle avant, pour justifier aussi bien le théâtre chanté que l'habitude de reprendre plusieurs fois, en variant la mélodie, les mêmes phrases, donne pour exemple de musique spontanée les lamentations d'une femme répétant sur tous les tons : « Mon fils ! mon fils ! il est mort... » On pourrait y trouver la base même du bel canto, qui affecte les scènes de deuil, les imprécations vengeresses et les lamentations désespérées. C'est ainsi qu'isolée tend la main à Desdémone et à Lucia.

De cette intuition, dans cette œuvre particulièrement, Donizetti déduit très habilement son langage. Aussi le mérite de Montserrat Caballé n'est-il pas seulement de posséder la voix et le talent qu'on lui connaît, mais également d'être parfaitement consciente de cette particularité stylistique, chef de voûte de toute la construction dramatique de l'ouvrage. Si elle « vit » l'action théâtrale avec plus d'intensité que ses partenaires, c'est parce qu'elle vit également le drame interne de chaque phrase musicale. Elle y porte d'ailleurs d'autant plus d'intérêt qu'elle est bien souvent obligée de tricher, non pas que les moyens lui manquent — si elle a des limites, elle les connaît admirablement — mais parce que c'est l'inconcevable autrement : dans une musique où l'artifice devient inspiration, l'art, pour l'interprète, c'est avant tout de nier l'obstacle en le contourant.

Trop direct, le ténor (Luis Lima) est resté bien souvent en deçà, sans mériter, bien sûr, les huées scandaleuses qui ont salué sa cavatine ; Vincente Sardinero (le comte), Anna Ringard (Ida de Greville), François Loup (l'époux), et Juan Pons (Guido), complètent, chacun avec ses qualités, cette distribution d'un très bon niveau.

Pour diriger le Nouvel orchestre philharmonique, les chœurs de Radio-France et un plateau aussi homogène que possible face à une cantatrice de l'envergure de Montserrat Caballé, on avait fait appel à un chef italien, Armando Gatto, parfaitement rompu aux impératifs de ce répertoire.

GERARD CONDE.



FACE aux difficultés que l'on sait, en France et ailleurs, les théâtres lyriques tentent d'avancer groupés. Ils le tentent sans le pouvoir toujours : les projets d'alliance du palais Garnier et de la Scala de Milan, visant au partage des frais de deux ou de trois spectacles par an — de façon à diminuer de moitié le nombre des « productions maison » sans modifier celui des nouveautés par saison — sont actuellement au point mort après la démission de Paolo Grassi et la débâcle financière de l'établissement italien. Plutôt bien loti en regard de la faillite de son confrère et ami, Rolf Liebermann doit cependant tenir bon devant l'opinion, alors que les bruits — apparemment infondés — d'une prochaine fermeture du palais Garnier persistent. Renouer ou se maintenir : tout dépendra du budget voté pour 1976, budgét fantôme toujours à l'étude.

Un comité interministériel réunissant des représentants des ministères de tutelle sous la présidence du premier ministre devrait cependant statuer très prochainement sur l'opportunité d'accorder à notre première scène lyrique les 13,8 milliards d'anciens francs correspondant à peu près aux dépenses effectives de l'an dernier. On précise au palais Garnier que les subventions inscrites au budget de l'Opéra de 17 mars ne couvrent en aucun cas correspondre à des besoins chiffrés dès l'été 1975, et que le « trou » de 2,4 milliards anciens dont certains feignent de s'étonner était parfaitement prévisible. Reste donc à savoir pourquoi le secrétariat d'Etat a prévu d'emblée des subventions insuffisantes, alors que Rolf Liebermann aurait souhaité que le Parlement soit clairement instruit de ses véritables besoins.

Cette énigme — dont la solution passe évidemment par un réajustement du budget total des affaires culturelles — évoque des faits récents, intervenus dans un autre domaine : l'accord passé entre le secrétariat d'Etat et le SYNDICAT, pour une augmentation de 25 % du budget des centres dramatiques, a eu pour effet une économie draconienne sur celui des maisons de la culture. On a vu, le 8 avril, où pouvaient se tenir les vases communicants.

En province, cependant, les alliances vont bon train : Bordeaux et Toulouse, du côté de la collaboration artistique remontée à 1974, ont récemment décidé de construire et d'instruire ensemble une troupe de chanteurs ; Lyon et Strasbourg, unités pilotes du lyrique décentralisé, vont également coproduire trois spectacles annuels dont deux seront, dès la saison prochaine, mis en scène par le Lyonnais Louis Erlo et deux dirigés par le Strasbourgeois Alain Lombard (le Monde du 3 janvier).

Fait remarquable : cette tactique unitaire est accueillie de façon très différente suivant qu'elle s'opère à Paris ou en province. Rolf Liebermann, il est vrai, n'a caché ni ses mobiles ni ses objectifs : réduire de moitié, si possible, sa production annuelle, et désamorcer le conflit latent qui couve, depuis trois ans et demi déjà, entre son administration (qui veut augmenter la masse de travail réalisée dans les ateliers) et les personnels techniques — qui font la grève des heures supplémentaires et qui n'envisagent

La stratégie des coproductions

LES THÉÂTRES LYRIQUES AFFRONTENT LA CRISE

gent la mise en place d'équipes de nuit qu'en échange d'un accord global planifiant les horaires sur de longues périodes, sur le thème : « Non aux heures supplémentaires abusives, contraintes au code du travail ». Mais l'opinion du SNETAS (C.G.T.) devient plus nuancée quand il s'agit des théâtres de province. Il paraîtrait alors admissible que « certaines coproductions puissent être enrichissantes », si elles ne cachaient pas le syndicat, sur ce point, est formel, sous l'aillet de la « recherche de la qualité » et de « la satisfaction du public », des faillites dans le système et des faiblesses de structure.

On convient, au palais Garnier, que les avantages proprement financiers des coproductions n'atteignent pas toujours le montant escompté : à des investissements effectivement réduits s'ajoutent les frais de transport, d'assurance et, parfois, le réajustement des décors d'une scène à l'autre (ainsi la mise en scène de Strehler pour *Macbeth* de Verdi, construite pour la Scala sur le principe des ponts élevateurs, devrait être totalement traduite à l'horizontale pour le palais Garnier, dont les sous-sols ne sont pas équipés d'ascenseurs).

Mais qu'en est-il à quelques centaines de kilomètres de distance, entre établissements de moyenne importance, en principe saluement gérés, n'invitant jamais de « super-vedettes », disposant d'orchestres également réputés, de

choeurs d'interprètes formés sur place et capables d'assurer les premiers et les seconds rôles comme les doublures : qu'en est-il donc entre Lyon et Strasbourg ? L'Opéra du Rhin avait présenté au cours de la saison 1975-1976 six nouvelles productions (*Le Lac des cygnes*, *Salomé*, *Cendrillon*, *la Périochole*, *Turandot* et *Boris Godounov*). Il prévoit pour l'an prochain un nouveau *Rothé* et *Juchette*, de Prokofiev, une nouvelle *Bohème*, un nouveau *Costi*, la création du *Rodrigo* de Glinka (reprise à Lyon), la réception d'un *Parafal* lyonnais et l'envoi sur le Rhône de la *Turandot* mise en scène par Ponnelle (la coproduction des *Trois de Berlin*, mise en scène par Louis Erlo et dirigée par Alain Lombard n'intervenant qu'en début de saison 1977-1978), soit quatre nouveautés produites sur place contre six pendant la période 1975-1976.

Le budget de l'établissement pour 1976 a été de 20 329 500 francs. Il est estimé (sans garanties) pour 1977 à 21 979 000 francs. Les économies dues à la collaboration avec Lyon sur les frais de production de *Turandot* et de *Rodrigo* devraient s'élever au total à 455 000 francs (285 000 francs pour le premier spectacle et 170 000 francs pour le second).

La somme, évidemment, peut paraître faible par rapport au « gouffre » parisien. Mais elle n'est pas négligeable en proportion, compte tenu des charges constantes que doit assumer un

théâtre lyrique et de l'étroitesse de ses marges de manœuvre.

A qui, à quel point cependant profiteront ces économies ? Ni au public — a-t-on jamais vu une réduction du prix des places d'opéra ? ni aux interprètes de la troupe strasbourgeoise, payés, quoi qu'il en soit, environ 6 000 F par mois pour trente à quarante représentations par saison. Sont-elles destinées à payer par la suite des vedettes plus prestigieuses — ce qui serait remettre le doigt dans l'engrenage — ou à badigeonner les décors d'un peu d'argent supplémentaire ?

Où, à qui servent les économies réalisées sur le « produit culturel » ? En quoi Alain Lombard va-t-il chercher ses alliés à Lyon (patrie prochaine, à ce qu'on dit, de l'Opéra-Studio), alors qu'il existe tout près, à Colmar (lié institutionnellement à l'Opéra du Rhin), une unité de formation et de recherche, l'Atelier lyrique, dirigé par Pierre Barrai ?

Ce sont là les privilèges que l'un accorde aux « créateurs » : Lombard et Erlo ont suffisamment fait leurs preuves pour mériter cette liberté d'alliance et d'option. Mais quelle peut être la réaction de centres lyriques moins dynamiques, et localement moins soutenus, face à cette concentration « de dons et des talents » : ceux qui, ayant su saisir leur chance, s'emploieront efficacement à l'exploiter ?

ANNE REY.

POINT DE VUE

Haro sur l'Opéra par JACQUES ROZNER (*)

L A France offre un curieux spectacle à ceux qui l'observent. La France ? Plutôt les Français. Plus précisément encore un certain nombre d'entre eux et non des moindres puisqu'ils sont les représentants de « l'intelligentsia » comme on dit.

Une frénésie nihiliste semble s'être emparée d'un grand nombre d'intellectuels en ce qu'ils s'efforcent de saper méthodiquement ce qui constitue les bases sur lesquelles repose la nation, son économie comme ses institutions.

Critiques, dénunciations, remises en question, mises en accusation accablent tout ce qui produit de la vie, procure du « positif » au sein de la collectivité nationale.

On voit alternativement s'amorcer, se développer et s'entretenir des campagnes de dénigrement contre nombre de secteurs de l'économie : l'énergie y passe, les uns après les autres, Sociétés multinationales, laboratoires pharmaceutiques, industries chimiques, banques, compagnies pétrolières, profession publicitaire, grandes surfaces commerciales, assurances, etc. font l'objet d'altération systématique de leur image professionnelle.

Assurément, tout est critiquable toujours et en tout. Ce qui est en cause, ce n'est pas le bien-fondé de certaines critiques, mais leur caractère systématique sans contrepartie, comme si toutes choses étaient totalement mauvaises ou totalement mauvaises. L'expérience montre que ce n'est jamais le cas.

La dernière cible d'attaque est l'Opéra. Oui, l'Opéra de Paris. On assiste à une espèce de bouillie « intellectuelle » contre ce haut lieu de l'art lyrique au moment où il atteint son apogée.

On peut faire valoir que l'Opéra coûte cher à gérer et que les subventions sont lourdes. Mais il faut savoir ce qu'on veut. En trois ans, l'Opéra de Paris est devenu le meilleur du monde. N'est-ce pas pour aboutir à cela que l'on a confié cette scène à un homme de talent, qui avait fait ses preuves ailleurs et qui a su entourer de collaborateurs efficaces et recourir à travers le monde les plus éminents interprètes du répertoire ?

Depuis qu'il existe des Opéras, en Europe ou ailleurs, aucun n'a jamais été bénéficiaire. Ils n'ont pu subsister que par une politique de subventions que les rois, les empereurs, les républicains et les démocrates populaires ont toujours pratiquée parce qu'il n'est pas d'autre politique possible, que les places soient payantes ou gratuites pour le public.

Le problème se pose en termes identiques à la Scala de Milan, à l'Opéra de Berlin ou au Bolchoï de Moscou.

Si l'on se place sur le seul terrain financier, on ne considérant que le coût de gestion de l'Opéra de Paris, il ne faut tout de même pas omettre de relever que ce dernier verse deux mille cinq cents salaires.

fait travailler vingt-huit professions différentes (électriciens, costumiers, peintres, décorateurs, menuisiers, etc.), emploie plus de sept cents artistes (musiciens, danseurs, choristes, techniciens de scène, etc.) et représente ainsi un vaste ensemble économique faisant vivre plusieurs milliers de familles.

Mais un Opéra ne peut être jugé sur ce seul terrain.

Il est l'un des fleurons d'une nation, un élément de son prestige culturel et un des facteurs de son rayonnement artistique dans le monde.

La véritable question qui peut et doit être posée est celle-ci : « La France est-elle en mesure de faire face aux charges que représente un Opéra de haut niveau artistique (car il ne peut y avoir d'Opéra au rabais) ? »

Le jour où on répondrait « non », c'est que la France aurait décidé d'entrer dans un processus de sous-développement généralisé en commençant par raler l'art.

L'autre soir, assistant à une représentation de Mozart, ma voisine me dit à l'entracte : « — Tous ces efforts financiers pour permettre à quelques deux mille privilégiés d'assister à une belle soirée artistique ! Avec cet argent, ne ferait-on pas mieux de financer des foyers d'hébergement ou des crèches ? »

Pourquoi êtes-vous propriétaire d'une voiture, d'un appartement, et portez-vous un collier de perles ? lui réponds-je. Avec leur produit, on pourrait atténuer tel ou tel déficit de telle ou telle catégorie sociale. De tels propos révèlent ce comportement actuel basé sur un principe de remise en cause des composantes de notre société. C'est un des aspects de la crispation intellectuelle tous azimuts, observée depuis 1968, en l'occurrence aujourd'hui contre une scène lyrique qui paraît aux yeux des burocrates du sous-développement comme l'un des rouages symboliques d'une mécanique nationale à casser.

Ne serait-il pas plus positif de se féliciter que, grâce à la technique, la démocratisation des spectacles d'opéra soit en train de s'amorcer ? Les retransmissions par radio et T.V., en attendant celles sur grands écrans, en des lieux publics, des œuvres du répertoire sont le début d'une ère de diffusion populaire de l'art lyrique à partir d'une rampe de lancement qui ne peut qu'être prestigieuse ou ne pas être.

Mais la tendance nihiliste qui prévaut en certains milieux n'a que faire de telles considérations, en ce domaine comme en tous autres.

Ce sont là des attitudes qui constituent des avertissements pour tous ceux qui se préoccupent de bâtir à partir d'un présent imparfait et non de l'effacer au profit d'un futur indéfini.

(*) Ancien directeur-éditorialiste des Echos.

DROUOT RIVE GAUCHE
(Gare d'Orsay)
75007 Paris, 7, quai Anatole-France
Tél. 720.306
JEUDI 6 MAI 1976, Salle 9, 14 h. 30
IMPORT. ENSEMBLE DE DESSINS
par EDGAR DEGAS
Important pastel « la Culture »
(H. 75 x L. 32 cm.)
Esquisse du tableau de la
National Gallery
TRES RARES ESTAMPES
provenant de l'atelier de l'artiste et
d'une partie de la collection
NEVEU-DEGAS, Cheval à l'arrêt.
Bronze série des hérauts.
M. Alain LEMEE,
Commissaire-priseur,
PARIS, 10, rue Rosini, 75008-89
Experts M. Pacini, M. Rousseau.
Exposition ouverte 5 MAI 1976
de 11 heures à 18 heures.

**SECRÉTARIAT D'ETAT
ACADEMIE DES SCIENCES ET ARTS
CONCOURS 1976**
Au titre de l'année 1976-1977, douze
bourses de Postdoctorales, de l'Académie
de France, Villa Médici, à Rome,
sont mises en concours dans les disciplines
suivantes :
— Peinture, sculpture, architecture ;
— Composition musicale, création littéraire,
réalisation cinématographique ;
— Histoire de l'art moderne et contemporain,
restauration d'œuvres d'art ou
de monuments ;
Les candidatures seront reçues jusqu'au
9 mai 1976 au bureau AD/3, CONCOURS
de Secrétariat d'Etat à la Culture, 3, r.
de Valenciennes, 75001 Paris. Les demandes
de renseignements devront être adressées
à ce même service (233-44-10,
poste 2299).

galerie attali
**olivier
BRICE**
« les gisants »
6-31 avril
159 bld saint-germain

GALERIE DE L'UNIVERSITE
52, rue Bassano (8°)
BEAUDOIN
Peintures
28 avril - 19 mai

GALERIE M.-J. GAROCHÉ
54, Pg-Saint-Honoré (8°), 073-11-55
QUIESSE
Du 22 avril au 22 mai
En perm. Ecole normale impr.

ESPACE PIERRE CARDIN
1, avenue Gabriel - 75008 PARIS
Métro et parking Concorde
Exposition Sarah Bernhardt
T.J.J. de 11 à 20 h. (fermé lundi).
12 F et 8 F (tarifs réduits)
— jusqu'au 30 mai

**CHILIDA
GARGALLO
GONZALEZ
PENALBA**
jusqu'au 7 juin 1976
Edmond 12 av. de la République - 75012 Paris
Carmen Martinez

AIRCURIAL
9 avenue Malherbe Paris 8
253 70 70
CADDER
TATISSELES
ET CUSIES
DU 7 AU 30 AVRIL 1976

recalcati
empreintes
1960-1962
7 avril - 10 mai 1976
CNAC 11, rue Berryer
centre national d'art et de
culture géorges pompidou

GALERIE LAHUMIERE
88, bd de Courcelles (17°) - 824-03-95
Alain
LE FOLL
DESSINS
LITHOGRAPHIES
21 avril - 31 mai
HEXAGRAMME
67, rue des Saint-Pères - Paris (6°)
ORTLIEB
PEINTURES
Claude LÉ ANH
PHOTOGRAPHIES
20 avril - 15 mai

DAHMEN
objets - dessins - gravures
DU 9 AVRIL AU 8 MAI
GALERIE VERBEKE
7, pl. Furstenberg 325.73.92

A cartoon illustration of a hand holding a sign that says "PRESSE". The hand is wearing a white glove and is holding the sign from behind. The sign is tilted and has the word "PRESSE" written on it in capital letters. The background is dark and textured.

Cinéma

(Lire nos articles page 17.)

UNE FEMME SOUS INFLUENCE

de John Cassavetes

Une famille américaine (petite bourgeoisie proche de la classe ouvrière), pareille à beaucoup d'autres. Le père, la mère, trois gosses. La mère

Théâtre

Les gentils travestis d'Aix-en-Provence sont de retour. Rigolards, candides et sans pitié, ils décrivent en chansons, en sketches et en images la vie de tournée dans les salles des fêtes où les vieilles vedettes et les jeunes espoirs sont fascinés par les feux de la rampe. Ce spectacle drôle et répeux s'appelle les Berceuses d'orage. Pourquoi pas ?

Variétés

Musique

**LA PHILHARMONIQUE
DE VIENNE**
au Palais des congrès

*Il est à peine besoin de signaler les
deux concerts de luxe qui seront
donnés au Palais des congrès par le*

— ET AÜSSI : *Ariane & Noxos* de R. Strauss (Opéra de Lyon, les 28, 30 avril, 2, 4, 5 mai) ; *Faust*, mis en scène par Lavelle (Opéra de Paris les 28 et 30 avril) ; « *Eerie* aujourd'hui », par I. Malec et G. Amy (A.R.C., le 28) ; « La famille Bach », musique de chambre (Saint-Roch, le 28) ; Bach, Schein, Schütz, Brahms, Muffat, Schmidt, par l'Ensemble 5. Caillat (Conciergerie, le 29) ; *Ariane & Barbe Bleue*, de Dukas (Opéra de Paris, le 29) ; « *Le 5 mai* » : Danse et musique du Japon (Guimet, le 29 avril) ; *Enquête Océanique* (Opéra du Rhin, Strasbourg, les 30 avril et 3 mai) ; Schoenberg, Lachartre, Schapira, Halfter à l'A.G.I.C. (Guimet, le 3 mai) ; Erik Satie, par J. Wiener. H. Sauguet, J. Février, J.-C. Ambrosini, R. Clair, P. Bertin, E. Stockhausen (Théâtre Tristan-Bernard, 64, rue de Rocher, le 3 mai) ; musiques du Moyen Age, par l'Ensemble de Musique Ancienne, de Saint-Thomas d'Aquin, les 4 et 5 mai ; Yehudi Menuhin et son fils Jeremy (Playel, le 5 mai).

Expositions

Le Salon de Mai semble avoir résolu, pour cette année au moins, son problème de logement. S'il y perd en partant à la périphérie de Paris, il y gagne en tout cas sur le plan du confort.

— ET AUSSI : La peinture espagnole du Siècle d'or et les Icônes bulgares, au Petit Palais ; Dunoyer de Segonzac, à l'Orangerie et aux Invalides ; Anamorphoses et Récitilly, au Musée des arts décoratifs ; Pierre-Henri de Valenciennes et les Dessins du Musée de Dijon, au Louvre ; Michaux, chez Maeght, à Saint-Paul-de-Vence ; Chagall et Shakespeare, à Nice.

VOTRE TABLE CE SOIR

OSAKA 280-66-01
163, rue Saint-Honoré, 1^{er}. T.J./Jr

CAVEAU FRANÇOIS-VILLON P.V.
64, rue Arbre-Sec, 1^{er}. CEN. 10-92

LA COYLADE 372-37-35
8, rue de la Luz, 2^e. F. sam. di. J.

BOYFINGER 372-87-82
5, rue de la Bastille, 4. F. dim.

GUY 033-87-81
5, rue Mabillon (6^e). F. dim.

CLUB ROUGE 265-27-67
29-31, place de la Madeleine, 8^e.

NAPOLEON T.J./r 227-69-60
38, av. Friedland, 8^e. Jeudi, 22 h. 30

BAUMANN Jusqu'à 24 h. F./dim.
64, av. des Ternes, 17^e. 380-18-66

LE VIGNE DI SORRENTO T.J./r
75, bd de Clichy, 8^e. 674-02-80. P.V.

LA CHAMPAGNE 874-44-79
10 bis, place Clichy, 8^e. P.V.

TEOU DANS LE MUR OPE 68-63
23, bd des Capucines, 9^e. P./dim.

LES VIEUX METIERS 588-90-03
13, bd Auguste-Bianqui, 13^e P/Vin

RECH 380-38-39
av. des Ternes, 12^e. 38-39

BEAUVILLIERS, Officier de bouche
58, rue Lamarck, 18^e. CLI. 19-50

RIBATEJO 370-41-03
6, rue Flanchat, 20^e. F./mardi

AU PRESSATOI 344-36-21. 267, av. Daumesnil, 12^e. F. dim. soir et lundi

Aménagement 6, rue du Holder, 8^e. Jeudi, 22 h. 30. Cuisine Japonaise. Tempura - Boukityaki - Souachi - Sashimi. Dans un cadre typique.

See caves du XIII^e. Déj. Dîn. Soup. Jeudi, 2 h. matin. Moules bouchées 9 F. Pied oreille pore 9 F. Boudin 9 F. Grillades 19 F. Gratins 9 F. etc.

Sur le nom de la bouillabaisse bretonne, 13 F. Spéc. au potet, et grill. Mouton 18 F. - Menu Fianc. maison dans un cadre de bistrot de pêcheurs.

Déjeuner. Dîners Soupers. Le plus ancienne et la plus belle brasserie de Paris. Parking facile sur la place.

e l'ambassade tournante du BRÉSIL » en plein St-Germain-des-Près. Jusqu'à 2 h. du matin. Crêvettes en mariage, ximim, feijoada, etc.

See 2 formules : Res-de-ghé. PUB. Grill. Ouvert tout-uit; 14^e étage Restaurant. See après : confit de porc, escalope de veau, magret de canard Menu gastrop 58 F. V.a.c. Cave de qualité. Parking en as-gol.

G.P. Brumann, créateur des célèbres choucroutes au confit d'oie citées par tous les chroniqueurs, vous présente ses innovations : choucroute aux poissons, à la queue de bœuf, merguez-mouton, au homard (sur commande).

Jusqu'à 3 h. du matin. Cuisine et vins italiens. Pizzas de 7 à 10 F. Escalope Filetations 20 F. Escalope Marsala 18 F. See grillades.

2 h. sur 21. Froite de mer, coquillages, ... Réputé pour ses viandes de bonnard, ... sauzes, ... soupe grasse, ... sautés.

Dans le calme de ses vieilles voûtes. Spécialités régionales Soupe de poissons, terrines maison, vins du terroir en pichet.

Crêvettes flamboies. Langoustes grillées. Poulette mousserone. Canard élidé. Pâtisserie maison. Sauciers Roland Salmon. Bourgogne Michel Malaré. Cuisine Michel Moléan. Souper aux chandelles 50 à 80 F.

Notre célèbre band d'huîtres. Coquillages, crustacés, poissons. Son menu à 120 F. - 150 F. - 180 F. - 200 F. - 220 F. - 240 F. - 260 F. - 280 F. - 300 F. - 320 F. - 340 F. - 360 F. - 380 F. - 400 F. - 420 F. - 440 F. - 460 F. - 480 F. - 500 F. - 520 F. - 540 F. - 560 F. - 580 F. - 600 F. - 620 F. - 640 F. - 660 F. - 680 F. - 700 F. - 720 F. - 740 F. - 760 F. - 780 F. - 800 F. - 820 F. - 840 F. - 860 F. - 880 F. - 900 F. - 920 F. - 940 F. - 960 F. - 980 F. - 1000 F.

Dans la Montmartre des Faticiens. Cadre très personnelisé. Recettes de cuisine retrouvées. Recettes de cuisine créées. F.M.R. 73 F. Terrasse.

Jusqu'à 2 h. du matin. Spécial. portugaises. Tous les soirs FADO et guitares. Morte à la Brs 14 F. Viande de porc Alentejo 14 F.

Foieilles de pointes d'asperges, soies à la Godard, salade aux crevettes, filet au conis de truffes, sorbets maison, 90 F V.F. a. comp.

● Ambiance musicale ■ Orchestre

★ Spectacles en soirée.

P.M.R. : prix moyen du repas

Rebelles
 Manuel de l'Union communiste
 de la jeunesse révolutionnaire,
 organise
 le 1^{er} MAI
 de 18 h. à 2 heures du matin
*une fête, des rencontres,
 des débats politiques*
CARTOUCHERIE DE VINCENNES
 Route de la Pyramide.

YVES MOUROUSI

« Je ne vérifierai pas les idées politiques »

« Quelles conclusions avez-vous tirées de la Fête 75 ?
— Qu'elle avait été bien accueillie, et par tout le monde, alors que certains spectacles n'étaient pas « évènements », dit Yves Mourousi. Il fallait commencer bien plus tôt — avant les vacances. Je devais aussi diversifier les manifestations... On ne peut pas présenter seulement des grands spectacles, du cirque ou des revues de la gendarmerie. Mon métier de journaliste, me mettant au carrefour des activités culturelles, j'ai rencontré beaucoup d'artistes qui ont manifesté le désir de s'intégrer à la fête.

« L'an prochain, je voudrais m'associer avec le Festival d'Ab-en-Provence et monter, pourquoi pas ?, Pergolèse. Il est scandaleux d'écarter des crédits énormes pour des spectacles que l'on ne donnera que dix jours de suite. C'est ce que l'on fait pour l'Opéra. L'exclusivité m'impose pas, j'estime que toute la France doit profiter de ce que l'on donne dans les festivals — à Avignon notamment. Avec cette idée qu'il faut casser le mur d'incompréhension qu'il y a entre les gens et la connaissance.

« Être directeur artistique d'une fête aux Tuileries, cela offre quelle marge de liberté et quelles contraintes ?

« Je fais ce que je veux. Je prends toutes les initiatives. Je coordonne. D'abord, je frappe aux portes dont je prévois qu'elles s'ouvriront. Je suis allé voir les Bouglions et Jean Richard. Je leur ai dit : je vous donne les autorisations et vous me faites le plus beau spectacle de cirque. Comme tous ceux qui sont là, en contrepartie, ils prendront en charge leur propre exploitation et verseront une concession pour l'éclairage.

« Chacun doit se sentir concerné ; nous parlons pour la même aventure. Je n'ai aucune subvention pour cette fête. Pas un sou de crédit, ni de l'Office du tourisme, ni du secrétariat d'Etat à la culture. Il y a seulement un mécène qui s'amuse, et mes idées de tout. Le mécène donna 200 millions au lieu de dix. Moi, je ne suis pas payé, je travaille avec des bouts de ficelle, et j'ai fait appel à des amis pour m'aider.

« Les gens qui sont ici, comme Jean-Pierre Bouvier et le TAP, font venir qui ils veulent. Mais je ne peux pas laisser faire n'importe

quel : il me faut être au courant, à tout moment savoir où les choses se passent et comment ; parce que s'il y a des dégradations, c'est moi le responsable. Tous les matins, le conservateur est là, il m'apporte sa collaboration, mais je lui dois un respect tout du patrimoine que l'on m'a confié.

« Croyez-vous à l'animation spontanée ?

« Moi, plus il y a de choses, plus je suis content. Il suffit que je sois prévenu pour déterminer un emplacement aux artistes.

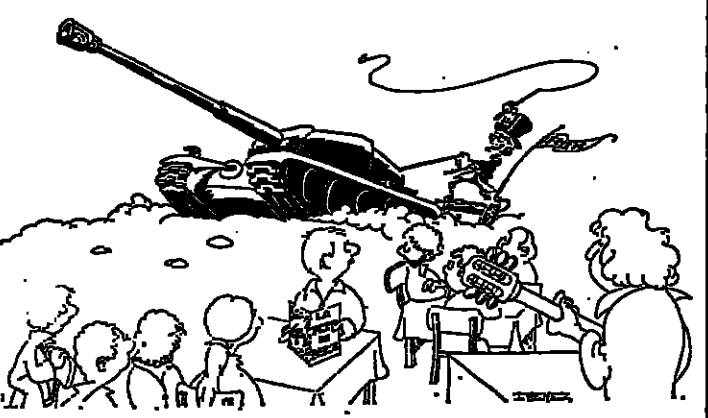
« S'installer aux Tuileries, cela veut dire aussi qu'on se trouve à un point de rassemblement : ici,

c'est l'armée. De toute façon, rappelez-vous le succès des Nuits de l'armée au Vol d'Hiv.

« Non, je ne suis pas l'instrument d'une politique de prestige (enfin, si, du point de vue touristique, c'est vrai : je sers le prestige de Paris). Et je ne me considère pas comme une anti-fête du parti communiste. Lors des trois journées consacrées au livre, M. Malraux comme M. Marchais pourront venir signer leurs ouvrages, chacun devant son stand.

« Louis XIV disait : les peuples se plaisent aux spectacles ; par là nous tenons leurs cœurs et leurs esprits.

« Oui, le pain et les jeux. Et



c'est la place du village Paris, où les gens viennent, tout le monde, et le ne vérifie pas les idées politiques de mes visiteurs. Je mets l'animation au service de la communauté multiculturelle, pas au service de quelque formation que ce soit.

« On constate l'intervention de quatre ministères.

« La fête n'est pas une affaire de gouvernement ou d'orientation politique. C'est la centième anniversaire du téléphone. J'ai demandé à M. Ségard d'organiser une exposition : ce n'est pas politique ! Je fais appel à l'armée, mais c'est que je n'ai pas les moyens de faire autrement : sans elle, pas de jeux pour les enfants. Et si je veux donner de grands spectacles, je n'ai pas le choix : l'armée fait venir le Bolchoï ou même une cour du Palais des papes dans le style de Vilar. Mais je ne peux pas. Alors

alors ? Je me plais au spectacle, et on ne me « tient » pas. Et puis ne me parlez pas de période électorale : difficile : il y a derrière tout cela la déliquescence du monde politique français et des affrontements personnels qui n'intéressent personne. Le mécontentement existe et il a des causes précises. Mais on ne construit rien sur des litières permanentes. Et on ne « dénoue » pas les esprits par des distractions. Il y a le niveau de vie et l'emploi. Mais la fête est en dehors de tout cela. L'emploi et le niveau de vie n'empêchent pas les gens d'être des hommes, d'aimer le cinéma et la décontraction du dimanche en famille aux Tuileries. Ses soucis, on les laisse à l'entrée. Moi, pendant deux heures, j'offre un supplément de joie de vivre.

Propos recueillis par
CLAIRE DEVARIEUX.

PARIS
EN
FÊTES

Une Fête 76, et une Fête de Paris : l'une se tient actuellement aux Tuileries et durera tout l'été ; Yves Mourousi en est le directeur artistique. L'autre, « pour le socialisme et la liberté », c'est celle qu'organise pour la première fois la fédération de Paris du parti communiste. Deux conceptions. Presque deux manières de faire « la fête ».

DU DIPLOME
D'ÉTAT
AU C.A.P.La cigale
ayant dansé
tout l'été...

ON assiste actuellement à un engouement durable du public pour la danse, et à un irrésistible besoin de créer chez les jeunes chorégraphes. Partout, les cours prolifèrent, les stages fleurissent. Au fur et à mesure que la danse passe du stade de divertissement à celui de moyen de communication, le fossé entre spectateurs et interprètes s'amenuise.

Paradoxalement, cet essor atteint un art qui, sur le plan de l'organisation professionnelle, a un siècle de retard.

L'étude de la danse en France ne fait pas partie de l'enseignement général. Elle est dès lors réservée à l'enfant que les basses de l'existence — situation familiale, lieu d'habitation — auront mis sur le chemin d'un conserva-

toire ou d'un cours privé. S'il entend assumer pleinement sa vocation, il va devoir, au gré d'une brève et difficile carrière, courir, pour survivre, d'un contrat temporaire à un cachet, avec comme seule alternative (après la quarantaine) d'enseigner à son tour.

Le danseur doit s'entraîner chaque jour pour conserver sa forme. Encore étudiant, il est amené à donner des leçons pour financer ses propres cours de perfectionnement ou des stages coûteux, nécessaires à l'élargissement de son registre d'expression. On comprend alors que l'enseignement privé, entièrement libre et incontrôlé, soit parfois devenu une source d'abus. Les vrais pédagogues, las de voir arriver chez eux des enfants irrémédiablement abîmés par des exercices inadaptés, ont réclamé des ministères de tutelle (affaires culturelles, jeunesse et sports, éducation nationale) une réglementation du professorat par la création d'un diplôme d'Etat. La loi a été votée le 1^{er} décembre 1965. Restait à en fixer les décrets d'application, qui suscitèrent d'innombrables consultations et séances de travail. Dix ans après son vote, la loi demeure lettre morte. Le nouveau secrétaire d'Etat à la culture, M. Michel Guy, a relancé l'affaire en octobre dernier. Étant à préciser la nature et les modalités des épreuves du diplôme. Le texte s'achoppa sur un détail qui se trouve sans doute dans un tiroir de Valois. Les spécialistes sifflèrent qu'il est parfaitement viable. On peut penser que M. Michel Guy n'a guère envie de se battre pour une loi dont l'application sera une source supplémentaire de déboires et de contestation.

Pendant ces dix années où le goût de la danse a réellement progressé, chacun s'est installé dans le provisoire. Des professeurs regroupés en fédérations et en académies décernent leurs propres diplômes. De son côté, le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, en particulier, a créé un brevet d'Etat d'expression corporelle, source de confusion. Les affaires culturelles s'intéressent plus particulièrement aux écoles de musique contrôlées par l'Etat. Elles disposent là d'un quadrillage efficace avec les conservatoires de région, les conservatoires agrégés, les écoles nationales de musique (le Conservatoire national supérieur de Paris étant indépendant). Un effort a été entrepris pour aménager l'enseignement de la danse, considérée encore dans beaucoup de ces établissements comme une parenthèse pauvre. Pour les non-professionnels, on remarque une intéressante initiative : la création d'un diplôme de fin d'études chorégraphiques. Celui-ci n'a aucun rapport avec le diplôme d'Etat prévu par la loi de 1965 ; cependant, les matières enseignées placent d'emblée ceux qui l'auront acquis dans les meilleures conditions possibles pour le professorat. Face à ces aménagements, l'enseignement de la danse au Conservatoire de Paris n'en paraît que plus rétrograde et inadéquat. Mais la récente nomination d'un jeune professeur dynamique, Alain Davames, peut apporter des changements.

La danse moderne complique encore les choses : à la différence de la danse classique, elle ne repose pas sur un vocabulaire codifié. C'est plutôt une technique d'entraînement valant surtout les écoles. Comment en réglementer l'enseignement ? M. Michel Guy,

pour l'instant, l'envisage sous la forme de stages périodiques donnés par les grands maîtres (ainsi Merce Cunningham, cet été, à Avignon, Nikolaï en septembre à Paris).

Le diplôme d'Etat reste en suspens. Et tout qu'il est question maintenant de la création, à l'initiative de l'éducation nationale, d'un certificat d'aptitude professionnelle de danse (C.A.P.). Le projet a été mis en discussion le 13 avril, au cours d'une commission consultative (section spectacle) réunissant des représentants de l'éducation nationale, des affaires culturelles, de la profession et des syndicats. Ce projet envisage une formation du danseur sanctionnée par un examen. Deux temps sont prévus : une formation initiale (cours élémentaire, moyen et supérieur, avec la possibilité de suivre un enseignement général dans les lycées) et deux années de formation d'apprentissage selon les options danse classique ou comédie musicale. Les établissements, habilités à préparer ce C.A.P., seraient tout naturellement amenés à bénéficier des avantages consentis aux autres branches de la formation professionnelle (le 1^{er} versé par les sociétés industrielles et commerciales à la taxe d'apprentissage). Certains unités d'enseignement sont déjà prévues pour la rentrée : l'AID (Académie internationale de danse) à Paris, le centre Rosella Hightower à Cannes, l'école de Lucien Mars à Lyon. (d'autres vont certainement présenter leur candidature).

Les détracteurs de ce C.A.P. lui reprochent de créer des usines à chômeurs. Ses partisans estiment qu'il réduira ce chômage, actuellement estimé à 80 %, en adaptant la formation des danseurs à la demande d'employeurs

comme la télévision, par exemple, qui réclame des artistes préparés à la comédie musicale aussi bien qu'au ballet traditionnel.

Les syndicats, eux, sont plutôt favorables avec des nuances et des mises au point. Pour le chorégraphe Serge Kienin (F.O.), l'instauration du C.A.P. est l'annonce d'une organisation de la profession : « Aujourd'hui, constate-t-il, le danseur n'est ni un étudiant ni un travailleur ; il est censé pratiquer un art d'agrément. Reconnaître sa qualification, c'est le reconnaître en tant qu'individu social et lui en reconnaître les avantages. Cependant, un certificat d'aptitude professionnelle doit avoir son prolongement dans une organisation de la formation continue, la création d'un ballet de France permettant d'utiliser les stagiaires du C.A.P. et de faire circuler les spectacles en province. »

La S.F.A. (syndicat C.G.T.) est encore plus catégorique : « Nous acceptons le principe d'un C.A.P. de la danse, explique Serge Baudouin. Mais l'actuel projet n'est qu'une base de discussion. Le C.A.P. c'est bien, à condition qu'il existe quelque chose en amont et en aval. »

L'initiation de base devrait être dispensée tout naturellement à l'école ou au conservatoire. « A l'école, il devrait y avoir un « bac » danse comme il existe un « bac » musique. Dans les conservatoires, la danse ne devrait plus dépendre du département musical mais être autonome. »

La préparation d'un C.A.P. ne doit pas être une source de profit pour des cours privés. L'enseignement de la danse ne peut être que gratuit. Il faut donc qu'à partir du C.A.P. soit créé un lycée technique relevant du ministère

LA FÉDÉRATION DU P.C.F.

Plaisir,
connaissance et lutte

CHACQUE fois, il y a confusion : « C'est déjà la fête de l'Humanité ? », s'étonnent-ils, au courant, à qui l'on a parlé d'une fête du parti communiste. « La fête de Paris... Celle d'Yves Mourousi ? », s'enquière-t-elle ceux qui se sont contentés de jeter un coup d'œil aux affiches, ou au tract qu'on leur a tendu.

On a pris l'habitude de voir revenir chaque année toutes sortes de fêtes en forme de week-end. Il faudra donc dorénavant leur adjoindre cette fête de Paris, organisée par la Fédération parisienne du P.C. : au printemps, parce qu'il y avait là un espace disponible.

Les organisateurs tiennent à le préciser : elle est très différente de la fête de l'Humanité, qui se situe à un niveau national, qui a lieu dans un parc paysager en dehors de Paris, et qui sert à faire vivre le journal. La direction politique de Paris nous avait chassés de la capitale, et il nous fallait y revenir, faire comme toutes les autres fédérations, avoir sa fête, sur place. Il s'agissait de faire un grand rassemblement, en reprenant les thèmes du vingt-deuxième congrès, et en tenant compte de ce besoin de la fête qui revient. Sans pour autant « confondre vision pastiche et vision historique », la fédération souhaite faire revivre des traditions populaires, recréer l'animation des boulevards, du temps où il était naturel d'entendre un orgue de Barbarie au coin de sa rue.

« Les luttes et les fêtes sont toujours allées de concert, et les grandes dates de l'histoire du mouvement populaire, 1904, la Libération, ont été des moments de réjouissances, constatent les responsables. Ainsi, nous tenons à ne pas dissocier ces trois termes : plaisir, connaissance, lutte. Le plaisir, c'est toute cette culture à laquelle les Parisiens n'ont pas accès, ce sont les distractions, et ces expositions pour lesquelles ils se déplacent parfois lors des fêtes communales parce qu'ils ont confiance dans notre choix. Le plaisir est en tous les cas profondément motivant, et c'est par là que s'ouvrent les

esprits. Evidemment, on peut se servir de cela pour détourner les gens du combat quotidien, comme ça, en quelque sorte.

« Il y a quinze ans, c'était faire acte d'allégeance au parti communiste que de participer à la fête de l'Humanité. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. L'image de marque s'est élargie, et nous avons pris soin, dans les débats, d'élever les questions traditionnelles : le P.C. et les jeunes, le P.C. et les femmes, etc. Là, nous nous adressons à un public concerné, pas forcément politique, et tous les aspects de la vie seront représentés : « Un travail intéressant pour chaque un, est-ce possible pour les jeunes ? » « Être cadre en France aujourd'hui, qu'est-ce que cela veut dire ?... Différentes sensibilités politiques seront confrontées.

La montée des sections

Un architecte décorateur a pris en charge l'aménagement du pavillon Balard de La Villette, soit 3 hectares couverts. Ils seront « répartis en trois zones : une zone militante, à un bout, l'espace consacré aux spectacles à l'autre et, au milieu, formant tampon, le restaurant. Tout est prévu pour que les sections qui auront leur siège n'aient pas à se préoccuper de toute la partie technique et matérielle, afin de concentrer leurs efforts et leur imagination sur le contenu de leurs activités. Dans le premier tiers du pavillon, les sections vont donc s'installer et prendre en charge une animation qui constituera une « fête dans la fête ».

« Par la suite, il faudra que la fête soit préparée toute l'année dans les sections : ce sera une activité décentralisée, qui se déplacera pour se constituer à La Villette — et non pas une création artificielle », préconisent les organisateurs, qui ont cette image réjouissante : toutes les sections « montent » en défilés colorés et joyeux vers La Villette... — Cl. D.

de l'éducation nationale, comme c'est le cas pour l'art dramatique avec l'Ecole de la rue Blanche. Ce projet de C.A.P. est intéressant, si on le considère comme un élément d'une structure qui reste entièrement à mettre en place. En attendant, il est assez dramatique de penser qu'ailleurs que la danse tout d'une immense faveur auprès du public, on ne compte plus qu'un millier d'artistes, dont les deux tiers de femmes. C'est une profession qui est en train de mourir.

Si l'on prend les Etats-Unis ou l'Union soviétique, où la danse est en plein épanouissement, on doit constater que chacun, à sa manière, assure aux danseurs une ouverture d'esprit qui va au-delà d'un enseignement purement technique : il s'agit d'une question d'environnement culturel, d'un problème d'enseignement général et pas seulement d'enseignement artistique.

La danse aujourd'hui a tendance à se glisser partout parce que notre civilisation redécouvre le corps et le geste : elle se place au jardin d'enfants et dans les clubs du troisième âge, dans les clubs de vacances comme dans la thérapie de groupe. Partout, on se tourne vers l'animateur.

Lors du dernier concours chorégraphique de Bagnolet, une motion a été soumise au public, à l'issue d'un débat réunissant plus de cinq cents chorégraphes, danseurs et amis de la danse autour du rapporteur communiste des affaires culturelles, M. Jack Bailly ; elle fait écho aux problèmes évoqués ici. Ceux-ci ne seront résolus que lorsque l'on admettra que la danse est un art : il s'agit moins d'une question de réforme que d'état d'esprit.

MARCELLE MICHEL.

AU MUSÉE GUIMET, PROGRAMMEŒUVRE X : CORDES - VOIX

CRÉATIONS
ŒUVRE DESCHAPIRA
LACHARTRE
HALLFTERLUNDI 3 MAI
à 21 h.Prix des places : 15 francs ;
réduction : 7 francs Alpha, Copar-
Gros : 7 francs ; ouverture du
guichet de vente le soir même
au Musée Guimet dès 20 h. 30LE TRIO A CORDES FRANÇAIS
L'ENSEMBLE DE CORDES DE L'A.C.I.C.
et en solistes :

Marie HANOTIS, basse-récitant, et Philippe MULLER, violoncelle

Direction : CRISTOBAL HALFTER

ASSOCIATION POUR LA COLLABORATION DES INTERPRÈTES ET DES COMPOSITEURS

STUDIO MARIGNY
Centre Marigny - Bât. 2072
Métro: Champs-Élysées - Orléans
à 14 h. et à 19 h. 30

LE CHAGRIN ET LA PITIÉ
de Marcel OPHULS

Le Secrétariat d'Etat à la Culture
la Ville de Paris
présentent dans le cadre de :

LA FÊTE
direction artistique Yves Mourousi

MAI
Lundi 3 - mardi 4 à 20 h 30
WARTEN AUF GODOT
(en attendant Godot)
de Samuel Beckett
par le Schiller Theater de Berlin

du 5 au 12 à 20 h 30
BETTINA JONIC
chante Brecht et Dylan

du 13 au 21
marionnettes
de Jacques Voyet
par le Théâtre de l'Enfance

20 h 30 - **LA MORT BLANCHE**
conte inédit japonais

22 h - **UNE MESSE POUR BARBE-BLEUE**
du 24 au 29 à 20 h 30

AMERS
d'après l'œuvre de St-John Perse
réalisation Guy Schellley

PELITE SALLE
du 17 mai au 5 juin à 20 h 30
CHRYSSOTHEMIS
de Yannis Ritsos
avec Catherine Sellers
mise en scène Pierre Tabard

JUIN
du 31 mai au 10 juin à 20 h 30
LES BALLET DE NANCY
chorégraphies de G. Caculleanu

du 24 juin au 3 juillet à 20 h 30
LES ZACCHARIENS
par le Théâtre Koun de Grèce

JUILLET
du 5 au 17 à 20 h 30
LE BALADIN DU MONDE OCCIDENTAL
de Sygne

du 19 au 31 à 20 h 30
LA DOUBLE INCONSTANCE
de Marivaux
mise en scène Jacques Rosner
par le Jeune Théâtre National

tous les jours sauf dimanche
THEATRE DORSAY
7, quai Anatole-France - Paris 7^e
tél. 548.65.90

location ouverte
théâtre - agences - Tuileries

Quand la maîtrise du corps
touche à la perfection...

AMIEL
Jusqu'au 2 mai inclus
Théâtre de la Plaine - 842-32-25
13, rue du Général-Gaillard, 13^e

CENTRES CULTURELS
ETRANGERS

CENTRE CULTUREL CANADIEN
5 rue de Constantine - 7^e

JOURNÉE PIERRE MERCURE
9 h - 17 h : exposition de photos
et partitions, audition
de disques

17 h 45 :
diaporama
conférence de Lyse
Richer-Lortie

18 h :
« PIERRE MERCURE
FAT-IL DE L'AUTO-
MATISME EN MU-
SIQUE ? »

19 h :
film de Ch. Gagnon
PIERRE MERCURE
(1927-1966)

19 h 30 :
buffet campagnard
(15 F)

20 h 45 :
concert de l'Orchestre
de Chambre Paul
Kuentz

Bach, Haydn (soliste Denis Broth),
Vivaldi et « Divertissement pour
quatuor à cordes et orchestre à
cordes » de Pierre MERCURE

CENTRE CULTUREL ITALIEN
50 rue de Varenne - 7^e

Mardi 26 avril, 20 h 30
LES ÉDITEURS ITALIENS
LA MAISON D'ÉDITIONS
G. LATERZA
Exposition et Table Ronde

CENTRE CULTUREL SUÉDOIS
11 rue Payenne - 3^e

Jusqu'au 15 mai
Tous les soirs à 20 h. 30
(relâche lundi, mardi et vendredi
30 avril)

LA NUIT DES TRIBADES
pièces de Per Olov Enquist
« Strindberg et le M.L.F. »
des années 1880 -
Jusqu'au 5 juin

ANDERS HOLMQUIST
drapeaux - wind-objets -
tous les jours de 14 h à 18 h

Vendredi 30 avril, 21 h
FÊTE DE WALPURGIS
ensemble de cuivres de Stockholm
musique - danse - jeux
Participation aux frais.
Réservation : 277-77-30.

Expositions

Tous les musées nationaux seront
fermés le samedi 1^{er} mai.

ANDRÉ DUNOYER DE SECONZAC
— Gravures des Tuileries (973-
99-48). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h. :
le mercredi, jusqu'à 22 h. Entrée :
le samedi, 5 F. Jusqu'au 3 mai.

— Œuvres de guerre 1914-1918.
Musée des deux guerres mondiales,
hôtel des Invalides (551-50-02). Sauf
mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche,
de 14 h. à 18 h. Entrée : 4 F. Jus-
qu'au 30 mai.

ICÔNES BULGARES IX-XIX^{SIÈCLES}
Petit Palais (285-50-21). Sauf
mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 8 F ;
le samedi, 5 F. Jusqu'au 14 juin.

L'ART ESPAGNOL DU
SIXIÈME D'OR : DE GRECO A
VELASQUEZ — Petit Palais (voir
ci-dessus). Jusqu'au 14 juin.

ANTONIO RECALCAT — Empreintes
1960-1962. — Centre national d'art
contemporain, 31, rue Berryer (287-
46-84). Sauf mardi, de 12 h. à 19 h.
Entrée : 4 F. Jusqu'au 10 mai.

LA CIRQUE ESPAGNOL DU
SIXIÈME D'OR : DE GRECO A
VELASQUEZ — Petit Palais (voir
ci-dessus). Jusqu'au 14 juin.

ANTONIO RECALCAT — Empreintes
1960-1962. — Centre national d'art
contemporain, 31, rue Berryer (287-
46-84). Sauf mardi, de 12 h. à 19 h.
Entrée : 4 F. Jusqu'au 10 mai.

LA CIRQUE ESPAGNOL DU
SIXIÈME D'OR : DE GRECO A
VELASQUEZ — Petit Palais (voir
ci-dessus). Jusqu'au 14 juin.

YVES A. L'ÉCOLE — Grand
Palais (285-50-21). Sauf
mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 8 F ;
le samedi, 5 F. Jusqu'au 14 juin.

**SALON DES ARTISTES FRAN-
ÇAIS : LA LIBERTÉ** — Grand Palais
(181-28-88). Tous les jours (y com-
pris les jours fériés), de 10 h. à 19 h.
Entrée : 8 F. Jusqu'au 11 mai.

LES PAYSAGES DE PIERRE
HENRI DE VALENCIENNES (1750-
1819). — Musée du Louvre, entrée
porte Janvier (voir ci-dessus). Sauf
mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche,
de 14 h. à 18 h. Entrée : 7 F. Le
dimanche : 3 F. Jusqu'au 3 mai.

CA S'Y VIT — Musée d'art
moderne de la Ville de Paris, 11, avenue
du Président-Lafont (720-85-46).
Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le
dimanche, de 14 h. à 18 h. Entrée : 5 F. (gratuite le
dimanche). Jusqu'au 16 mai.

LES PAYSAGES DE PIERRE
HENRI DE VALENCIENNES (1750-
1819). — Musée du Louvre, entrée
porte Janvier (voir ci-dessus). Sauf
mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche,
de 14 h. à 18 h. Entrée : 7 F. Le
dimanche : 3 F. Jusqu'au 3 mai.

CA S'Y VIT — Musée d'art
moderne de la Ville de Paris, 11, avenue
du Président-Lafont (720-85-46).
Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le
dimanche, de 14 h. à 18 h. Entrée : 5 F. (gratuite le
dimanche). Jusqu'au 16 mai.

LES PAYSAGES DE PIERRE
HENRI DE VALENCIENNES (1750-
1819). — Musée du Louvre, entrée
porte Janvier (voir ci-dessus). Sauf
mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche,
de 14 h. à 18 h. Entrée : 7 F. Le
dimanche : 3 F. Jusqu'au 3 mai.

CA S'Y VIT — Musée d'art
moderne de la Ville de Paris, 11, avenue
du Président-Lafont (720-85-46).
Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le
dimanche, de 14 h. à 18 h. Entrée : 5 F. (gratuite le
dimanche). Jusqu'au 16 mai.

CA S'Y VIT — Musée d'art
moderne de la Ville de Paris, 11, avenue
du Président-Lafont (720-85-46).
Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le
dimanche, de 14 h. à 18 h. Entrée : 5 F. (gratuite le
dimanche). Jusqu'au 16 mai.

LES PAYSAGES DE PIERRE
HENRI DE VALENCIENNES (1750-
1819). — Musée du Louvre, entrée
porte Janvier (voir ci-dessus). Sauf
mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche,
de 14 h. à 18 h. Entrée : 7 F. Le
dimanche : 3 F. Jusqu'au 3 mai.

CA S'Y VIT — Musée d'art
moderne de la Ville de Paris, 11, avenue
du Président-Lafont (720-85-46).
Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le
dimanche, de 14 h. à 18 h. Entrée : 5 F. (gratuite le
dimanche). Jusqu'au 16 mai.

CA S'Y VIT — Musée d'art
moderne de la Ville de Paris, 11, avenue
du Président-Lafont (720-85-46).
Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le
dimanche, de 14 h. à 18 h. Entrée : 5 F. (gratuite le
dimanche). Jusqu'au 16 mai.

LES PAYSAGES DE PIERRE
HENRI DE VALENCIENNES (1750-
1819). — Musée du Louvre, entrée
porte Janvier (voir ci-dessus). Sauf
mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche,
de 14 h. à 18 h. Entrée : 7 F. Le
dimanche : 3 F. Jusqu'au 3 mai.

CA S'Y VIT — Musée d'art
moderne de la Ville de Paris, 11, avenue
du Président-Lafont (720-85-46).
Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le
dimanche, de 14 h. à 18 h. Entrée : 5 F. (gratuite le
dimanche). Jusqu'au 16 mai.

CA S'Y VIT — Musée d'art
moderne de la Ville de Paris, 11, avenue
du Président-Lafont (720-85-46).
Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le
dimanche, de 14 h. à 18 h. Entrée : 5 F. (gratuite le
dimanche). Jusqu'au 16 mai.

LES PAYSAGES DE PIERRE
HENRI DE VALENCIENNES (1750-
1819). — Musée du Louvre, entrée
porte Janvier (voir ci-dessus). Sauf
mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche,
de 14 h. à 18 h. Entrée : 7 F. Le
dimanche : 3 F. Jusqu'au 3 mai.

CA S'Y VIT — Musée d'art
moderne de la Ville de Paris, 11, avenue
du Président-Lafont (720-85-46).
Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le
dimanche, de 14 h. à 18 h. Entrée : 5 F. (gratuite le
dimanche). Jusqu'au 16 mai.

**S. CUKIL, MILOS, CYACH, RO-
MANELLO, SINO et M. STRAPAT-
SARIS** — Cité internationale des
arts, 18, rue de l'École-de-Ville, De
13 h. à 19 h. Jusqu'au 6 mai.

QUATRE VISAGES DE LA SUÈDE :
ALEXANDER, BAUM, JENSEN, TERJE.
Photographies. — Centre culturel
suédois, 11, rue Payenne (272-87-30).
Jusqu'au 8 mai.

DESSINS ET VOLUMES (Blake,
Cervantes, Giotto, etc.). — Centre
culturel suédois, 11, rue Payenne
(272-87-30). Sauf dimanche, de 14 h.
à 18 h.

ANTOINETTE PERRIER — Pho-
tographie Maison de l'Iran. Jusqu'au
8 mai.

HOLLYWOOD AU MARAIS. — Centre
culturel du Marais, 23, rue
des Frères-Saint-Jacques (272-73-52).
Jusqu'au 11 juillet.

GALEIES
TRENTA ESPAGNOLS. — Galerie
Sulzer, 8, rue d'Anvers (285-
54-88). Jusqu'au 14 mai.

**MASQUES ET VISAGES D'AMÉ-
RIQUE LATINE** (Canocho, Chavez,
Cogo, etc.). — Galerie des Grands-
Augustins, 16, rue des Grands-Augus-
tins (235-35-32). Jusqu'au 8 mai.

**CHILIDA, GARGALLO, GONZA-
LEZ, PENALBA**. — Galerie C. Mar-
tin, 22, rue de Valenciennes (278-
20-11). Jusqu'au 7 juin.

LES BORDS DE L'EAU. — Dessins,
aquarelles et huiles du XIX^e siècle.
Galerie de la Seine, 68, rue La Boétie
(222-20-12). Jusqu'au 30 mai.

TAPESTRIES — POLONAISES. —
Galerie Sini, 15, rue Etienne-
Mars (235-41-77). Jusqu'au 30 mai.

3 TEMPS D'ARMAN. — Artcurial,
9, avenue Malherbe (238-70-70). Jus-
qu'au 29 mai.

JACQUES BERNAR Peintures. —
Galerie Sulzer, 8, rue d'Anvers (285-
54-88). Jusqu'au 8 mai.

CLAUDE CLAVEL : Morsures sur
fer blanc. Médal promotion. 5, rue
des Capucins (238-70-70). Jus-
qu'au 6 mai.

CLAUDE CUSSINET : Pièces déta-
chées. Dessins 14-1875. — Galerie
J. B. Sini, 15, rue Etienne-Mars
(235-41-77). Jusqu'au 30 mai.

GRATUIT — Galerie Bama, 89, rue
du Bac (548-87-88). Jusqu'au 15 mai.

R. R. GIGER : Paysages biomécani-
ques. — 22, Galerie Véro-Dodat. Jus-
qu'au 5 mai.

GIRAUDOT : Gouaches et toiles
récentes. — Galerie de Varenne,
61, rue de Varenne. Jusqu'au 18 mai.

GRATUIT — 6, rue Jacques-Callot
(033-78-41). Jusqu'au 7 mai.

PAUL JENKINS : spectrum. Pein-
tures et aquarelles récentes. — Gale-
rie J. B. Sini, 15, rue Etienne-Mars
(235-41-77). Jusqu'au 30 mai.

CLAUDE LE-ANR : le travail des
dessins à l'aquarelle. Photographies. —
Galerie Hexagramme, 61, rue des
Saints-Pères (544-15-40). Jusqu'au
15 mai.

ALAIN LE FOLL : Dessins, litho-
graphies. — Galerie Laboulière,
88, boulevard de Courcelles (824-
03-85). Jusqu'au 29 mai.

ANDRÉ LWOFF : Peintures. — Ga-
lerie Alex Maguy, 89, rue du Fau-
bourg-Saint-Jacques. Jusqu'au 7 mai.

MILCOVITCH. — Galerie L. 85,
35, rue de la Pompe (304-51-34). Sauf
dimanche, de 14 h. à 19 h. Jusqu'au
4 mai.

NACCACHE : Régimes pour la rue
Vincent. — Galerie La Passerelle-
Saint-Louis, 3, rue Jean-du-Bellay
(832-30-53). Jusqu'au 20 mai.

BERNARD PAGES. — Galerie
G. P. 30, rue de Valenciennes (278-
74-33). Jusqu'au 23 mai.

PAULE SARAZIN : Huiles, gouaches.
— Galerie Transposition, 122, boule-
vard Raspail (238-75-80). Jusqu'au
8 mai.

PAUL TEEK. — Galerie A. Tolas,
150, boulevard Saint-Germain (222-
75-80). Jusqu'au 8 mai.

EN BANLIEUE
FONTENAY-SOUS-BOIS : Peinture
d'aujourd'hui (Adam, Allaud, Ar-
roy, Balme, etc.). — Hall de l'hôtel
de ville. Jusqu'au 14 mai.

GEYMET : Sculptures de Serraz.
— Service culturel, place de la Vic-
toire-du-8-mai-1945. Avril-mai.

MARCO-LI-ROZ : Luis Macias,

peintures. René Bodek, photogra-
phies. — Institut national d'éduca-
tion populaire, 11, rue W. Blum-
en-thal (554-49-11). Jusqu'au 31 mai.

SCEAUX : Cent photos constatant
la banlieue parisienne défigurée. —
Musée de l'Île-de-France, Chantiers
du château (561-06-71). Du 30 avril
au 30 mai.

VILLEPARISIS : L'œuvre architec-
tural en question (Babou, Birge,
Blondel, Cucco, etc.). — Galerie,
place Saint-Sébastien (427-45-65).
Jusqu'au 15 mai.

ET PROVINCE
ALLONNES (Sarthe). Festival in-
ternational d'art contemporain :
tapisseries, sculptures, art cinétique.
— Salons de l'hôtel de ville (23-
50-66). Jusqu'au 5 mai.

ARREAS : Alberto Magrelli, œuvre
graphique 1934-1970. — Centre No-
roît, 6, rue des Capucins (232-30-12).
Jusqu'au 10 mai.

BEAUVAIS : Saint-Martin-aux-Bois.
Images d'une abbaye. — Architecture
et paysage entre Gournay et Rouen.
— Musée départemental de l'Oise
(445-13-60). Jusqu'au 24 mai.

BORDAUX : Centre d'art plasti-
que contemporain (44-10-35) : Iden-
tité, Identifications : Accroci, Be-
nches, Boltanski, Castelli, etc. Salle
rue Ferrère. Jusqu'au 5 juin. — Andy
Warhol, peintures. Entrepôt.
Jusqu'au 22 mai. — Jean-Jacques
Morvan : Nait et Brouillard. Salle
La Renaissance, 14, rue des Fosses.

BOIS-GUILAUME (Seine-Mariti-
me). Georges Breuil. — Renseigne-
ments : 17, rue de l'Église (80-07-07).
Jusqu'au 31 mai.

BOULOGNE-SUR-MER : Paul De-
mery. — Bibliothèque municipale
des Annonciades (31-58-00). Jusqu'au
8 mai.

CAVALLOON : Winsberg. — Chapelle
du grand couvent (73-10-61). Jus-
qu'au 18 mai.

CHALON-SUR-SAONE : Tapisseries
de notre temps. — Renseignements
à la Maison de la culture. Jusqu'au
25 mai.

CHAMBERT : Lantigue 8 x 80. —
Maison d'art et d'histoire. Jusqu'au
9 mai.

CLANECY : Dessins anciens :
XVIII-XIX^e. — Hôtel de Beillegarde.
Jusqu'au 30 juin.

FILHOL : 19 mai. — Hôtel de Beillegarde.
Jusqu'au 30 juin.

CHARTRES : L'emploi de la pein-
ture : Babou, Cucco, Casadesu,

Fromangery, Le Bonich, Messac, Ra-
bascail, Muvet.
DREUX : Courant d'art. Sculptures
contemporaines, l'art de la mairie.
Jusqu'au 3 mai.

DUNKERQUE : Ex-voto marins du
Ponant. Musée municipal. Jusqu'au
7 juin.

MONTEUR : Jacques Fraugier :
Chapelle de croix. — L'Estuaire.
99, quai Sainte-Catherine (83-00-68).
Jusqu'au 20 mai.

J. HAVRE : Frédéric Lemaitre et
son temps. — Frédéric de Graville.
Jusqu'au 30 mai.

LILLE : Trente ans de donations
par les Amis du musée. Musée des
beaux-arts (57-01-34). Jusqu'au
23 juin.

LYON : Paulette et Jo Ciesla. —
Musée des beaux-arts (24-07-86). —
Louis Bancel, Sculptures, gravures,
dessins. — Musée de la Ville de Lyon-
Nord à Dardilly (35-10-41). Jusqu'au 8 mai.

MARCO-EN-BARGEUIL : Raoul Dufy.
— Septentrion (73-26-37). Jusqu'au
30 mai.

NANTES : Jacqes Baie : œuvres
textiles. Musée des arts décoratifs
(47-15-13). Jusqu'au 13 juin.

NICE : Lithographies de Chagall
pour « Les Tempestes de Shakespeare »
— Musée national. Messagerie biblique
Chagall (80-11-47). Jusqu'au 23 juin.

RENNES : Auteur de la danse. —
Maison de la culture. Jusqu'au
12 mai.

RENNES : Les Français dans la
guerre d'indépendance américaine.
Musée des beaux-arts.

SAINT-ETIENNE : Antiquités de
Chypre du musée du Louvre. Musée
d'art et d'industrie.

SAINT-OMER : Hommage à Fer-
rand Meunier. Musée de l'hôtel San-
dolin (38-00-94). Du 1^{er} mai au
30 juin.

SAINT-PAUL-DE-VENCE : Henri
Michaux, peintures. — Fondation
Maigret (38-81-83). Jusqu'au 10 juin.

STRASBOURG : Wola. — Musée de
l'Antenne-Douane. Jusqu'au 8 mai.

TOULOUSE : La vie quotidienne en
U.R.S.S. entre 1917 et 1933 rue par
son cinéma. Photographies. Théâtre
Grenier de Toulouse, 3, rue de la
Digue. Jusqu'au 29 mai.

THEATRE MODERNE
HOTEL DU LAC
de François-Marie BANIER
Mise en scène
d'André VOUTINAS
Location théâtre et agences

De 27 avril au 15 mai
Récital
JACQUES BERTIN
à la Cour
des Miracles
23, avenue du Maine (14^e)
Tél. : 548-65-90

STUDIO MARIGNY
LE CHAGRIN ET LA PITIÉ
un film de MARCEL OPHULS

LE CENTRE LYRIQUE POPULAIRE DE FRANCE
présente du 4 au 11 mai
DEUX BOUFFONNERIES
en forme musicale de
PERGOLESE - BERGMANS-REV DE VILLETTE
CRÉATIONS
régie Jacques Luccioni
THEATRE GERARD-PHILIPPE DE SAINT-DENIS
59 bd Jules Guesde - location théâtre 243.00.59, 243.18.92 - FNAC - agences

BALZAC ÉLYSÉES - MARIVAUX - PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT MONTPARNASSE
- PARAMOUNT ORLÉANS - PARAMOUNT MAILLOT - VILLAGE Neuilly - PUBLICIS Défense -
CARREFOUR Pantin - PARAMOUNT Orly - PARAMOUNT La Varenne - ÉLYSÉE 2 La Celle-Saint-Cloud

ÉLYSÉES LINCOLN v.o. - ÉLYSÉES POINT SHOW v.o. -
SAINT-LAZARE PASQUIER v.f. - LES 14 JUILLET v.f.
- LES NATIONS v.f. - GAUMONT SUD v.f. -
HAUTEFEUILLE v.o. - LUXEMBOURG v.o.

mords pas on t'aime!

BERNARD FRESSON
YVES COUDRAY
CATHERINE ALLEGRET

UN FILM D'YVES ALLEGRET

Produit par
YVES CIAMPI
Distribué par GEF / CEC

avec
JEAN-PIERRE DARRAS
SYLVIANE BRESSY
MICHELINE PRESLE

avec
FRANÇOIS BOYER
Sylviane Bressy
Michel Presle
Directeur de Production : YVES CIAMPI
Scénario de GUY DELOUVEAU

"Il faut absolument voir L'HONNEUR PERDU DE KATHARINA BLUM"

P. BOUTELLIER - France Inter

VOLKER SCHÖNDORFF - MARGARETHE VON TRÖTTA
HEINRICH BOEL

مركز الفن الحديث

ET DES SPECTACLES

Théâtres

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

Les salles subventionnées

OPERA (73-15-59). Les 28 et 30 (abon. V. 6). 19 h. 30 : Faust ; les 29 (abon. V. 6). 5 (abon. Me). 8 (coll. coll.). 20 h. 30 : Ariane et Barbe-Bleue ; les 6 (abon. Me). 8 (coll. coll.). 20 h. 30 : Nana (ballot) ; le 9, 20 h. 30 : Une heure de musique de chambre. Quatuor Debussy (Barok. Bruma).

COMEDIE-FRANCAISE. Théâtre Mignot (742-27-31). Les 30, 2, 3 (sauf relâche), 4, 5 et 6, à 20 h. 30 : les 2 et 3, 19 h. 30 : Le Verre d'eau. ODEON (232-70-32). (D. soir. L.). 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : l'Éveil du printemps (r. le 1^{er} mai).

PEITRE-ODEON (L. ma.). 18 h. 30 : Traffic, et à 21 h. 30 : le Mont-Pilate (jusqu'au 30 avril).

CHAILLOT (727-81-15). Grand-Théâtre. Les 28, 29 et 30 : la Bonne Aïe de St-Tobias.

TEP (636-79-09). (J. D. soir. L.). 20 h. 30 : Dans les eaux glacées du calcul égoïste (rel. le 1^{er} mai) ; le 6 à 20 h. 30 : London Sinfonietta. — Petit TEP (J. D. soir. L.). 20 h. 30 : Travail à domicile (le 1^{er} mai).

OPERA-STUDIO (742-58-69). à partir du 5 mai, à 20 h. 30 : Atelier chorégraphique Serge Koutou.

Les salles municipales

CHATELAIN (331-44-80). (D. soir. L.). 20 h. 30 : mat. dim. et dim. à 15 h. 30 : le Pays du sourire (rel. le 1^{er} mai).

NOUVEAU CARRÉ (277-28-40). (Dim. soir. L.). 20 h. 30 : mat. dim. et dim. à 15 h. 30 : Cloué Grise ; le 28, à 21 h. 30 : A la rencontre du petit matin. — Salle Papin, les 28, 29 et 30, à 20 h. 30 : Pedro Arco ; le 28, à 21 h. 30 : début ; jeudi : Jam folk ; ven. : Jam folk ; mar. : Chanson ; le 28, à 21 h. 30 : Concert de l'Institut ; le 2, à 14 h. 30, 16 h. et 17 h. 30 : Fête portugaise ; le 4, à 20 h. 30 : Damsrou.

THEATRE DE LA VILLE (897-35-39). Les 28, 29 et 30, à 18 h. 30 : Semaine de guitare ; à partir du 4 mai, à 18 h. 30 : Pierre Vassiliu ; les 28, 29, 30, à 18 h. 30 : Les Crucifixions de Saint-Barthélemy ; les 29 et 30, à 20 h. 30 : Biederman et les incendiaires.

Les autres salles

ANTOINE (266-77-71). (L.). 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : le Tuba (rel. les 28 et 29).

ATHEES (606-49-24). (L.). 21 h. 30, mat. dim. à 15 h. : Monsieur chasse.

ATHANOR DU MONTROUSIER. Les 28 et 29 à 21 h. : les Mâchotes d'or.

BIOTHEATRE OPERA (261-44-16). Les 28, 29 et 30 : les Serenades d'orange.

BOUFFES-DU-NORD (280-28-04). le 4 à 19 h. : les Prodiges.

BOUFFES - PARISIENS (073-87-94)

(J.). 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. : la Grosse. CENTRE CULTUREL SUEDOIS (272-51-50) (le 30, Lundi, Mardi). 20 h. 30 : la Nuit des Tribades. CENTRE CULTUREL DU XVII^e (227-06-41). 20 h. 30 (dern. le 30) : la Nuit des Tribades. COMEDIE CAUMARTIN (073-43-41). (J.). 21 h. 10, mat. dim. à 15 h. 15 : Boeing-Boeing. COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (330-57-03). (D. soir. L.). 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : A vos souhaits. COEUR DES MIRACLES (546-85-80). 21 h. 30 : dim. à 17 h. 30 (1^{re} partie), à 21 h. 30 (2^e partie) : la Fausse. DAUNOU (261-89-14). (J. D. soir.). 21 h. 30, mat. dim. à 15 h. : Monsieur Mame. DEUX PORTES (797-24-51). 20 h. 30 (dernière le 21) : le Chant du fauteur. ÉCOLE NORMALE SUPERIEURE (733-43-84) (Mer.). 20 h. 30 : Peer Gynt. ENTREPOTS NEY - CALBERSON (770-44-71). (D. soir. L.). 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : Pascale du Général Franco. ESPACE CARDIN (266-17-30). (D.). 21 h. 30 : Affabulation. ESSAÏON (278-48-42). (D. soir. L.). 20 h. 30, soirée suppl. le 1^{er} à 22 h. 30, mat. dim. à 16 h. : les Enfants d'Israël. FONTAINE (874-74-40). (D.). 21 h. : Jacques Martin. GAITE-MONTFARNASSE (632-16-18). 20 h. 45 (dernière le 30) : le Roi des coqs. GYMNASSE (770-18-15). (D. soir. L.). 21 h. 30, mat. dim. à 15 h. : Vieux ches mol, l'habile chez une copine. HUCIETTE (225-58-80). (D.). 20 h. 45 : la Cantatrice chauve. La Léon. LA BEUYERE (874-78-50). (D. soir. L.). 21 h. 30, mat. dim. à 17 h. : Ben Zimst. LE MANTOUT (225-50-13). les 28, 30, 1^{er} à 20 h. 30 : Don Juan Les mer. ; début ; jeudi : Jam folk ; ven. : Jam folk ; mar. : Chanson ; le 28, à 21 h. 30 : Concert de l'Institut ; le 2, à 14 h. 30, 16 h. et 17 h. 30 : Fête portugaise ; le 4, à 20 h. 30 : Damsrou.

STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES (339-39-88)

(D. soir. L.). 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. : la Fausse. THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE (589-38-68). Maison de l'Alcazar (D. J.). 20 h. 30 : Monsieur Mockingbird. A la gallerie (D. L.). 21 h. : Lucide. Au Grand Théâtre (D. L.). 21 h. : la Rumeur. A la Rampe (D. L.). 21 h. : Boomerang et Lena. THEATRE D'ODISSAY (546-85-80). les 3 et 4, à 20 h. 30 : Variations sur godot. D. (D. soir. L.). 20 h. 30, mat. dim. à 18 h. 30 : Portent de Dora, par le Cie Renaud-Barrault. THEATRE OBLIQUE (808-78-51) (L.). 21 h. 30, mat. dim. à 16 h. : Souverain d'un face. THEATRE DE PARIS (874-20-44) (D. soir. L.). 21 h. 30, mat. dim. à 15 h. : Des souris et des hommes (dernière le 31). THEATRE DE LA PLAINE (842-22-25). 20 h. 30, mat. dim. à 17 h. (dernière le 21) : le mime Amiel. THEATRE PRESENT (203-02-25). 20 h. 30 (dernière le 30) : le Chasseur. THEATRE 13 (389-05-69) (1^{er} J. soir. D. soir.). 20 h. 30, mat. à 14 h. 30, mat. dim. à 16 h. : Macbeth. THEATRE 347 (874-25-34). 21 h. (dernière le 30) : Macbeth. TROGLODYTE (222-53-54). à 22 h. : les 28, 29, 30, 1^{er} et 4 Kabat. VARIETES (261-09-21). (D. soir. L.). 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : l'Autre Valse.

Théâtres de banlieue

ANTONY. Théâtre F-Génier (866-02-74). le 29 et 30 h. 45 : Croque-Monsieur. ARGENTREUIL. Basilique, le 30 à 20 h. 45 : Ensemble 12 E 2 M (Ferre, Dubrovny, Mather, Boulez, von Weber). BOURG-LA-REINE. MJC (330-76-98). le 4 à 19 h. : Musique électro-acoustique avec N. Fries. CHELLES. CC (957-60-88). le 29 à 21 h. 30 à 14 h. : les Carabinières. COSSÉVELL-ESSONNES. CC. Pablo Neruda (499-57-60). le 30 à 21 h. : Percussions le Cercle ; le 4 à 21 h. : Colette Magny. EVRY. Agorà (877-93-50). le 30 à 21 h. : Pia Colombo. IVRY. Théâtre des Quartiers (872-37-43). les 28, 29, 30 et 21 h. : la Ballade de Mister Punch.

CHAILLOT

THÉÂTRE NATIONAL

CHAILLOT A BORDEAUX

Entrepôt Ligné du 27 au 30 avril

LE TRIANGLE

FRAPPE ENCORE

de MARCO

et PATRICE MESTRAL

e Marco retrouve en partie sa belle équipe d'acteurs : Bulle Ogier, Michèle Moretti, Pierre Clémenti. C'est le « Triangle » qui frappe encore...

Colette Godard, LE MONDE

« La musique de Patrice Mestral est partagée entre un opéra où s'affrontent l'écho déformé de F et l'opinion et le cœur du peuple. La mise en scène de Marco m'est l'idéalisme au défi... »

QUINZAINES LITTÉRAIRE

et à GEMIER

du 6 mai au 5 juin

7 27-81-15

SAINT-DENIS. Théâtre Gérard-Philippe (243-00-49). le 4 à 21 h. : Théâtre musical, par le Centre lyrique populaire de France (Pencolise, Berghmans et de Villotte).

SARTROUVILLE. Théâtre (963-33-73).

le 29 à 14 h. : le 30 à 10 h. et 14 h. : En attendant les oiseaux.

VINCENNES. Théâtre Daniel-Sorano (888-72-74).

le 29 à 14 h. 30 : les 3 et 4 à 21 h. : le Misanthrope ou Regards sur la folie du siècle de Louis XIV.

Les cafés-théâtres

AU BERCY-FIN (742-06-79) (D.). 20 h. 45 : N. Mona. 22 h. : Tchékov. 23 h. : Le fond de l'air est cou.

AU VRAI CHIC PARISIEN (338-73-34) (L.). 20 h. 30 : P. Font. 22 h. 15 : Le démocrate est arancée. S. et D. à 17 h. : Concert.

LES BLANCS-MANTEAUX (277-42-51) (D.). 20 h. 30 : Le tambour d'ailleurs. 21 h. 30 : Les Jeunes ; 22 h. 30 : Les Jeunes Broussard.

CAFE DODGAS (238-15-00) (D.). 19 h. 30 : La Méduse. 21 h. : Robert astéroïde-moi ! 22 h. 30 : Offenbach-Such. 23 h. 30 : Pissoune sur le secteur. 24 h. 30 : La chose.

CAFE-THÉÂTRE DE L'ODÉON (797-19-58). Mar. V. S. à 20 h. 15 : Ruis-die. L. et Mar. à 20 h. 15 : Arrabal.

CAFE DE LA GARE (278-52-51) (D.). 20 h. 45 : Le cracheur de phrases. 22 h. D. à 20 h. : Le graphique d'ailleurs.

COUPE-CHOU (272-01-73) (D.). 20 h. 30 : Je m'imagine pas ma vie, demain. 21 h. 30 : Néocid. 22 h. 30 : Chus, ça commence !

LE FANAL (231-68-16) (D.). 20 h. 30 : l'Orchestre. 22 h. 15 : Lady Module.

LE PETIT CASINO (747-82-75) (D.). 21 h. : NI trépasser ni couronner. 22 h. : J.-C. Montella.

LE SEIZENITE (832-53-14) (L.). 20 h. 30 : La jamaïcaine. 22 h. : Si seulement les fleurs n'étaient pas fanées. 23 h. : Psycho-parcha. 1^{er} à 20 h. : Pissoune. 21 h. 45 : C'est comme si vous vous promenez l'été dans un champ de pollen.

LA GROUPE PICHARD (778-67-43). 21 h. : La revanche de Louis XI.

LA VIEILLE GILIE (707-60-33) (L. Mar.). 21 h. : La solitude, ça d'entraîne pas. 23 h. : Les chants du cœur.

LA CLEF

cinéma pink splash ça bouge dans le LA CLEF DESSIN ANIMÉ!

POUR TOUS CEUX QUI ONT VU ET AIMÉ "VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU"

AU FEU... LES POMPIERS DE MILOS FORMAN



UGC MARBEUF - RACINE version originale sous-titré français

10^e SEMAINE

un véritable film populaire

de SERGUEI MIKAELIAN

LA PRIME avec EVGUENI LEONOV

LA CLEF, 21, rue de la Clef (5^e)

"Enfin un film Russe qui pose des questions au lieu de les résoudre" LE POINT

"Un des scénarios les plus palpitants que l'on ait vus depuis longtemps" ELLE

"Un morceau de bravoure technique sur un thème brûlant, en URSS" LE MONDE

SALLES CLASSÉES

CINÉMAS D'ART et d'ESSAI

(A.F.C.A.E.)

MAC MAHON

5, av. Mac-Mahon. Tél. 380-24-81

Mardi 28 - Samedi 1^{er}

L'INCIDENT

Jeu 29 - Lundi 3

DE SANG-FROID

Vendredi 30 - Dimanche 2 - Mardi 4

LA CIBLE HURLANTE

ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 1

20, rue Saint-André-des-Arts - 335-45-15

12 h. - 15 h. - 18 h. - 20 h. - 21 h. 30

COMMENT YU-KONG DÉPLAÇA LES MONTAGNES

OU L'AVENTURE DE LA CHINE

de Jiro IVERS et Marcelino LOUJIAN

ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 2

20, rue Saint-André-des-Arts - 335-45-15

14 h. - 16 h. - 18 h. - 20 h. - 22 h.

LE SOUPÇON

de MASSELLI

A 12 h.

CE GAMIN, LA

de RANNO VICTOR

A 24 h.

UNE FEMME EST UNE FEMME

de JEAN-LOUIS GODARD

2, rue Edmond-Fabron

33-AUBERVILLIERS

THÉÂTRE DE LA COMMUNE - 833-16-18

Mer. 20 h. - Ven. 22 h. - Dim. 18 h.

LA NUIT DES MORTS-VIVANTS

de G.-L. ROMERO

Mer. 22 h. - Dim. 16 h. - Mardi 20 h.

BELLADONNA, LA SORCIÈRE

(doublé japonais)

de EIKI YAMAMOTO

Vendredi 20 h. - Mardi 22 h.

METROPOLIS

50 FVIZ LANG

ST. BERTRAND

29, r. Bertrand. Tél. sur. 64-66

SANS PEUR ET SANS REPROCHE

avec W.-C. FIELDS

TAKING OFF

de MILOS FORMAN

MARIGNAN PATHÉ - LUMIÈRE - QUARTIER LATIN - GAUMONT THÉÂTRE - GAUMONT RIVE

GAUCHE - CONVENTION - CLICHY PATHÉ - GAMBETTA - C 2 C Versailles - FRANÇAIS Enghien -

MULTICINÉ Champigny - ARIEL Rueil - FLANADES Sarcelles - GAUMONT Evry

Après Les zozos, Pleure pas la bouche pleine et Le chaud lapin

La Surprise du chef



un film de Pascal Thomas

Produit par A.M.L.F. et LES FILMS DU CHEF-LIEU: LA SURPRISE DU CHEF (LA MAJORITÉ SILENCIEUSE 5). Scénario et dialogues de ROLAND D'UVAL et PASCAL THOMAS. Avec: ANNIE COLE, VIRGINIE THEVENET, PAPINO, HUBERT WATRINET. Musique de VLADIMIR COSMA. Distribué par A.M.L.F. PARIS.

PARAMOUNT ÉLYSÉES et ARLEZIN et SAINT-MICHEL et PARAMOUNT OPÉRA et
MAX LINDER et PLAZA et MOULIN ROUGE et PARAMOUNT MAILLOT et PARAMOUNT SAÏTE et
MELIES Intérieur et ALPHA Argenteuil et MÉAUX 12.2 et DAUME-GLANDHE Garges-Meuses et
CARREFOUR Pantin et PUBLICIS Diderot et PARAMOUNT ÉLYSÉES II La Cote-St-Cloud et
PARAMOUNT La Varenne et PARAMOUNT Ody et BUXY Val-d'Yerres et

ON RECHERCHE POUR LA C.I.A...
hommes désireux risquer leur vie !

TUEUR D'ÉLITE

JAMES CAAN ROBERT DUVALL
d'après le roman de SASI PROKOPIN
TUEUR D'ÉLITE
United Artists

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES et GAUMONT-OPÉRA et MAYFAIR et
BAUTTEVILLE et QUINTETTE et MONT-PARNASSE 85 et
GAUMONT CONVENTION et Clichy-Pathe et NATION et

★★★★ LA PLUS HAUTE RECOMPENSE ★★★★★
(New York Daily News)

PETER FALK GENA ROWLANDS
COLOMBO
une FEMME
SOUS INFLUENCE
un film de JOHN CASSAVETES

ASNIÈRES TRUCY et ÉPINALY ÉPICENTRE et MAISON ALFORT CLUB 123 et

GODSPELL

ATHENEE
073.82.23 et agences

ACTION CHRISTINE - OLYMPIC ENTREPOT

FUREUR DE VIVRE A LA JAMAÏQUE

TOUT, TOUT de suite

the harder they come
avec
Jimmy Cliff
un film de Perry Henzell
Interdit moins de 13 ans

USC MARBEUF - QUINTETTE - CONTRASCARPE - SAINT-LAZARE PASQUIER - CAMBRONNE

NOUVEL OBSERVATEUR - J.-L. BORY
Le grand film que nous attendions.

la spirale

FILM DE ARMAND MATTIELART - JACQUELINE MEPIEL ET VALÉRIE MAYOUX
AVEC LA PARTICIPATION DE CHRIS MARKER - JEAN-CLAUDE BLOY - JEAN-MICHEL FOLON ET FRANÇOIS PÉRIER

CONCORDE - MAXEVILLE
SAINT-GERMAIN HUCHETTE
MONT-PARNASSE PATHE
SAINT-LAZARE PASQUIER
Clichy-Pathe - DIDEROT
ARTEL Nopce - PARINORD Aubrey
ULIS Omy - CYRANO Vitraines
C.I.L. Saint-Germain
GAMMA Argenteuil

un film de
françois truffaut

L'argent de poche

C'est beau, un cinéaste
qui ne fait que ce qu'il aime.
EUROPE 1

MERCURY - GAUMONT MADELEINE
SAINT-GERMAIN STUDIO
MONT-PARNASSE 83
GAUMONT SUD - CALYPSO
CYRANO Versailles - FLANADES
Sarcelles - CALYPSO Viry-Châtillon

Devinez
qui vient
dîner ?...

les
œufs
brouillés

Warner Columbia Film

grâce à AIR FRANCE

GAGNEZ

voire voyage aux
ANTILLES
pour 2 personnes
en venant dîner
à la
CANNE A SUCRE
DINER-SPECTACLE : 125 F
renseignements et réservation :
BAB. 23-25
4, r. Ste-Beuve (9^e), F. dim. et lun.

Cinéma

Les films marqués (*) sont
interdits aux moins de treize ans,
(**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillet (704-24-34) :
MERCREDI 28 AVRIL - 15 h. :
L'argent de poche, de F. Truffaut, 18 h. 30.
D'après le roman de J.-L. Bory.
20 h. 30. Le jeune cinéma français
et le super-8 : 22 h. 30. Psyché,
d'A. Hitchcock.
VENDREDI 30 - 15 h. : La Dame
de Chambray, de G. W. Pabst.
18 h. 30. Gipsy, de J. Loewy.
20 h. 30. Champ-de-Mars, de J.
von Sternberg. 22 h. 30. Morituri,
de E. Visconti. 24 h. 30. Le Bague des
filles perdus, de M. M. Delgado.
SAMEDI 1^{er} MAI - 15 h. : Sous le
plus grand chapiteau du monde, de
G. W. Pabst. 18 h. 30. Un film
cannais, de G. W. Pabst. 20 h. 30.
Le Bague des filles perdus, de M. M.
Delgado. 22 h. 30. Le Bague des
filles perdus, de M. M. Delgado.
24 h. 30. Le Bague des filles perdus,
de M. M. Delgado.
DIMANCHE 2 - 15 h. : Marat-
Sade, de P. Brook. 18 h. 30. Gene-
ral des Amis, de D. Schroeder.
20 h. 30. L'audience, de M. Perregé.
22 h. 30. Duet, de S. Spielberg.
LUNDI 3 - Relâche.
MARDI 4 - 15 h. : Le Journal
d'Anne Frank, de G. Stevens.
18 h. 30. Le Faiseur de pluie,
de G. W. Pabst. 20 h. 30. Des prison-
niers et des enfants, de J.-L. Godard.
Centre culturel du Marais (278-
86-53). Tous les jours, à 20 h. 30
et 22 h. 30 : Hollywood au Marais.

LES FILMS NOUVEAUX

LA SPIRALE, film collectif fran-
çais : Studio de la Contre-
carpe. 8 (228-76-57), Quinette,
8 (228-45-45), Cambronne, 8
(734-42-88), U.G.C. Marbeuf, 8
(228-76-57).
L'OPÉRA DU HINDEN-
BURG, film américain de
R. W. Wise (v.o.), Danton, 8
(228-45-45), Strimling, 8 (228-
15-71), (v.o.), Rex, 8 (228-32-
93), Bretagne, 8 (228-76-57),
U.G.C. Gobelin, 15 (228-45-45),
Métrol, 15 (228-32-43),
Magic-Convent, 15 (228-45-45),
Métrol, 15 (228-45-45).
POUSSE-POUSSE, film cana-
dais de Daniel Kanwa : Jean-
Renol, 8 (228-45-45), La Cof, 8
(228-76-57).
ADIEU, MA JOLIE, film améri-
cain de D. Richards (v.o.),
Odéon, 8 (228-76-57), Sire-
nité, 8 (228-76-57), (v.o.),
U.G.C. Odéon.
Gaumont-Richelieu, 8 (228-
36-70), Montparnasse 83, 8
(228-45-45), Les Nations, 15
(228-45-45), U.G.C. Gobelin,
15 (228-45-45), Métrol, 15
(228-76-57), Clichy-Pathe, 15
(228-76-57).
JEUX DE CHATS, film hongrois
de K. Makk (v.o.), Studio
des Ursulines, 8 (228-76-57).
LA SÉRIEUSE DU CHIEF, film
français de P. Thomas : Gaum-
ont-Théâtre, 8 (228-76-57),
Quartier Latin, 8 (228-76-57),
Gaumont-Rive Gauche, 8
(228-76-57), Gaumont-Lumière,
8 (228-76-57), Gaumont-Con-
vention, 15 (228-76-57), Clichy-
Pathe, 15 (228-76-57), Gaum-
ont-Gambetta, 30 (228-76-57).
LA ROUTE DE LA VIOLENCE,
film américain de J. Kaplan
(v.o.), France-Elysées, 8 (228-
76-57), (v.o.), ABC, 8 (228-
76-57), Pauvette, 15 (228-
76-57), Cambronne, 15 (228-
76-57), Clichy-Pathe, 15 (228-
76-57).
CHANTONS SOUS L'OCCU-
PATION, film français de Ra-
oul, Studio Jean-Coccard, 8 (228-
76-57), Publicis Saint-Germain,
8 (228-76-57), Publicis Champs-
Élysées, 8 (228-76-57), Pa-
ramount-Opéra, 8 (228-76-57),
Métrol, 15 (228-76-57), Pa-
ramount-Maillot, 17 (228-76-57).
MORDRE PAR ON T'ADRES, film
français de J. Allégret : Mari-
telle, 8 (228-76-57), Balzac, 8
(228-76-57), Paramount-Mont-
parnasse, 15 (228-76-57), Pa-
ramount-Orléans, 14 (228-
76-57), Paramount-Maillot, 17
(228-76-57), Paramount-Mont-
parnasse, 15 (228-76-57).
TUEUR D'ÉLITE, film américain
de S. Seidman (v.o.), Arle-
zine, 8 (228-76-57), Arle-
zine, 8 (228-76-57), Pa-
ramount-Elysées, 8 (228-76-57),
(v.o.), Plaza, 8 (228-76-57),
Max-Linder, 8 (228-76-57), Pa-
ramount-Opéra, 8 (228-76-57),
Paramount-Gaté, 15 (228-76-57),
Métrol, 15 (228-76-57), Moulin-Rouge, 15
(228-76-57).

LE PETIT MARCEL (Fr.) : Mont-
parnasse-Pathe, 14 (228-76-57).
PINK FLAMINGOS (A. v.o.) : Ac-
tion-Christine, 8 (228-76-57).
PINK SPLASH (Fr.) : La Cof, 8
(228-76-57).
LE FLEUR DU SUPER (Fr.) : Haus-
mann, 8 (228-76-57), Biarritz, 8
(228-76-57).
LA PRIME (Sov., v.o.) : La Cof, 8
(228-76-57).
POLICE PYTHON 37 (Fr.) : Rex,
8 (228-76-57), Cluny-Palace, 8
(228-76-57), Beldor, 8 (228-76-57),
13-04 : Marien, 8 (228-76-57),
George-V, 8 (228-76-57), Caméo,
8 (228-76-57), Arlezine, 8 (228-
76-57), Pauvette, 15 (228-76-57),
Montparnasse-Pathe, 14 (228-
76-57), Gaumont-Convent, 15
(228-76-57), Victor-Reno, 15
(228-76-57), Les Images, 15 (228-
76-57).
LA SITUATION EST GRAVE, MAIS
PAS DÉSPÉRÉE (Fr.) : Balzac,
8 (228-76-57).
LE SOUPÇON (It., v.o.) : 14-Juillet,
11 (228-76-57), Saint-André-des-
Arts, 8 (228-76-57), Studio Pa-
nasse, 8 (228-76-57), (v.o.),
à 21 h.).
THE ROCKY PICTURE SHOW (A.
v.o.) : Luxembourg, 8 (228-76-57),
Elysées-Point-Show, 8 (228-
76-57).
LA TERRE DE LA GRANDE PRO-
messe (Pol., v.o.) : Syz, 8 (228-
76-57).
TOUT, TOUT DE SUITE (A. v.o.) :
Action-Christine, 8 (228-76-57),
Olympic-Entrepot, 15 (228-76-57).
LES TRANSPLANTES (Fr.) : Le
Marais, 8 (228-76-57), à 14 h.

Pasquier, 8 (228-76-57), 14-Juillet,
11 (228-76-57), Les Nations, 8
(228-76-57), Gaumont-Sud, 14
(228-76-57).
LUMIÈRE (Fr.) : Bonaparte, 8 (228-
76-57), Biarritz, 8 (228-76-57).
MAMMA ROMA (It., v.o.) : Marais,
4 (228-76-57), à 14 h., 18 h. et 22 h.
LA MEILLEURE FAÇON DE MAR-
CHER (Fr.) : Quintette, 8 (228-76-57),
35-40 : Biarritz, 8 (228-76-57).
MICHAEL (A. v.o.) : Marais, 4 (228-
76-57), à 14 h., 18 h., 20 h. 15 et
20 h. 30.
MONTY PYTHON, SACS CHAAL
(Angl., v.o.) : Studio Guja, 8 (228-
76-57).
L'OLIVIER (Fr.) : Le Marais, 4 (228-
76-57), à 14 h., 18 h. et 22 h. 30.
LES GENS DE O'VILLIERS (Fr.) :
Montparnasse 83, 8 (228-76-57),
Saint-Germain-Studios, 8 (228-
76-57), Mercury, 8 (228-76-57),
Gaumont-Madeleine, 8 (228-76-57),
Gaumont-Sud, 14 (228-76-57),
161 : Calypso, 17 (228-76-57).
L'ORDINATEUR DES POISSONS FU-
NÈRES (Fr.) : U.G.C. Odéon, 8
(228-76-57), Rotonde, 8 (228-
76-57), Strimling, 8 (228-76-57),
Heider, 8 (228-76-57), Liberté, 15
(228-76-57), Magic-Convent, 15
(228-76-57), Royal-Passy, 15 (228-
76-57).

Les grandes reprises

AU SEUL DES POMPES (Tchecosl.,
v.o.) : Ravelin, 8 (228-76-57), UGC
Marbeuf, 8 (228-76-57).
LE CHAGRIN ET LA FIÈRE (Fr.) :
Studio Marbeuf, 8 (228-76-57).
ACCATONE (It., v.o.) : La Pagode, 7
(228-76-57).
SAIS-SEUR ET SANS REPROCHE
(A.) : Studio Marbeuf, 8 (228-
76-57), à 20 h. 30, perm. et dim.
TAKING OFF (A. v.o.) : Studio Mar-
beuf, 8 (228-76-57), à 21 h.
v.o., perm. et dim.
LA TAVIERNE DE LA JAMAÏQUE (A.
v.o.) : Le Marais, 4 (228-76-57), à
14 h. et 22 h.
THÉOCHÈME (It., v.o.) : La Pagode,
7 (228-76-57).

Les séances spéciales

A CHEVAL SUR LE TIGRE (It.,
v.o.) : Le Marais, 4 (228-76-57), à
14 h. et 20 h.
AMERICAN GRAFFITI (A. v.o.) :
Luxembourg, 8 (228-76-57), à 10 h.,
12 h. et 24 h.
L'AUTRE (A. v.o.) : Châtelet-Vic-
toria, 15 (228-76-57), à 14 h. et 20 h.
CE GÉNIAL, LA (Fr.) : Saint-André-
des-Arts, 8 (228-76-57), à 12 h.
CRIS ET CRUCIFIXIONS (Suec.,
v.o.) : Châtelet-Victoria, 15 (228-
76-57), à 14 h., 20 h. et 22 h. (seam.
à 23 h.).
EASY RIDER (A. v.o.) : La Cof, 8
(228-76-57), à 12 h. et 24 h.
EL CHERQUI (Mar., v.o.) : Le Seine,
8 (228-76-57), à 12 h. et 24 h.
BAROLD ET MAUDE (A. v.o.) :
Luxembourg, 8 (228-76-57), à 10 h.,
12 h. et 24 h.
INDIA SONG (Fr.) : Le Seine, 8
(228-76-57), à 12 h. et 24 h. (sf. dim.).
PHANTOM OF THE PARADISE (A.
v.o.) : Luxembourg, 8 (228-76-57),
à 10 h., 12 h. et 24 h.
LA POURSUITE IMPOSSIBLE (A.
v.o.) : La Cof, 8 (228-76-57), à
12 h. et 24 h.
THX 1138 (Angl., v.o.) : La Cof, 8
(228-76-57), à 12 h. et 24 h.
UNE FEMME EST UNE FEMME
(Fr.) : St-André-des-Arts, 8 (228-
76-57), à 24 h.

Les festivals

STUDIO 28, 15 (228-76-57), mar.
Sous les pavés, la plage : Jeu.
Une fois de plus, les films de
la Cité des dangers : sam., le
Bon et les Méchants : dim., mar.
Un grand, deux associés, une cloche.
FRED ASTAIRE (v.o.), Ravelin,
15 (228-76-57), à 14 h. et 20 h.
Amazons, Gay Divorce, l'Entrepre-
neur, Mr. Petrov, Carlos, Top Hat,
LES VIOLENTES D'HOLLYWOOD
(v.o.), Olympia, 8 (228-76-57),
mar. : Le Brévier : jeu. : Le Sil-
lage : la violence : ven. : Lily
seam. : Nos plus belles années :
dim. : le Kid de Cincinnati :
lun. : Pastiche à Needle Park :
mar. : Prohibition interdite :
SCIENCE FICTION (v.o.), nuit du
1^{er} de 24 h. à 24 h.
MILO FORMAN CHEZ LUI (v.o.),
Bibouquet, 8 (228-76-57), jour
paire : l'Amour de Dieu : jour im-
paire : les Amours d'une blonde.
J. NICHOLSON (v.o.), Boite à Films,
17 (228-76-57), 15 h. : à 14 h.
place : 14 h. 45 : la Boite Por-
tante : 18 h. 15 : The King of
Martin's Garden : 18 h. 30 :
à 24 h. : Five easy pieces :
20 h. : Ce plaisir qu'on dit char-
nel : 22 h. : Easy Rider.
BRATLES (v.o.), Boite à Films, 17
(228-76-57), 15 h. : Help : 14 h. 30 :
Quatre garçons dans le vent :
16 h. : Let it be.
VISCOUNT (v.o.), Boite à Films, 17
(228-76-57), 15 h. : à 14 h.
Vénus : 21 h. 45 : les Dames.
40 ANS, 40 JOURS, 40 FILMS (v.o.),
Action-Christine, 8 (228-76-57),
mar. : Pénale : jeu. : la Fille sur
la balustrade : ven. : Adorable
voisine : sam. : Certains l'aiment
chaud : dim. : C'est par qui le
scandale arrive : lun. : les Mi-
fites : mar. : Lolita.
GRETA GARBO (v.o.), Action-La
Fayette, 8 (228-76-57), mar. :
Ninotchka : ven. : le Roman
de Monsieur Gaudier : dim. : mar. :
la Seine Christine.
S. POLLACE (v.o.), Action Répu-
blique, 11 (228-76-57), mar. : jeu.
Chien de paille : ven. : sam. :
Appareil-moi la tête d'Alfred
Garcia : dim. : lun. : mar. : la
force sauvage.
FERRERI (v.o.), Studio des Aca-
démies, 17 (228-76-57), 12 h. : le
Harem : 14 h. 30 : l'Audience :
16 h. 15 et 18 h. 45 : Dillinger
est mort : 18 h. : L'Am : 21 h. 15 :
Touche pas à la femme blanche.

L'ULTIME GARCONNIER (A.
v.o.) : Studio Média, 8 (228-
76-57).
UNE FEMME SANS INFLUENCE
(A. v.o.) : Quintette, 8 (228-76-57),
Gaumont-Sud, 14 (228-76-57), Gaum-
ont-Champs-Élysées, 8 (228-76-57),
V.I. : les Nations, 15 (228-76-57),
Montparnasse 83, 8 (228-76-57),
Gaumont-Opéra, 8 (228-76-57),
Gaumont-Convent, 15 (228-76-57),
42-27 : Clichy-Pathe, 8 (228-
76-57).
VOUS AU-DESSUS D'UN NID DE
COUCOU (A. v.o.) : Bouff-Mich,
8 (228-76-57), Paramount-Odéon,
8 (228-76-57), Publicis-Champs-
Élysées, 8 (228-76-57), Publicis-
Luxembourg, 8 (228-76-57),
Maison, 8 (228-76-57), V.I. :
Capri, 8 (228-76-57), Paramount-
Opéra, 8 (228-76-57), Paramount-
Bastille, 15 (228-76-57), Para-
mount-Gobelin, 8 (228-76-57),
Paramount-Orléans, 8 (228-76-57),
42-27 : Paramount-Montparnasse,
8 (228-76-57), Passy, 15 (228-
76-57), Paramount-Maillot, 17
(228-76-57), Secrétaire, 15 (228-
76-57).
LE VOTAGE DE NOÛES (Fr.) :
UGC-Odéon, 8 (228-76-57), Biar-
ritz, 8 (228-76-57), Paramount-
Opéra, 8 (228-76-57), Blumstein-
Montparnasse, 15 (228-76-57),
XALA (Sén., v.o.) : Noctambules, 8
(228-76-57).

Les films nouveaux

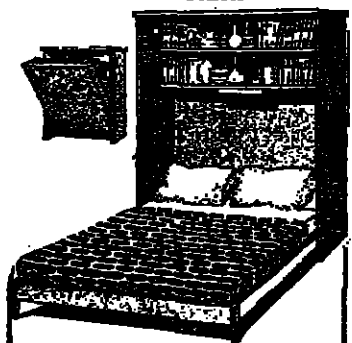
LA SPIRALE, film collectif fran-
çais : Studio de la Contre-
carpe. 8 (228-76-57), Quinette,
8 (228-45-45), Cambronne, 8
(734-42-88), U.G.C. Marbeuf, 8
(228-76-57).
L'OPÉRA DU HINDEN-
BURG, film américain de
R. W. Wise (v.o.), Danton, 8
(228-45-45), Strimling, 8 (228-
15-71), (v.o.), Rex, 8 (228-32-
93), Bretagne, 8 (228-76-57),
U.G.C. Gobelin, 15 (228-45-45),
Métrol, 15 (228-32-43),
Magic-Convent, 15 (228-45-45),
Métrol, 15 (228-45-45).
POUSSE-POUSSE, film cana-
dais de Daniel Kanwa : Jean-
Renol, 8 (228-45-45), La Cof, 8
(228-76-57).
ADIEU, MA JOLIE, film améri-
cain de D. Richards (v.o.),
Odéon, 8 (228-76-57), Sire-
nité, 8 (228-76-57), (v.o.),
U.G.C. Odéon.
Gaumont-Richelieu, 8 (228-
36-70), Montparnasse 83, 8
(228-45-45), Les Nations, 15
(228-45-45), U.G.C. Gobelin,
15 (228-45-45), Métrol, 15
(228-76-57), Clichy-Pathe, 15
(228-76-57).
JEUX DE CHATS, film hongrois
de K. Makk (v.o.), Studio
des Ursulines, 8 (228-76-57).
LA SÉRIEUSE DU CHIEF, film
français de P. Thomas : Gaum-
ont-Théâtre, 8 (228-76-57),
Quartier Latin, 8 (228-76-57),
Gaumont-Rive Gauche, 8
(228-76-57), Gaumont-Lumière,
8 (228-76-57), Gaumont-Con-
vention, 15 (228-76-57), Clichy-
Pathe, 15 (228-76-57), Gaum-
ont-Gambetta, 30 (228-76-57).
LA ROUTE DE LA VIOLENCE,
film américain de J. Kaplan
(v.o.), France-Elysées, 8 (228-
76-57), (v.o.), ABC, 8 (228-
76-57), Pauvette, 15 (228-
76-57), Cambronne, 15 (228-
76-57), Clichy-Pathe, 15 (228-
76-57).
CHANTONS SOUS L'OCCU-
PATION, film français de Ra-
oul, Studio Jean-Coccard, 8 (228-
76-57), Publicis Saint-Germain,
8 (228-76-57), Publicis Champs-
Élysées, 8 (228-76-57), Pa-
ramount-Opéra, 8 (228-76-57),
Métrol, 15 (228-76-57), Pa-
ramount-Maillot, 17 (228-76-57).
MORDRE PAR ON T'ADRES, film
français de J. Allégret : Mari-
telle, 8 (228-76-57), Balzac, 8
(228-76-57), Paramount-Mont-
parnasse, 15 (228-76-57), Pa-
ramount-Orléans, 14 (228-
76-57), Paramount-Maillot, 17
(228-76-57), Paramount-Mont-
parnasse, 15 (228-76-57).
TUEUR D'ÉLITE, film américain
de S. Seidman (v.o.), Arle-
zine, 8 (228-76-57), Arle-
zine, 8 (228-76-57), Pa-
ramount-Elysées, 8 (228-76-57),
(v.o.), Plaza, 8 (228-76-57),
Max-Linder, 8 (228-76-57), Pa-
ramount-Opéra, 8 (228-76-57),
Paramount-Gaté, 15 (228-76-57),
Métrol, 15 (228-76-57), Moulin-Rouge, 15
(228-76-57).

LES FILMS NOUVEAUX

LA SPIRALE, film collectif fran-
çais : Studio de la Contre-
carpe. 8 (228-76-57), Quinette,
8 (228-45-45), Cambronne, 8
(734-42-88), U.G.C. Marbeuf, 8
(228-76-57).
L'OPÉRA DU HINDEN-
BURG, film américain de
R. W. Wise (v.o.), Danton, 8
(228-45-45), Strimling, 8 (228-
15-71), (v.o.), Rex, 8 (228-32-
93), Bretagne, 8 (228-76-57),
U.G.C. Gobelin, 15 (228-45-45),
Métrol, 15 (228-32-43),
Magic-Convent, 15 (228-45-45),
Métrol, 15 (228-45-45).
POUSSE-POUSSE, film cana-
dais de Daniel Kanwa : Jean-
Renol, 8 (228-45-45), La Cof, 8
(228-76-57).
ADIEU, MA JOLIE, film améri-
cain de D. Richards (v.o.),
Odéon, 8 (228-76-57), Sire-
nité, 8 (228-76-57), (v.o.),
U.G.C. Odéon.
Gaumont-Richelieu, 8 (228-
36-70), Montparnasse 83, 8
(228-45-45), Les Nations, 15
(228-45-45), U.G.C. Gobelin,
15 (228-45-45), Métrol, 15
(228-76-57), Clichy-Pathe, 15
(228-76-57).
JEUX DE CHATS, film hongrois
de K. Makk (v.o.), Studio
des Ursulines, 8 (228-76-57).
LA SÉRIEUSE DU CHIEF, film
français de P. Thomas : Gaum-
ont-Théâtre, 8 (228-76-57),
Quartier Latin, 8 (228-76-57),
Gaumont-Rive Gauche, 8
(228-76-57), Gaumont-Lumière,
8 (228-76-57), Gaumont-Con-
vention, 15 (228-76-57), Clichy-
Pathe, 15 (228-76-57), Gaum-
ont-Gambetta, 30 (228-76-57).
LA ROUTE DE LA VIOLENCE,
film américain de J. Kaplan
(v.o.), France-Elysées, 8 (228-
76-57), (v.o.), ABC, 8 (228-
76-57), Pauvette, 15 (228-
76-57), Cambronne, 15 (228-
76-57), Clichy-Pathe, 15 (228-
76-57).
CHANTONS SOUS L'OCCU-
PATION, film français de Ra-
oul, Studio Jean-Coccard, 8 (228-
76-57), Publicis Saint-Germain,
8 (228-76-57), Publicis Champs-
Élysées, 8 (228-76-57), Pa-
ramount-Opéra, 8 (228-76-57),
Métrol, 15 (228-76-57), Pa-
ramount-Maillot, 17 (228-76-57).
MORDRE PAR ON T'ADRES, film
français de J. Allégret : Mari-
telle, 8 (228-76-57), Balzac, 8
(228-76-57), Paramount-Mont-
parnasse, 15 (228-76-57), Pa-
ramount-Orléans, 14 (228-
76-57), Paramount-Maillot, 17
(228-76-57), Paramount-Mont-
parnasse, 15 (228-76-57).
TUEUR D'ÉLITE, film américain
de S. Seidman (v.o.), Arle-
zine, 8 (228-76-57), Arle-
zine, 8 (228-76-57), Pa-
ramount-Elysées, 8 (228-76-57),
(v.o.), Plaza, 8 (228-76-57),
Max-Linder, 8 (228-76-57), Pa-
ramount-Opéra, 8 (228-76-57),
Paramount-Gaté, 15 (228-76-57),
Métrol, 15 (228-76-57), Moulin-Rouge, 15
(228-76-57).

LE PETIT MARCEL (Fr.) : Mont-
parnasse-Pathe, 14 (228-76-57).
PINK FLAMINGOS (A. v.o.) : Ac-
tion-Christine, 8 (228-76-57).
PINK SPLASH (Fr.) : La Cof, 8
(228-76-57).
LE FLEUR DU SUPER (Fr.) : Haus-
mann, 8 (228-76-57), Biarritz, 8
(228-76-57).
LA PRIME (Sov., v.o.) : La Cof, 8
(228-76-57).
POLICE PYTHON 37 (Fr.) : Rex,
8 (228-76-57), Cluny-Palace, 8
(228-76-57), Beldor, 8 (228-76-57),
13-04 : Marien, 8 (228-76-57),
George-V, 8 (228-76-57), Caméo,
8 (228-76-57), Arlezine, 8 (228-
76-57), Pauvette, 15 (228-76-57),
Montparnasse-Pathe, 14 (228-
76-57), Gaumont-Convent, 15
(228-76-57), Victor-Reno, 15
(228-76-57), Les Images, 15 (228-
76-57).
LA SITUATION EST GRAVE, MAIS
PAS DÉSPÉRÉE (Fr.) : Balzac,
8 (228-76-57).
LE SOUPÇON (It., v.o.) : 14-Juillet,
11 (228-76-57), Saint-André-des-
Arts, 8 (228-76-57), Studio Pa-
nasse, 8 (228-76-57), (v.o.),
à 21 h.).
THE ROCKY PICTURE SHOW (A.
v.o.) : Luxembourg, 8 (228-76-

L'ARMOIRE-LIT "EXCELSIOR" S'ACHÈTE CHEZ CAPELOU



■ TRAITÉ ENTièrement EN LAIT
■ AVEC 2 TABLETTES INTÉRIEURES
■ AVEC MATELAS A RESSORTS OU
LATEX
Couches 90, 120, 140 et 160 cm.
■ ÉLÉMENTS COMPLÉMENTAIRES
pieds, têtes, vitres, escaliers, etc.

Seule adresse de vente :
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XI^e Métro Pantinier
Tél. 357.45.35

**PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT
D'EXPERT COMPTABLE**

Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandes le nouveau guide
gratuit numéro 833
**ÉCOLE PRÉPARATOIRE
D'ADMINISTRATION**
École privée fondée en 1873
soumise au contrôle pédago-
gique de l'État.
4, rue des Petits-Champs
75006 PARIS - CEDEX 02

PUBLICATION JUDICIAIRE

Extrait des minutes du Greffe du
Tribunal de Grande Instance de
PARIS.
Condamnation pénale pour fraude
fiscale.
Par jugement en date du 23 dé-
cembre 1975, la 11^e Chambre du Tri-
bunal Correctionnel de PARIS a
condamné pour fraude fiscale à la
peine de DEUX MOIS d'emprisonne-
ment avec SURESIS et DEUX MILLE
francs d'amende, le nommé VUILLET
Michel, gérant de société, demeurant
12, rue Pierre-et-Marie-Curie, à
PARIS (9^e).

Extrait des minutes du Greffe du
Tribunal de Grande Instance de
PARIS.
Condamnation pénale pour fraude
fiscale.
Par jugement en date du 22 dé-
cembre 1975, la 11^e Chambre du Tri-
bunal Correctionnel de PARIS a
condamné pour fraude fiscale à la
peine de DIX MOIS d'emprisonne-
ment avec SURESIS et VINGT-CINQ
MILLE FRANCS d'amende, le nommé
WETZEL Robert, expert comptable,
demeurant 2, rue Pierre-Louis, à
PARIS (15^e).

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Fumée sans feu

Passionnants ces « Dossiers
de l'écran » sur la rumeur
d'Orléans et d'ailleurs, d'Amiens,
de Dinan, de Chalons-sur-Saône
et — stupéfait — de Paris. Nous
étions soufflés : des centaines
d'appels à S.V.P. pour signaler
— les gens ne s'étaient tout de
même pas donné le mot — un
magasin abritant de louches
trafics de blanches et de drogues,
un repaire de brigands dans le
dix-huitième arrondissement. Un
peu plus tard, au téléphone, son
directeur, un juif, nous a dit que
le grand air de la calomnie
bourdonnait à ses oreilles depuis
deux, trois ans déjà. A présent,
il ne l'entend plus qu'en sou-
rions. D'après lui, à condition
de les traiter par la mépris, les
choses s'arrangent toutes seules.
Ce n'est pourtant pas le cas,
apparemment.

Même si elles ont tardé, les
dénégations opposées en privé
et dans la presse, puis tardive-
ment, trop tardivement, à la pré-
fecture ou à la mairie, aux bruits
qui couraient les collèges, les
bureaux, les bals et les bis-
brot, semblent avoir éclairé et
rassuré plus sûrement l'opinion.
Ces rumeurs s'élevaient et re-
tombaient brusquement partout et
nulle part. Elles ne s'anéan-
tissent pas, Edgar Morin l'a très
utilement signalé, elles
s'effritent, elles s'émiettent. Elles
se réjouissent derrière le fameux
« il n'y a pas de fumée sans
feu », elles circulent en secret,
microbes pestilentiels dans le
corps social, menacés demain
peut-être d'un nouvel accès de
fièvre.

La faute à qui ? A tout le
monde et à personne. Sans
doute un peu aux adolescentes
révélant, au fil des romans-
photos à la Feuille, d'énervement,
d'essais enveloppés, de
l'obscurité propice d'une
arrière-boutique. Sans doute
aussi à leurs mères à qui leurs
grand-mères ont transmis les
vieilles terreur, héritées du
Moyen Âge, de la sorcière entre-
metteuse, du colporteur avide,
vaurien, vagabond (rappelez-vous
celui du Pain noir), de l'étranger,
du juif, du Gitano. Sans doute
aussi à des mouvements organi-
sés dont le racisme se manifeste
si souvent, trop souvent, à l'acte
et à mi-voix à l'occasion du der-
nier viol ou du premier vol venu.

Un très bon film d'introduction,
comme celui signé M. Penz et
Marcel Trillat, favorise un très
bon débat, très utile, nous en
avons eu la preuve tangible.
Trois laradettes d'Orléans ont
embarrassé le maire de
l'époque, M. Secrétain, à pro-
pos de ses silences d'alors puis
d'une phrase malheureuse.
Soupçonneuse en début d'émis-
sion — non, elle ne savait tou-
jours pas à quel s'en tenir —
une Amiénoise, pour finir, s'est
rendue à l'évidence. Les jeunes
filles enlevées, endormies, les
souterrains et les sous-marins à
destination de Bornéo ou de
Caracas... la rumeur se nourrit
d'elle-même, se nourrit de rien.
Et c'est bien là le pire, plus elle
devrait taire, plus elle fait
peur.

CLAUDE SARRAUTE.

D'une chaîne à l'autre

LA GUYANE AURAIT LA COULEUR EN 1977

● M. Claude Contamine, pré-
sident-directeur général de FR 3,
a déclaré, au cours d'une visite
en Guyane, que la télévision en
couleur serait installée dans ce
département en 1977. Un télé-
cinéma et un laboratoire pour le
traitement des films devraient
également être mis en place.

ANTENNE 2 DIFFUSERA SON JOURNAL DE NEW-YORK

● Le journal de 20 heures
d'Antenne 2 sera diffusé en direct
de New-York du 17 au 21 mai,
depuis les locaux de la C.B.S., où
une mini-rédaction sera installée
sous la direction de Jérôme Sellay.

MERCREDI 28 AVRIL

CHAÎNE I : TF1

20 h. 30. Divertissement : Le Silex des Lu-
mières de Cl. Brulé, mise en scène F. Villiers,
avec M. Boudet, P.-E. Delber, M. Duchaussoy,
Cl. Dauphin, S. Alane, H. Crenieux.
Un voyage dans le Silex des Lumières,
à la rencontre de Harcourt, Voltaire, Diderot,
Rousseau, etc. Une revue littéraire créée,
sur scène, à l'occasion des deux centième
anniversaires du Palais-Royal, et révisée pour
le petit écran.

Vers 22 h. Émission philosophique : Inter-
rogations (La responsabilité), de D. Hulsman et
M.-A. Malfray.

23 h. Journal.

CHAÎNE II : A2

20 h. 30. Série : L'homme de fer (Solitaire),
avec R. Burr : 21 h. 30. Magazine d'actualité :
C'est à dire... M. M. Cavada (voir tribunes
et débats) : 23 h. Journal.

CHAÎNE III : FR3

20 h. 30. Un film, un auteur (R.), « Pre-
mière victoire », d'O. Preminger (1955), avec
J. Wayne, K. Douglas, P. Neal, I. Iron, P.
Frensis (N.).

Les crises psychologiques de mortels amé-
ricains préparant une opération contre la
fièvre japonaise après l'attaque de Pearl-
Harbor. Superproduction à grand spectacle
dirigée par des spécialistes de cinéma.

23 h. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie : 20 h. 30. Jazz : Nouvelle-Orléans, de J.-C.
Avery : 21 h. 30. Musique de chambre (Maurice Ravel),
Satie, Liszt, par le quatuor Parrain : 22 h. 30. Entrées
avec H. Guillemain : 23 h. De la nuit : 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Prestige de la musique : Trio J. S. : « Trio en
do mineur op. 1 » (Bach) : Trio « Dumbly » (Dvorak),
« Trio en la mineur » (Ravel) : 21 h. 30. C. Schütz : 21 h.
Non écrite : 1 h. Auteur de fantaisies.

JEUDI 29 AVRIL

CHAÎNE I : TF1

De 12 h. 15 à 20 h. Programme varié avec
à 18 h. 15. A la bonne heure.

20 h. 30. Magazine d'actualité : L'événement
prés. J. Bessaccon (voir Tribunes et débats) :
21 h. 30. Série : L'homme d'Amsterdam (Le
chat qui aime la choucroute), avec P. Vaneck :
22 h. 20. Allons au cinéma : 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE II : A2

De 14 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu
avec à 17 h. 30. Fenêtre sur.

20 h. 20. D'accord, pas d'accord : 20 h. 30.
Variétés : Le Grand Échiquier, de J. Chancel.
(Les sens de nulle part.)

23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR3

20 h. Les jeux de 20 h. : Ce soir à Lyon :
20 h. 30. (C). Les grands noms de l'histoire du
cinéma... Cycle Hollywood et ses nouveaux au-
teurs : « La Cotière de Dieu » de R. Nelson
(1972), avec R. Mitchum, F. Langella, R. Hay-
worth, H. Colicos.

Amérique centrale, années 20. Trois aven-
turiers, dont l'un est habillé en prêtre,
doivent, pour sauver leur peau, aller sau-
ster un dictateur de village paramilitaire. Un
mélo-drame violent et d'excellents acteurs.

22 h. 15. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie : 20 h. 30. Nouveau répertoire dramatique, par
L. Attias : « Europe », de R. Kailashy : 22 h. 25. Entretiens
avec H. Guillemain : 23 h. De la nuit : 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Présentation de concert : 20 h. 30. Soirée lyrique, en
direct de l'Auditorium 104 : « Alcibiade » (Gluck), par les
chœurs et le nouvel orchestre philharmonique, direction A. Juvenet,
avec J. Valsey, A. Vanzo, R. Massard : 21 h. 30. Petites
formes : 21 h. Non écrite : 1 h. Le Cid : « Housies ».

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 28 AVRIL

« C'est à dire » sur Antenne 2,
à 21 h. 30.

— Le P.S.U. (parti socialiste
unifié) s'exprime à la tribune
libre de FR 3, à 19 h. 40.

— M. Edgar Faure, président
de l'Assemblée nationale, est le
« grand témoin » du magazine

JEUDI 29 AVRIL

— M. J. Gaudon (G.G.C.) et
R. Le Guen (G.G.T.) débattent
au sujet des « cadres » et la
réforme de l'entreprise » sur
Radio-Monte-Carlo, à 18 h. 30.

— La commission nationale du
Mouvement de la paix exprime
son point de vue sur l'Europe à
la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

— M. Georges Marchais, secré-
taire général du parti commu-
niste français, est l'invité du
magazine « l'Événement » sur
TF 1, à 20 h. 30.

Confiance oblige.

Essayez de trouver ailleurs
moins cher que les prix DARTY...
Essayez de trouver ailleurs
un choix de plus de 250 marques
en TV, électroménager, Hi-Fi...
Essayez de trouver ailleurs
un service après vente disponible
7 jours sur 7, même le dimanche...

Pour mériter votre confiance
nous sommes bien obligés de vous offrir
plus que les autres.

Darty, le seul spécialiste TV, électroménager, Hi-Fi qui ose vous signer le Contrat de Confiance.

Home-Centers Darty et Réel regroupent :
Darty, spécialiste de l'électroménager, Hi-Fi, TV
et Réel, spécialiste en ameublement, décoration et cuisines.
75 - PARIS 17^e : 25 à 35, bd de Belleville - M^o Couronnes...
75 - PARIS 14^e : Centre Commercial Galté-Montparnasse...
80, av. du Maine - Entrée directe par le M^o Galté...
93 - BAGNOLET : Pte de Bagnolet, M^o Gallieni, Au pied du Navet...
93 - BONDY : 123 à 155, av. Gallieni, RN 3...
95 - CERGY-PONTOISE : Centre Régional "3 fontaines"...
92 - CHATILLON : 151, av. Marcel-Cochin, RN 306...
93 - PIERRE-ET-MARIE-CURIE : 102-114, av. Lénine, RN 1...
94 - CRETEIL : Centre Régional "Cité-Soleil"...
76 - ROUEN : 47, av. de Coen...



Magasin Darty spécialiste de l'électroménager, Hi-Fi, TV.
75 - PARIS 17^e : Darty-sous-le-Madeleine, Forging place de la Madeleine...
75 - PARIS 18^e : 148, av. de Choisy, M^o Pl. de St-Ouen...
75 - PARIS 20^e : 3-5-7 av. de la Pl. de Montreuil, M^o Pl. de Montreuil...
78 - ORGEVAL : Centre Commercial "Art de Vivre"...
78 - PARY 2 - Centre Commercial...
91 - THIAIS-RUNGIS : Centre Régional de la "Belle Epine", RN 7...
92 - ASNIERES : Carrefour des 4 Routes, RN 309/RN 186...
94 - CHAMPIGNY : 12, av. R. Salengro, La Fourchette, RN 4...
69 - LYON : Centre Commercial de la Part-Dieu, 3^e niveau...
69 - LIMONEST : Route Nationale 6...

① Nocturne le Mardi jusqu'à 21 h 30 - ② Nocturne le Mercredi jusqu'à 21 h 30 - ③ Nocturne le Jeudi jusqu'à 21 h 30 - ④ Nocturne le Vendredi jusqu'à 21 h 30 - ⑤ Nocturne le Samedi jusqu'à 21 h 30 - ⑥ Nocturne le Dimanche jusqu'à 21 h 30 - ⑦ Ouvert le Dimanche matin - ⑧ Ouvert le Dimanche toute la journée - ⑨ Fermé le Dimanche - ⑩ Fermé le Lundi - ⑪ Fermé le Lundi matin - ⑫ Fermé le Mardi - ⑬ Nocturne le Mercredi jusqu'à 21 h 30 - ⑭ Nocturne le Jeudi jusqu'à 21 h 30 - ⑮ Nocturne le Vendredi jusqu'à 21 h 30 - ⑯ Nocturne le Samedi jusqu'à 21 h 30 - ⑰ Nocturne le Dimanche jusqu'à 21 h 30.

صيانة الأجهزة

LA 65^e FOIRE DE PARIS

● Le Village de France. Salon de la maison individuelle : un chez soi sur mesure.

Le Village de France offre à tous ses visiteurs la possibilité de tester et de comparer l'architecture, les qualités techniques et le confort de quatre-vingt-dix maisons « grandeur nature » : il leur donne les tendances de l'année chez les constructeurs qui réservent, en général, la primeur de leurs nouveaux modèles pour le Salon ; il leur apporte toutes les facilités pour résoudre sur place les problèmes d'achat de terrain et de financement.

Cette exposition est généralement considérée comme le baromètre du marché de la maison individuelle en France. Or, malgré un contexte économique morose et les nombreux obstacles que rencontrent les acquéreurs, le marché de la maison individuelle paraît, cette année, très bien se maintenir.

Tous les styles seront présents à la porte de Versailles : du pavillon traditionnel de grand standing au chalet de montagne et au bungalow de week-end. Mais on note trois tendances nouvelles chez les constructeurs : les versions « prêt-à-équiper » ou « prêt-à-décorer » dont les prix sont sensiblement moins élevés que les modèles « clés en main » ; les maisons en kit, qui se montent comme un Meccano, avec l'appui éventuel d'une assistance technique ; les chalets en bois, chêne massif, pin de l'Oregon, cèdre canadien ou sapin du Nord.

Pour être à l'heure

La Foire de Paris a lieu du samedi 1^{er} mai au dimanche 16 mai inclus. Elle est ouverte tous les jours de 10 heures à 19 heures sans interruption.

Quatre nocturnes sont prévues : mardi 4 mai, vendredi 7 mai, mardi 11 mai, vendredi 14 mai, jusqu'à 22 h 30.

PRIX D'ENTRÉE : plein tarif 6 F, porteurs de « carte de réduction » 4 F, porteurs de « carte d'acheteur » 3 F, enfants accompagnés (sept à quatorze ans) 3 F, entrées collectives (écoles, lycées, C.R.S.) 2 F. Entrée gratuite pour les visiteurs étrangers sur présentation d'une pièce d'identité nationale.

Comment s'y rendre

METRO : ligne n° 8, Maisons-Alfort-Place Balard ; ligne n° 12, Porte-de-la-Chapelle - Mairie-d'Issy.

AUTOBUS : en semaine : 33, 42, 43, 53, 58 et P.C. Dimanches et jours fériés : 50 et P.C. Parkings : La Plaine (par le boulevard Lefebvre - entrée porte B) ; palais Sud (entrée rue M.-Vol - Vanves - Porte F) ; Victor (par la rue d'Ordonnancourt - Gisors) ; hélicoptère à proximité immédiate du Parc des expositions ; navette gratuite porte L, devant le bâtiment 1 ; parkings de la porte de Saint-Cloud et de la porte d'Orléans en liaison avec le réseau de la S.A.T.P. et le P.C.

A la disposition des visiteurs

Deux bureaux des P.T.T. ; un centre d'accueil des visiteurs étrangers avec interprètes ; des guichets de banques, assurances et banques ; des bureaux de voyages (Air France, Air Inter, S.N.C.F. et Wagons-Lits). Trois restaurants ; deux services ; trois brasseries.

D U 1^{er} au 16 mai, un million de visiteurs, au moins, sont attendus au Parc des expositions, porte de Versailles, à Paris, où est organisée la 65^e Foire de Paris. Celle-ci sera officiellement inaugurée, le 3 mai en fin de matinée, par M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances. La Foire de Paris est chaque année un test de la bonne tenue et de la capacité d'invention de l'économie française.

● Le Salon du jardin et de l'environnement de la maison : le vert est mis.

Placé sous l'égide de Promojardin, Association pour la promotion du jardinage, le troisième Salon du jardin et de l'environnement de la maison s'adresse à tous les jardiniers amateurs, qu'ils disposent d'un parc, possèdent un petit coin de terre ou, plus simplement, cultivent des plantes sur leur balcon ou dans leur appartement.

Au Salon du jardin, on trouvera : les produits de l'horticulture : fleurs, graines, plantes ; les produits phytosanitaires et les fertilisants ; l'outillage et la quincaillerie horticoles ; les autres : le matériel motorisé ; le matériel d'arrosage et de pulvérisation ; les produits et matériaux de décoration ainsi que les clôtures ; le mobilier de jardin et les jeux de plein air.

L'originalité du Salon du jardin et de l'environnement de la maison ne réside pas seulement dans ce vaste programme d'exposition de produits, matériels et matériaux, mais aussi dans une importante animation.

Plusieurs services gratuits seront en permanence à la disposition de tous les visiteurs : des conseillers horticoles, un « médecin du sol », une conseillère florale ; un architecte paysagiste.

Dans la salle d'animation, des causeries sur les plantes suivies de démonstrations : des ateliers de bouquets ; des projections de diapositives seront faites par la société d'horticulture de Quimper et celle d'Orléans.

● Salon de l'habitat et du confort ménager : un coup de neuf.

En 1975, 50 % des visiteurs venus à la Foire de Paris avaient l'intention de rénover prochainement leur intérieur. Mais il n'est pas toujours aisé de réunir un ensemble harmonieux, tant du point de vue de la rationalité que de celui de l'esthétique. En offrant un service d'information par l'intermédiaire d'organismes officiels et en présentant un vaste panorama de biens d'équipement, le Salon de l'habitat et du confort ménager apporte une réponse pratique aux problèmes de l'amélioration de l'habitat.

Il faut noter en particulier les nombreux organismes d'information qui durant la Foire proposeront leur service de consultation aux visiteurs.

● Le Salon des ensembles : du massif au rotin.

Le Salon de ensembles propose des solutions suffisamment diversifiées pour procurer à tous les mêmes avantages de confort, mais sous des formes variées.

L'importante nomenclature des produits exposés à la Foire offre au public une gamme étendue de la production mobilière. La nouvelle mode de l'ameublement se caractérise par son aspect fonctionnel, son esthétisme et la prédominance des articles de qualité.

Il sera particulièrement intéressant de la « suivre » en cette année difficile. Elle est aussi une excellente illustration du prestige commercial de la capitale. On verra au printemps si Paris continue à attirer les hommes d'affaires et leurs clients. L'expérience des années précédentes a en tout cas montré qu'une manifestation aussi diverse que celle-ci se révèle toujours aussi utile pour les échanges, les rencontres dont elle donne

l'occasion. Les Salons spécialisés sont indispensables : ils n'ont pas condamné les grandes foires polyvalentes. Deux mille six cent quatre-vingt-onze exposants, dont huit cents étrangers venus de quatre-vingt-trois pays du monde, se présenteront sous les halls et dans les stands du Parc des expositions, dans le cadre de la Foire de Paris qui en fait le rassemblement de huit grands Salons.

choix politiques, son économie, sa culture et sa conception du bonheur. Cette année, trois grands groupes de pays seront représentés à la Foire : les pays d'Afrique noire, douze pays ; le monde arabe, sept pays ; l'Extrême-Orient, cinq pays. L'Arabie Saoudite, Hongkong, le Maroc, l'U.R.S.S. ont des pavillons particulièrement importants.

Pour répondre aux vœux des visiteurs qui souvent regrettaient de ne pouvoir acheter des objets exposés dans les pavillons des nations étrangères, aura lieu, pour la première fois, une vaste exposition-shopping consacrée à l'artisanat étranger. Les visiteurs y trouveront les objets les plus typiques de quarante pays.

Enfin, des manifestations seront spécialement organisées pour quelques pays ou groupes de pays d'après le calendrier suivant : mardi 4 mai, journée de la République socialiste de Tchécoslovaquie ; mercredi 5 mai, journée de la République populaire de Pologne ; mardi 11 mai, journée de l'Italie ; mercredi 12 mai, journée Afrique, Caraïbes, Pacifique ; jeudi 13 mai, journée du royaume du Maroc.

Le « style » a toujours de très nombreux adeptes et possède une place prépondérante dans le secteur de l'ameublement. La tendance actuelle est marquée cependant par quelques caractéristiques : l'évolution du meuble patiné et l'utilisation accrue du bois massif.

Quant au mobilier « contemporain », il représente un secteur en plein développement et aux tendances multiples. Depuis l'an dernier, le rotin connaît une nette expansion. Mais l'enquètement 1976 se porte tout particulièrement sur le bois naturel (frêne, pin...), mais surtout bois foncé massif (noyer, palissandre...). La loupe, d'orme ou de noyer, séduit beaucoup, notamment dans les ensembles d'inspiration rétro.

● L'exposition des créations d'art : mains habiles.

Dans un siècle où la création tend à l'universel, les métiers d'art restent un milieu favorable à l'éclosion de nouvelles initiatives. Le souci de maintenir ou de ressusciter des activités de tradition locale se manifeste avec insistance dans la plupart des régions françaises. En outre, un nombre croissant de jeunes, en quête d'une autre qualité de vie, s'orientent vers des métiers traditionnels.

L'artisanat tient, d'autre part, une place non négligeable dans l'activité nationale. Il emploie plus de deux millions de personnes, soit 10 % de la population active.

Afin de rendre l'artisanat plus accessible aux amateurs, l'exposition des créations d'art donne la priorité aux artisans créateurs. La sélection, de plus en plus rigoureuse, des réalisations artisanales permet de maintenir une possibilité de choix et de donner l'occasion d'un tour d'horizon sur les métiers à tisser, les ferronneries et les sculptures ; les bijoux anciens et modernes, de toutes formes et de toutes matières ; les tapisseries, la vannerie, les fleurs séchées, les peintures sur soie...

● Le Salon des vins : savoir boire.

Ils seront tous à la porte de Versailles : les grands seigneurs de Bordeaux, de Bourgogne, de Champagne et d'Alsace ; mais aussi les vins de Vouvray, du Pays nantais, de Champigny, de Chinon, de Gaillac, les hoberaux des côtes du Rhône, du Languedoc, du Roussillon, sans oublier l'abondant bouquet.

Deux exposants sur trois (il y en a au total 428 français et 22 étrangers) sont producteurs et sauront utilement conseiller les visiteurs comme pourra également le faire sur place le très sérieux comité national des vins de France.

● Le Salon du tourisme et des loisirs : l'appel du soleil.

Un sondage réalisé en 1975 sur l'ensemble de la Foire de Paris a permis de tirer des conclusions intéressantes pour l'organisation de ce tourisme. Sur les 80 % des visiteurs qui partent en vacances,

55 % ne savent pas encore, au mois de mai, où ils iront. Le Salon devrait leur aider à choisir, puisqu'ils y trouveront : des professionnels du tourisme (offices étrangers, régions françaises, agences de voyages et tour-opérateurs) ; des professionnels de l'équipement (camping, caravanning, nautisme).

● L'exposition des nations étrangères : une cure de dépaysement.

La Foire de Paris n'est pas seulement une manifestation commerciale destinée à promouvoir les

produits français. Elle accueille aussi chaque année un grand nombre de participations étrangères.

Avoir un stand à la Foire de Paris est pour un pays une expérience intéressante à plus d'un titre. C'est la possibilité de rencontrer des hommes d'affaires français, de tester directement auprès du public des produits de consommation, de nouer ou d'affirmer les liens diplomatiques. Mais c'est aussi, et là est peut-être le plus important, un témoignage, l'occasion de présenter son pays tel qu'il est aujourd'hui, à travers ses

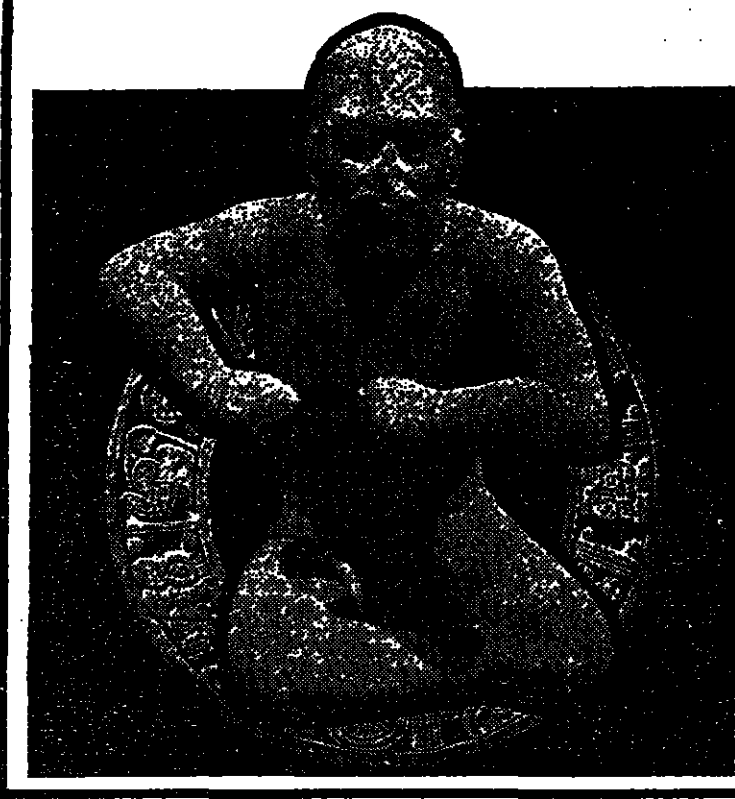
Quand vous pensez "Vacances" dites MEXIQUE

Vous êtes exigeant, vous voulez le soleil, la plage, les sports, les sites archéologiques, c'est-à-dire tout... plus l'impossible ! Pensez au Mexique, il y a des plages, sophistiquées ou sauvages : Acapulco, Puerto Vallarta, Mazatlan, La Paz, Cozumel et Cancun. Les sites archéologiques, ce sont les temples et pyramides de Tulum, Chichen Itza, Uxmal et Teotihuacan, ces grands rendez-vous avec le passé. Mais au présent, il y a les fêtes, le folklore toujours vivant : tout ce qu'on ne trouve qu'au Mexique, que ce soit spectacle de charros ou promenade en bateau à Xochimilco. Pour vous accueillir : des hôtels confortables de toutes catégories.

Le Mexique est moins cher que vous ne le pensez
De nombreux vols quotidiens relient l'Europe au Mexique

Consultez votre Agent de Voyages

CORSEN NATIONAL DE TOURISME - SEGRETARIA DE TURISMO - MEXICO D.F.
DELEGATION GÉNÉRALE POUR L'EUROPE, 34, AV. GEORGES V, 75008 PARIS
BUREAU D'INFORMATION, 34, AV. GEORGES V, 75008 PARIS. TEL. 724.83.75



PAS DE DOUANE POUR LE SHOPPING A L'ÉTRANGER

Un cadeau original, un souvenir authentique, un objet couleur locale...

Pour la première fois en 1976, LA FOIRE DE PARIS présente:

"ARTISANS DU MONDE"

Accueillis par l'EXPOSITION DES NATIONS ÉTRANGÈRES, plus de 50 pays présenteront leurs réalisations : poteries, cuirs, bijoux, tissus et sculptures, et vous permettront de découvrir les multiples usages de l'artisanat à travers le monde.

exposition des nations étrangères

FOIRE DE PARIS

pour rendre la vie plus gaie

1^{er}-16 MAI 1976

nocturnes les mardis et vendredis jusqu'à 22h30

nouveauté
1976

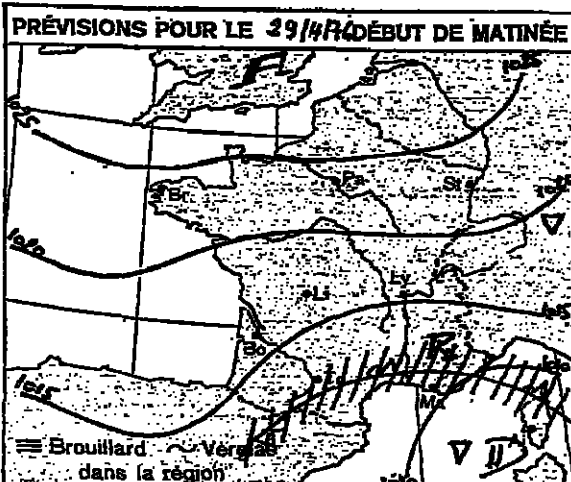
l'artisanat
étranger

معرض العالم

AUJOURD'HUI

AUTOMOBILE

MÉTÉOROLOGIE



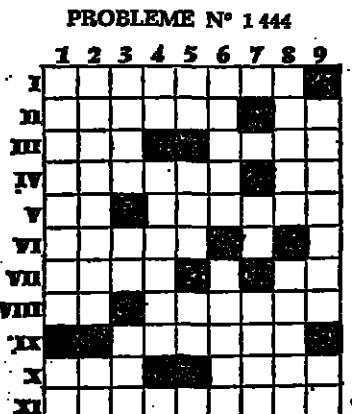
Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
 Zone de pluie ou neige averse orages Sens de la marche des fronts
 Front chaud Front froid Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 28 avril à 6 heures et le jeudi 29 avril à 24 heures :
 Les hautes pressions qui persisteront sur les îles Britanniques continueront de diriger sur la plus grande partie de la France un flux d'air frais de secteur nord-est, mais la perturbation qui évolue lentement sur la Méditerranée se développera temporairement vers le nord, à travers les Alpes.

Jeudi 29 avril, des Pyrénées aux Alpes et à la Corse, des pluies ou des averse, parfois accompagnées d'orages, se produiront encore. Une amélioration avec éclaircies se développera toutefois sur les régions pyrénéennes, puis sur la Bourgogne et le bas Languedoc, où les vents, modérés, s'orienteront au secteur nord.

Sur le reste du pays, le temps sera ensoleillé mais frais, avec de faibles gelées matinales. Il deviendra plus nuageux l'après-midi et le soir sur le Nord et le Nord-Est, en bordure d'une perturbation qui, venant des parages de l'Islande, atteindra le Danemark et les Pays-Bas.

MOTS CROISÉS



Solution du problème n° 1443
Horizontalement
 1. Landru ; An. — II. Obligéant. — III. Ni ; Ra. — IV. Guitare. — V. Des. — VI. Vol ; Ode. — VII. Ironistes. — VIII. Tâtillons. — IX. El ; Léon. — X. En ; Nou. — XI. Tsars ; Eux.
Verticalement
 1. Longévité. — 2. Abn. ; Oracles. — 3. Nil ; Idiot ; NA. — 4. Diète. — 5. Rg ; As ; Ilets. — 6. Ue. — 7. Are ; Etouffé. — 8. Ana ; Ten ; Or. — 9. Ut ; Crasseux.
GUY BROUTY.

HORIZONTALEMENT
 I. Auteur traduit dans tous les pays. — II. La petite ou la grosse commission. — L'efface d'un jour. — III. Valait son pesant d'or. Ses limites sont toujours humides. — IV. Etais dans la flotte ; Terme musical. — V. Conjonction ; Génie. — VI. Ce n'est pas de petite bière ! — VII. Veste prussienne ; Abréviation. — VIII. D'un auxiliaire ; Pièce à tiroirs. — IX. Travail supplémentaire non rémunéré. — X. Abréviation ; Fractionnement le temps. — XI. Habillées dans une cuisine.

VERTICALEMENT
 1. Reproduction interdite ; Conjonction. — 2. Sont grandes avant d'être petites ; Appellation contrôlée. — 3. Peut-être très heureux ; Ne met personne en cause ; Préfixe. — 4. Article étranger ; Vieux duc. — 5. Précède le nom du patron ; Y compris l'emballage ; Simple. — 6. Dans le fond, elle n'est vraiment pas propre ! ; Anneaux. — 7. Symbole chimique ; Famille aux chartrains ; 8. Complique le travail du sœur ; Berceau de feuillage. — 9. S'exprime dans le langage des cours ; Abréviation.

Éducation

● L'Institut national des jeunes aveugles, 56, boulevard des Invalides, Paris-7, recrute un professeur de mathématiques. Les demandes doivent être adressées avant le 30 avril à la direction de l'administration générale, du personnel et du budget, sous-direction du recrutement et de la formation permanente, 1, place Fontenoy, Paris-7, tél. 507-55-44, poste 42-23.

EXPOSITIONS

LES SALONS FRANÇAIS EN MAI

Du 1^{er} au 5 mai : Festival international du livre. Samedi de 10 h. à 21 h. Autres jours de 9 h. à 21 h. Palais des Expositions à Nice. Salon ouvert au public.
 Du 7 au 14 mai : Biennale française de la sculpture-est, du sonnet, et de l'équipement mécanique (9 h. 30 à 18 h.), au CNIT à la Défense. Ouvert au public.
 Du 14 au 21 mai : Salons internationaux du matériel de travaux publics et de bâtiment. Expomat (9 h. 30 à 18 h. 30), Le Bourget. Ouvert au public.
 Du 20 au 24 mai : Salon international de la fauconnerie, du matériel pour opticiens et de l'optique oculaire « SILMO » (10 h. à 19 h.), porte de Versailles ; pour les professionnels. Ouvert au public le samedi.

Vie quotidienne

Le 1^{er} mai

OUVERTS OU FERMÉS

PRESSE — Les quotidiens ne paraîtront pas le samedi 1^{er} mai.
SANQUES — Fermés le samedi 1^{er} mai.
GRANDS MAGASINS — Fermés samedi 1^{er} mai.
R.A.T.P. — Service réduit des dimanches et jours fériés.
S.N.C.F. — Service réduit des dimanches et jours fériés.
SECURITE SOCIALE ET ALLOCATIONS FAMILIALES — Les caisses de sécurité sociale, et d'allocations familiales seront fermées le samedi 1^{er} mai.

P.T.T. — Les bureaux de poste seront fermés le samedi 1^{er} mai. Seront ouverts, toutefois, ceux qui le sont habituellement le dimanche. En outre, un bureau sera ouvert de 9 heures à 11 heures au chef-lieu de chaque canton. Tous ces bureaux assureront les services téléphoniques et télégraphiques, la vente des timbres-poste au détail, ainsi que, jusqu'à 11 heures, la distribution au guichet des objets de correspondance en instances ou adressés soit poste restante, soit aux abonnés des boîtes postales. Il n'y aura pas de distribution de courrier à domicile.

MUSEES — Tous les musées nationaux et les expositions seront fermés le samedi 1^{er} mai.
Le Palais de la découverte, la Bibliothèque nationale, le Musée des arts décoratifs, le Musée Marmottan et le Musée de l'armée seront également fermés.

SPECTACLES — Voir « le Monde » des arts et des spectacles dans ce numéro.

P.T.T.

● **La Charité-sur-Loire (Nièvre)** par l'automatique. — Les abonnés au téléphone de la région parisienne peuvent appeler directement leurs correspondants de La Charité-sur-Loire en composant le 16, puis, après audition de la deuxième tonalité, l'indicateur 86 suivi des six chiffres du numéro demandé.

Le coupé B.M.W. 630 CS : la fin des monstres

Pour la direction de B.M.W., ses nouveaux coupés sont une somme, un « point culminant » du savoir-faire de Munich. Ce n'est pas notre avis. Sans être jamais révolutionnaire, la production bavaroise ne cesse d'évoluer. Et les 630 CS et 633 CSI — commercialisés l'été prochain — ne seront qu'une étape vers une automobile plus sûre.

La ligne est réussie, dans le style B.M.W. : aérodynamique sans futurisme, racée sans ostentation. Ce sera d'ailleurs celle des grandes berlines de la future « gamme 6 ». Par rapport aux anciens coupés — les 25 CS, 3.0 CS et 3.0 CSI, dont la fabrication est arrêtée, l'assise est meilleure : 2 centimètres de moins sur la voie avant, mais 8 centimètres de plus à l'arrière. La carrosserie s'est allongée de 10 centimètres, dont les passagers arrière profitent en partie, et a gagné 5 centimètres en largeur. Mais elle a pris du poids en se dotant du confort.

Au volant — nous n'avons pu essayer que la 630 CS, — la première impression est extrêmement favorable. Les sièges se règlent en tous sens, ainsi que le volant ; la planche de bord est dessinée dans le style de la « série 3 » (autour du conducteur) et un ingénieux dispositif de contrôle la complète : il permet de surveiller les niveaux d'huile, d'eau et de liquide de freins — sans quitter sa position de conduite — ainsi que l'état des garnitures de freins et des feux arrière et qui stop. Un gadget utile pour ceux qui détestent ouvrir le capot.

Pourtant, le moteur mérite un peu de considération : les six cylindres en ligne de 3 litres (17 CV) équipés d'un nouveau carburateur double à registre délivrent 5 chevaux de plus à un régime moins élevé (185 ch. DIN à 6800 tr/min). Le couple maximal n'a pas changé (26 mkg), mais on l'obtient plus vite (1300 tr/min au lieu de 1300, ce qui est très précisément le régime de rotation à 130 km/h en quatrième). La conduite ne peut qu'y gagner en souplesse et en sécurité. Mais, nous l'avons vu plus haut, la caisse s'est alourdie de 70 kg et les chevaux supplémentaires sont insuffisants : le rapport poids/puissance est en aug-

mentation. Les « sportifs » seront déçus.
 C'est bien là l'évolution de B.M.W. L'image de marque se précise sans aller à l'encontre des impératifs actuels : les temps ont changé, c'est la fin des monstres plus ou moins contrôlés. La plus grande qualité de la 630 CS est de disposer d'une puissance considérable totalement domestiquée. Sa douceur et sa docilité inspirent la confiance, mais la direction, trop assistée, manque de fermeté à grande vitesse, tout comme la suspension : les déviations notamment surprennent les fidèles de la marque. Le prix des nouveaux coupés n'est pas encore fixé, « mais il ne devrait pas franchir la limite des 100 000 francs ». Un supplément, sans rapport à la 3.0 CS, de plus de 15 000 francs. Serait-ce le prix de la sagesse ?
MICHEL BERNARD.

PRÉSIGNALISATION OBLIGATOIRE DES VÉHICULES À L'ARRÊT

La Prévention routière rappelle qu'à partir du 1^{er} mai 1976 les véhicules de tourisme et de transports de marchandises (de 3,5 tonnes au plus) mis en circulation pour la première fois entre le 1^{er} octobre 1964 et le 1^{er} octobre 1968 devront être munis soit d'un triangle de présignalisation homologué, soit d'un signal de détresse, soit de l'ensemble de ces deux dispositifs.

Lorsque le véhicule tracte une remorque, le triangle est obligatoire, même si le véhicule est équipé de feux de détresse.

A cette occasion, la Prévention routière constate que de nombreux usagers utilisent abusivement les feux de détresse, lesquels doivent être utilisés lorsque l'arrêt, ou le stationnement, d'un véhicule sur la chaussée constitue un réel danger pour la circulation (panne ou accident) ou si tout ou partie de son chargement tombe sur la chaussée sans pouvoir être immédiatement relevé.



Au change, on perd du temps. Et de l'argent.

Si vous aviez la Carte American Express, vous éviteriez de perdre votre temps en allant souvent au bureau de change.

Et surtout, en changeant moins d'argent à l'étranger et au retour, vous éviteriez les traditionnelles pertes au change.

Avec la Carte American Express vous pouvez aussi régler une note

d'hôtel ou de restaurant quelle que soit la catégorie de ceux-ci, louer une voiture sans caution. Prendre un billet d'avion... en signant c'est tout. Et avec la Carte, vous recevrez chaque mois un relevé détaillé de vos dépenses. Le tout payable en Francs Français.

Pour demander la Carte prenez un formulaire dans un des établissements affichant l'emblème American Express

ou téléphonez au 742.75.00 postes 444 ou 445. Ce simple geste peut simplifier vos voyages.



La Carte American Express est acceptée comme de l'argent. En France et à travers le monde.

American Express International Banking Corporation - Card-Division R.P. 142, 92505 Rueil-Malmaison, France.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

Entreprise leader dans son créneau (C.A. passé de 75 à 200 millions de 1970 à 1975) - 4 usines, 1100 personnes - recherche :

INGENIEUR GRANDE ECOLE

pour, dans un premier temps, animer, gérer et développer le

DEPARTEMENT ENTRETIEN ET TRAVAUX NEUFS (50 pers.)

d'une usine (400 pers.) située à 25 km de Paris

Ce poste est un tremplin pouvant amener à des responsabilités de DIRECTEUR D'USINE.

Une expérience de 4 ans minimum de l'entretien acquise par exemple dans un département maintenance mécanique et électrique d'une grande société est indispensable.

La rémunération de départ n'est pas inférieure à 90.000 Frs. et sera fonction de l'expérience acquise et du potentiel du candidat.

Envoyer C.V. et rémunération actuelle sous réf. 608. M à **DEPARTEMENT EMPLOI** 1316, rue Henri Moinier, 75009 Paris.

offres d'emploi

Importante société chimique

proche banlieue

SUD-OUEST DE PARIS

recherche :

INGENIEUR

Assistance technique pétrole

pour aider à la vente de PRODUITS POUR RAFFINAGE ET PRODUCTION

Il lui est demandé :

- d'être diplômé de l'ENSPM ou d'une grande ECOLE DE CHIMIE ;
- de bien connaître l'ANGLAIS ;
- d'avoir si possible quelques années d'expérience en production pétrolière.

Ecrire lettre manuscrite avec C.V. détaillé en précisant la rémunération souhaitée N° 54.137 Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

offres d'emploi

Société d'Ingénierie spécialisée dans

L'ANTI-POLLUTION

proche banlieue parisienne ouest

recherche un

CHEF COMPTABLE

Placé sous l'autorité directe du Secrétaire Général, il aura la responsabilité de la comptabilité générale de l'entreprise et sera chargé de mettre en place et de faire évoluer un nouveau système de comptabilité analytique et de contrôle de gestion.

Les candidats devront avoir une formation supérieure en comptabilité, une grande expérience acquise si possible dans une société d'ingénierie et de bonnes connaissances en informatique.

Adr. lettre man. C.V. détaillé et prétentions à : **OCS** 17, quai de Stalingrad 92100 Boulogne - Tél. 604-41-71

offres d'emploi

La Banque des Réglements Internationaux

Institution internationale à Bâle (Suisse) recherche

un traducteur ou une traductrice

(niveau universitaire)

de langue maternelle française pour traduction en français de textes anglais et allemands. Connaissance de l'italien et d'autres langues appréciée. Bonne formation et expérience économique ou bancaire indisp. Exp. de traduction technique générale, notamment d'informatique, souhaitable. En plus d'avantages sociaux de premier ordre, la B.R.I. offre des conditions de travail agréables dans une ambiance internationale. Elle dispose, en outre, d'un centre sportif moderne.

Prévoir d'adresser les offres avec photographie, C.V., copies de certificats et références au Service du Personnel de la Banque des Réglements Internationaux, Centralbaurstr. 7, Case Postale 552, CH 4002 Bâle, Suisse - Discretion absolue assurée.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ ENGRAIS

LEADER DANS SA SPECIALITE

recherche

INSPECTEUR DES VENTES

pour :

- animer réseau vendeurs
- négoce et culture

Plusieurs années d'expérience vente et encadrement vente dans ce type de clientèle exigées. Lieu de résidence : Nord ou Région Parisienne. Envoyer C.V. manuscrit avec photo à **ORGEK**, 127, avenue Charles-de-Gaulle, 92221 NEUILLY. DISCRETION ASSURÉE

BIP

BON D'INVESTISSEMENT ET DE PRÉVOYANCE PIERRE EST SORTI

Reposant sur un patrimoine immobilier de toute première qualité, il offre :

- Un système d'évaluation régulier et incontestable.
- Une épargne largement constituée en franchise d'impôt.
- Des revenus exonérés.
- Aucune imposition lors du remboursement du bon.
- Une expérience de référence faisant apparaître une rentabilité remarquable.

BIP EST PARTICULIÈREMENT ATTRAYANT

IL FAUT LE VENDRE A GP

EXPANSION

SE SPECIALISE DANS SA DIFFUSION VENDEURS DE SERVICES ET FAIT APPEL AUX EXPERIMENTES OU POTENTIELS

qui désirent intégrer une organisation de vente jeune, dynamique, ambitieuse et autonome, bénéficiant du soutien logistique, de la réputation et de la solidité des A.G.P.

La recherche d'une bonne adéquation Produit-Segment-Management et Promotion Professionnelle nous conduit à exiger :

- 25 ans au moins
- Une formation solide (d'un bon baccalauréat à toutes les formes d'études économiques et commerciales sérieuses.)

Se présenter 52, rue du Louvre (3^e) 1^{er} étage, le 29 avril de 9 h. 30 à 12 h. et de 14 h. 30 à 18 h. ou le 30 avril de 9 h. 30 à 12 h.

Il faut pouvoir se rendre libre à partir du 3 mai.

JOBIN YVON

Division d'INSTRUMENTS S.A.

recherche pour son

DEPARTEMENT PHYSIQUE

UN INGENIEUR

de formation E.S.O. ou E.S.P.C.I.

ou **UN DIPLOMÉ**

de l'Université : Maîtrise-Physique

Parlant couramment ANGLAIS et ALLEMAND

Pourrait bénéficier d'une expérience récente de 3 ans minimum dans la commercialisation de matériel scientifique pour assurer la promotion de ses ventes à l'étranger.

Adressez candidature vite et photo à M. DER ACOSSAN **JOBIN-YVON** 14-16, rue de Camb. 9700 LONDREAU.

offres d'emploi

Un Syndicat Patronal

d'AFRIQUE NOIRE

Francophone

recherche

COLLABORATEUR FORT NIVEAU

Formation supérieure

40 ans minimum

Salaire : 1 million C.F.A.

Il occupera le poste de coordinateur permanent de **Délégué Général**

Pour assumer ces fonctions de coordination et d'études (conditions économiques, fiscales, sociales, etc.) et de relation à haut niveau avec les exploitants et avec l'Administration et le Gouvernement. Il est nécessaire que l'intéressé connaisse l'Afrique et, si possible, les problèmes forestiers.

Envoyer lettre man. avec curr. vitée à N° 53.748, cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURS CONSEILS, PARIS, recherche pour séjours à l'étranger

INGENIEURS DIPLOMÉS GÉNIE CIVIL

Un à deux ans d'expérience en étude et contrôle de travaux

PORTUAIRES

Résidence post. en pays arabes, Extrême-Orient et Afrique Occidentale. Anglais indispensable. Les ingénieurs intéressés sont invités à adresser un premier contact un écrivain (C.V. + photo + 2 lettres de référence) à :

LTP 21 rue de la République 92000 PARIS-16

offres d'emploi

COLLABORATEUR

Pour assurer l'édition de documents techniques et des travaux d'analyse documentaire.

Le Poste requiert : l'aptitude et le goût de la rédaction et qu'un bon maniement de l'Anglais (version).

Il conviendrait à : Un débutant libéré O.M., niveau I.U.T. ou 1^{er} cycle universitaire supérieur scientifique.

Lettre manuscrite et C.V. adressées à : **SOCOTEL** Service technique 28-40, rue du Général-Leclerc 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX

UN (E) RESPONSABLE

pour son service scientifique (avec expérience de ce poste)

Ecrire à : **TMO CONSULTANTS** 22, rue du 4-Septembre, Paris-2^e

offres d'emploi

PUBLI-DIRECT CONSEIL

recherche

CHEF DE PUBLICITÉ

3 ans d'expérience en agence à service complet. Désirant s'engager à une structure plus petite qui lui permette de développer ses qualités de gestionnaire.

Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Cette agence a une vocation très marquée pour la Publicité Directe ; elle devrait séduire un professionnel averti de l'évolution du marché.

Adressez lettre manuscrite + C.V. + photo + rémunération souhaitée à : **J.-C. TESSIER - Publi-Direct Conseil** 4, quai des Célestins - 75004 Paris.

ORGANISATION CLAUDE SICARD

Ingénieurs - Conseils

recherche

Pour ses activités d'ingénierie (France et Etranger)

INGENIEURS GRANDES ECOLES

+ MBA ou formation économique complémentaire ayant quelques années d'expérience industrielle ou Cabinets Conseil

Pour ses activités d'ingénierie

INGENIEURS

spécialisés dans production de pesticides pour désherbage usines à l'étranger.

INGENIEURS

spécialisés dans fabrications mécaniques ayant large expérience bureau méthodes.

Adressez C.V. man., photo et prétentions à : **OCS** 17, quai de Stalingrad 92100 Boulogne - Tél. 604-41-71

offres d'emploi

Pour **SUCCESSALE V.P.**

CHEF DES VENTES

DE TOUTE PREMIERE FORCE

Pour postuler, il est nécessaire d'avoir travaillé avec succès un poste similaire dans un établissement de réelle importance.

Les dossiers de candidatures comprenant C.V., indication date disponibilité et niveau rémunération sont à adresser à :

RECRUTEMENT SUPER FRANCE

Direction des Relations Humaines

CEDEX 70 - 75300 PARIS BRUNY

DISCRETION ET REPONSES ASSUREES

offres d'emploi

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEILS EN INFORMATIQUE

recherche

- Pour ses départements gestion et logiciel de base :
- **DES ANALYSTES PROGRAMMEURS** D.U.T. Informatique débutant ou ayant 1 à 2 ans d'expérience.
- **DES INGENIEURS INFORMATIQUES** Grande école (sup. Supérieur - Centrale, etc.), Mathématiques, Informatique, Débutant ou 1 an d'expérience.
- Ces postes sont à pourvoir immédiatement.
- Pour son département systèmes nous cherchons :
- **2 INGENIEURS INFORMATIQUES** 2 à 4 ans d'expérience de ces profils.
- Disponibilités immédiates. Lieu de travail BREVILLE R.P.A., Complicité de la haute technologie indispensable.

Adress. lettre manuscrite avec C.V. et prétentions au Président à M. BÉLIER, 55, rue de la République, 92000 PARIS-16.

Importante S.S. Assurances recrute et forme **COLLABORATEURS (TRICES)** avant, sec., promotion rapide et gains Import. Tél. CE JOUR à M. SIMON - 65-55-24.

offres d'emploi

CHEF DES VENTES

ADJOINT DU DIRECTEUR COMMERCIAL

PARIS

Pour moyenne Entreprise filiale d'un groupe financier spécialisé dans les fournitures pour miroitiers

Le poste offre une expérience de quelques années dans le second œuvre bâtiment. Celle-ci aura permis à l'intéressé de connaître la vente et l'animation d'un réseau commercial. Il sera responsable de la vente des produits de la Société en tenant compte des conditions de marché, de prix et de distribution. Il en assurera la rentabilité et l'exploitation en France.

Ce poste offre d'excellentes possibilités de promotion à court terme. La rémunération est en rapport avec le niveau du poste.

Adressez C.V. et N° 1062 - **CONTESSE Publicité**, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1^{er}), qui transmet.

offres d'emploi

ENSEMBLE INTER-CONTEMPORAIN

Président : Pierre Boulez

Direction musicale : Michel Tubachnick

RECRUTE POUR EXERCER EN FONCTIONS EN SEPTEMBRE 1976

- 1 Délégué Administratif et Financier.
- 1 Responsable de l'Administration et de la Pédagogie.
- 1 Responsable des Relations extérieures et des Collectivités.
- 1 Régisseur général.
- 1 Garçon d'orchestre.
- 1 Comptable.
- Plusieurs Secrétaires bilingues.
- 1 Dactylo-Standardiste.

Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un C.V., sont à adresser à : **Ensemble Inter-Contemporain**, 55, rue Saint-Dominique, 75007 PARIS.

offres d'emploi

ENTREPRISE GENERALE DE CONSTRUCTIONS INDUSTRIELLES

VAL D'YERRES (91)

recherche SON

CHEF COMPTABLE

EXPERIMENTE

- Age minimum 35 ans.
- Collaborateur de formation supérieure (O.E.C.S.).
- Adressé de son équipe (4 personnes). Il sera responsable de la comptabilité générale et de l'administration du bilan.

Env. C.V. et prétentions à **SOGAF**, 103, rue Fg-Saint-Honoré - 75008 PARIS.

offres d'emploi

IMPTE SOCIÉTÉ CONFECTION

recherche pour PARIS

CHEF COMPTABLE

DECS ou EQUIVALENT

Expérience comptabilité générale, fiscalité, lois sociales.

Envoyer C.V. et photo à N° 54.137 Contesse Publ., 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

EN VUE REALISATION APPLICATIONS INFORMATIQUES DE GESTION DU TRAFIC LES TELECOMMUNICATIONS

recherchent

DES CANDIDATS pour postes d'ANALYSTES

Formation : INSA (option Informatique) ou maîtrise d'informatique, si possible expérience d'un an.

Adressez C.V. photo et prétentions à : **S.E.X.T.** 24 rue du Général Bertrand 75700 PARIS

SYSTEMS

ENGINEERING LABORATORIES S.A.

S.E.L.

recherche

INGENIEURS COMMERCIAUX

Produit : La gamme des mini et superminiordinateurs S.E.L. 32.

Marché : Scientifique, automatisation industrielle, temps réel, contrôle de processus, laboratoires, télécommunications.

Paris installé en France : plus de 30.000.000 de F. Plus de 30.000.000 de Francs

Il est demandé une bonne connaissance des techniques informatiques et/ou une bonne introduction dans un ou plusieurs secteurs de l'industrie.

Envoyer C.V. à : **SYSTEMS ENG. LABS S.A.** 85 bis, av. Albert-1^{er}, 92100 BOULOGNE-NEUILLY. Tél. 749-07-12

propositions diverses

Part. vd pour placem. 3 wagons bogues produits blancs. Révis. quadrants payés. Gestion très sér. Rapport 1975 par wagon : 19507 F. Prix de mt : 14500 F. Ecr. n° 8708 « Le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75007 Paris-7.

appartements vente**appartements vente**

villas

propriétés**propriétés**

maisons de

campagne
140 km PARIS
EGION BROU - 1 km gare
Bourg tous commerces
Grange colomb., toiture pet.
tuiles. E. Electr. Av. 4.000 m²
env. Prix : 80.000 F.
Une tr. belle grange pierre
et colombages. s/4.030 m²

FERMETTES

PUCE FERMETTES 3 grdes
PIECES, dépend.
130 m2 - 120.000 F. Créd. 80 %.
THYRAULT 24-ST-FARGEAU
Tél. : te 183

Nord-Bretagne, particulier
préférence 3 particulier vend
maison ancienne, maison 4 pces
grandes, très bon état, eau,
électricité, 4.200 m2 terrain, vu
impressible très ensoleillé.
rix 95 000 F, Tél. (95) 09-13-09

domaines

forêts

40520 BISCAROSSE-PLAGE
Tél. (58) 78-22-39

culiers.
 u choix.
 e la même semaine.

et par téléphone au

Tokyo


udio, 2, 3, 4 et
armi les moins
g. Les appart-
rtir du 1^{er} Juin
onstruite par la

au 13^e, la Tour
e toute neuve,
le. Pour votre
ations-auto, et
breux équipe-

Montparnasse
 ur vos enfants :
 établissements
 gnement tech-
 ervices publics
 ent : 4.000 m²
 . Pour vos dé-
 et autoroute du
 ite à 10 minutes

**ment,
le m²**

La construction:
un ensemble archi-
tecturalement et où
une trop grande
dimension sont
d'une plaque
lave-vaisselle.

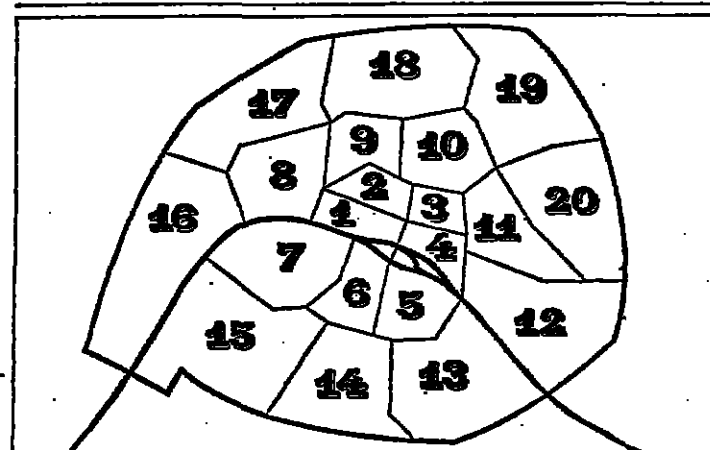
mentent l'amé-
diation acousti-
abri des bruits.
echal s.a. 
- 75013 Paris.
- end de 10 h 30

gratuite
retourner à :
Boite 75014 Paris

M2

Figure 1 is a schematic representation of the experimental design. It shows a sequence of events: 'Stimulus presentation', 'Response', 'Feedback', and 'Inter-trial interval'. The sequence is repeated for multiple trials, with a 'Start' box at the beginning and an 'End' box at the end.

12	2500 REYSSABLE	2000 FD	90% 15	CF.	1973	124						
N° AN.	Prix moyen du m²	Prix moyen du m² hors terme	Moutant des prix comisés	Intér du Crédit Foncier	Année de livraison et	Nombre d'app.	Parkings en surface	Garages en sous-sol ou box	Métro	Autobus	R.E.R. Station	Autoroute ou périphérique





7500

REVISABLE

80 %

20

1977

15






21 84

27 89

47 91

67



CENSER.

DAUBENTON

MORGE

LES JARDINS DU PANTHÉON N° 2 - 3, rue de l'Arborette. Des appartements pas comme les autres, différence de niveaux. Studios, 2, 3 et 4 pièces. Terrasses et jardins. Bureau de vente : 57, rue Lhomond, Paris (5^e). Tél. : 07-02-30, tous les jours **samedi et dimanche.**

7 **8.200** **80 %** **1977**
FD **PERSONALISE**
M **INVALIDES** **LA TUE**
MAUSOUVE **49**

T31, RUE DE L'UNIVERSITÉ - Belle demeure parisienne. Dans le centre noble de la ville. De la chambre aux 5 pièces et terrasses en pierre. Bar, verrière sur place, lundi et jeudi de 14 h. à 18 h. et samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h. Tél. 280-34-40.
COMEGLI 74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS.

LA HENIN

	crédits immobiliers 16, rue de la Ville l'Evêque 75008 Paris - tél. : 260-35-15	
---	--	---

COGEFIMO

12

5.300

FD

80 %

20

1977

1061

M

1061

RÉSIDENCE PIERRE BOURDAN - 1-3, rue Pierre-Bourdan - A quelques mètres de la Nation, mais remarqu. isol. du bruit des gr. artères, une résid. de classe aux prest. raffin. S. pl. ts j, js sf mer. et mer., 13 à 19 h., 346-51-74.

Une réalisation CAPRI

GSCIC

PARIS

LA MAISON DU G. SCIC,
15, boulevard de Vaugirard,
Paris (15^e), tél. 567-55-66.

13 **4.900** **80 %** **1976** **15**

FD **20**


(M) **CONVISAIR** **21 62**
TOURNAI **27 62**
CITE **57 PC**
UNIVERSITAIRE

69, RUE BARRAULT - Quelques studios et 2 pièces
 prêts à vivre ou à investir encore disponibles. Un programme
 soumis au test Qualitel, seul profil officiel de qualité.
 Visite sur place tous les jours de 14 heures à 18 h. 30

CINE 538-52-52 **Tour Maine-Montparnasse.**

13 ^{5.200} FD $\frac{80\%}{20}$ 1977  
 27 67
47 83
57  PL. ITALIE
3 LIGNES  A 800 M


GALAXIE - 20, pl. d'Italie, « **AGATE** » - Un tout
nouvel immeuble au calme, sur une dalle jardin, avec grds
balcons loggia. Studio à 5 pces et chambres. Centre com-
mercial avec grands magasins. Jeux d'enfants. Sur pl., tous
les jours, de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h, sauf
dimanches, et le ven. matin 580-32-92 ou
 **SPEI** mer., et le ven. matin 580-32-92 ou
SPEI, 14, av. Roosevelt-8 - 256-55-11.



13 **4.500** **80 %** **1978** **198** 

M **AL** **200 m**

« CAP SUD » - Place de Rangis - A proximité du Parc Montsouris, une gamme d'appart. bien conçus, du studio au 6 pièces. Sur place lundi, jeudi, vendredi de 14 h. à 20 h., sam., dim., de 10 à 12 h. et de 14 à 20 h. Tél. 589-71-21.

LA MAISON DU G. SCIC,
15, boulevard de Vaugirard,
Paris (15^e), tél. 567-55-66.



Une réalisation CAPRI 







80%

 20%


LIVRAISON
 EN CROIS






 27
 47
 62



 A
 000 M


OLYMPIADES - 70, av. d'Ivry, 2 immeubles : CORTINA
 chbre, stud, 2 p., livr. en cours - HELSINKI, stud, 5 p.,
 liv. 2° trîm. 77. Equip. compl., centre cîcl et compl. sport.
 av. parîto, pisc. S. place ts L, J, 10 h.
 12 h, 30 et 14 h-19 h, sf vend. mot.
 F. T. 589-81-20 ou S.P.E.L., 14, av.
 M.-D. Roosevelt, Paris-8, tél. 256-55-11.

15 Prix moyen **7.800** **FD** **· 80 %** **PERSONALISE** **1976** **76** 






 **CHAMPS-DE-MARS**
MORTE-PIQUET  **80**

IMMEUBLE « INVALIDES-SUFFREN » - 54, av. de la Morte-Piquet - Imm. de 8 ét. sit. ds Village suisse, pr. Champ-de-Mars. App. lux. équip. av. magnif. loggias. Str. ou 4 p. Boxes. A 10 mn Etoile, Quart. Lat., Opéra. Bur. vente s. pl. av. lun., jeu., vend., sam., dim., 14 h 30 à 18 h 30.

ZANNETTACCI 734-7508 - 15, av. Matignon, 73-008 Paris - 359-98-32.


16 **7.950** **80 %** **1976** **60 E** 




PERSONNALISÉ

    **QUEST** 

52 **à 1.500 m.**


LES JARDINS DE POLYMANE - 37-39, av. Théophile-Gautier - Imm. de tr. grand stand, autour d'un jardin, de 3.000 m². Du sud, 34 m², ou 6 p. 180 m², S. pl. t.l.j. sf dim, lun, et le vend. mat^é, 10 h à 12 h. 30, 14 h, 17 h, 19 h, 19. E. - F. - 224-66-26 ou S.P.E.I., 14, av. F.-R. de la Motte, P. 37, 256-55-11

 **SPEI** **REPRESENTANT : NAGET, à VILLEFLEUR**





17 **7.900** **80 %** **1976** **37** 
FD **PERSONALISÉ**
 **PEREIRE**  **WAGRAM**

141, AVENUE DE WAGRAM - Résidence de classe. Du studio ou 5 pièces, un duplex exceptionnel, terrasse. Bur. vente sur place, lundi, mercredi, de 14 h. à 18 h., samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h.
COMEGI 74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS, Tél. 280.34.40.




17 **5.800** **80 %** **1976**
FD **PERSONNALISÉ**

M **WAGRAM.** 

24, RUE DE LA FÉLICITÉ Du studio au 5 pièces en
duplex et locaux commerciaux. Immeuble de grand standing,
rentabilité locative garantie aux investisseurs. Réalisation
S.I.M. 6, avenue Rachel, Paris (8^e), tél. 522-97-23.

18  **4.900** **80 %**   

PERSONALISÉ

 **FL. ELICRY**  

LE MONCEY 13, rue Gamier, à 5 mn du parc Monceau,
de l'Opéra et du Sacré-Cœur, petite résidence de standing
par sa situation et la qualité de sa construction.

Label tout électrique, donc isolation parfaite.

Jusqu'à 31 mai, les appartements seront livrés avec cuisines
équipées. Appartements témoins visibles tous les jours et
samedi, ou renseignements 293-43-32.

18 A PARTIR **3.500**
FD **80 %**
20 **1977** **135**

M **MARCADET-
POISSONNIERS
SRL-ORDINI
CHATEAU-ROUGE**

AG

**STEPHENSON 2 - 55-57, rue Stephenson - Paris au
prix de la banlieue. Du stud, a 4 pces, jardin et terrasses.
Bur. de vente sur pl., de 14 h. 30 à 18 h., sf moy., et dim.**




ZANNETTACCI 15, av. Maitillon - 75008 Paris,
Tél. 359-98-32.



18  **30 %**
20 1976  **113** 

  **LA FOURCHE**
PL. CLICHY 

IMMEUBLE « LE MONTMARTRE » - 22, av. de
Seint-Ouen - Du studio au 5 pièces. Grands jardins inférieurs.
Bureau de vente et appartement témoin tous les après-midi,
saut mardi et dimanche. Téléphone : 522-43-00



ZANNETTACCI 15, avenue Motignon, 75008 PARIS
359-98-32
PIJUS S.A.

18  **80 %**  **1978** 

MARCADET 110 - près de la place Jules-Joffrin, à proximité du métro et de rues commerçantes, 3 petits immeubles au confort raffiné. Sur place tous les jours sauf mardi et mercredi 10-12 h. et 14-19 h. - 254.71.06.

LA MAISON DU G. SCIC,
15, boulevard de Vaugrain
Paris (15^e) Tél. 567.55-66.

une réalisation
CAPRI

**...et un prêt CDE
financera votre achat :**

cde

Comptoir des Entrepreneurs
6 rue Volney Paris 2° - Tél. : 260.35.36.

Tous les financements immobiliers depuis 1848.

صلى الله عليه وسلم

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE

M. CHIRAC : Lyon sera une capitale pour l'enseignement, la recherche et les finances.

Accompagné d'une délégation comprenant plusieurs élus de la région lyonnaise, M. Louis Pradel, maire de Lyon, a été reçu, mardi 27 avril, par M. Jacques Chirac. Le maire de Lyon désirait entretenir le premier ministre des questions générales d'aménagement de la région lyonnaise et de développement urbain. Les problèmes des implantations industrielles, du transfert de certaines grandes écoles et laboratoires, ainsi que le projet de création de la ZAC Saxe-Paul-Bert, dans le quartier de la Part-Dieu, ont été évoqués au cours de cet entretien.

M. Pradel a aussi demandé à M. Chirac la création de nouvelles lignes aériennes : Lyon-Copenhague, Nice-Lyon-New-York, Lyon-Amsterdam.

Selon un communiqué de l'hôtel Maitland, « les pouvoirs publics encourageront l'implantation d'activités de haut niveau, notamment dans le domaine financier (en complétant les mesures de déconcentration prises récemment en matière bancaire et de commerce extérieur), dans le domaine de la recherche scientifique et de l'enseignement supérieur. Ces activités s'appuieront sur un secteur secondaire actif et diversifié ».

LE PROGRAMME ROUTIER
DU VII^e PLAN
DANS LA RÉGION PARISIENNE

Les investissements routiers dans la région parisienne s'élèveront au cours du VII^e Plan à 7,8 milliards de francs. La commission des transports et des communications du Plan propose que 6,2 milliards de francs soient à la charge de l'État et 1,6 milliards de francs à la charge du district de la région parisienne.

Les autorisations de programme concernent pour 1,3 milliard de francs les études et les nouvelles ordonnances, et pour 6,5 milliards de francs les voies rapides. À ce dernier titre, 1,3 milliard de francs sera affecté à l'achèvement des opérations en cours (autoroute de l'Est, deuxième tunnel de Saint-Clément, autoroute A15 de Commeny, à Pontoise, voie rive gauche dans les Hauts-de-Seine), 3 milliards de francs permettront de construire des sections de l'autoroute A86 : 500 millions iront à la section de la rocade A87 comprise entre la A15 (Paris-Cergy) et l'autoroute du Nord; 800 millions de francs aux divers tronçons des villes nouvelles (G4 entre Marne-la-Vallée et l'aéroport Charles-de-Gaulle, P5 entre Melun-Sénart et l'aéroport P6 entre Evry et la Folie-Besin, F12 à Saint-Quentin-en-Yvelines).

TRANSPORTS

Le trafic fluvial a diminué de 13,5 %

Closurant l'assemblée générale de l'Association nationale de la navigation fluviale (ANNAF), mardi 27 avril, M. Marcel Cavallé, secrétaire d'État aux transports, a tenté de calmer l'inquiétude des transporteurs fluviaux en déclarant : « Dans le domaine des transports, je vous donne l'assurance qu'il n'y a pas pour moi de secteurs privilégiés ».

Après avoir, M. Jacques Trorial, président de l'ANNAF, avoir rappelé les principales préoccupations actuelles de la grande famille de la voie d'eau. Le trafic a baissé en 1975 de 13,5 %. L'ANNAF souligne notamment la situation très difficile des transporteurs d'hydrocarbures (sur la Seine, la capacité de transport excédentaire atteint 50 % de la flotte), qui exige la définition d'un « plan de sauvegarde ».

À l'égard de la route, les transporteurs fluviaux réclament une lutte efficace contre les surcharges et le respect de la réglementation relative aux temps de conduite.

Enfin, à l'égard de la S.N.C.F., la « bête noire » de la voie d'eau, l'ANNAF demande une

égalité de traitement, par exemple pour les charges de retraite. « Le budget de l'État compense à ce titre plus de 4 milliards de francs par an à la société nationale : à proportion des effectifs en présence, 200 millions pourraient bien être versés à la batellerie », a demandé M. Trorial.

À quoi M. Cavallé a répondu : « La S.N.C.F. a un régime particulier de retraite très ancien. Elle assure elle-même le service des pensions aux cheminots, contrairement aux entreprises privées qui cotisent au régime général, celui-ci supportant, en contrepartie, le poids des pensions versées à ses "personnel". La contribution de l'État à la S.N.C.F. se justifie par cette différence de situation, qui, compte tenu des données démographiques et de l'évolution des effectifs, est défavorable à la S.N.C.F. ».

Sur ce sujet des retraites dans la batellerie, M. Cavallé a assuré que « ce personnel devrait pouvoir bénéficier d'une pension d'un montant égal à celui des pensions versées à l'âge de soixante-cinq ans ».

L'ÉGYPTE S'INTÉRESSE AU PAQUEBOT « FRANCE »

M. Jacques Friedmann, P.-D.G. de la Compagnie générale maritime, devait rencontrer dans les prochains jours M. Moustafa Kamel Mourad, président de la Chambre de commerce égyptienne et président du parti libéral.

Objet de cette conversation : un éventuel achat ou une location du paquebot « France », désarmé depuis un an et demi, qui pourrait être transformé en hôtel flottant ancré dans la mer Rouge à proximité du golfe de Suez.

Des entretiens exploratoires ont déjà eu lieu le mardi 27 avril à ce sujet entre M. Kamel Mourad et des responsables du secrétariat d'État aux transports, notamment M. Jean Chapon, secrétaire général de la marine marchande.

Pour la Compagnie générale maritime les contacts avec les res-

ponsables égyptiens devaient permettre, dans un premier temps, un simple échange de vues, mais jusqu'à maintenant aucun calendrier ni aucun projet de plan de financement précis n'ont été élaborés.

« CONCORDE »
INVITÉ À PHILADELPHIE

Concorde invité par Philadelphie. M. William Burns, administrateur de l'aéroport international de Philadelphie, a invité Air France et les British Airways à faire atterrir régulièrement Concorde à Philadelphie. Il a annoncé qu'il avait écrit à M. William Coleman, secrétaire américain aux transports, pour lui demander l'autorisation d'atterrissage pour le superjonc franco-anglais.

Philadelphie a été choisie comme terrain de secours pour Concorde. Mais le gouverneur de la Pennsylvanie, M. Milton Shapp, a préparé une législation interdisant l'atterrissage du superjonc dans l'État, invoquant, lui aussi, l'atteinte à l'environnement, notamment à cause du bruit. — (A.F.)

Faits et projets

Aménagement
du territoire

● **FÊTE DE LA BRETAGNE A NANTES** : UNE LETTRE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. — La « fête de l'unité de la Bretagne » a réuni, dimanche 25 avril, au château des ducs de Bretagne, à Nantes, deux mille à trois mille personnes, selon les organisateurs, pour échanger que l'unité administrative de la Bretagne est une aspiration populaire réelle, en Loire-Atlantique notamment, « département actuellement rattaché aux Pays de la Loire ». Trente-sept associations bretonnes se sont regroupées au sein du comité d'organisation. Dans une lettre adressée au président de la République, le comité d'organisation déclare que la « séparation » actuelle « constitue une agression de la personnalité bretonne au plan économique comme au plan humain ».

● **UNE ASSOCIATION DES DIRECTEURS DE SERVICES MUNICIPAUX**. — Après les maires et les secrétaires généraux des mairies, les directeurs de services municipaux viennent de constituer une association dont la première assemblée générale s'est tenue vendredi 23 et samedi 24 avril à l'hôtel de ville de Dijon. Estimant que « ce qui met les villes en péril, c'est le manque de coordination », les cent directeurs venant de trente villes françaises ont évoqué à Dijon aussi bien leurs problèmes professionnels que le malaise des collectivités locales. — (Corresp.)

Qualité de la vie

● **INQUIETUDES A CHAVENAY**. — Les responsables de l'Association des amis de la plaine de Versailles et ceux de l'Association pour la protection de l'environnement de Chavenay ont annoncé, le 26 avril, qu'ils allaient entreprendre des actions pour faire limiter le nombre des mouvements d'avions sur l'aérodrome de plaisance de Chavenay.

Paris

LA MAISON
DE CLOTILDE DE VAUX
INSCRITE A L'INVENTAIRE

Dans sa séance du 26 avril 1976, la délégation de la commission supérieure des monuments historiques, a décidé d'inscrire à l'inventaire l'immeuble du 8, rue Payenne, Paris (4^e), où mourut Clotilde de Vaux, qui fut l'épouse d'Auguste Comte, le fondateur du positivisme.

L'immeuble appartient aux positivistes français, qui en ont fait un « temple de l'humanité ».

[L'inscription d'un site à l'inventaire donne à l'administration des affaires culturelles un droit de regard sur les modifications envisagées : tout projet de construction ou de démolition doit être soumis à l'architecte des monuments de France, qui se prononce dans un délai de quatre mois.]

Pêche

● **MOINS DE POISSONS DANS L'ATLANTIQUE NORD**. — Pour remédier au danger d'extinction des bancs de harengs en mer du Nord, la commission des pêcheries du Nord-Est Atlantique, qui réglemente cette pêche, a décidé d'interdire les prises de cette espèce à 160 000 tonnes pour l'année 1976, soit à un niveau inférieur de près de 70 % à celui pratiqué avant le renouveau des restrictions l'été dernier. — (A.F.P.)

Transports

UNE TROISIÈME CLASSE
SUR L'ATLANTIQUE NORD ?

Une conférence organisée sous l'égide de l'Association internationale des transports aériens (IATA) est réunie à Londres afin d'étudier la création d'une « troisième classe » sur l'Atlantique nord. Ce tarif bon marché, s'il est adopté, entrerait en application le 1^{er} novembre prochain pour une période de six mois. — (A.F.P.)

● **DES AUTOBUS PLUS CONFORTABLES ET MOINS POLLUANTS**. — Pour aider à la conception d'un nouvel autobus plus confortable et moins polluant susceptible de répondre aux besoins des agglomérations françaises, à partir de 1980, le secrétariat d'État aux transports lance un concours international auprès de tous les professionnels de la Communauté européenne. La remise des projets est prévue pour octobre 1976. L'issue du concours un jury composé de représentants de l'administration, des collectivités locales, des entreprises de transports urbains et de l'Institut de recherche des transports désignera les lauréats et proposera l'attribution de primes. Les solutions et les idées retenues serviront de base à la rédaction de cahiers des charges à partir desquels seront construits un ou plusieurs prototypes. (Direction des transports terrestres, 344, boulevard Saint-Germain, Paris.)

● **CONTRE LES PAVILLONS DE COMPLAISANCE**. — La section scandinave de la Fédération internationale des ouvriers du transport a lancé un mot d'ordre de boycottage des chargements et déchargements des navires battant pavillon de complaisance, à partir du 10 mai prochain dans les ports nordiques, si un accord n'est pas signé d'ici là avec la fédération. Ce mouvement a pour but d'obtenir des salaires et des conditions de travail équitables à ceux des équipages de compagnies européennes pour les marins naviguant à bord de bateaux battant pavillon de complaisance. — (A.F.P.)

● **PAS DE SUBVENTIONS POUR PANAM**. — Le bureau de l'aéronautique civile des États-Unis (CAB) estime que la compagnie aérienne Pan American World Airways n'a plus besoin de la subvention qu'elle avait demandée à l'administration américaine. Pour lui, la situation financière de la compagnie s'est nettement améliorée et Pan Am semble à même de retrouver sa rentabilité. — (A.F.P.)

Avis
aux petites
et moyennes
entreprises

Avec ses nouveaux programmes de gestion commerciale, l'ordinateur IBM 32 peut être opérationnel très rapidement.

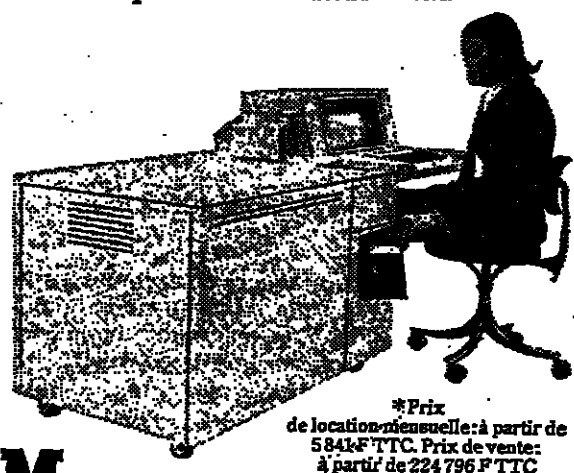
Il est évident aujourd'hui qu'une entreprise ne peut vivre et se développer qu'à partir d'une gestion rigoureuse. Une gestion fondée sur des informations nombreuses et précises que seul l'ordinateur peut exploiter instantanément.

C'est pour permettre aux petites et moyennes entreprises de réaliser une telle gestion qu'IBM a conçu le plus petit et le moins onéreux de ses ordinateurs, le 32. Bénéficiant des technologies les plus avancées, il offre, malgré son faible prix*, de larges possibilités de traitement.

Pour que celles-ci puissent être mises en œuvre facilement, IBM a préparé des Programmes Nationaux d'Applications (PNA) qui couvrent les fonctions clés de la gestion commerciale : la facturation, les analyses commerciales, la comptabilité-clients, et la tenue de stocks. D'une conception originale, ces programmes s'adaptent à vos besoins en vous permettant de choisir parmi des dizaines d'options qui se combinent entre elles, celles qui répondent le mieux à votre cas particulier.

Pour vous offrir des outils de gestion dignes de ce dernier quart de siècle, IBM a investi pour vous dans un travail considérable d'études des besoins, de conception, d'analyse et de programmation. Vous pouvez maintenant bénéficier de la simplicité du résultat.

Avec les PNA 32, vous ferez de la gestion informatique sans être informaticien.



IBM

Division des Systèmes de Grande Diffusion

L'ordinateur IBM 32
et ses nouveaux programmes «prêts-à-gérer».
Pour aller vite, en confiance.

Si vous désirez des informations complémentaires ou une démonstration, téléphonez au centre régional IBM le plus proche :

— PARIS et région parisienne - M. Locin -
Tél. : 776.43.43 - poste 6.000
Tour Septentrion, La Défense,
20, av. André Prothin - 92081 Courbevoie
— BORDEAUX - M. Ferre - Tél. : (56) 08.84.85
351, bd du Président Wilson - 33200 Bordeaux
— LILLE - M. Boulet - Tél. : (20) 51.92.54
250, av. de la République - 59019 La Madeleine

— LYON-ECULLY - M. Du Fayet de la Tour - Tél. : (78) 33.81.70
2, Chemin de la Sauvagerie - 69130 Lyon-Ecully
— MARSEILLE - M. Sien - Tél. : (91) 75.07.27
2, bd de Gabès - 13285 Marseille
— NANTES - M. Villet - Tél. : (40) 75.47.75
114, av. de la Libération - 44230 Saint-Sébastien-sur-Loire
— STRASBOURG - M. Franck - Tél. : (88) 61.48.15
16, rue de Leicester - 67084 Strasbourg

مركز المصالحة

LA QUADRATURE DU CERCLE VOUS CONNAISSEZ ?

Non... nous ne prétendons pas résoudre ce genre de problème mais nous pouvons vous aider efficacement à rentabiliser vos petites annonces.

COFAP COMPAGNIE FRANÇAISE D'ACTION PUBLICITAIRE

40, RUE DE CHABROL - 75010 PARIS
Téléphone 770-66-84 +

Publicité sous toutes ses formes (Spécialistes des annonces : offre d'emploi, Bureaux et secrétariat à votre disposition pour réception candidats.)

20 ans d'expérience et... paradoxalement une jeune agence

ANNOUNCEMENT OF COMPETITIVE BIDDING PETROLEO BRASILEIRO S.A. - PETROBRAS

- As a continuation of the Announcement dated 16th of February, 1976, regarding the preliminary selection of companies wishing to enter into contracts for petroleum exploration and oilfield development services in Brazil, PETROBRAS announces hereby that those companies which have been selected, and which have received a written communication thereof, are requested to submit their bids to PETROBRAS, Edifício Sede, Avenida República do Chile, 65 - 23º andar, sala 2339, Rio de Janeiro, Estado do Rio de Janeiro, Brasil, until 5 p.m., the 15th of July, 1976.
- Only such bids which are received within the time limit specified above shall be examined by PETROBRAS. Bidders shall be thereafter informed of the subsequent proceeding to be observed.
- The submittal of bids hereunder does not and shall not create any rights whatsoever in favour of the bidders, it being understood that PETROBRAS shall always be entirely free to, at its sole discretion, reject any or all bids received, or invite whichever other companies it may choose in order to contract with same for the execution of the services referred to in this Announcement.

LA VIE ÉCONOMIQUE

Seize ans de politique agricole ambiguë

II. — La paysannerie saisie par l'industrie

par ALAIN GIRAUDO

Depuis dix-huit ans, une véritable révolution a bouleversé les campagnes. La moitié des exploitations ont disparu, la mécanisation de la production a largement remplacé le travail de l'homme. L'intensification des cultures et des élevages a permis des performances... Bref, l'agriculture française figure désormais parmi les plus modernes de la planète. Pourtant, les paysans restent inquiets pour leur avenir. (« Le Monde » du 28 avril)

« Les paysans bretons attaquent les sous-préfets le vendredi et le samedi pour le gouvernement le dimanche », entend-on fréquemment. Lors des dernières élections présidentielles, on a estimé que deux fois plus d'agriculteurs ont voté pour M. Valéry Giscard d'Estaing que pour M. Mitterrand. Pourtant, le malaise paysan existe.

Revenons à 1973. Les éleveurs, qui n'arrivent plus à vendre leur bétail, même à vil prix, barrent les routes, alors que des carcasses de viande importée s'empilent dans les congélateurs. L'ensemble de la paysannerie manifeste pendant de longs mois pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur la dégradation de son pouvoir d'achat, due à l'augmentation vertigineuse des charges de production. Les producteurs de riz de

Camargue protestent à Arles, parce que leurs champs risquent de redevenir incultes si leur riz, sévèrement concurrencé par les grains américains et américains, continue de régresser. Sans parler des problèmes particuliers à telle ou telle région, de la guerre du vin qui déchire le Midi par exemple, nous parler non plus de l'éternel problème des prix agricoles européens.

« Comme c'est bizarre », pourrait objecter l'observateur auquel on aurait vanté la politique agricole de la V^e République et ses succès dans les campagnes. Curieuse est, en effet, la relation gouvernants-paysans. Apparemment les agriculteurs n'ont jamais manqué des faveurs du pouvoir : l'État leur consacre plus de 10 % des dépenses publiques. « L'agriculture est un des débuts de la France », disait encore il y a quelques mois le président de la République à des représentants professionnels. Jamais on ne manque dans les discours officiels de célébrer la grandeur du travail paysan et les valeurs de moralité qu'il recèle. Mais les paroles reviennent comme l'hypnotique administré aux patients angossés. Car les faits sont là, témoins de moins en moins de paix peuvent vivre du travail de la terre, au point qu'il a fallu organiser l'exode.

Un cycle amoureux

De cette situation exceptionnelle est né un dialogue subtil entre la rue de Varenne et les représentants syndicaux. La base se lance dans un cycle de manifestations plus ou moins spectaculaires ; mais après l'action de rue vient le travail d'arrière-plan : réunions, conciliabules discrets, au cours desquels les cabinets ministériels élaborent avec les représentants autorisés de la profession une solution à la crise en cours : une distillation, une interprofession, le versement d'une subvention.

La dramatisation reste le catalyseur de la négociation ; même lorsque la concertation devient permanente. Le ministre de l'Agriculture rencontre, en effet, tous les premiers mardis du mois les représentants des grandes organisations : une fois par an, la conférence annuelle permet de faire avancer certains dossiers ; l'organisation interprofessionnelle des producteurs et des transformateurs, par exemple — avec le premier ministre.

Ce cycle amoureux de la colère et de la réconciliation donne son principal mouvement à la politique agricole. Mise en scène habillée des paysans et du gouvernement pour obtenir quelques pourcentages supplémentaires d'augmentation des prix ou quelques subventions nouvelles, sans que le contribuable renâcle trop, pourrait-on penser, en s'exaspérant de ces démonstrations pendulaires de docilité électorale et de colère revendicative. Le fait que le gouvernement n'accepte de dialoguer qu'avec certaines organisations — Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.), chambres d'agriculture (A.P.C.A.), Jeunes Agriculteurs (C.N.J.A.), organisations mutualistes (C.N.M.C.C.A.), — jugés politiquement neutres, tendrait à le laisser croire ; les autres — le Mouvement des exploitants familiaux, les Paysans travailleurs, le Mouvement des travailleurs agricoles et ruraux, — qui posent

des problèmes en fonction d'une analyse politique, ne sont pas reçues. C'est pourtant en grande partie un faux débat, le monopole de la représentativité qu'accorde le gouvernement correspond à un sentiment unitaire dominant dans la paysannerie.

Aussi s'agit-il de savoir si les soubresauts du monde rural, rapidement anesthésiés par les pratiques de la politique agricole, ne sont pas révélateurs d'un mal plus profond ? L'observateur est en droit de se le demander, quand il note qu'en dépit des progrès des dernières années les consommateurs risquent de manquer de

pommes de terre en hiver ou paient trois fois plus cher les pêches d'un été à l'autre ; quand plusieurs centaines de milliers de tonnes de pommes sont détruites à l'automne ; quand la poudre de lait sert à nourrir les cochons. « Les fruits de la croissance, de la productivité, du travail des agriculteurs, ont été accaparés par les grandes sociétés industrielles et commerciales qui dominent les activités situées en amont et en aval de l'agriculture », estiment les spécialistes agricoles du parti communiste français pour expliquer le développement de la crise agricole. C'est dire que l'agriculture est une activité économique de plus en plus intégrée. Faut-il le bas de laine, l'autoconsommation.

Endettement et fragilité

« L'agriculture est devenue une industrie lourde » assurent souvent les responsables professionnels. L'image peut paraître paradoxale, elle n'est pas inexacte. Les économistes et les organisations paysannes ont évalué que le « coefficient de capital » de l'agriculture — c'est-à-dire le capital utilisé par rapport à la valeur ajoutée — est supérieur à celui de secteurs comme l'électricité, la sidérurgie, l'industrie mécanique ! Les dépenses en bâtiment, achats de matériel neuf, grosses réparations, autrement dit la formation brute de capital fixe (F.B.C.F.) du monde paysan, représentent environ le cinquième de la valeur ajoutée agricole contre le dixième seulement il y a une quinzaine d'années. La proportion y est désormais la même que dans les autres branches de l'économie.

Cette transformation des structures n'a pu être obtenue qu'en multipliant par huit les emprunts. Les encours après du Crédit agricole ont été multipliés par huit en quatorze ans, passant de 6 milliards de francs en 1960 à 48 milliards en 1974. Soit plus de la moitié de la valeur de la production agricole qui, dans le même temps, avait simplement triplé. Bref l'agriculture se classe parmi les activités les plus endettées, loin derrière la sidérurgie certes, mais devant bien d'autres industries grosses consommatrices de crédits.

« Dans les années 30, mon père avait une récolte en terre, une récolte en paille, une récolte à la vente. Aujourd'hui j'emprunte sur une récolte à venir », constatent souvent les exploitants. Cela dénote un indéniable changement de mentalité. Cela souligne surtout la fragilité de l'économie agricole actuelle. Car, en contrepartie de leur endettement, les agriculteurs ne se sont pas rendus maîtres du cycle biologique de production. Le soleil, le vent, la pluie, commandent très largement le volume des récoltes, donc des recettes de l'exploitant. En outre un prix garanti insuffisant peut le décourager de poursuivre la production d'une denrée qui ne lui permet pas d'amortir ses

investissements. Enfin une augmentation intempestive du prix des engrais, des aliments du bétail et du matériel de culture le contraindra soit à restreindre l'usage — ce qui se répercutera dans la production — soit à s'endetter plus encore, pour maintenir sa productivité.

En clair la situation financière des agriculteurs les pousse à une course en avant, dans laquelle beaucoup s'épuisent. Évoquant la situation, un conseiller du ministre de l'Agriculture écrit : « Si l'exploitation atteint une taille correcte, c'est au prix d'un endettement excessif. La rentabilité des investissements est faible ou incertaine, le niveau de vie médiocre. Beaucoup de ces agriculteurs ont plus de cinquante ans. Ils attendent l'indemnité d'âge de départ et la retraite qui leur permettront de mourir relativement riches, après avoir vécu pauvres. »

Les difficultés financières sont encore aggravées par la course pour la possession de la terre. Les possibilités offertes par le fermage sont limitées. Pour s'agrandir un exploitant est quasiment obligé d'acheter. Mais à quel prix ? Les prêts fonciers, qui représentaient 15 % du total des prêts du Crédit agricole en 1960, atteignent désormais 32 %.

La politique agricole qui a été élaborée, tant au niveau national qu'au niveau européen, ne s'est pas réellement préoccupée de ce type de problème. Elle a incité les exploitants à créer des unités de production rentables dans la définition optimale n'a jamais été donnée. Au reste, les filets protecteurs ont tendance à se relâcher : à Bruxelles, les autorités européennes s'efforcent désormais de limiter les dépenses de soutien des marchés pour éviter de financer des excédents. De son côté, la Commission d'Agriculture du V^e Plan invite les agriculteurs à développer encore leurs productions.

Dans ces conditions, pourra-t-on réellement éviter que l'agriculture ne se fasse dans quelques années sans paysans ?

FIN

OBLIGATIONS DE 1000 F 10,20% AVRIL 1976

- Intérêt : payable annuellement le 15 mai.
- Remboursement : Au pair, à la suite de tirages au sort, tous les 2 ans du 15 mai 1978 au 15 mai 1992, pour la moitié au moins du nombre d'obligations à amortir, la S.N.C.F. se réservant, pour le complément, la faculté de procéder à l'amortissement par rachat. A chacune des échéances susvisées, le nombre d'obligations à amortir sera égal au huitième du nombre des titres émis.
- Jouissance : 12 avril 1976
- Prix d'émission : 1 000 F
- Taux de rendement actuariel brut : **10,25%**

Les souscriptions peuvent être libérées uniquement en numéraire, à concurrence du montant global de l'emprunt fixé à 500 millions de francs.

Les obligations seront cotées à la Bourse de PARIS.

SOUSCRIVEZ

DANS LES BANQUES ET CHEZ LES AGENTS DE CHANGE, CHEZ LES COMPTABLES DU TRÉSOR, DANS LES BUREAUX DE POSTE ET LES CAISSES D'ÉPARGNE, AU SERVICE DES TITRES ET DANS LES GARES DE LA S.N.C.F.

B.A.L.O. du 26 avril 1976

9376

CONFLITS ET REVENDICATIONS

GRÈVE GÉNÉRALE A LA MARTINIQUE

Un mouvement de grève générale paralyse l'activité économique de la Martinique depuis mardi matin. L'appel des syndicats S.C.T.M.-C.F.D.T. et C.G.T.M., la plupart des travailleurs de secteur privé et public ont cessé le travail. Ils réclament l'application des lois sur le chômage à la Martinique ainsi que la création d'une agence régionale pour l'emploi.

Dans la matinée de mardi, plusieurs milliers de personnes ont défilé dans les rues de Fort-de-France scandant des slogans hostiles à la politique économique et sociale du gouvernement et protestant contre les licenciements.

A partir du 3 MAI 2 nouveaux CES de l'expertise comptable

RELATIONS INTERNATIONALES INFORMATIQUE
PRÉPARATION INTENSIVE MAI-JUILLET et 1^{er} QUINZAINES DE SEPTEMBRE

RENSEIGNEMENTS INSCRIPTIONS
523.05.41
246.16.33
523.01.98

École Commerciale Privée - Strasbourg
35 Bd de Strasbourg 75010 PARIS

A Limoges

LA DIRECTION DES Ets LEGRAND ENGAGE DES POURSUITES JUDICIAIRES CONTRE DES DÉLÉGUÉS SYNDICAUX

(De notre correspondant.)

Limoges. — Depuis six semaines, un millier d'ouvriers des établissements Legrand (appareillage électrique), qui emploient deux mille sept cents salariés à Limoges (Haute-Vienne), poursuivent un mouvement revendicatif, relatif notamment aux salaires et constitué par des actions diverses, dont des débrayages quotidiens. Depuis vendredi dernier, 23 avril, le conflit s'est durci : les grévistes ont décidé le « blocus » du dépôt des expéditions, empêchant les camions de l'entreprise de s'y approvisionner.

Considérant que cette dernière action était « inacceptable » et qu'elle pouvait entraîner des arrêts techniques, la direction des établissements Legrand a fait savoir aux délégués syndicaux qu'elle engageait contre eux une action civile en dommages et intérêts pour « obtenir réparation du préjudice subi », qu'elle estime à 70 000 F pour la seule journée du 23 avril. L'union départementale des syndicats C.G.T. de la Haute-Vienne a protesté contre ces poursuites judiciaires, affirmant notamment : « Le droit de grève est inscrit dans la Constitution », et Mme Hélène Constant, députée communiste de la Haute-Vienne, a demandé, dans une question écrite au ministre du travail, si ces poursuites « ne constituent pas une atteinte aux droits syndicaux et de grève ».

CORRESPONDANCE

Les ouvriers de Chaix à la Bibliothèque nationale

M. Georges Hadju-Villa, docteur en sciences historiques, nous ayant écrit « Le Monde » du 9 avril, à propos de l'incursion des ouvriers de l'imprimerie Chaix à la Bibliothèque nationale le jeudi 8 avril, les deux C.G.T. de ces derniers nous adressent la réponse suivante :

« Il est vrai que nous avons occupé la Bibliothèque nationale, nous l'avons fait pacifiquement et le plus discrètement possible, et il n'a jamais été dans notre esprit d'employer « la loi du plus fort ». (...) Nous nous faisons parvenir, afin que vous puissiez juger vous-même, des pétitions signées au cours de notre passage à la Bibliothèque nationale (elles n'ont pas été faites sous la menace). Par leur ampleur, elles reflètent mieux, à notre sens, l'état d'esprit des lecteurs et des chercheurs de la Bibliothèque nationale que l'opinion isolée de M. Hadju-Villa. Ces pétitions, qui portent une centaine de signatures, sont ainsi rédigées : « Nous, soussignés, exprimons notre totale solidarité aux travailleurs de l'imprimerie Chaix. En exigeant le maintien des emplois et du potentiel sur place, ces travailleurs défendent à la fois leur emploi, l'indépendance nationale en matière d'arts graphiques et la culture menacée. »

● LA GRANDE - BRETAGNE EXPORTE DU PETROLE — Pour la première fois de son histoire, M. Tony Benn, ministre de l'énergie, a annoncé que les premières tonnes de brut de la mer du Nord avaient quitté le Royaume-Uni pour l'Allemagne fédérale. Durant le deuxième trimestre, ces exportations de pétrole atteindront 400 000 tonnes.

صلى الله عليه وسلم

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

BILLET

Quand les publicitaires reçoivent un socialiste

M. Jacques Attali, conseiller économique de M. François Mitterrand, avait pris, mardi 27 avril, le risque de venir parler à des publicitaires de « Publicité et Socialisme ». De nombreux d'agences ou d'annonceurs, avaient rempli l'amphithéâtre où les avait conviés le groupe Information et Promotion des anciens de sciences-po. La tâche de M. Attali était lourde : tant est large le fossé qui sépare un théoricien de l'économie socialiste — même s'il s'exprime en son propre nom et non au nom de son parti politique — et des hommes qui ont fait du capitalisme et du libéralisme le fondement même de leur action et de leur vie. C'est donc en vain que M. Attali a tenté fort adroitement de les convaincre que le socialisme, loin de se manifester comme une suite d'interdits et de contraintes, créait les conditions réelles de la libre concurrence et de la liberté d'entreprendre.

Actuellement, affirme le conseiller de M. Mitterrand, ni l'une ni l'autre n'existe, alors que ces libertés sont « fondamentales » : seule la loi de la jungle s'exerce, qui conduit inéluctablement à la perte de ces libertés, puisque, en matière de concurrence, les dés sont pipés et que la création d'entreprises est réservée à ceux qui, déjà, détiennent le capital. « L'objectif », dit M. Attali, est de voir des hommes louer du capital et non le capital louer des hommes.

La publicité, en régime socialiste, n'est donc pas condamnée, mais elle devra s'adapter à de nouveaux besoins, d'autant plus que la promotion des « biens collectifs » créera un « tabou » du marché de publicité sociale. Mais il faut aller plus loin que cette publicité sociale, dispensée

par les pouvoirs publics, et remplacer ce qui n'est encore à ce stade qu'un monologue, essence unilatérale au consommateur, par un dialogue qui permettra l'instauration d'une véritable « communication sociale ».

La société socialiste doit donc tendre à être une société où on se parle, alors qu'aujourd'hui « seules les marchandises parlent ». Cela suppose, bien sûr, que la société socialiste réponde aux besoins de communication de tous ceux (consommateurs, collectivités locales...) qui, jusqu'ici, n'ont pas accès aux méthodes modernes de communication, faite de moyens financiers adéquats.

Selon M. Attali — et il ne cache pas que cette opinion personnelle est peu répandue au parti socialiste — les organisations de consommateurs, qui « institutionnalisent la division des hommes en deux camps, producteurs et consommateurs, sont un mythe. Les seules associations de consommateurs qui aient un sens, ce sont les syndicats ouvriers. Mieux encore, « les comités d'entreprise » devraient, dans les firmes, être associés à la définition des campagnes publicitaires.

Quant à la publicité télévisée, M. Attali a rappelé que la publicité des marques devrait disparaître des écrans : « La télévision est un service public, et un service public n'a pas à dépendre de recettes publicitaires ».

Le débat tourne court. Qu'il s'agisse de publicité télévisée ou de la réintégration dans les bénéfices des sociétés de leurs dépenses publicitaires, le dialogue et la communication, à ce stade, ne peuvent guère s'instaurer entre l'orateur et ses auditeurs. — J. D.

EUROPE

M. Ségué souhaite que les syndicats présentent des propositions communes à la conférence tripartite de la C.E.E.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Une délégation de la C.G.T., conduite par M. Georges Ségué, a été reçue, mardi 27 avril, à Bruxelles, par M. Ortolan, le président de la Commission européenne. Elle a vivement critiqué un récent rapport de la Commission décrivant la stratégie qui devait être mise en œuvre dans la Communauté pour rétablir le plein emploi. Ce document est destiné à préparer la conférence tripartite qui se réunira à Luxembourg, au mois de juin, les représentants des pouvoirs publics, des employeurs et des syndicats de la C.E.E. La Commission y met l'accent sur la nécessité de parvenir, grâce à un « compromis social », à une modération de la croissance des prix, des salaires et des dépenses publiques. Elle y fait appel à la discipline collective des partenaires sociaux et, soulignant que le retour au plein emploi exige un accroissement substantiel des investissements, note que ceux-ci ne reprendront que si les profits des entreprises augmentent.

« Nous avons indiqué au président Ortolan que nous ne partions pas de cette évaluation de la situation et que, selon nous, les solutions préconisées ne contribueraient pas à résoudre les difficultés actuelles, mais au contraire les aggraveraient », a déclaré M. Ségué.

Il a noté que le récent congrès de la C.E.S. (Confédération européenne des syndicats), qui regroupe la quasi-totalité des grandes centrales syndicales du Marché commun, dont la C.F.D.T. et F.O., et à laquelle la C.G.T. a demandé depuis plusieurs mois son affiliation) était parvenu, notamment en ce qui concerne les différents secteurs touchés au temps de travail, à des conclusions très voisines de celles de la C.G.T.

La précédente conférence tripartite, qui s'était tenue voici

quelques mois à Bruxelles, n'avait guère donné de résultats. M. Ségué et ses amis croient que la réunion de juin pourrait être l'occasion de progrès appréciables si les syndicats, après avoir mobilisé l'intérêt des travailleurs en vue de cette confrontation à l'échelle de la C.E.E., parviennent à s'entendre pour présenter sans équivoque leurs revendications. « La C.G.T. considère que le succès dépendra de la cohésion syndicale et devra de se concerter avec les autres organisations pour mettre au point des propositions communes ».

Une telle action à l'échelle des Neuf est d'autant plus nécessaire, selon M. Ségué, que « les petits phénomènes de reprise actualisent constamment, qui ne sont en fait que du rattrapage », empêcheront pas la situation de l'emploi de se dégrader fortement à l'automne si rien n'est fait d'ici là pour réorienter la politique économique du gouvernement.

M. Ségué a noté que M. Ortolan tout en défendant la position prise par la Commission, avait manifesté la volonté de maintenir la discussion ouverte avec les organisations syndicales.

PHILIPPE LEMAITRE.

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

RECUL DE F.O. AU SIÈGE SOCIAL DE LA SNIAS

Aux élections des membres du comité d'établissement au siège de la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS) à Paris, F.O. recule dans les collèges des employés et des techniciens et perd ses deux sièges : la C.G.T. et la C.F.D.T., qui ont fait liste commune, progressent de 8,49 % et obtiennent trois sièges au lieu d'un.

COLLÈGE DES EMPLOYÉS. — Inscrits : 249 (329 en 1974) ; exprimés : 178 (138 en 1974). Ont obtenu : liste d'union C.G.T.-C.F.D.T. 129 voix (89 en 1974), soit 68,18 % au lieu de 52,96 % ; F.O. 47 voix (58), soit 26,7 % au lieu de 35,7 %.

COLLÈGE DES TECHNICIENS ET AGENTS DE MAINTIEN. — Inscrits : 117 (181). Exprimés : 99 (141). Ont obtenu : liste d'union C.G.T.-C.F.D.T. 56 voix (79), soit 56,56 % au lieu de 51,77 % ; F.O. 43 voix (61), soit 42,42 % au lieu de 47,23 %.

BAC 6 semaines pour réussir

Une formule « à la carte » : Maths-Phys. Eco. So. Nat. revues intensives toutes sections. Formule « à la carte » proposée par D. Gervin : 3 fois par semaine pour 3 h de cours (120 F les 6 semaines) S.O.S. - MATB - 87 bd Saint-Michel. Etablissement d'enseignement privé. Tél. 328-34-34 - 328-30-75.

BANQUE

PLUSIEURS MILLIERS D'EMPLOYÉS MANIFESTENT A PARIS.

A l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T., qui ont décidé une grève de vingt-quatre heures pour appuyer leurs revendications à la veille de la réunion de la commission nationale paritaire, plusieurs milliers d'employés, grands et cadres de la banque ont manifesté, mercredi matin 28 avril, dans le quartier

Opéra à Paris, et notamment devant le siège de l'Association française des banques, F.O. organisait de son côté un meeting à la Bourse du travail.

Aux cris de « Augmentez nos salaires ! », les manifestants ont défilé, pendant deux heures, sans incident, devant les principales banques du quartier Opéra.

IMMIGRATION

Un nouveau programme d'action est signé entre l'État et la ville de Grenoble

Le second souffle d'une politique déjà ancienne

De notre correspondant régional

Grenoble. — M. Paul Dijoud, secrétaire d'État aux travailleurs immigrés, a passé le 23 avril avec la ville de Grenoble un nouveau contrat d'action en faveur des étrangers. Après ceux de Marseille signés le 20 novembre 1975 et de Saint-Quentin-les-Yvelines, le 3 février dernier, c'est le troisième programme pluri-annuel liant le secrétariat d'État à une collectivité locale.

Depuis son entrée, en 1965, à l'hôtel de ville, la municipalité de Grenoble, dirigée par M. Duboud (P.S.), a manifesté en de nombreux domaines son désir d'améliorer les conditions de vie des vingt-deux mille étrangers recensés sur le territoire communal (cinquante-deux mille dans l'agglomération grenobloise). Elle subventionne ainsi l'Association dauphinoise de coopération franco-algérienne (A.D.C.F.A.) née des 1956 au moment le plus noir des relations entre la France et son « département d'Afrique du Nord ». Elle a aussi, pour élargir son aide à toutes les nationalités, largement participé à la création, en 1970, de l'Office dauphinois des travailleurs immigrés (O.D.T.I.) et, par la suite, à la réalisation d'un important programme de foyers Sonacotra, répondant aux problèmes, sinon qualitatifs, du moins quantitatifs, qui se posent à cette époque.

Par la suite, elle a multiplié les interventions pour diversifier les formes d'hébergement : création d'un foyer O.D.T.I. à Fontaine, rénovation de locaux annexes à la réservation de logements dans les programmes sociaux à La Ville-neuve ou dans des quartiers plus anciens.

Dans ce domaine du logement des familles d'immigrés que la municipalité, volontairement, ne dissocie pas du problème général du logement social, Grenoble pouvait-elle donner une preuve plus tangible de sa volonté d'aide aux immigrés qu'en décidant d'entreprendre la première opération de restauration lourde dans le quartier Trés-Cloîtres où la population est composée de plus de 80 % d'étrangers ? Le premier immeuble sorti de terre dans le cadre de ce réaménagement urbain est précisément un foyer hôtel de cent vingt lits répartis par « unité de vie » de cinq chambres.

On pourrait encore multiplier les exemples de ce soutien pour les enfants d'immigrés, action de formation professionnelle

et d'initiation linguistique, menées avec les services de l'éducation, aussi de développement de l'expression culturelle spécifique dans le contexte de la vie culturelle grenobloise, avec notamment un soutien au Théâtre populaire maghrébin, etc.

Faute cependant de moyens financiers suffisants, beaucoup de ces actions sont plus expérimentales que véritablement opérationnelles. Les élus grenoblois en ont parfaitement conscience. La « charte » signée avec le secrétariat d'État doit permettre de donner un second souffle à leur action. Le montant de l'aide qu'apportera l'État, au cours des cinq années d'application du programme, a été évalué par le secrétariat d'État à 35 millions de francs, somme équivalente, toutes proportions gardées, à l'aide accordée à Marseille. Plus des trois quarts du financement sont destinés, à des investissements pour le logement. Le programme d'action prévoit notamment dans ce domaine la mise en service d'un parc « de plus d'un millier de logements, dont six cents dans le centre ancien, obtenus par réhabilitation d'immeubles existants » ou par constructions neuves. Très rapidement va débuter la réalisation d'un « hôtel social » de cent lits réservés à l'accueil provisoire des étrangers.

Mais l'originalité du programme contractuel, et qui explique pour une part qu'il soit si bien accueilli, est qu'il prend en charge la totalité des frais de fonctionnement des postes d'animateurs qu'entraînera l'élargissement de l'action sociale, socio-éducative et culturelle menée jusqu'à présent. À ces dépenses de fonctionnement, qui ont été chiffrées à 2 millions de francs par an lorsque tous les postes prévus auront été pourvus, s'ajoutera une participation de l'éducation et du Fonds de la promotion sociale à des opérations relevant de la formation, de la pré-formation et de l'éducation sociale.

La signature de ce contrat ne contraindra pas pour autant la ville à abandonner les orientations qu'elle a définies avec la collaboration étroite des associations et organismes concernés. À ce propos, le texte dit clairement que la ville de Grenoble exprime « un refus catégorique (...) de réduire l'action en faveur des immigrés à leur migration pure et simple à la société française ». Et il souligne de la manière la plus expresse le droit à la différence des groupes minoritaires.

BERNARD ELIE.

La Sonacotra menacée d'exclure de ses foyers-hôtels des immigrés qui continuent la grève des loyers

Les dirigeants des comités de résidents de la Société nationale de construction de logements pour les travailleurs (Sonacotra) ont reçu des lettres d'huissiers leur notifiant que s'ils ne payaient pas leurs loyers dans les huit jours, ils devraient quitter leurs chambres dans les foyers-hôtels. Cette information, communiquée mardi soir 27 avril par le comité de coordination des foyers en grève, a été confirmée par la société gestionnaire.

Agissant selon la procédure légale par voie de référé, la direction de la Sonacotra a adressé cet avertissement à plusieurs dizaines de résidents, notamment aux principaux meneurs de la grève des loyers. Ce nouvel épisode de la crise ouverte dans les foyers d'immigrés sera-t-il suivi de nouvelles expulsions ? Rien n'empêche en effet, aux termes d'une réglementation récente, d'expulser hors de France un travailleur étranger dépourvu de logement.

D'autre part, dans le cadre des poursuites engagées pour refus de paiement de loyer, la Sonacotra envisage de réclamer des saisies-

arrêts sur les salaires des travailleurs en rupture de loyer.

Les menaces suffiront-elles à résorber le conflit ? Au cours d'une conférence de presse, les dirigeants du mouvement de grève ont dénoncé l'« arsenal de répression déployé contre les immigrés ». Ils ont rejeté les motifs invoqués par MM. Cissard d'Estaing et Poniatowski à propos des récentes expulsions, déclarant que « jamais, selon eux, des violences n'ont été commises par les résidents dans les foyers Sonacotra ». Loin d'envisager la fin de la grève des loyers, les dirigeants du comité de coordination annoncent l'extension de la lutte.

AUTOMOBILE

LA PRODUCTION A AUGMENTÉ DE 20 % AU COURS DU PREMIER TRIMESTRE

« La traditionnelle reprise saisonnière s'est conjuguée cette année avec la reprise de l'économie », note la Chambre syndicale des constructeurs automobiles dans son bulletin mensuel. Les résultats du mois de mars confirment amplement la reprise du marché, amorcée depuis l'automne 1975. En mars, la production française d'automobiles a atteint 275 358 unités, soit 41,3 % de plus que l'an passé, avec une cadence journalière de 11 979 véhicules, soit 21,3 % de plus qu'en mars 1975. Les immatriculations ont atteint 168 770 unités (41,7 % de plus qu'en 1975) et les exportations 124 506, soit 1,9 % de plus que l'an passé.

Au cours du premier trimestre, la production automobile française a dépassé de 20 % celle de l'an passé, les immatriculations étant supérieures de 30,5 % et les exportations pratiquement égales (+ 2,3 %) à celles du premier trimestre 1975.

Le redressement rapide du marché intérieur a remis au beau fixe le moral des constructeurs, qui s'étendent à une poursuite de la reprise au mois de mars. Renault, Simca-Chrysler et Peugeot ont réembauché, depuis l'automne 1975, respectivement, 5 500, 5 000 et 600 personnes, et toutes les firmes utilisent d'ores et déjà à plein leurs capacités de production, largement sous-employées au cours des deux années précédentes.

TRADUCTIONS
Tous les jours, toutes les langues.
Tél. 670 625
EUROLINGUA
21, rue Saint-Raphaël
75007 PARIS
Tél. 240 52 66-67
A l'usage de votre bureau

→ AU DEPART DE ROISSY

Des prix charter sur vols réguliers Air France.

ETATS-UNIS: 1750F
CANADA: 1700F

Jusqu'à 50 % d'économie.

Ce sont les nouveaux tarifs Apex* de printemps aller-retour sur vols réguliers 707 et 747. Voici quelques exemples de prix pour les Etats-Unis : Boston 1750 F, New York 1775 F, Washington 1955 F, Chicago 2050 F ; ou bien pour le Canada : Montréal 1700 F. Supplément pour les traversées effectuées du 1^{er} juillet au 30 Septembre et légère majoration (77 F par sens) pour les vols du week-end.

Les avantages.

Vous partez à la date de votre choix. Vous voyagez sur vols réguliers.

Vous bénéficiez ainsi du service complet Air France. Si vous voulez avancer la date de votre retour, vous pouvez reporter la valeur de votre billet sur un tarif régulier, ce qui est impossible avec une compagnie charter.

Les conditions.

Les tarifs Apex sont valables pour des séjours de 22 à 45 jours.

Pour en bénéficier, vous devez acheter votre billet deux mois avant la date du départ.

En cas d'annulation, il vous sera retenu environ 10 % (maximum) du prix du voyage.

Pour de plus amples renseignements, adressez-vous à votre Agent de voyages agréé ou à Air France (tél. 535.61.61).

AIR FRANCE

Sentir le monde plus proche.

* Ces tarifs sont publiés sous réserve d'homologation gouvernementale.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A L'ÉTRANGER

R.F.A. : les ouvriers des imprimeries décident de se mettre en grève

De notre correspondant

Bonn. — Pour la première fois cette année, la République fédérale est menacée par un conflit du travail. Après l'échec des négociations salariales dans l'imprimerie, 58,2 % des travailleurs syndiqués ont voté la grève le mardi 27 avril. Pour que la cessation du travail soit légale, il faut, en R.F.A., que 75 % au moins des syndiqués se prononcent en sa faveur à bulletin secret.

Alors que le patronat et le syndicat n'avaient pu se mettre d'accord sur une augmentation salariale pour 1976, les représentants des salariés ont rejeté la proposition de l'industrie neutre qui suggérait une hausse de 8,4 %. Le patronat a accepté cette proposition, mais le syndicat, qui revendiquait 9 % avec un minimum de 140 deutschemarks par mois, ne veut pas conclure un accord de 6 %.

Il paraît improbable que la R.F.A. dans un premier temps au moins, tolérera la grève de journaux. La grève devrait

toucher d'abord quelques entreprises par roulement. Les entreprises ont toutefois agité le menace du lock-out, mais les dirigeants syndicaux ont affirmé que leurs caisses étaient pleines et que le syndicat était en mesure de soutenir une longue grève. Les deux organisations ouest-allemandes de journalistes, dont l'une appartient au syndicat du livre, ont appelé leurs adhérents à se solidariser avec les ouvriers.

Alors que dans presque toutes les branches industrielles les négociations salariales se sont conclues par des augmentations de salaires allant de 5 à 5,4 %, il s'agit d'une hausse des prix, surtout à celle prévue au début de l'année n'est certainement pas étrangère au durcissement syndical.

DANIEL VERNET.

BELGIQUE : les firmes multinationales menaceraient de partir.

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Une puissante association patronale, la Fédération des fabrications métalliques (Fabrimetal), vient de lancer un avertissement : « Parce que nos coûts de production sont trop élevés, les entreprises américaines menacent de quitter en bloc la Belgique. » Dans son rapport annuel, le président de la Fédération, M. Jacques De Staerck, fait état d'informations selon lesquelles les firmes multinationales américaines et allemandes abandonneraient très sérieusement à abandonner leurs entreprises situées en Belgique en raison de leur défaut de rentabilité « qui entraîne des pertes effrayantes ».

Les répercussions sur l'emploi seraient graves, souligne M. De Staerck. Dans le dialogue qui se prépare avec le gouvernement et les syndicats, c'est, à son avis, la restauration de la rentabilité qui doit avant tout être recherchée. Le président de Fabrimetal propose aux syndicats un contrat selon lequel les augmentations salariales en Belgique ne dépasseraient pas celles des pays voisins.

POLAROID ATTAQUE KODAK EN JUSTICE

La société américaine fabriquant le Polaroid — appareil photographique à développement instantané — vient d'annoncer qu'elle avait déposé une plainte contre la société Eastman-Kodak qui commence à mettre sur le marché un appareil concurrent du Polaroid (voir le Monde du 17 avril).

Polaroid, précise un communiqué de la firme, vient d'entamer devant un tribunal de Boston une action en justice accusant Kodak d'avoir copié illégalement sur dix de ses brevets déposés aux États-Unis, dont quatre relatifs aux appareils de photo et six aux pellicules à développement instantané.

■ Au Danemark, l'emprunt d'Etat, lancé par le gouvernement danois au début d'avril, a pris un très mauvais départ. Selon les experts, les ventes d'obligations et de bons du Trésor n'ont pas dépassé, en trois semaines, 300 millions de couronnes (225 millions de francs), sur les 19 milliards de couronnes (14,5 milliards de francs) qui doivent, en principe, rentrer dans les caisses publiques pour compenser l'impasse du budget 1976-1977.

SUISSE : vers l'introduction de la T.V.A. ?

De notre correspondant

Berne. — Signe des temps : les comptes de la Confédération helvétique pour 1975, rendus publics le 26 avril à Berne, accusent un déficit record de 1,3 milliard de francs suisses (12,5 milliards de francs français). L'excédent des dépenses contre 12,9 milliards de recettes). L'excédent des dépenses est nettement supérieur aux estimations budgétaires, qui prévoyaient seulement un découvert de 450 millions.

Le déficit de la Suisse a été en partie provoqué par une diminution de 1,5 milliard de francs suisses au titre des droits de douane (en dépit de l'augmentation des importations), à la suite des accords de libre-échange conclus avec la C.E.E. Les autorités helvétiques cherchent à trouver une compensation fiscale à la diminution des recettes douanières. L'année dernière déjà,

lors du référendum, le corps électoral avait approuvé l'introduction de nouveaux impôts pour améliorer la situation financière de la Confédération.

Pour ne plus devoir recourir à des expédients, le Conseil fédéral vient de mettre au point un projet plus ambitieux de refonte du régime fiscal. La principale innovation est l'introduction de la T.V.A. en remplacement de l'actuel impôt sur le chiffre d'affaires. La production gouvernementale sera soumise par la Chambre des communes pour être soumise, les cas échéant, à l'approbation du peuple et des cantons en 1977. Si la réforme est approuvée, on estime que la T.V.A. devrait générer à l'Etat 3,4 milliards de francs suisses de recettes supplémentaires à partir de 1978. — J.-C.P.

LES ACCORDS ENTRE LE MAGHREB ET LA C.E.E.

Des avantages et des risques partagés avec l'Algérie

De notre correspondant

Alger. — L'Algérie a tenu à donner un éclat particulier à la signature de l'accord de coopération avec la Communauté européenne, le lundi 26 avril. Le président, M. Boumedienne, ministre des affaires étrangères, a été délégué en présence de plusieurs ministres algériens, du corps diplomatique au grand complet et de la presse nationale et étrangère. Elle a été largement retransmise par la télévision. M. Gaston Thon, président de la C.E.E., a été reçu par le président algérien.

Le plan commercial, comme l'a souligné M. Cheysson, la C.E.E. et l'Algérie vont tenter ensemble une grande aventure, avec des risques et des avantages partagés. Dans le domaine agricole, les avantages consentis sont nettement inférieurs à ce que souhaitait l'Algérie, notamment pour le secteur de la pêche. L'Algérie devra enfin pouvoir acquiescer de brevets à des conditions favorables.

Sur le plan commercial, comme l'a souligné M. Cheysson, la C.E.E. et l'Algérie vont tenter ensemble une grande aventure, avec des risques et des avantages partagés. Dans le domaine agricole, les avantages consentis sont nettement inférieurs à ce que souhaitait l'Algérie, notamment pour le secteur de la pêche. L'Algérie devra enfin pouvoir acquiescer de brevets à des conditions favorables.

déjà de douze à quinze mois, qui sera mis à profit pour mettre en place les instruments de la coopération.

L'enveloppe financière de 1,4 milliards de francs (1,44 milliards de francs) devra favoriser des plans et programmes de développement des actions communes avec les neuf, la promotion de l'industrie et la modernisation de l'agriculture. Une coopération est également prévue dans le domaine scientifique et le secteur de la pêche. L'Algérie devra enfin pouvoir acquiescer de brevets à des conditions favorables.

Sur le plan commercial, comme l'a souligné M. Cheysson, la C.E.E. et l'Algérie vont tenter ensemble une grande aventure, avec des risques et des avantages partagés. Dans le domaine agricole, les avantages consentis sont nettement inférieurs à ce que souhaitait l'Algérie, notamment pour le secteur de la pêche. L'Algérie devra enfin pouvoir acquiescer de brevets à des conditions favorables.

Le conseil d'administration de la C.E.E. a décidé de proposer à l'Assemblée générale de maintenir un dividende égal à celui de l'exercice précédent, soit 2 F par action, auxquels s'ajoutent un impôt déjà payé au Trésor de 3 F, d'un dividende global de 5 F.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'Assemblée générale de maintenir un dividende égal à celui de l'exercice précédent, soit 2 F par action, auxquels s'ajoutent un impôt déjà payé au Trésor de 3 F, d'un dividende global de 5 F.

PAUL SALTA.

AFFAIRES

Le groupe Thomson rachète à I.T.T. sa filiale française L.M.T.

Le groupe Thomson va racheter à I.T.T. International Telephone and Telegraph sa participation de 88 % dans le capital de la société Le Matériel téléphonique (L.M.T.). Les négociations étaient parvenues, ce mercredi matin 28 avril, à un accord de principe. Seuls restent à régler quelques points de détail. Les dirigeants de Thomson et d'I.T.T. signeront vendredi le protocole d'accord.

Thomson achète la participation d'I.T.T. au cours de 300 millions de francs. En outre, il s'engage, comme l'exige la réglementation sur la cession des blocs d'actions, à proposer aux autres actionnaires de L.M.T. (qui détiennent 12 % du capital) le rachat de leurs titres aux mêmes conditions pendant quinze jours. Le groupe de M. Paul Richard, sera soutenu, pour cet important investissement, par un pool bancaire, qui devrait lui offrir des conditions de prêt favorables.

En prenant le contrôle total de L.M.T., Thomson acquiert par la même occasion 40 % du capital de la société des Lignes téléphoniques télégraphiques (L.T.T.), spécialisée dans les câbles téléphoniques (500 millions de chiffre d'affaires) et 17,9 % du Laboratoire central de

télécommunications (Laboratoire de recherche dans les télécommunications, les radars et les équipements électroniques pour l'espace). La division équipements hydrauliques de L.M.T. est également reprise par Thomson.

A côté de cet accord avec I.T.T., le groupe mène une opération similaire avec la firme suédoise Ericsson. Au début du mois de février, un accord de principe avait été signé, prévoyant une prise de contrôle majoritaire de la Française des téléphones Ericsson. Elle s'opérerait de la façon suivante : Thomson rachète 18 % de la Française des téléphones Ericsson à la firme suédoise, les 17 % détenus à la C.G.E. et complémentés par des achats en Bourse à hauteur de 18 %. Ces deux opérations ne deviendront définitives que dans la mesure où les pouvoirs publics choisisseront les techniques des firmes concernées pour les centraux de communication spatiale, ce qui est fort probable.

Ainsi, Thomson va devenir l'un des grands du téléphone en France. Ses participations dans L.M.T., L.T.T. et la Française des téléphones Ericsson sont incluses au sein de sa filiale Thomson C.S.F., qui régnera sur un vaste empire réalisant 10 milliards de francs de chiffre d'affaires.

J.-M.Q.

■ LES GREVES TOURNANTES. L'E.G.F., organisée par la Fédération C.G.T., ont affecté ce mercredi 28 avril les régions Sud-Est et Ouest ainsi qu'une partie du Centre. Malgré une baisse de la production de 20 %, aucun déstabilisme n'avait eu lieu dans la matinée, selon le directeur, qui signalait cependant quelques coupures de courant, décidées unilatéralement par les grévistes à Nantes, Lyon, Le Puy, Valence et Tours. On comptait en moyenne 40 % de grévistes selon la direction. La grève, qui avait commencé mardi dans la région parisienne, la Nord et la Normandie, a été au total suivie par 30 % du personnel selon la direction : la C.G.T., en revanche, sans avancer de pourcentage, a affirmé que « la participation du personnel et les

basses de production étaient sensiblement inférieures à celles de la grève du 7 avril », organisée avec la C.F.D.T. Enfin, à la suite de la protestation d'un directeur de clinique privée parisienne, la direction d'E.D.F. affirme que le plan Croix-Rouge qui garantissait le maintien ou le rétablissement immédiat du courant aux hôpitaux et cliniques a été intégralement respecté.

Pour louer une voiture à Djibouti, réservez chez

europcar 645.21.25

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CRÉDIT NATIONAL

L'Assemblée générale ordinaire du Crédit National, tenue le 27 avril 1976, a décidé de distribuer un dividende de 2,50 F par action, soit 250 millions de francs, à partir du 15 mai 1976.

BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS

Le total des actions approuvées par l'Assemblée générale du 27 avril 1976 est de 2 780 000 F et le dividende est de 250 millions de francs, à partir du 15 mai 1976.

LA ROCHETTE-CEMPA

Le conseil d'administration de la Rochette-Cempa, réuni sous la présidence de M. Pierre Schmidt, a arrêté les comptes de l'exercice 1975 au 31 décembre 1975. Le chiffre d'affaires consolidé prévisionnel du groupe s'élève à 1 325 millions de francs en 1976.

Le conseil d'administration de la Rochette-Cempa, réuni sous la présidence de M. Pierre Schmidt, a arrêté les comptes de l'exercice 1975 au 31 décembre 1975. Le chiffre d'affaires consolidé prévisionnel du groupe s'élève à 1 325 millions de francs en 1976.

Le conseil d'administration de la Rochette-Cempa, réuni sous la présidence de M. Pierre Schmidt, a arrêté les comptes de l'exercice 1975 au 31 décembre 1975. Le chiffre d'affaires consolidé prévisionnel du groupe s'élève à 1 325 millions de francs en 1976.

CHAMPAGNE MUMM

Le conseil d'administration s'est réuni le 26 avril 1976 sous la présidence de M. Jean de Courmoulin pour approuver les comptes et le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 1975 qui seront présentés à l'Assemblée générale ordinaire convoquée le 23 juin 1976, au siège social, à Paris, 36, avenue Pierre-1^{er}-de-Serbie.

Le conseil d'administration s'est réuni le 26 avril 1976 sous la présidence de M. Jean de Courmoulin pour approuver les comptes et le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 1975 qui seront présentés à l'Assemblée générale ordinaire convoquée le 23 juin 1976, au siège social, à Paris, 36, avenue Pierre-1^{er}-de-Serbie.

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Le 27 avril 1976, les actionnaires du Crédit Industriel et Commercial se sont réunis en Assemblée générale ordinaire sous la présidence de M. Christian de Lavaredo. Toutes les résolutions proposées par le conseil d'administration ont été adoptées.

L'Assemblée générale a approuvé les comptes et le bilan de l'exercice 1975, qui ont respectivement un bénéfice net de 34 972 721,80 F et un dividende de 14 081 512,10 F.

ELF-GABON

Le conseil d'administration d'ELF-Gabon, réuni le 3 avril 1976, a décidé de proposer à l'Assemblée générale des actionnaires, qui se tiendra à Port-Gentil (Gabon) le 4 juin 1976, la distribution d'un dividende de 500 F C.F.A. (70 FF) net d'impôts de l'exercice 1975.

Le conseil d'administration d'ELF-Gabon, réuni le 3 avril 1976, a décidé de proposer à l'Assemblée générale des actionnaires, qui se tiendra à Port-Gentil (Gabon) le 4 juin 1976, la distribution d'un dividende de 500 F C.F.A. (70 FF) net d'impôts de l'exercice 1975.

L'ORÉAL

Le conseil d'administration s'est réuni le 22 avril 1976, sous la présidence de M. Pierre Mougé, pour approuver les comptes et le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 1975.

Le conseil d'administration s'est réuni le 22 avril 1976, sous la présidence de M. Pierre Mougé, pour approuver les comptes et le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 1975.

Le conseil d'administration s'est réuni le 22 avril 1976, sous la présidence de M. Pierre Mougé, pour approuver les comptes et le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 1975.

NOVACEL

Le conseil d'administration, réuni le 26 avril 1976 pour approuver les comptes de l'exercice 1975, a nommé comme administrateur M. Jérôme Bédier en remplacement de M. Pierre Mougé, démissionnaire.

Après dotation de 20 000 000 F aux amortissements, l'exercice 1975 se solde par une perte de 10 702 552 F contre un bénéfice de 334 630 F pour l'exercice 1974.

Les actionnaires seront convoqués en Assemblée générale annuelle pour le 21 juin 1976, au siège social. Il sera proposé à cette assemblée de ne pas distribuer de dividende.

Une Assemblée générale extraordinaire se tiendra en vue d'autoriser le conseil d'administration à augmenter le capital par tous moyens, notamment par émission en numéraire, et à émettre quel qu'il soit, à un montant maximum de 90 millions de francs.

Pour pouvoir se consacrer plus complètement à ses autres fonctions de directeur général adjoint de Pricel et de président de Gille Thon, M. Guy Pleszky a estimé devoir remettre son mandat de président de Novacel à la disposition de M. Bernard Thery, et l'a vivement remercié pour l'œuvre qu'il a accomplie à la tête de Novacel depuis sa création en 1967.

M. Jérôme Bédier a été élu président-directeur général et M. Bernard Thery a été appelé aux fonctions de directeur général.

SC.PO

Préparation d'été et annuelle sur place ou par correspondance

Examen d'entrée 1^{re} année

Procédure d'admission 2^e année

Seconde session fin d'AP.

CEPES

Groupe d'Études de Professeurs

87, rue J.-C. Laffont, 92 - NEUILLY.

722-94-94

BUREAU A LOUER

MIEUX MOINS CHER

Neptune

Métro Pont de Neuilly et RER

Monsi de découper et retourner ce coupon, soit à BOURDAIS BUREAUMATIQUE, 162-166 bd Haussmann, Paris 8^e soit à BUREAU 26 rue de Miramont, Paris 8^e.

Nom _____

Société _____

Adresse _____

Tél. _____

Veuillez retourner ce coupon à :

NEPTUNE, sans engagement.

صلى الله عليه وسلم

سوق المال

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 28 AVRIL

Redressement

La levée de boucliers des élus de la majorité contre le projet de taxation des plus-values a sensiblement ralenti le mouvement de la Bourse de Paris qui se laissait aller au découragement depuis plusieurs semaines.

Un mouvement de reprise assez notable a été enregistré sur une cinquantaine de valeurs, dont la moitié, au moins, a progressé de 2 à 4 %.

L'intérêt des opérateurs s'est concentré sur les valeurs de matériel électrique, d'alimentation, de magasins et de construction mécanique.

Plusieurs grandes vedettes telles que P.U.K., L'Oréal, Michelin, Carrefour, L.M.T., Ferodo, se sont également détachées.

On a toutefois noté la répétition d'un certain nombre de baisses, dues en partie, à la poursuite de quelques ventes étrangères. Ces ventes ont été surtout localisées dans le secteur bancaire. Celles-ci n'ont cependant pas empêché les divers indices de monter d'environ 1 %.

Il est vrai que les organismes de placements collectifs ont discrètement repris leurs achats, aidant ainsi le marché à se redresser, d'autant plus que le volume des échanges est resté peu étoffé.

Aux valeurs étrangères, les mines d'or ont, semble-t-il, temporairement stoppé leur mouvement de reprise, quelques baisses apparaissant ici et là. Les allemandes et les américaines se sont à nouveau effritées.

Sur le marché de l'or, le napoleon s'est légèrement raffermi à 240 F en hausse de 0,80 F. Le lingot a nettement monté, gagnant 130 F à 15 400 F après un premier cours de 15 450 F.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE Base 100 : 31 déc. 1973.)

Valeurs françaises : 25 avril 27 avril

Valeurs étrangères : 189,2 191,1

C. DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général : 74,5 74,1

LONDRES

Toujours encouragées par la stabilité de la livre, et la perspective d'un renouveau du contrat social, les industries ont repris leur mouvement de reprise après un début plus hésitant. Les mines d'or se sont redressées.

OR (ouverture) : 128 60 contre 128 70

VALEURS 27/4 28/4

Wm. Laid 1/2 %	25 1/8	25 3/8
Bentley	258	263 1/2
British Petroleum	657 1/2	657 1/2
Shell	435 1/2	435 1/2
Vickers	197	198
Imperial Chemical	328	328
De Beers	240	238 1/2
Western Union	223	223
Rio Tinto Zinc Corp.	20 3/4	20 3/4
West India	24 3/4	24 3/4

Taux de marché monétaire

Effets 7 1/16 %

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

ENGINS MATRA. — Pour 1975, la société a réalisé un bénéfice net de 17,2 millions de francs contre une perte de 15,8 millions en 1974. Dividende global : 23,70 F contre 21,15 F.

MUTUAL. — Pour 1975, la société a réalisé un bénéfice net de 1,031 million de francs contre 6,3 millions. Le dividende global de cet exercice sera maintenu à 12,05 F par action.

L'acier est resté en forte demande. L'acier est resté en forte demande. L'acier est resté en forte demande.

7 DM par action sans distribution au titre de l'exercice 1975 contre 9 DM au plus haut.

1975 : 12,08 millions de francs contre 9,95 millions de francs. Dividende global : 12,80 F contre 12 F.

NEW-YORK

Notable repli

Le marché s'est replié mardi à Wall Street, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles retombant en fin de séance au-dessous de 1 000, à 995,51 en retrait de 7,25 points. Les échanges ont été plus importants que lundi, avec 17,6 millions d'actions échangées contre 15,52 millions.

Le repli des cours est attribué à l'incertitude qui règne sur l'évolution de la politique monétaire de la réserve fédérale (Fed). Selon les nombres grandissant de courtiers, cette dernière s'orienterait prochainement vers un resserrement modéré de l'argent. Ils en voient la preuve dans le relèvement à 4 7/8 contre 4 3/4 % du taux des « Federal Funds ».

L'attente des opérateurs a également été retardée par l'annonce d'un déficit commercial d'un milliard de dollars.

Sur le plan purement technique, certains analystes estiment, en outre, que le marché semble désormais avoir atteint son point de retournement. Ils ont même annoncé par des entreprises ne parvenant pas à lui faire le coup de force.

Sur 1 885 valeurs traitées, 674 ont gagné, 1 211 ont baissé, 100 sont restées stables. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a perdu 7,25 points, à 995,51 (— 0,74 %).

VALEURS 27/4 28/4

1 dollar (en francs) : 299 80 299 28

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

Petroleum (L.)	125	125
Procter & Gamble	158	158
Johnson & Johnson	140	140
Merck & Co.	147	147
Amgen	147	147
Boehringer	147	147
Novartis	147	147
Roche	147	147
Sandoz	147	147
Novartis	147	147

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

Novartis S.A.	550	550
Sandoz S.A.	550	550
Novartis S.A.	550	550
Sandoz S.A.	550	550
Novartis S.A.	550	550
Sandoz S.A.	550	550
Novartis S.A.	550	550
Sandoz S.A.	550	550
Novartis S.A.	550	550
Sandoz S.A.	550	550

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

Novartis S.A.	550	550
Sandoz S.A.	550	550
Novartis S.A.	550	550
Sandoz S.A.	550	550
Novartis S.A.	550	550
Sandoz S.A.	550	550
Novartis S.A.	550	550
Sandoz S.A.	550	550
Novartis S.A.	550	550
Sandoz S.A.	550	550

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

Novartis S.A.	550	550
Sandoz S.A.	550	550
Novartis S.A.	550	550
Sandoz S.A.	550	550
Novartis S.A.	550	550
Sandoz S.A.	550	550
Novartis S.A.	550	550
Sandoz S.A.	550	550
Novartis S.A.	550	550
Sandoz S.A.	550	550

HORS COTE

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

Novartis S.A. 550 550

Sandoz S.A. 550 550

